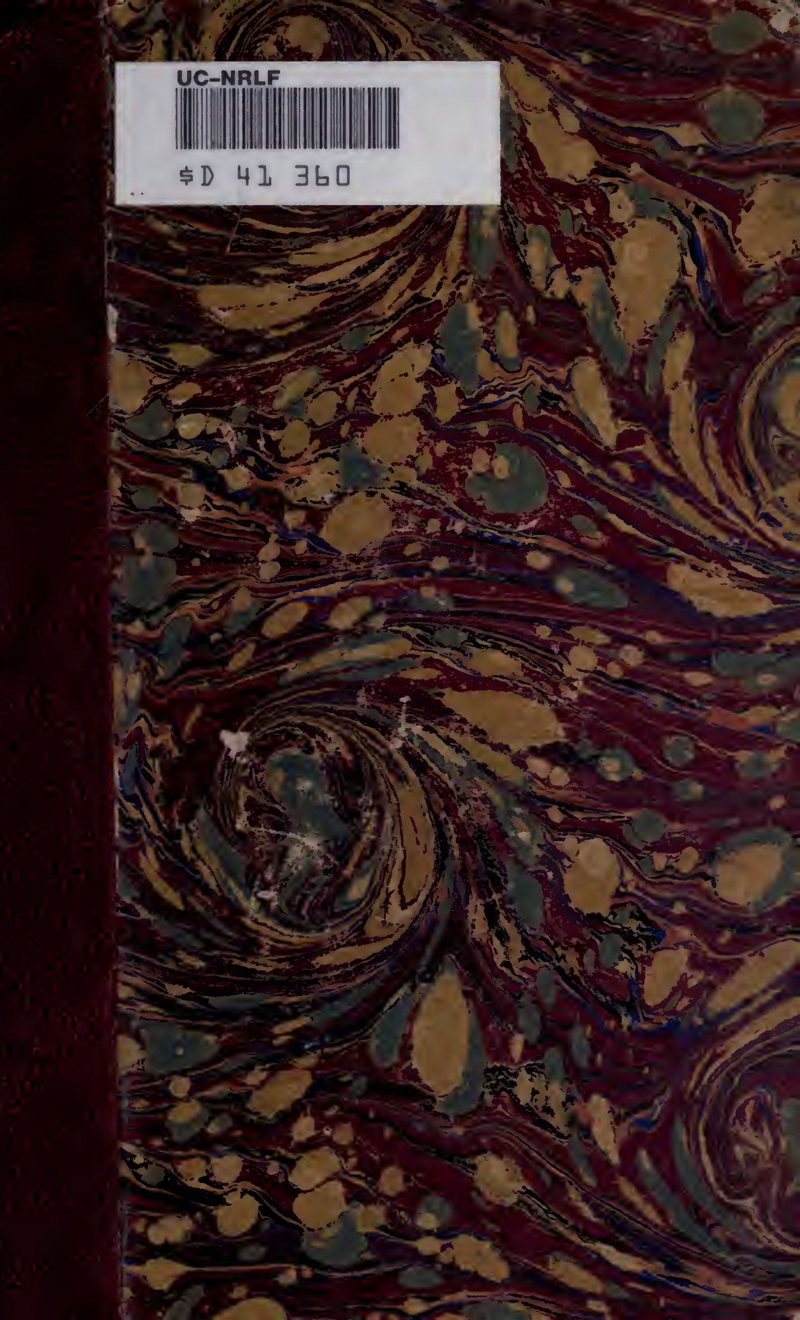
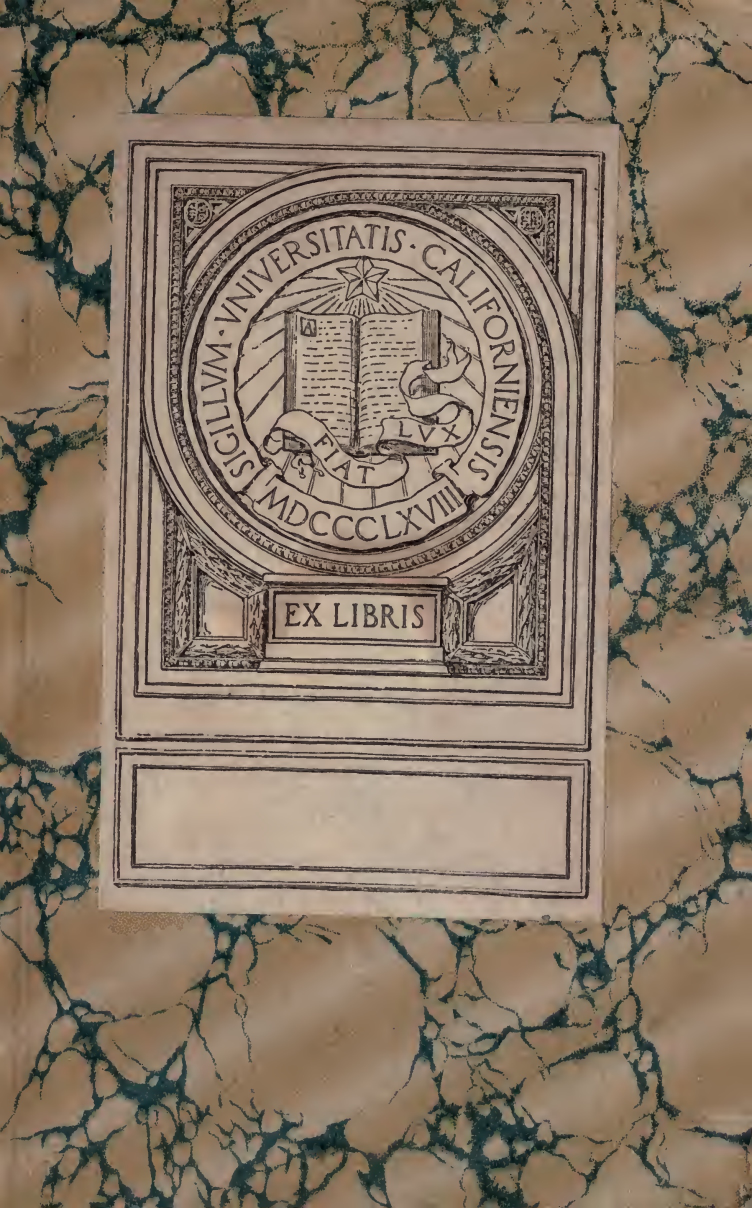
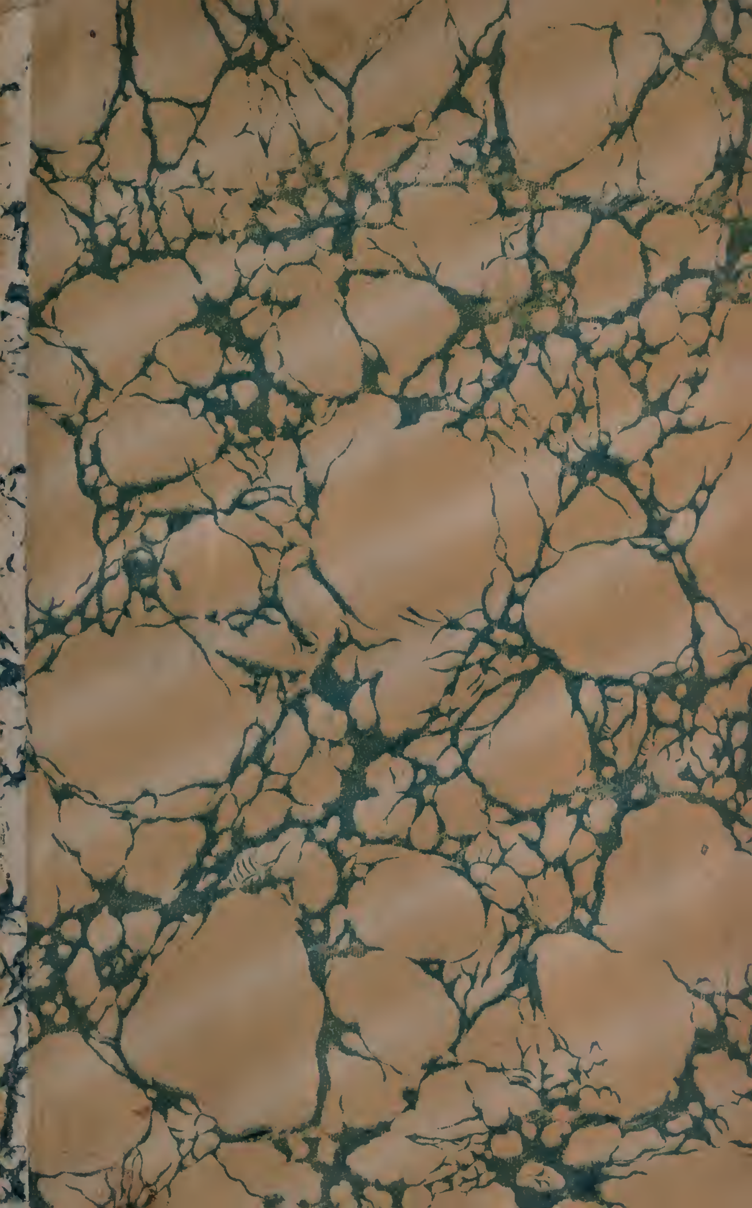



SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
FIAT LVX
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS



AUL DE ROUSIERS

FB 8 ½

6924

LA VIE AMÉRICAINE

L'Éducation et la Société



L'Éducation et la Société

Typographie Firmin-Didot et Cie. — Mesnil (Eure).

PAUL DE ROUSIERS

LA VIE AMÉRICAINE

L'Éducation et la Société

Quatrième mille



LIBRAIRIE DE PARIS
FIRMIN-DIDOT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
56, RUE JACOB, PARIS

LA VIE AMÉRICAINE

L'ÉDUCATION ET LA SOCIÉTÉ

CHAPITRE PREMIER

L'Éducation américaine.

I. L'éducation première. — II. Il n'y a pas de sot métier. III. Les jeunes filles.

Il n'est pas nécessaire de séjourner bien longtemps aux États-Unis pour s'apercevoir que tout le monde n'est pas apte à profiter des avantages qu'ils offrent. Les Européens qui les visitent éprouvent tous cette impression, bien qu'ils la manifestent de manières différentes; mes lecteurs l'ont ressentie, j'espère, en parcourant avec moi les diverses sphères d'activité dans lesquelles se meut l'Américain (1). Pour coloniser dans l'Ouest, il faut affronter l'isolement; pour tenter la moindre entreprise, même dans l'Est, il faut courir de gros risques et s'exposer à la concurrence

(1) V. *Ranches, Fermes et Usines.*

d'individus énergiques et actifs; partout il faut savoir changer de métier chaque fois que les circonstances l'exigent, être à l'affût de l'occasion favorable, vivre avec une constante préoccupation et camper sur le champ de bataille de la vie.

Il y a des Européens qui réussissent à faire tout cela; nous en avons vu à l'œuvre; mais c'est, d'une manière générale, l'Américain qui excelle à triompher dans cette lutte quotidienne, c'est lui qui mène le mouvement, qui ouvre les territoires, qui fonde les villes, qui bâtit les chemins de fer, qui crée les manufactures, c'est lui qui pousse le pays en avant et lui assure de grandes destinées.

Pourquoi l'Américain peut-il accomplir une tâche pareille?

Là-dessus, chacun donne une opinion différente; les uns disent : C'est parce qu'il est égoïste, et n'estime que l'argent; les autres pensent, au contraire, que son énergie a une source plus haute et tient à un sentiment élevé de dignité personnelle; les uns louent, les autres blâment, personne n'explique.

Ce n'est pas expliquer une manière de faire, en effet, que de la rattacher à une manière de voir. L'une et l'autre résultent d'un ensemble de circonstances, des influences du milieu, de l'éducation; pour les comprendre, il faut observer ce milieu, cette éducation, se rendre compte des mille détails de la vie journalière qui inspirent à l'Américain, dès l'âge le plus tendre, certaines idées et lui donnent l'habitude de certaines pratiques. C'est pourquoi nous allons main-

tenant pénétrer dans l'intérieur des familles américaines, comme nous avons pénétré dans l'intérieur des fermes, des ateliers, des maisons de commerce ou de banque. Nous avons vu l'Américain agissant, nous allons voir comment son éducation le prépare à agir.

I. — L'ÉDUCATION PREMIÈRE.

A cinq ans, un enfant américain est déjà très différent d'un enfant européen ; cela se voit par mille détails : en revenant de New-York au Havre, j'ai voyagé une fois avec plusieurs familles de Yankees, dont les jeunes rejetons, généralement exempts du mal de mer, constituaient pour moi une des principales distractions de la traversée; leurs allures, leurs conversations, que je comparais mentalement aux allures et aux conversations des enfants français de leur âge, étaient des plus instructives et jetaient parfois une vive lumière sur tout ce que j'avais vu en Amérique. Un jour, par exemple, que je faisais les cent pas sur le pont, j'aperçus une petite fille, de quatre ans environ, grimpée sur le bordage et penchée à mi-corps au-dessus de l'eau; instinctivement, je m'approchai d'elle pour être à même de la retenir en cas de chute, mais sa mère étant venue à passer près de nous, se contenta de lui demander si elle s'amusait bien (*Well! have you a good time*?), lui fit une petite caresse sur la joue et s'en alla à l'autre bout du bateau sauter à la corde avec deux ou trois *gentlemen,* qui avaient organisé ce petit sport pour tromper l'ennui du voyage.

A mon tour, je repris alors ma promenade interrompue, me disant qu'il ne fallait pas être plus maternel que les mères, et songeant à ma femme et à mes enfants : quelles transes chez une mère française en un cas pareil ! L'Américaine dont je parle n'était cependant pas une mère dénaturée, loin de là, mais elle trouvait naturel et salutaire ce que nous trouvons follement imprudent. Chacun doit veiller sur soi-même, tel est pour elle tout le code de la sollicitude maternelle, et elle l'applique tranquillement, non par principe raisonné, mais par habitude, et sans songer que cela puisse soulever l'ombre d'une critique.

Il y a sans doute des inconvénients à cette manière de faire, ils sautent aux yeux ; mais les Américains acceptent ces inconvénients, parce qu'ils leur paraissent, à eux, moindres que les avantages ; leurs enfants sont imprudents, mais leurs jeunes gens sont hardis et entreprenants. A l'inverse, nous désirons des enfants sages, obéissants, disciplinés, mais nos jeunes gens manquent d'initiative. De la surveillance de leur nourrice, ils passent successivement à la surveillance d'une bonne, d'un pion de collège, d'un caporal de chambrée, et quand, à la fin, on leur laisse leur liberté, ils n'en savent pas faire usage.

Je me souviens encore d'un petit garçon de huit ans et demi qui se promenait tout seul, les deux mains dans les poches de son paletot, et répondait au nom de Willie. Son père et sa mère étaient bien quelque part sur le bateau, mais je ne les ai jamais aperçus, tandis que j'ai souvent causé avec mon ami Willie.

Ce gamin avait déjà fait plusieurs fois la traversée, racontait ce qu'il avait vu en Europe, demandait des explications sur le fonctionnement de l'hélice et parlait indifféremment l'anglais, le français et l'espagnol. On aurait très bien pu l'envoyer seul d'Europe en Amérique, sans qu'il en fût le moins du monde embarrassé.

Vous me direz peut-être que c'était un type d'enfant cosmopolite extraordinairement débrouillé par l'habitude des voyages; allez n'importe où aux États-Unis, vous rencontrerez des types semblables. Un de mes amis de Kansas City, qui demeure à quatre milles de la ville, laisse son fils de douze ans reconduire sa petite sœur de l'école à la maison avec sa voiture et son cheval. Je vais passer la soirée à Saint-Louis, dans une famille assez nombreuse, mais je ne trouve que le père, la mère et un des enfants, les autres sont allés au théâtre voir jouer *Carmen;* l'aîné de la bande a vingt ans, ses sœurs en ont seize et dix-huit, ils rentreront à minuit, dans un quartier désert, presque à la campagne. Un autre habitant de Saint-Louis me dit : « Ma fille, qui a seize ans, est partie pour Winipeg l'autre jour; elle doit y être arrivée maintenant. » Cette jeune fille voyageait seule et Winipeg est à plus de 2.000 kilomètres de Saint-Louis.

Quand les Américains vont en Europe, cette indépendance de leurs enfants et de leurs jeunes gens, cette confiance qu'ils ont en eux, étonnent beaucoup. Une dame de New-York, séjournant à Paris, envoie son petit garçon de onze ans toucher un chèque de

5.000 francs à une banque; le caissier n'ose refuser, remet la somme, et prévient le père de l'imprudence commise : « Ah! çà, lui dit celui-ci, pensez-vous donc qu'à onze ans, mon fils n'est pas capable de faire une commission pour sa mère! » Et il riait beaucoup, en me racontant la chose, de notre défiance innée. D'ailleurs, ce même petit garçon, se trouvant à Paris pendant l'Exposition de 1889, y allait tous les jours et tout seul, causant allemand avec les exposants allemands, anglais avec les exposants anglais ou américains, français avec les autres, interrogeant, recueillant déjà des faits et des renseignements utiles, s'instruisant à la manière américaine, dans laquelle les livres ont moins de part. Quand son père put, vers la fin de l'Exposition, quitter New-York et ses affaires pour venir la visiter, il était à même de le guider partout.

En somme, les Américains habituent de bonne heure leurs enfants à se débrouiller eux-mêmes, à ne compter que sur eux-mêmes, à n'avoir besoin de personne; en voyage, on voit des petites filles de sept à huit ans faire leurs malles toutes seules; chacune a la sienne, de manière à en être seule responsable; à table, elles commandent leur repas, elles savent se décider. Chez nous, les enfants bien élevés regardent leur mère pour savoir s'ils doivent accepter un bonbon.

De bonne heure aussi, on les entretient dans l'idée que la vie a des nécessités pénibles et qu'il est inutile de s'attendrir sur le départ de leur père pour un

voyage lointain, sur un revers de fortune, sur soi-même enfin; on les élève virilement.

Tout cela, je le répète, ce n'est pas en général un raisonnement de tête qui le dicte aux parents américains, pas plus qu'un raisonnement de tête ne dicte aux parents français l'éducation qu'ils donnent à leurs enfants, mais l'ensemble des mœurs concourt à ce résultat.

Au surplus, un père et une mère américains prêchent surtout d'exemple; ils corrigent peu, ils emploient fort peu la contrainte; ce que j'ai dit plus haut en donne bien la raison; pour développer l'initiative, ils ont surtout à *laisser faire*. De là, des habitudes de patience extraordinaire et des formules de prière là où nous employons des formules impératives. Dans une petite ville de l'extrême Ouest, une jeune mère dit devant moi à sa fille de trois ans, un charmant petit baby très diable qui met le désordre dans le salon : « Arabella, je vous prie, ne faites pas cela; j'en suis fâchée, mais je dois vous empêcher de faire cela; Arabella, vous brisez mon cœur. » A la fin de la soirée, le cœur de la pauvre femme devait être en morceaux, car Arabella le brisait à tout instant. On me raconte d'autres faits du même genre. A Saint-Paul, un petit garçon, qui s'est fait mettre à la porte de plusieurs établissements d'éducation, revient à la maison paternelle après une de ces aventures. Le père, sans s'émouvoir, lui dit : « Eh bien, Monsieur, à quel collège avez-vous l'intention de vous rendre maintenant? » Il n'est pas possible de

pousser plus loin le respect de la liberté individuelle.

Comme tous les systèmes d'éducation, celui-ci reste sans effet sur certaines natures, mais il fait naître, chez toutes celles qui en sont susceptibles, un sentiment fécond de responsabilité, de dignité, de virilité. Un religieux d'origine française, qui a une longue expérience des États-Unis, me disait : « Les petits Américains sont plus faciles à prendre que les Français, à condition qu'on sache ne pas les brusquer. Comme à de jeunes chevaux de sang, il leur faut de grands ménagements, mais on peut en obtenir beaucoup; tout le secret consiste à les traiter comme de grandes personnes, à faire appel aux idées élevées de devoir. J'entendais un jour un Américain déplorer ce fait que beaucoup de petits jeunes gens de douze à quinze ans, instruits dans les écoles publiques par des maîtresses de classe, travaillaient pour leur faire plaisir. « Mais, « lui dis-je, ne trouvez-vous pas que c'est là une marque de déférence qui prouve en leur faveur? — « Sans doute, me répondit-il, mais il ne faut pas que « les enfants travaillent pour faire plaisir à une femme, « il faut qu'ils travaillent pour se développer, pour « devenir des hommes, pour s'élever, pour jouer leur « rôle dans la vie; l'éducation ne peut être utilement « fondée que sur ce sentiment; on n'est homme qu'à « ce prix. » Voilà bien l'idée américaine.

Il arrive souvent que l'Américain de dix ans joue au petit homme; c'est inévitable avec la liberté qu'on lui laisse, mais les manifestations de sa précocité sont sérieuses malgré leur ridicule. Il ne se croit pas un

homme parce qu'il fume, qu'il marche les pieds en dehors, ou qu'il parle des actrices en vogue; ce qui le hausse à ses yeux, c'est d'avoir une responsabilité ou de s'en donner l'air, par exemple, de protéger sa petite sœur, de mener la voiture de son père; par-dessus tout, il affecte la plus complète indépendance, parle des affaires qu'il entreprendra et y songe déjà.

Cependant, en dépit de cette éducation presque négative que je viens de décrire, en dépit de cette liberté de tout faire qui est laissée au jeune Américain, il est une liberté qu'on lui enlève soigneusement pour l'avenir, c'est celle *de ne rien faire.*

Si on développe en lui le sentiment de la responsabilité, c'est qu'il faut en effet le préparer à être complètement responsable de ses moyens d'existence, aussitôt que son âge le lui permettra. A seize ou dix-sept ans en général, à vingt-deux ou vingt-trois ans au plus tard quand il sort de l'Université, ses camarades le montreront du doigt s'il est encore obligé de recourir à la bourse paternelle pour subvenir à ses besoins; l'opinion publique est sévère sur ce point, et les pères de famille n'entendent pas nourrir les grands garçons qu'ils ont élevés; on coupe donc les vivres au blanc-bec, et c'est à lui de prouver qu'il est réellement un homme, qu'il peut se tirer d'affaire lui-même.

J'ai vu souvent aux États-Unis, des Français profondément choqués de ce qu'ils appellent « l'égoïsme des pères américains ». Il leur semble révoltant qu'un homme riche laisse son fils gagner lui-même sa vie, qu'il ne l'établisse pas; cela répugne, il est vrai, à nos

habitudes, mais toute la force de l'éducation américaine est là; la liberté laissée aux enfants serait des plus dangereuses, si elle n'avait pas pour contre-poids et pour raison d'être l'obligation où ils sont de se suffire à eux-mêmes; les sentiments de responsabilité et de dignité personnelles dans lesquels on les élève n'auraient plus de base sérieuse, si tout jeune homme n'était pas réellement responsable de sa conduite, s'il ne souffrait pas des conséquences de ses fautes, s'il ne profitait pas du résultat de ses efforts.

En plus, toute société où la richesse se développe voit se poser devant elle un grave problème qu'elle est souvent incapable de résoudre, celui de trouver de l'emploi pour les jeunes gens riches. Rien n'est difficile comme de conserver aux rejetons d'une classe puissante l'énergie qui a fondé sa puissance, rien n'est difficile comme de les préserver de la corruption. Ce problème, l'Américain en vient à bout par cet ingénieux mécanisme qui contraint le fils d'un millionnaire à manger son pain à la sueur de son front.

Je visitais un jour une brasserie des environs de Boston, avec son propriétaire, un homme très hospitalier qui m'avait reçu quelque temps auparavant; en traversant les ateliers de tonnellerie, M. R... me dit : « Ne reconnaissez-vous pas quelqu'un ici? » Je cherche et j'aperçois en effet, sous la vareuse bleue de l'ouvrier, un de ses jeunes fils, avec lequel j'avais dîné le dimanche à la maison paternelle, et qui m'avait paru un parfait gentleman; je m'avance pour lui serrer la main, mais il s'excuse en riant et me montre des doigts

tout noirs; il venait de forger! M. R... m'explique que ce garçon passe successivement par tous les ateliers différents, de manière à se mettre complètement au courant du travail qui s'exécute à la brasserie. Il accomplit sa tâche comme un simple ouvrier, puis, le soir venu, fait sa toilette et s'assied à la table de son père, dans une élégante et confortable villa où il est entouré de luxe. Voilà un jeune homme que l'avenir n'effraie point; quoi qu'il arrive, il saura trouver un moyen honorable de vivre. Un de ses frères se lève toutes les nuits à *deux heures* pour se rendre à la brasserie et surveiller les livraisons de houblon, d'orge, etc. Il se rattrape en dormant le dimanche, et un autre frère, qui fait je ne sais plus quoi, envie son sort. « Moi, dit-il, je ne dors bien que l'été, mais, l'hiver, mes affaires me forcent à me coucher tard et à me lever tôt. » La famille est nombreuse (sept enfants, je crois), mais le père possède au moins dix millions de francs; chaque enfant aura donc, si la fortune se divise également, un assez joli patrimoine; cependant, en attendant la mort du père, il faut vivre, et pas un usurier ne voudrait prêter un dollar sur cette succession future, car elle est incertaine; le père peut déshériter entièrement ses enfants ou un de ses enfants; il transmet sa fortune comme bon lui semble, la loi lui laissant toute liberté à cet égard. Par son testament, M. Pullman a enlevé sa fortune à ses fils; il ne les jugeait pas capables de faire face aux *responsabilités* que comporte une situation considérable et a donné explicitement cette raison de ses dispositions. Il leur a simplement laissé

une rente viagère médiocre, une dizaine de mille francs à chacun si mes souvenirs sont exacts.

On sent quelle poussée en avant une société doit recevoir du seul fait de toutes ces jeunes énergies, dont aucune n'est dispensée d'agir, et le soi-disant égoïsme des pères américains explique assez bien le développement de l'Amérique.

Bien des traits d'ailleurs prouvent que cette manière de faire n'a rien de commun avec les calculs d'un égoïsme étroit. Un avocat de Chicago, qui a quatorze enfants, dont treize fils, me raconte qu'il paie le voyage d'Europe à chacun d'eux quand ils terminent leurs études et avant de les lancer dans la vie d'affaires; il estime que c'est là un utile complément de leur éducation. Ce complément lui coûte bien certainement 10.000 ou 15.000 francs, chaque fois; mais, plus tard, ses enfants n'auront pas le temps de faire un tour aussi complet, il leur faudra songer à leurs entreprises; c'est donc pour eux le meilleur moment, et le père n'hésite pas à leur procurer cet avantage à ses frais.

L'enfant, élevé dès son plus jeune âge avec l'idée de compter sur lui-même, habitué à voir autour de lui des gens qui sont arrivés par leur propre énergie aux sommets de la fortune, aspire tout naturellement à faire de même, et c'est plaisir de voir comment il cherche à se débrouiller quand vient le moment de donner sa mesure. Il se lance dans la lutte pour la vie avec la même ardeur que mettrait chez nous un jeune Saint-Cyrien à faire campagne; seulement il se rencontre assez rarement que les Saints-Cyriens soient appelés à

faire campagne à vingt ans, c'est la chance exceptionnelle de quelques promotions, tandis que le *struggle for life* sans trêve et sans repos appelle toutes les promotions de jeunes Américains et pour toute leur vie.

II. — IL N'Y A PAS DE SOT MÉTIER.

Ne demandez pas à un jeune Américain dans quelle carrière il va entrer, il ne vous comprendrait pas, car il n'y a pas ici de carrière à proprement parler; on ne sait pas à vingt ans qu'à trente on aura 4,000 francs d'appointements, qu'entre quarante et cinquante on sera décoré, qu'à soixante on prendra sa retraite. C'est à peine si, dans l'Est ou dans quelques grandes villes de l'Ouest, on trouve des jeunes gens se destinant à une profession déterminée d'avocat, de médecin, d'ingénieur; neuf fois sur dix, ils ont simplement l'intention générale de se lancer dans les affaires, *to start in business*, et profitent de la première circonstance qui se présente. Suivant les cas, ils débutent dans l'industrie, dans le commerce, dans la culture, dans le journalisme, sans attacher à ce début une grande importance. Il ne s'agit pas pour eux, en effet, de compromettre leur vie tout entière en se confiant à l'engrenage d'une administration qui les déposera quarante ans plus tard au seuil de la vieillesse, il s'agit tout simplement de se créer pour le moment présent des ressources suffisantes, et aussi d'acquérir de l'expérience. Avec ces ressources et cette expérience, on arrivera un jour ou l'autre à travailler pour soi, à mon-

ter une affaire indépendante. Tel est le plan de l'Américain.

On ne le voit donc pas consacrer de longues heures à la recherche mentale de sa vocation, ni consulter l'aréopage des parents âgés pour avoir leur avis sur le choix d'une carrière; il pense que la meilleure manière de connaître ses aptitudes est de les mettre à l'épreuve et compte s'éclairer sur sa destinée en tentant la fortune.

Aussi trouve-t-on parfois des enfants de seize ans déjà mêlés à d'importantes entreprises; tel celui qui visitait avec moi un des établissements de M. Carnegie, à Pittsburgh, et me disait, quand je lui offrais un cigare : « Merci, Monsieur, je crois que je suis encore un peu jeune pour fumer. » Trop jeune pour fumer et pas trop jeune pour être industriel! Qu'en pensent nos rhétoriciens?

En général, les pères de famille, persuadés que rien ne remplace l'expérience personnelle, donnent peu de conseils à leurs enfants et les laissent apprendre leur leçon eux-mêmes, comme on dit là-bas (*Let him learn his lesson*). Un banquier de New-York me racontait que, dans sa jeunesse, au moment de se mettre aux affaires, il se trouvait avoir reçu en cadeau une somme de quelques milliers de dollars; étant en contact journalier avec des spéculateurs de profession, ayant ses entrées à *Wall street,* il eut l'idée de risquer aux jeux de bourse la petite fortune qu'il possédait et consulta son père sur ce projet. « Joue bien vite et hâte-toi de perdre, lui dit celui-ci, cela t'apprendra

mieux que tous mes discours que l'argent se gagne au travail et non au jeu. » Deux mois plus tard, après des vicissitudes diverses, le fils revenait, les mains vides, annoncer à son père qu'il avait tout perdu. Il avait appris sa leçon.

Pour bien apprendre sa leçon, il faut être seul responsable de ses actes, et c'est pour cela qu'un Américain prend rarement dans ses affaires un de ses fils, sans lui laisser l'entière liberté d'aller travailler ailleurs, si bon lui semble; toute influence se rattachant à l'autorité paternelle fausserait l'expérience, et c'est là un trait fort surprenant pour un Européen. Il nous paraît assez naturel de faire profiter nos enfants d'une situation acquise : un notaire sérieusement établi, un commerçant dont le magasin est bien achalandé, un industriel prospère, s'associent volontiers leurs fils, et celui-ci accepte aisément, si toutefois il consent à travailler, cette carrière toute trouvée. Peu lui importe d'être traité en petit garçon, de rester dans la dépendance de son père; pour éviter autant que possible tout effort et tout risque, il fait aisément le sacrifice de son initiative et de sa personnalité. Ici, il n'en est pas de même : les pères se rendent compte que cette facile entrée dans la vie ne trempe pas suffisamment les caractères en vue de la lutte, et les fils, jaloux de leur indépendance, sont portés à fuir l'atelier ou le bureau paternels; s'ils y entrent, c'est en étrangers.

Chacun a d'ailleurs l'ambition de se faire soi-même, et ce sentiment se retrouve même chez les rares personnes qui ne s'adonnent pas à des entreprises ayant

le lucre pour objet. Je me souviens d'un petit garçon qui avait la passion de l'étude et s'était installé une table de travail à côté de la cage de l'ascenseur qu'il dirigeait plusieurs heures par jour, pour avoir de quoi payer ses leçons; des leçons ainsi gagnées étaient profitables, comme bien on pense. Ce garçon ne deviendra pas millionnaire à pâlir sur ses livres, mais il ne devra à personne la satisfaction de son goût intellectuel; il pourra ne pas être riche, mais il sera indépendant; c'est le trait essentiel.

Même esprit de dignité dans le clergé américain. Le supérieur sulpicien du séminaire catholique de Boston me raconte à ce sujet plusieurs traits caractéristiques : un jeune séminariste d'une origine très modeste, et dont les parents ne peuvent pas payer la pension, vient le trouver un jour et lui dit : « Veuillez, je vous prie, me garder ici jusqu'à la fin de l'année scolaire et considérer comme une avance l'argent que ma famille ne sera pas en mesure de fournir, je le gagnerai pendant les vacances et vous le rendrai. » En effet, les vacances venues, le jeune clerc se rend à Saratoga, une station thermale élégante de l'Est, se place comme garçon de restaurant et revient trois mois après avec une somme assez importante pour rembourser les avances qu'on lui avait consenties. En France, nous considérerions comme contraire à la dignité ecclésiastique le fait d'un futur abbé servant à table les baigneurs de Vichy, mais nous acceptons parfaitement de le voir élever par la charité publique. Ici, c'est le contraire; aucun métier n'est déshonorant, mais il est

déshonorant de ne pas se suffire à soi-même ; ce sont les individus qui relèvent les professions et, parmi les garçons de restaurant au milieu desquels vivait le séminariste en question, plusieurs sont peut-être aujourd'hui des *gentlemen*. Eux aussi pouvaient ne chercher dans cette fonction peu relevée qu'une occupation temporaire, destinée à leur créer des ressources et à leur permettre quelque entreprise de plus grand avenir.

Cela explique bien d'ailleurs le respect de soi-même, l'attitude indépendante que l'on remarque à tous les échelons de la société. Un ouvrier américain a une très haute idée de lui-même et il n'est pas dans toutes les Espagnes d'hidalgo plus fier que lui ; sans doute il ne sait pas se draper dans un manteau troué avec des poses de théâtre, mais cet appareil extérieur ne lui est pas utile. Il faut cette pompe à l'hidalgo pour affirmer publiquement sa haute origine, en même temps qu'il tend la main ; l'Américain qui travaille et se sent réellement indépendant s'occupe assez peu de ce que son voisin pense de lui et manque carrément de tenue ; son sentiment de dignité est intérieur, celui de l'hidalgo est extérieur.

Avec de semblables habitudes, il n'est pas de malheurs irréparables et le père que sa mauvaise chance ou sa mauvaise gestion ruinent de fond en comble peut espérer voir ses fils arriver très haut ; l'échec d'une génération rejaillit assez peu sur la suivante ; tous les jeunes gens, en effet, débutent dans la vie avec les mêmes moyens, ou à peu près.

Dans l'Ouest surtout, ce fait est très frappant : souvent un émigrant venu d'Europe avec sa femme et ses enfants, après des revers de fortune, éprouve les plus grandes difficultés, je ne dis pas à reconquérir une situation indépendante, mais à vivre. Cependant ses fils tombent tous jeunes dans le milieu américain ; ils sont exempts de nos préjugés d'Europe et aussi de cette méfiance universelle, de cette aigreur si fréquente chez les personnes qui ont rencontré l'adversité sur leur route ; l'avenir est devant eux. Un jeune homme de dix-huit ans, né en France, mais débarqué ici à trois ou quatre ans avec ses parents ruinés, me raconte comment il s'est tiré d'affaire au Kansas. D'abord il s'est placé comme berger sur un *ranche* de moutons, puis comme *cow-boy* sur un *ranche* de bestiaux, courant à cheval du matin au soir et gagnant à cet exercice salutaire une vigoureuse constitution, qui lui sera d'un grand secours, quoi qu'il arrive. Après cela, il a voulu essayer de la culture, mais l'a bientôt abandonnée pour le journalisme et fait maintenant du commerce avec succès. Il a un cheval rapide et un *buggy,* promène les jeunes filles dans cet équipage à ses moments de loisir et se déclare parfaitement heureux, c'est un véritable Américain ; son frère, plus âgé que lui, arrivé aux États à dix-sept ans, après son cours d'études classiques, fait un excellent commis de banque, mais il restera toute sa vie bureaucrate en sous-ordre ; ses amis secouent la tête en parlant de lui et le blâment de ne pas être entreprenant : « Il connaît les affaires de banque et pourrait s'établir à son

compte, me disent-ils. — Mais comment voulez-vous qu'il fonde une banque, il n'a pas de capitaux? — La belle raison! où en serions-nous dans l'Ouest, si nous attendions d'être riches pour créer nos entreprises! »

En effet, l'Américain excelle à saisir toute occasion de spéculer, d'appliquer son esprit et son activité à une combinaison lucrative; gagner sa vie jour par jour en accomplissant une tâche déterminée, toujours la même, lui paraît une occupation d'ordre inférieur, et il ne l'accepte que temporairement; *faire des affaires,* voilà qui répond mieux à ses aspirations; aussi, dès qu'il le peut, se lance-t-il à essayer sa chance, *to try his luck.*

Cette aptitude est si marquée que les Américains eux-mêmes en plaisantent parfois. Voici une petite histoire cueillie dans un journal de New-York qui en peint à merveille le développement précoce chez de tous jeunes enfants : la scène se passe dans une ville minière de l'Ouest : « Johnnie, dit un financier proéminent à son plus jeune fils, je vous donne un dollar si vous défoncez le carré de terrain où je veux faire le nouveau jardin de votre petite sœur. — Cela va bien, répond Johnnie, devenu aussitôt pensif, mais je vous demanderai de m'avancer vingt-cinq pour cent sur le prix fixé par notre contrat; ce n'est pas que je doute de votre bonne foi, mais cette somme m'est nécessaire comme mise de fonds. — Que voulez-vous dire, Johnnie? — Voici, mon père, le *quarter* (quart d'un dollar) que vous me donnerez, je l'enfouirai dans le carré de terre, puis je rassemblerai mes camarades et

leur dirai qu'un pirate a caché jadis un trésor à cette place. Dès que l'un d'eux aura trouvé le *quarter*, vous pensez si les autres piocheront de bon cœur; le carré de terre sera défoncé et j'aurai 75 p. 100 de bénéfice sans me fatiguer; mais au fait... — Qu'y a-t-il encore? — Au fait, si je trouvais le *quarter* moi-même, cela leur donnerait tout autant d'ardeur au travail, et l'affaire paierait encore bien mieux; ce serait le même coup que celui dont vous parliez hier à maman à propos de cette mine! Et le père versa des larmes de joie en pensant quel jour sombre ce serait pour Jay et Rufus, quand son fils aurait l'âge des affaires. »

Vraie ou fausse, l'anecdote est typique, elle montre bien comment un Américain sait transformer en spéculation profitable la tâche que d'autres se contenteraient d'exécuter pour recevoir le salaire convenu; des individus de ce genre ne restent pas commis de banque toute leur vie.

En revanche, les fortunes qu'ils élèvent sont des monuments fragiles, soumis à d'innombrables risques; après s'être endormis millionnaires, beaucoup se réveillent un beau matin sans un sou vaillant; mais ces brusques revers ne les abattent pas. Pour eux, c'est un simple retour à une situation connue, celle d'où ils sont partis au début; il s'agit de refaire une route déjà parcourue, voilà tout. C'est alors qu'ils se mettent courageusement au premier métier qui se présente, avec une simplicité et une énergie vraiment admirables. Un jour, un homme de bonne mine, âgé de quarante ans environ, se présente chez une dame

de Chicago, dont il avait jadis connu la famille, et lui raconte que la maison de commerce dans laquelle il était employé vient de sombrer il y a un mois, qu'il est sans ressources et serait reconnaissant à qui voudrait bien lui procurer du travail. « Mon mari va rentrer, lui dit Mme B..., et il s'occupera de vous chercher une situation. En attendant, considérez-vous ici comme chez vous et ne craignez pas de recourir à nous. Vous me comprenez mal, Madame, je ne possède rien au monde et ne puis accepter des avances que je ne suis pas sûr de rembourser; si vous désirez m'obliger, donnez-moi du travail, faites-moi cultiver votre jardin, battre vos tapis : je suis prêt à faire tout ce que des mains humaines peuvent faire, mais je veux gagner mon pain. » Il fallut que Mme B..., de qui je tiens ce récit, l'adressât à une de ses voisines qui réparait sa maison, et le soir même elle trouvait le *gentleman* qui était venu la solliciter, couché sur le dos et peignant le dessous d'un balcon de bois; au bout de quelque temps, il parvint à rentrer dans une situation plus appropriée à ses aptitudes, mais jamais il n'avait eu recours à l'obligeance de ses amis, autrement que pour obtenir du travail. C'était là son point d'honneur, et vraiment il ne manque pas de gens qui le placent plus mal.

On le voit, l'éducation américaine a pour but de développer autant que possible chez les jeunes gens ce sentiment de dignité personnelle et d'indépendance qui se manifeste par tant de traits. Je sais bien qu'à New-York, à Boston, à Saint-Louis, à Baltimore, à Chi-

cago même, il tend à se former depuis quelques années une classe de jeunes oisifs, disposés à jouir des écus amassés pour leur père, mais la défaveur qu'ils rencontrent, les satires qu'on ne leur épargne guère affirment suffisamment leur caractère exceptionnel; en tous cas, si on veut comprendre pourquoi l'Amérique marche, ce n'est pas auprès d'eux qu'il faut chercher la raison de ses progrès : eux, ce sont des Américains destinés à disparaître, à venir en Europe flâner dans les capitales et les villes d'eaux; leur pays n'offre pas assez de distractions pour des hommes de loisirs.

III. — LES JEUNES FILLES.

Le souffle d'indépendance qui pousse en avant la société américaine tout entière fait sentir son effet sur le sexe faible lui-même, et c'est peut-être là un des côtés les plus originaux de l'éducation de la jeunesse. Si les petits garçons élevés de l'autre côté de l'Atlantique nous paraissent étonnants, à nous autres Européens, les petites filles nous réservent des surprises plus grandes encore. Il doit en être ainsi d'ailleurs, car on sent combien une femme française, par exemple, se trouverait dépaysée et mal à l'aise dans le milieu que nous décrivons.

Au premier abord, l'impression ressentie par un étranger est qu'il n'y a pas de sexe aux États-Unis. Garçons et filles vont à l'école côte à côte, s'asseyent sur les mêmes bancs, écoutent les mêmes leçons, se promènent seuls dans les rues. Voilà pour la première

jeunesse. A vingt ans vous trouvez la jeune fille dans les manufactures, dans le *hall* des grands hôtels où elle sert de secrétaire, grâce à la sténographie et à la machine à écrire, au premier venu des voyageurs; dans l'école primaire où elle enseigne, dans les amphithéâtres où elle apprend la médecine, dans la rue où elle prêche, dans les sociétés d'utilité publique où elle s'agite, parfois même, dans les salles de vote, à la tête des municipalités, etc.

Comment donc est élevé cet être bizarre et complexe? Pour quel but, pour quels devoirs le forme-t-on? Il faut un moment de réflexion pour s'en rendre compte.

Peut-être les Américains ne le savent-ils pas bien eux-mêmes, car je rencontre, en lisant un journal, l'annonce d'un concours assez curieux : 20 dollars de récompense pour qui répondra le mieux à cette question : « Que faire de nos filles? *What shall we do with our girls?* » Les concurrents se divisent à peu près en deux camps : les uns veulent qu'on élève les filles de manière à ce qu'elles se tirent d'affaire elles-mêmes; l'un d'eux cite à ce propos un mot de Mme de Staël que je ne connaissais pas, et qui me paraît bien américain pour être d'elle : « Ce n'est pas de mes écrits que je suis fière, lui fait-il dire, je suis fière d'avoir à ma disposition dix façons différentes de gagner ma vie »; les autres insistent davantage sur les vertus domestiques, les devoirs du ménage, la cuisine, la lessive et le reste.

Ces deux courants se retrouvent bien marqués dans

la société; ils correspondent d'ailleurs aux deux situations différentes que peut y occuper une femme : si elle reste fille, il lui faut lutter pour la vie comme les hommes avec lesquels elle se trouvera en concurrence, et la meilleure éducation qui convienne à une future *spinster* est une éducation virile, pratique, une éducation de lutteur. Au contraire, si elle a un mari, le problème du pain quotidien retombe tout entier à la charge de celui-ci; son rôle à elle, ce sera de soigner ses enfants, de les élever, de diriger sa maison.

Mais on ne connaît pas d'avance le sort réservé à une petite fille de dix ans; devant cette incertitude, quel parti prendre?

Les Américains agissent la plupart du temps comme si leurs filles ne devaient jamais tomber en puissance de mari; ils les élèvent comme des garçons, leur laissant la plus grande indépendance d'allures; dans le doute où ils sont sur leur avenir, ils préfèrent leur assurer les moyens de parcourir seules le chemin de la vie. Si un compagnon s'offre pour leur donner le bras et faire route avec elles, ce sera fort bien, mais il faut prévoir le pire pour éviter les surprises désagréables.

Il semble donc qu'il y ait égalité de situation entre les petites filles et les petits garçons, mais l'égalité dont je parle a pour correctif une inégalité profonde, que les mœurs révèlent et que la loi vient encore accuser.

Pour que la jeune fille puisse jouir, dans la société américaine, de sa complète liberté, il faut en effet que les mœurs lui assurent une protection équivalente

à celle que la surveillance assidue des familles organise chez nous. « Vous pouvez envoyer votre fille du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest des États-Unis, me disait un vieux monsieur français, sans redouter pour elle aucun désagrément ni aucune aventure; cela tient, voyez-vous, à ce que dans l'Ouest il y a peu de femmes, il y en avait surtout fort peu au début, et les Américains les honorent comme des divinités. » Cette raison du vieux monsieur, que j'ai souvent entendu donner depuis lors, m'a toujours beaucoup diverti. Voyez-vous une jeune personne perdue au milieu de deux cents Français? pensez-vous qu'on l'honorerait comme une divinité? Comme certaine divinité païenne, oui, peut-être. Évidemment, ce n'est pas le petit nombre des femmes qui leur vaut le respect de la population.

Ce respect a sa source dans la constitution même de la société et, pour s'en rendre compte, il suffit de se reporter à ses origines.

Quelque mélangée que soit la provenance des citoyens de l'Union, nous avons constaté à plusieurs reprises que les émigrants du nord de l'Europe tiennent le premier rang dans la société américaine; ce sont eux qui ont fondé jadis les colonies mères de la Nouvelle-Angleterre, de la Pensylvanie, et on les retrouve encore aujourd'hui dans l'Ouest, venus directement de la plaine saxonne, des Iles-Britanniques, de la Scandinavie.

Or nous savons, par l'exemple de l'Angleterre, que les jeunes filles de ces races, protégées par une haute

barrière morale et légale, jouissent d'une liberté d'allures qui nous paraît étrange et qui, dans l'état actuel de nos mœurs, produirait chez nous de graves inconvénients.

Les Américains sont donc disposés par leurs origines à ce genre d'éducation, mais les circonstances au milieu desquelles ils vivent l'accentuent encore; chez eux, en effet, les jeunes filles s'établissent très souvent au loin, dans des situations offrant de gros risques, sur un *ranche* perdu de l'Ouest, dans une ville naissante; on ne saurait trop les préparer à cette vie mouvementée et incertaine. C'est pourquoi les pères leur laissent plus de liberté qu'en Angleterre et élèvent autour d'elles une barrière morale plus haute.

Aussi voit-on les jeunes gens des deux sexes vivre sur le pied de la camaraderie, sans que pour cela les mœurs en souffrent. Je sais que cette opinion n'est pas admise partout et que certains auteurs français considèrent notamment l'école publique mixte comme une source de graves désordres; cependant les personnes que j'ai interrogées à ce sujet ont été unanimes à témoigner du contraire. Un prêtre catholique, fixé en Amérique depuis de longues années, me dit à ce sujet : « Je demeure tout près d'une *high school* où des garçons et des filles de dix-huit ans se trouvent ensemble; bien souvent je les vois passer sous mes fenêtres au sortir de la classe, et je puis vous affirmer que jamais je n'ai surpris ni une allure ni un propos inconvenants. » Cependant il s'agissait là d'un milieu de grande ville.

Au surplus, interrogez les mères, elles vous diront que leurs filles sortent dans la rue à toute heure du jour et de la nuit, soit seules soit avec des amis, et personne ne s'en étonne. Si vous avez été présenté dans une maison, vous pouvez demander à une jeune personne de vingt ans de venir au théâtre avec vous; si cette jeune personne a l'appétit ouvert à onze heures du soir, vous pouvez l'amener souper dans un restaurant et la reconduire à sa porte, c'est parfaitement admis; on compte sur votre réserve et votre bonne éducation; à défaut de cette réserve, on compte sur les tribunaux pour vous faire rentrer dans le devoir, et les tribunaux ne sont pas tendres. Dernièrement un hôtelier de Pittsburgh, ayant embrassé par surprise une jolie Irlandaise, a dû lui verser 1.000 dollars de dommages-intérêts; dans la même ville, un autre monsieur, ayant déposé également un baiser sur la peau ridée d'une vieille femme de soixante ans, s'est vu condamné à 2.000 dollars; sans doute la peine est proportionnée aux moyens financiers du délinquant, plutôt qu'aux charmes offerts par le corps du délit. Il faut des châtiments de ce genre pour rappeler au sentiment des convenances et au respect de la femme ceux qui seraient tentés d'y manquer, mais les sociétés où règnent ce sentiment et ce respect sont les seules qui établissent de pareils châtiments. Là, comme partout, l'esprit public soutient la législation.

Des écoles mixtes honnêtes ne me paraissent donc pas plus surprenantes en Amérique que des rues honnêtes, des soupers honnêtes et, d'une manière géné-

rale, des rapports honnêtes entre jeunes gens et jeunes filles abandonnés à eux-mêmes.

En France, nous ne connaissons guère les mœurs de la jeunesse américaine que par les échantillons que nous en donnent, à Paris, des jeunes filles évaporées qui mélangent agréablement les habitudes d'indépendance de leur pays avec les habitudes de dissipation du nôtre. J'abandonne volontiers ce genre d'Américaines à toutes les foudres des moralistes, mais à condition qu'ils ne jugent pas l'Amérique sur ces quelques exemples. Nous avons bien besoin, n'est-il pas vrai, nous autres Français, qu'on ne s'en tienne pas, pour nous apprécier, à observer ceux de nos compatriotes que l'on rencontre à l'étranger? notre amour-propre national souffrirait avec raison de ce procédé très incomplet d'enquête. Toutes les fois d'ailleurs que l'on veut étudier réellement un peuple, on va le voir chez lui, dans son cadre, dans sa vie quotidienne, on ne se contente pas d'en examiner quelques individualités choisies au hasard d'un séjour aux bains de mer. Au témoignage des Parisiens frottés à la colonie américaine des Champs-Élysées, il faut donc préférer le témoignage de ceux qui ont visité l'Amérique, qui y ont vécu.

Or, pour tous ceux-là, l'honnêteté générale des mœurs américaines est chose incontestable; au surplus, la liberté des jeunes filles américaines serait désastreuse chez nous, par exemple; tout le monde le sent, tout le monde s'en rend compte; il faut donc qu'aux États-Unis les mœurs soient meilleures, sans quoi le régime croulerait sous les abus.

Tel qu'il existe, ce régime produit deux avantages caractéristiques : il donne aux filles non mariées une situation acceptable; il permet aux futures mères de famille d'acquérir de l'expérience et de choisir leur mari en connaissance de cause. Le mariage n'apparaît pas comme une délivrance de la sujétion de la famille, mais comme un acte grave dont on connaît les conséquences et les charges. Aussi rien ne ressemble-t-il aussi peu aux mariages français que les mariages américains. Nous allons le voir.

CHAPITRE SECOND

Les Fiançailles et le Mariage.

I. Les héritières. — II. Les filles sans dot. — III. Les formes du mariage. — IV. Familles nombreuses et familles stériles. — V. La question du divorce.

I. — LES HÉRITIÈRES.

Écartons d'abord de notre chemin un élément dont l'importance se grossit outre mesure aux yeux d'un Européen et qui risquerait de fausser notre observation, je veux parler des héritières américaines.

Nous les connaissons en France. Un nombre toujours grossissant de jeunes gens de bonne maison va, depuis quelques années, offrir sur le marché de New-York des titres et des blasons qui n'ont pas leur placement sur le marché matrimonial de Paris. Avec quelques bonnes indications, ils trouvent assez facilement preneur, car il y a une grande demande de distinctions nobiliaires dans un certain milieu américain. Les lords anglais, les princes et les barons allemands, ne dédaignent pas non plus les gros sacs de dollars que leur tendent les Américaines, et il se fait

un courant notable de transactions de ce genre, à Boston, New-York et Philadelphie.

Rien ne met en verve les journaux satiriques américains comme ces mariages internationaux; l'un publie les *Lamentations de l'héritière américaine* soupirant après une couronne ducale et brûlant d'échapper à son milieu d'origine; l'autre représente des jeunes filles nageant éperdûment dans un océan de dollars, tandis qu'un gentilhomme loqueteux lance au milieu d'elles son hameçon et les amorce avec son titre. Voici maintenant un projet de vitrail pour une église fashionable : un jeune Anglais, vêtu d'un veston à carreaux, reçoit les supplications d'un groupe de jeunes Américaines; à travers son monocle, il les considère d'un air suffisant et moitié indifférent auquel on reconnaît la race; ses adoratrices expriment au contraire par leurs poses une ardeur sincère; le tout est traité dans un sentiment pseudo-archaïque qui ajoute au burlesque. Une autre fois, on représente l'entrevue officielle du futur beau-père et du futur gendre; le premier fait la question ordinaire en pareil cas : « Monsieur, êtes-vous en état de faire vivre ma fille? » A quoi le second répond d'un air embarrassé : « Mais sans doute, Monsieur, si vous voulez bien me faire vivre. » Enfin, comme conclusion, comme scène finale, on introduit le lecteur dans une mansarde d'aspect misérable où un monsieur en manches de chemise, une bouteille vide à côté de lui, mais couvert de décorations éclatantes, donne le fouet à l'héritier de son nom; sur un poêle placé au centre de la pièce,

la princesse ou la comtesse, sa femme, prépare le repas; tout cela sent horriblement la misère, et les gros sacs de dollars apportés en dot sont vides maintenant.

Telle est la cruelle leçon de choses que les journalistes américains mettent sous les yeux de leurs jeunes compatriotes. Elle est un peu forcée pour les convaincre et ne les corrige pas. Comment les corrigerait-elle d'ailleurs? On n'a jamais vu la satire profiter à ceux qui en sont l'objet; elle dénonce leurs travers au public, fournit aux littérateurs l'occasion de placer des mots spirituels et à ceux qui les lisent l'occasion de passer un moment agréable, mais son rôle ne va guère au delà. Quand elle s'attaque à un fait courant, — et c'est seulement alors qu'elle peut être amusante, — ce fait a des causes trop puissantes pour qu'on en triomphe avec de l'esprit.

C'est précisément le cas ici. Les Américaines sur lesquelles sévit la manie nobiliaire ne sont pas ces femmes de l'Ouest que nous avons vues courir à cheval sur un *ranche,* mais des jeunes filles élevées dans les grandes villes de l'Est, et, tout particulièrement à New-York, sous l'influence d'un milieu essentiellement cosmopolite. Souvent aussi, elles ont longtemps vécu à l'étranger, à Paris, à Londres, à Rome, à Nice ou à Biarritz. Elles ont connu des hommes de loisirs, aimables, élégants, sachant passer une journée entière en leur compagnie, leur procurant mille distractions variées, habiles à organiser une excursion dans les Pyrénées, à combiner le menu d'un pique-nique, à répé-

ter une comédie de salon; elles se rendent compte que toute une classe de gens s'étudie chez nous à faire de la vie une suite ininterrompue de plaisirs, que cet art est le produit d'une longue série d'efforts, que leurs frères ou leurs amis d'Amérique ne sauraient arriver du premier coup à sa pleine possession, comme le font de jeunes seigneurs héritiers de plusieurs générations d'oisifs; elles sont séduites par notre existence facile et achètent volontiers à qui peut le leur vendre le droit de la mener.

Toutefois la chose n'est possible que si elles peuvent offrir, comme prix du marché, une somme ronde et liquide; inutile de se présenter sans un sac garni. Or les pères américains n'ont pas l'habitude de doter leurs filles et coupent ainsi dans sa racine le commerce d'exportation dont nous parlons.

Seuls, quelques Américains soumis à des influences européennes attachent à la vie mondaine du vieux continent un mérite suffisant pour vouloir le procurer à leurs filles, mais ce sont là évidemment de faux Américains, des Américains prêts à rougir de leurs compatriotes, dégoûtés des labeurs auxquels ils sont condamnés et tout disposés à saisir la première occasion favorable pour aller prendre leur retraite de l'autre côté de l'Atlantique. Ceux-ci sont bien aises, au contraire, d'avoir leur entrée dans le monde par l'intermédiaire de leurs filles; ils ont vu, pendant leurs séjours en Europe, que ce monde ne s'ouvre pas libéralement au premier venu, qu'il faut en quelque manière, payer à la porte pour avoir le droit d'y

pénétrer ; c'est ce qui les décide à s'offrir un gendre.

En résumé, ce luxe est peu américain ; l'Amérique ne se recrute pas, elle se vide, par ces sortes de mariages ; si nous voulons étudier la vie américaine, ce n'est donc pas de ce côté qu'il faut regarder, mais du côté des filles sans dot.

II. — LES FILLES SANS DOT.

Elles forment l'immense majorité, tous les pères de famille qui ne travaillent pas en vue de l'exportation n'ayant aucune idée de faire vivre plusieurs générations à la fois ; il en est même qui, arrivés à une brillante situation de fortune, laissent leurs filles se débattre avec la gêne la plus étroite, sans imaginer qu'ils puissent leur venir en aide ; on me cite, à Chicago, un riche marchand qui dépense environ 350.000 francs par an ; sa fille, élevée au milieu du luxe paternel, a épousé un instituteur gagnant un peu moins de 300 francs par mois ; le jeune ménage tire le diable par la queue avec l'ardeur que l'on pense, mais les cordons de la bourse paternelle ne se délient pas. Si elle a épousé un instituteur, c'est qu'elle l'a bien voulu, on ne l'y a pas forcée, c'est affaire à elle de vivre avec 300 francs par mois. Il est absolument entendu ici que chacun arrange sa vie comme il l'entend et sous son unique responsabilité.

Aussi les Américaines savent-elles de bonne heure se livrer à la *pêche aux maris ;* pour toutes celles qui ne restent pas filles, c'est la manière classique de se

faire une situation et il leur faut un coup d'œil sûr pour découvrir, au milieu de la foule des jeunes gens qu'elles trouvent sur leur chemin, celui avec lequel il leur sera avantageux de s'associer. Remarquez que l'opération est beaucoup moins simple que chez nous. En France, quand on connaît la dot d'un candidat au mariage, sa carrière, la fortune et l'âge de ses parents, on peut le cataloguer, le classer; en jetant les yeux sur la classe correspondante des jeunes filles, on sait de suite à quelles mains il a le droit d'aspirer. Ici, on ne peut connaître qu'un seul élément, la valeur personnelle du jeune homme; sa dot est nulle, sa carrière pleine d'incertitudes, son patrimoine incertain aussi. L'unique garantie qu'il offre, c'est ce qu'il a fait jusque-là, son habileté plus ou moins grande, son énergie, c'est en somme l'opinion qu'ont de lui les hommes de quarante ans mis à même de le juger.

Au point de vue pratique, comme au point de vue du sentiment, il n'y a donc pour la jeune Américaine qu'une seule façon de se bien marier, c'est d'étudier son fiancé. Les mœurs lui donnent toute liberté à cet égard, à elle d'en profiter.

De son côté, le jeune homme ne peut pas se guider d'après le chiffre de la dot, et, s'il est prudent, il ne se fiera pas à la fortune d'un beau-père américain; d'ailleurs, il lui faut vivre, en attendant. La première qualité qu'il réclamera de sa femme, ce sera donc qu'elle accepte sans murmure les épreuves possibles, qu'elle l'aide à les supporter. Il faut qu'une épouse américaine soit courageuse. Comment voulez-vous lutter vous-

même si vous êtes lié à une personne qui a l'intention de fuir la lutte?

Ainsi, de part et d'autre, on est amené *par un simple calcul d'intérêt* à rechercher dans le compagnon de sa vie certaines qualités morales, surtout la vigueur de caractère.

Par suite, ces qualités ont une nouvelle raison de se développer; elles reçoivent de cette circonstance un stimulant actif, et bien des ménages américains en offrent la preuve. Je me rappelle, dans un coin du Dacotah, une jeune femme venue là quatre ans auparavant avec son mari et sa grand'mère; elle avait été élevée à New-York, son mari était originaire de Boston, et pour leurs débuts, ils s'étaient installés dans une ville alors naissante; les commencements, toujours pénibles en pareil cas au point de vue matériel, ne lui laissaient pas de mauvais souvenirs : « Mon mari faisait bien ses affaires, me disait-elle; ma grand'mère vivait avec moi, une petite fille nous était née, j'avais un *pleasant home* »; puis l'associé du mari avait compromis ses affaires, la grand'mère était morte et la jeune femme isolée et gênée n'occupait plus qu'une partie de son élégante maison de bois; cependant aucune amertume ne se mêlait au récit de ses infortunes; elle avait même une façon de les conter particulière, à la fois simple et virile, non pas résignée, mais raisonnée. Son mari avait perdu de l'argent, mais il avait acquis de l'expérience, il avait *appris sa leçon;* cela la consolait parfaitement et lui donnait espoir dans l'avenir. Au fond, cette vaillante petite femme se faisait une

idée fort exacte de la vie, l'acceptant bravement avec ses traverses inévitables; son éducation l'avait habituée à la considérer sous ce jour et non comme une boîte capitonnée, construite pour éviter tout risque. Elle avait supporté des épreuves, mais elle n'avait pas connu cette épouvantable déception de la femme française, que des parents réputés prudents ont cherché par tous les calculs possibles à dispenser de la lutte pour la vie, et qu'un revers inattendu oblige à la subir sans préparation. C'est bien la compagne qu'il faut à un Américain.

Mais les beaux sentiments ne suffisent pas et les héroïnes sont parfois de pauvres maîtresses de maison; la femme qui entreprend la lutte pour la vie de concert avec son mari doit donc posséder un ensemble de qualités pratiques moins relevées, et plus utiles dans le train ordinaire de l'existence.

C'est pourquoi l'on voit, dans beaucoup d'établissements d'instruction, les jeunes filles suivre avec assiduité des classes de cuisine, de tenue de maison, où on ne se contente pas de leur donner des notions générales et théoriques; de leurs mains blanches, elles épluchent les légumes, tournent les sauces et s'initient aux secrets compliqués du blanchissage et du repassage; chez elles, plus tard, elles devront souvent se mettre au *wash tub* pour nettoyer leur linge et faire elles-mêmes l'office de repasseuses; il faut donc qu'elles se préparent jeunes à ce genre de devoirs. Plusieurs fois, j'ai remarqué, dans des hôtels où je séjournais, cette phrase affichée bien en vue : *No*

ironing in those rooms (Il est défendu de repasser dans sa chambre). Une pareille recommandation serait inutile en France : les personnes qui peuvent payer un hôtel cher n'ont pas l'habitude de faire leur repassage elles-mêmes; aux États-Unis, il n'en est pas ainsi; les soins du ménage pèsent plus lourdement sur les maîtresses de maison par suite de la rareté des serviteurs. De là sans doute la profusion des publications périodiques ayant trait au *good housekeeping* (bonne tenue de maison); on en trouve sur toutes les tables de famille dans l'Ouest.

Aussi les jeunes filles qui veulent s'établir ont-elles bien soin de faire parade de leurs talents domestiques; en voici un curieux exemple que je dédie aux gourmets. Six jeunes citoyennes de l'Ohio avaient jeté leur dévolu sur six jeunes gens de leur voisinage et s'étaient fait mutuellement les confidences accoutumées en pareil cas entre bonnes amies. Les choses paraissaient en assez bon train, mais il y avait une certaine impatience de la victoire chez ces filles d'Ève et elles résolurent de l'emporter par un coup d'audace en prouvant à l'objet de leurs désirs qu'elles étaient réellement capables de tenir un ménage. Après s'être assuré pour un jour déterminé la libre disposition d'une maison amie, elles lancèrent donc six invitations à un déjeuner qu'elles devaient préparer et servir de leurs propres mains. Au jour dit, les six jeunes gens, exacts à un rendez-vous aussi alléchant, étaient accueillis par six cuisinières accortes, vêtues en soubrettes de comédie, bras nus, le corsage ouvert, la tête

ornée d'un petit fouillis de rubans qui rappelait symboliquement un bonnet, la jupe courte et recouverte d'un élégant tablier; après avoir inspecté les fourneaux et surveillé la cuisson de leurs beefsteacks, pour vérifier l'absence de toute supercherie, ils s'asseyaient à une table bien fleurie, bien servie et, quelques semaines plus tard, l'Ohio comptait six jeunes ménages de plus.

Ces mœurs sont bien loin des nôtres. J'imagine l'épouvantable scandale que causerait pareille escapade dans une de nos petites villes de province, d'honnêtes filles ne la risqueraient certainement pas; ici on trouve l'aventure charmante, c'est la suite de l'éducation que nous savons. En plus, le mariage américain est une alliance entre deux personnes beaucoup plus qu'une alliance entre deux familles, les parents ne soutiennent aucunement le jeune ménage, ils n'interviennent pas non plus directement dans le choix réciproque des deux conjoints; on est chargé de se marier soi-même.

Par suite, on ne rencontre pas aux États-Unis la classe si intéressante chez nous des marieurs de profession. Il n'y a pas de ces vieilles douairières qui semblent avoir entrepris à forfait le bonheur de leurs semblables et emploient activement leurs loisirs à combiner des rencontres fortuites entre les différents membres de leur nombreuse clientèle. Les Américains ont supprimé cet intermédiaire.

Il n'y a pas à craindre d'ailleurs que les jeunes gens s'engagent à la légère dans cette voie si grave du

mariage, où nous entrons d'ordinaire avec tout le cortège de notre famille et sous la sauvegarde de ses conseils; la moindre promesse est en effet très compromettante et peut donner lieu à une action judiciaire en dommages-intérêts, si on n'y demeure pas fidèle. A côté des libres rapports entre jeunes gens et jeunes filles, les mœurs et les lois ont placé une sévère répression de la séduction; à côté du libre arrangement des mariages, elles ont placé la difficulté de se dégager. Tout concourt à faire sérieusement réfléchir les amoureux, à calmer leur ardeur; on leur laisse en apparence toute latitude, mais on leur fait sentir lourdement le poids de la responsabilité qu'ils assument.

« Chère Mabel, dit un jeune imprudent à sa fiancée, je crains bien que nos fiançailles viennent à se rompre, mais ne prenez pas la chose trop à cœur. — Oh! soyez sans inquiétude, cher Bobby, je la prendrai du bon côté; vous serez poursuivi en justice pour 20.000 dollars. »

Ces mœurs ont un inconvénient, toutefois; elles encouragent le manège de coquetterie auquel une femme est naturellement disposée. Quand une fille de vingt-cinq ans se trouve prise de la rage matrimoniale, il n'est pas de piège qu'elle ne tende aux représentants du sexe fort. Gare à eux si, dans un moment d'enthousiasme, ils se permettent de lui offrir une boîte de *candies!* (bonbons). Cela équivaut, en Amérique, à l'envoi classique d'un bouquet de fleurs chez nous, et peut-être le juge verra-t-il dans cet innocent cadeau

la preuve suffisante d'un engagement; s'ils s'oublient jusqu'à effleurer de leurs lèvres son front virginal, leur affaire est claire; inutile de nier le fait d'ailleurs, car le petit frère posté derrière un rideau avec son appareil photographique instantané se trouve en possession d'un document révélateur.

Malgré cela, il faut reconnaître que le mariage gagne aux dangers même de la coquetterie féminine un caractère sérieux qu'il n'a pas au même degré dans notre société. On ne s'aventure qu'avec précaution sur un terrain semé d'aussi nombreuses embûches; les étourdis donnent dans le panneau et pâtissent; les autres ont la faculté de choisir leur femme, s'écartent prudemment de la coquette et savent à peu près ce qu'ils font quand ils se marient.

De leur côté, les jeunes filles gagnent aussi à ce régime; elles sont plus respectées que chez nous; les conséquences du manque de respect ont une gravité telle que personne ne se soucie de les supporter, et l'absence de dot évite les calculs blessants auxquels nous sommes habitués. Dans son ménage, la femme américaine a par suite une position très digne; elle est même exigeante et réduit assez volontiers son mari au rôle de petit garçon, trouve parfois fort mauvais qu'il fume en sa présence et sait très bien faire prévaloir sa propre opinion en cas de dissentiment. C'est une reine. Avec des traits différents, il en est ainsi du haut en bas de la société. Dans la classe ouvrière, la femme mariée ne va généralement pas à l'atelier, comme nous l'avons vu; il faut avoir un mari ivrogne

pour être obligée de gagner soi-même son salaire; cependant, l'honnête ouvrier qui travaille tout le jour pour faire vivre sa famille n'affecte pas des allures de patriarche quand il vient s'asseoir à son foyer. En franchissant le seuil de sa maison, il ne perd pas, il est vrai, le droit de fumer sa pipe, mais il est toujours un peu l'hôte de sa femme; c'est elle qui gouverne.

Elle n'a pas pour cela le caractère d'une souveraine absolue et respecte l'indépendance de son mari en ce qui concerne ses attributions propres, comme celui-ci respecte les siennes. Chacun a son domaine où il reste maître, le mari dans ses affaires qu'il arrange à sa manière, la femme dans sa maison qu'elle dirige à sa guise. Au reste, chacun de ces domaines est matériellement séparé, car le mari américain fait ses affaires hors de chez lui, à son atelier ou à son *office;* il ne travaille pas à son foyer, il s'y repose. Au contraire, le foyer reste le théâtre de l'activité féminine.

III. — LES FORMES DU MARIAGE.

Quand un jeune homme et une jeune fille sont tombés d'accord de s'épouser, il leur suffit de se procurer une *license* de mariage chez le *probate judge* et le premier venu des juges ou des *clergymen* peut les unir, rien de plus facile comme on voit; c'est rapide, simple et économique.

Aussi arrive-t-il parfois qu'un père de famille se réveille un beau matin pourvu d'un gendre ou d'une belle-fille dont il ignore le nom. Un jour, un *farmer*

de ma connaissance reçoit la visite d'un jeune voisin qui lui dit: « Vous savez, n'appelez plus Marie votre fille, elle est ma femme; je l'ai épousée hier! » Cela se passait, il est vrai, dans l'Ouest, où les habitudes solennelles ne sont jamais de mise, mais aussi on ne peut guère imaginer un mariage moins formaliste. Le plus curieux, c'est que le *farmer* n'avait pas la moindre idée d'en vouloir à Marie; elle avait consenti à devenir la femme de ce jeune homme, c'était son affaire.

L'État américain n'intervient pas plus que la famille pour donner au mariage le caractère d'une cérémonie imposante. La *license* est la seule formalité exigée; le consentement des parents n'est pas requis; aucun officier public n'est nécessaire. Si on se marie devant le juge, c'est qu'on n'a pas à sa portée un ministre de sa religion, ou qu'on n'appartient pas à la même secte, ou qu'on n'appartient à aucune secte.

Il résulte de là que les Américains se marient sans solennité ou avec solennité, comme il leur plaît. J'ai donné tout à l'heure l'exemple d'un mariage express, voici maintenant celui d'un mariage de gens moins pressés, unis en présence de leurs parents et de leurs amis.

C'est aux environs de Chicago que la scène se passe, dans une charmante propriété toute ombragée d'arbres touffus. Sur la lisière du parc, une chapelle épiscopalienne dresse sa petite flèche aiguë; elle appartient à un aimable voisin de campagne qui l'a offerte pour la circonstance, bien que le mariage doive se célébrer suivant le rite presbytérien. Nous sommes au prin-

temps, et la chapelle, ordinairement nue, est décorée de plantes de toute espèce; on nous distribue même à tous des fleurs, dont chacun décore, qui son corsage, qui sa boutonnière, puis nous prenons place en attendant le cortège. La mariée porte une élégante robe blanche et le voile traditionnel, le marié est en costume de ville; pendant qu'ils s'agenouillent devant l'autel, un petit orchestre joue médiocrement de très bonne musique classique, et la cérémonie commence aussitôt. Elle est présidée par un vieux *clergyman* en redingote, ressemblant assez exactement aux pères de famille que l'on voit dans les éditions illustrées de Berquin; malgré cette réminiscence, que je suis seul évidemment à avoir, je lui trouve la figure vénérable et reposée, une physionomie très à part au milieu de celles qui m'entourent, la seule peut-être qui porte l'empreinte d'une profession particulière. Il ne prononce pas un discours, mais lit à haute voix quelques textes, parmi lesquels je crois reconnaître l'épître de saint Paul aux Éphésiens placée par la liturgie catholique dans la messe du mariage; ensuite chacun des deux époux répète après lui une formule assez longue dont voici à peu près le sens: « Je jure de vivre avec cet homme (ou avec cette femme) dans le très saint état de mariage, pendant la durée entière de ma vie, en santé ou en maladie, riche ou pauvre, pour le mieux, ou pour le pire (*for better, for worse*); je jure de l'aimer, etc., » puis on récite le *Pater* auquel toute l'assistance répond et, après le « oui » solennel, le ministre prononce la bénédiction nuptiale.

Evidemment, cette cérémonie n'a rien de commun avec la formalité hâtive et presque clandestine que deux jeunes amoureux prient un juge ou un *clergyman* d'accomplir à leur intention, sans en prévenir leurs proches. Ici, il s'agit bien d'une fête de famille; deux demoiselles d'honneur accompagnent la fiancée, et elle a été modeste, me dit-on, car beaucoup de jeunes mariées en ont jusqu'à six; la chapelle est comble de jolies toilettes claires, l'orchestre joue la marche nuptiale de Mendelsohn à la sortie du cortège, et tout le monde se rend à la maison de la mariée, pour offrir ses *best wishes* au jeune couple et prendre sa part du lunch et du *wedding cake.* Le *wedding cake,* ou gâteau de mariage, est une architecture de pâtisserie destinée à défier les siècles, ou du moins les années. On en distribue à tout le monde, mais il en reste encore une forte quantité que l'on gardera avec soin pour la montrer plus tard aux enfants et la faire figurer sur la table de famille aux anniversaires. En attendant, les jeunes gens conservent dans leur poche un petit morceau de *wedding cake,* qu'ils placeront ce soir sous leur oreiller, et ce qu'ils rêveront pendant la nuit s'accomplira. Telle est du moins la tradition.

En revenant dîner à Chicago dans le wagon réservé aux invités, je cause avec une jeune femme qui a visité l'Europe, comme beaucoup d'Américaines bien élevées d'ailleurs, et me demande si je ne suis pas surpris des usages que je rencontre ici. « Nous en avons un assez curieux, me dit-elle, au sujet du mariage; c'est de nous marier le soir; si, aujourd'hui, miss C... s'est

mariée dans l'après-midi, c'est qu'elle voulait avoir toutes les personnes de Chicago que vous voyez ici et qu'elles n'auraient pas pu venir facilement dans la soirée. Au reste, dans ce pays-ci, les hommes sont tellement affairés tout le jour qu'ils ne se marieraient pas sans cette coutume; ils n'en auraient pas le temps. » Voilà sans doute une boutade, mais elle est amusante et juste, car elle exagère un caractère vrai.

Les amis qui viennent assister à un mariage en Amérique arrivent rarement les mains vides. Le jeune ménage qui se fonde a tout à faire pour s'installer, et les cadeaux qu'on lui donne sont en général destinés à l'y aider. L'argenterie occupe la première place : services à thé et à café, plateaux, couverts, couteaux, coupes à bonbons, sucriers, grands pots de cristal cerclés d'argent, avec anses et couvercles d'argent, pour l'eau glacée dont on fait une si prodigieuse consommation, pour le sirop, etc., etc. Peu de bijoux ou de bibelots, mais en revanche des chaises, un lit, des tables, un magasin d'ameublement. Plus on va à l'Ouest, plus ce caractère d'utilité pratique s'accentue. A New-York, on offre plutôt des bracelets, des bagues, à la fille d'un Vanderbilt ou d'un Astor, et, à un mariage de ce genre, on comptait dernièrement que la fiancée avait reçu pour *un million de francs* de diamants, mais il s'agit là de ces Américains pour l'exportation dont j'ai parlé en commençant; dans le Dacotah, je vois mentionné, parmi les cadeaux d'un mariage de haute volée, un cure-dents en argent; on ne pousse pas plus loin l'amour de l'argenterie et l'esprit utilitaire.

Ce qui donne aux mariages américains leur principal cachet d'élégance, c'est l'usage de décorer les appartements avec une prodigieuse multitude de fleurs; quand la cérémonie religieuse se fait à la maison, et c'est l'ordinaire pour les protestants, on installe au-dessus du jeune couple une grande couronne, parfois un véritable dôme de fleurs naturelles du plus gracieux effet. Même dans l'extrême Ouest, où les fleurs sont rares, les personnes riches en font venir à grands frais pour ces occasions; tout le monde paraît avoir la passion de ce genre de luxe; il n'exige pas, comme la décoration artistique ou le bibelot, un goût affiné; il a de plus le mérite d'être coûteux; autant de raisons qui expliquent son règne en Amérique.

IV. — FAMILLES NOMBREUSES ET FAMILLES STÉRILES.

Quand les deux mariés ont serré un grand nombre de mains, quand la jeune femme a quitté sa robe blanche, pour revêtir un costume plus simple, elle part aussitôt pour son *wedding tour* (voyage de noces), une amie fidèle jette derrière sa voiture la vieille pantoufle qui doit lui porter bonheur, et la vie conjugale commence.

Nous sommes trop discrets pour suivre le jeune ménage dans les diverses phases de sa lune de miel. Je suppose d'ailleurs que rien ne ressemble à une lune de miel américaine comme une lune de miel française; le sujet offre donc peu d'intérêt et il n'est pas utile de franchir l'Atlantique pour l'observer.

Il est plus intéressant de voir comment la jeune fille

devenue jeune femme comprend les devoirs de sa nouvelle situation, et ceci nous amène à traiter une question délicate, mais fort importante pour l'avenir de l'Amérique, la question des enfants.

Dans les grandes villes de l'Est, il n'y a guère que les familles irlandaises et allemandes qui soient fécondes, les autres, celles qui sont fixées en Amérique depuis plusieurs générations, paraissent frappées de stérilité. Je me souviens du rire inextinguible que je causai un jour à une jeune femme de Brooklyn en lui disant le nombre de mes enfants et de mes neveux; avoir beaucoup d'enfants lui semblait la chose la plus extraordinaire qui fût au monde; elle m'avoua que parmi les familles qu'elle connaissait, aucune n'en avait plus de deux, et que la majorité se contentait d'un seul. Comme son mari se récriait un peu sur ce renseignement : « Mais, mon ami, lui dit-elle, pouvez-vous me citer une de mes amies qui ait trois enfants? » Le mari resta court.

Il faut bien dire que nulle part ce phénomène de stérilité n'est aussi marqué qu'à New-York et à Brooklyn; pourtant, il se retrouve, à des degrés divers, dans toutes les grandes villes; à Philadelphie, un manufacturier me fait l'aveu suivant : « Quand il nous vient un enfant, c'est une méprise (*a mistake*). » Un ouvrier allemand de la même ville, me montrant sa nombreuse et toujours croissante progéniture me dit : « Vous n'en trouveriez pas autant chez des Américains de naissance; ici, voyez-vous, les femmes s'empoisonnent pour ne pas avoir d'enfants. »

J'ai rencontré aussi, même dans les grands centres et chez des familles de vieille souche américaine, quelques exceptions notables, entre autres un avocat de Chicago père de quatorze enfants, un industriel de Saint-Louis qui en avait huit, un banquier de Saint-Paul auquel il en restait sept; je cite ces exemples pour ne pas exagérer outre mesure le mal que je signale, mais il est reconnu que, depuis quelques années, il va toujours en croissant dans la partie urbaine et orientale des États-Unis.

Quelle peut en être la cause? Est-ce, comme me le disait un jour un économiste yankee, « une leçon française trop facilement apprise par ses compatriotes »? Je ne le crois pas, et la stérilité française ne me paraît avoir avec la stérilité américaine que des rapports assez éloignés.

Toutes les deux sont volontaires, il est vrai. On a bien mis en avant, pour justifier les Américains, le surmenage auquel ils se livrent, ses conséquences physiques et physiologiques, l'influence du climat, l'abus du tabac à chiquer, que sais-je encore? De même, en France, l'Académie de médecine fait, à chaque recensement, des rapports où sont étudiés dans leurs effets généraux quelques-uns des éléments de la vie moderne, sur lesquels on cherche à faire retomber la responsabilité de cet état de choses; mais, en dépit de ces considérations d'ordre général, il y a, en France comme en Amérique, des familles également soumises à ces mêmes influences dont les unes sont fécondes et les autres stériles.

La stérilité n'est donc pas fatale dans son ensemble.

En France, les pères qui possèdent un patrimoine veulent généralement limiter leur postérité, quelques-uns pour ne pas le voir diviser à leur mort, la plupart pour ne pas être obligés de fournir des dots de leur vivant. Chaque fois qu'il nous naît un enfant, c'est un créancier qui fait traite sur nous ; vingt ou trente ans après sa naissance, quand nous l'aurons nourri, logé, élevé, il faudra lui abandonner une part de notre fortune. Cette perspective fait réfléchir beaucoup de parents ; interrogez-les, ils vous l'avoueront.

En Amérique, on n'a pas beaucoup l'idée de transmettre à aucun de ses enfants une situation toute faite. En plus, on ne les dote pas, — sauf dans les cas exceptionnels que j'ai indiqués ; — il n'y a donc pas de calcul qui puisse porter le père à les supprimer ; mais, à côté du père, pour qui l'éducation n'est pas une très lourde charge, il y a la mère, sur laquelle retombent tous les soins du jeune âge, les douleurs de la maternité, les complications diverses qu'amènent les babies dans un ménage ; or les Américaines de l'Est sont assez peu préparées par leur éducation à accepter l'ensemble de ces soucis et de ces peines, que viennent aggraver encore la difficulté très grande de se faire servir et l'étroitesse de certaines installations urbaines ; aussi est-ce sur les mères américaines que retombe la responsabilité du petit nombre de leurs enfants.

Rappelons-nous, en effet, comment la femme américaine est élevée : beaucoup d'indépendance d'allu-

res, aucunes habitudes de sujétion, une expérience assez avancée de la vie, de l'énergie, mais une énergie active et remuante, qui se déploie plus à l'aise sur l'immensité d'un *ranche* de l'Ouest que dans un appartement restreint. Maintenant, représentons-nous cette femme dans une grande ville où l'on s'entasse, comme à New-York, mal installée par conséquent, souvent sans domestiques, en tous cas sans domestiques sûrs, absolument seule par conséquent pendant douze heures par jour; sont-ce là des conditions favorables à l'éducation d'une famille nombreuse? Non sans doute, s'il s'agit d'une personne habituée à un certain bien-être. Oui, s'il s'agit de la femme d'un ouvrier.

La première reculera devant la perspective d'une demi-douzaine d'enfants à peigner, à laver, à soigner; jeune fille, elle n'avait à s'occuper que d'elle-même, et la transformation lui paraît trop brusque; la seconde, délivrée du travail de la fabrique par son mariage, trouve au contraire que ces soins maternels sont plus doux que sa tâche antérieure, elle les accepte facilement.

En dehors de New-York et de quelques grandes villes de l'Est, le tableau que je viens de tracer cesse d'être exact. Dans l'Ouest, tout jeune ménage peut avoir sa maison à lui, pas toujours bien vaste, mais suffisante, la place ne manque pas pour l'agrandir à peu de frais si la famille augmente; c'est déjà une condition favorable. Puis, la simplicité des mœurs amène ce résultat, que les jeunes filles de toute classe ont l'habitude de s'associer aux travaux du ménage

sans répugnance; souvent ce ménage est rural et compliqué; c'est un ménage de ferme, avec des ouvriers à nourrir, des animaux de basse-cour à soigner; parfois même on réclame des jeunes filles un coup de main pour certains travaux agricoles à leur portée; par exemple, elles vont conduire le râteau à cheval au moment des fauches ou ramener dans le devoir un troupeau qui s'écarte. Il est clair que cet ensemble d'occupations constitue pour elles un autre apprentissage que la fréquentation assidue des *high schools* et les promenades oisives dans les rues d'une grande ville. Quand les devoirs de la maternité remplaceront pour elles les autres devoirs, elles ne les repousseront pas.

En résumé, la stérilité volontaire se circonscrit dans les villes de l'Est et sévit principalement sur la classe riche. C'est un phénomène de corruption morale favorisé par la vie urbaine, par une éducation plus extérieure que domestique, et développé par des circonstances particulières d'installation. Nous nous en rendrons mieux compte encore en pénétrant dans les maisons américaines pour en observer l'organisation matérielle, mais auparavant, il nous faut dire un mot d'une autre plaie de la société américaine.

V. — LA QUESTION DU DIVORCE.

On n'aurait pas, en effet, une idée exacte des mœurs matrimoniales américaines si on se bornait à rechercher comment les mariages se concluent et se

célèbrent; trop souvent aussi ils se rompent avec une remarquable facilité.

Les lois américaines sur le divorce varient dans chaque État de l'Union; à New-York, il faut prouver l'infidélité; dans le New-Jersey, il suffit qu'un des deux époux se montre cruel envers l'autre; à Chicago, et d'une manière générale dans tout l'Ouest, l'incompatibilité d'humeur n'est même pas nécessaire; la législation de l'Illinois admet, en effet, que tout ménage séparé en fait depuis deux ans a droit au divorce.

Ainsi, un Américain ou un Européen quelconque, lassé de la vie conjugale, peut venir s'installer en garçon à Chicago; au bout d'un an, il sera citoyen de la ville, au bout de deux ans, il fera constater que sa femme n'est pas venue le retrouver et il pourra tenter, si cela lui plaît, une nouvelle expérience du mariage. Il ne manque pas de gens pour profiter de ces facilités et, comme la prodigieuse fortune de Chicago y attire beaucoup d'individus, qui espèrent faire de brillantes spéculations, cette ville est devenue le rendez-vous des mécontents du mariage. Quand un mari de New-York, de Boston ou de Philadelphie veut briser sa chaîne, il prend le train pour Chicago. De là une foule de plaisanteries sur la Cour de divorces, qu'on appelle le *moulin à divorces,* sur les gens de loi, sur l'ensemble des mœurs; les Yankees font volontiers des gorges chaudes sur ce sujet.

Il y a de quoi, d'ailleurs, car, à côté des tristes conséquences de cet extrême relâchement du lien matri-

monial, il en est de vraiment comiques : dans l'Ouest, où, comme je l'ai dit, les trocs ou *bargains* sont très fréquents, on en arrive quelquefois à échanger sa femme comme on échange des acres de terre ou une paire de chevaux. J'ai vu, sur une ferme importante de l'Iowa, une dame d'un âge respectable sur laquelle on racontait l'aventure suivante : dans sa jeunesse, elle avait été la femme d'un *cow boy* et vivait sur un *ranche*, isolé. Le patron du *ranche*, très sensible à ses charmes, mais redoutant avec raison la colère du *cow boy*, envoya celui-ci un beau jour conduire à un marché éloigné un important troupeau de bœufs; puis, quand il le sut à bonne distance, il lui tint par télégramme le langage que voici : « Georges, gardez le troupeau pour vous et moi je garderai votre femme ! » — *All right!* (cela va bien), répondit le peu scrupuleux Georges, et voilà comment Mrs X... est aujourd'hui une *prominent lady;* un bon petit divorce et un prompt mariage suffirent à régulariser le *bargain*.

On pourrait citer plusieurs exemples du même genre, car avec la liberté presque complète du divorce, beaucoup de faits de simple prostitution revêtent le caractère légal du mariage. C'est le concubinage reconnu. Un jeune Français de l'Ouest me raconte qu'il a dû épouser le revolver sur la gorge une fille de Saint-Louis qui l'avait attiré dans un piège; le jour même du mariage, il s'est séparé d'elle, et compte obtenir bientôt le divorce; dans ces conditions, on peut se demander ce que vaut une pareille

réparation d'honneur; la facilité des divorces la rend positivement illusoire.

D'un autre côté, il faudrait se garder de porter sur les mœurs américaines un jugement trop sévère en prenant pour base les statistiques du divorce; elles accusent une quantité énorme de mauvais ménages, mais combien en possédons-nous en France que tout le monde pourrait nommer et qu'aucune statistique ne révèle? Ici, l'infidélité conjugale ne se supporte guère; aucune loi civile ne tend à maintenir en harmonie apparente deux époux qui ont mutuellement cessé de se plaire et, parmi les différentes sectes qui se partagent la population, une seule, la religion catholique, refuse de reconnaître le divorce. Toutes les dénominations protestantes l'admettent en principe; on a vu parfois des *clergymen* refuser de bénir l'union de personnes légalement divorcées, mais ce n'était jamais au nom du dogme qu'ils le faisaient, leur opposition était toujours due à une appréciation particulière du cas qui se présentait. Par exemple, les ministres de la *high church* se montrent plus difficiles que les ministres méthodistes, pour reconnaître un divorce; il leur faut des motifs plus graves, mais aucun n'enseigne l'indissolubilité absolue du lien conjugal.

Dès lors, une série de désordre moraux, qui restent chez nous à l'état de vices cachés, viennent grossir le nombre des divorces. On n'a pas de faux ménage, mais on divorce pour prendre la femme dont ailleurs on ferait sa maîtresse. C'est moins compliqué que la vie à trois et surtout c'est beaucoup plus prudent,

car, ne l'oublions pas, le concubinage illégal offre ici des dangers considérables.

Enfin, à côté de ces tristes constatations, il convient de remarquer que la partie saine de la société conserve le respect du mariage. J'ai connu un avocat, qui, pendant une longue carrière, n'avait jamais plaidé une seule cause de divorce; cela lui paraissait contraire à sa dignité, et pourtant sa religion ne lui créait à ce sujet aucune obligation de conscience. Dans certains milieux, on ne reçoit pas une femme divorcée, même en plein Chicago; en somme, soit par esprit de haute convenance morale, soit par principe religieux, un grand nombre de familles professent à l'égard du divorce la même aversion que nos meilleures familles françaises. L'opposition absolue de l'Église catholique à la rupture des mariages contribue même à augmenter, chez les dissidents les plus respectables, la situation morale très élevée qu'elle possède aux États-Unis. On sent qu'il y a dans sa doctrine une sauvegarde nécessaire. Il est certain que la formule solennelle prononcée par le *clergyman* devient absolument ridicule; a quoi bon dire d'une voix grave : *What God has joined together, do not let the man get asunder* (1), si les faits contredisent cette affirmation dogmatique et si le même *clergyman* unit le même individu avec cinq ou six femmes? Je me souviens de l'impression pénible que j'éprouvais malgré moi en entendant le ministre presbytérien à cheveux blancs et à mine vénérable, qui

(1) Ce que Dieu a uni, que l'homme ne le sépare pas.

bénissait devant moi un jeune couple, lire à haute voix ces paroles si simples et si belles. Je me disais que, souvent sans doute, il les adressait à des personnes déjà engagées dans d'autres liens, et la dignité de son maintien, la conviction de son accent me semblaient accuser encore davantage cette anomalie.

Elle est d'ailleurs assez évidente pour que la partie saine de la population s'en préoccupe et cherche un remède aux inconvénients moraux très graves que présente la facilité des divorces. Il ne faudrait pas croire que la législation actuelle des États-Unis sur ce sujet soit considérée par les Américains comme une perfection. J'ai déjà fait remarquer qu'elle variait d'une manière sensible suivant les États ; on peut dire avec une certaine vérité que les différentes dispositions adoptées sont comme autant d'essais propres à éclairer l'opinion publique; toutes sont destinées à être modifiées, supprimées, ou complétées suivant les fruits qu'elles porteront et les courants qui en résulteront dans l'esprit général de la nation. De là cette abondance d'enquêtes publiées dans les journaux et le srecueils périodiques américains sur la question du divorce. En 1890, la *North American Review* y a consacré une série d'articles fort curieux signés de noms considérables appartenant à des opinions diverses. Cela prouve l'intérêt qu'on attache à être éclairé sur une matière aussi importante et aussi délicate. La souplesse remarquable des institutions américaines permettra de mettre à l'épreuve les différents systèmes proposés, mais il n'est pas à croire que l'on trouve par

ce moyen une solution garantissant la dignité du lien matrimonial.

A cette plaie du divorce on ne peut indiquer qu'un remède, et un remède religieux; il faut, pour qu'elle guérisse, autre chose que des textes de loi. Sans le secours de ces textes, les catholiques américains conservent dans sa pureté et dans sa permanence le mariage chrétien; malgré leurs prescriptions, les désordres que nous avons décrits se continueraient sous d'autres noms.

Il nous faut maintenant pénétrer dans la demeure de ces ménages américains que nous avons vus se fonder et se dissoudre. Nous pourrons ainsi les mieux connaître, vivre de leur vie, et nous rendre compte des divers types qu'ils comportent.

CHAPITRE TROISIÈME

Les Américains chez eux et hors de chez eux.

I. Les installations familiales. — II. New-York et les *boarding houses*. — III. La question des domestiques. — IV. En voyage. — V. Le dernier voyage et la dernière demeure.

I. — LES INSTALLATIONS FAMILIALES (1).

Le goût de l'indépendance, que la vie américaine manifeste par tant de traits, éclate d'une manière toute particulière dans les installations familiales. L'homme qui a durement travaillé tout le jour, pour ne dépendre de personne et faire vivre sa famille, veut, une fois ses affaires terminées, trouver à son foyer la paix et le repos; c'est un petit sanctuaire d'où il éloigne les importuns.

Sur les *ranches* ou sur les fermes de l'Ouest, il n'est pas besoin de s'isoler artificiellement pour éviter l'en-

(1) Mes lecteurs voudront bien remarquer qu'il ne s'agit ici que des installations urbaines. Les autres, celles que l'on rencontre sur les *ranches*, sur les *farms*, dans les petites villes naissantes de l'Ouest, ont été décrites au cours des chapitres où ces sujets ont été traités. (V. *Ranches*, *Fermes et Usines*).

combrement et la promiscuité; dans les villes, c'est autre chose. Tout porte à l'entassement, à la vie en commun, mais les Américains résistent autant que possible à cette influence, et on peut dire qu'ils s'installent en ville comme les Parisiens s'installent à la campagne. Si vous voulez avoir, sans quitter la France, une idée approximative du quartier des résidences dans une ville américaine, allez à Montmorency, à Maisons-Laffitte, à Bellevue; les maisons que vous y rencontrerez ont bien plus de rapports avec la demeure d'un Américain de Chicago que les immenses casernes où nous logeons à Paris.

Ce n'est pas, en effet, au centre des grandes villes que l'on établit son *home;* les affaires s'y traitent, les familles n'y vivent pas. Allez où vous voudrez en Amérique, à Philadelphie, à Saint-Louis, à Chicago, vous trouverez partout cette séparation bien tranchée entre le quartier des affaires et le quartier des résidences. Tous les matins, vous verrez les tramways qui se rendent dans la direction du premier, absolument bondés de voyageurs; même répétition tous les soirs quand ils reviennent; mais s'il vous plaît, à vous qui voyagez et qui flânez, de vous faire transporter en sens contraire, de quitter le matin votre hôtel pour aller donner un coup d'œil aux jolies villas ou aux parcs qui entourent la ville, vous êtes sûr d'avoir la libre disposition d'un tramway pour vous tout seul. Par une journée de printemps c'est une sensation fort agréable : on s'en va respirer à l'aise au milieu des avenues ombragées, le long desquelles s'élèvent, de distance

en distance, de coquettes habitations, et, pendant qu'on se réjouit d'échapper ainsi à une atmosphère lourde, on croise à toute minute les *cars* remplis de malheureux qui courent s'y plonger toute la journée.

Du moins, ils savent le prix d'un air salubre et en procurent l'avantage à leur femme et à leurs enfants. « Achetez vos maisons à Long-Island, dit une affiche transparente que je vois un soir à New-York, air frais, trains rapides, etc. » Dans son laconisme, cette affiche met bien en relief les trois conditions que désire un Américain pour son installation : d'abord qu'elle soit à lui : « Achetez vos maisons », il ne s'agit pas de louer un appartement, mais d'être chez soi et seul chez soi; si avec cela on a de l'air respirable et un moyen prompt de venir le matin à ses affaires, on est bien installé. D'autres annonces remplissent les journaux, se retrouvent en face de vous dans les *cars*, ou s'étalent sur les murs avec les promesses les plus alléchantes et des considérations philosophiques sur la joie du *home*, sa dignité, son confort, etc., etc. On sent que le désir de posséder sa maison est assez général pour que tout le monde soit sensible à ces considérations.

Le grand obstacle à la réalisation de ce désir, c'est a cherté des terrains, mais on le tourne en allant assez loin de la ville pour trouver des prix abordables; il n'est pas rare qu'on habite à 4 ou 5 milles de son *office;* parfois même, le long des lignes de chemin de fer, les quartiers suburbains s'étendent à de plus longues distances. Impossible alors de savoir où la

ville finit et où elle commence. Un jour, à Omaha, je prends un *buggy* pour faire une promenade avec mon compagnon de voyage; nous roulons rapidement et à l'aventure sur les larges promenades plantées de *cottonwoods* et bordées de pittoresques demeures; à mesure que nous nous éloignons des rives du Missouri, la chaussée devient plus raboteuse; parfois nous sommes obligés de tourner bride pour éviter une ornière trop profonde ou un chemin en construction; cependant nous voyons toujours des maisons devant nous, et notre léger équipage nous amène bientôt au milieu de bois encore inexploités, mais parsemés de modestes cottages, quelques-uns frais et élégants. De temps à autre des poteaux nous apprennent que nous circulons dans une rue, mais en fait la voiture se heurte à chaque tour de roue contre de gros troncs d'arbres coupés au-dessus du sol et nous essayons sans succès de revenir sur nos pas. A la fin, nous demandons notre chemin à un passant; il nous apprend que notre hôtel est à 4 milles environ et que nous roulons depuis une heure en dehors d'Omaha.

Les maisons occupées par la classe aisée n'ont pas la même uniformité de type que les maisons ouvrières, surtout en ce qui concerne leur forme extérieure où l'imprévu et la fantaisie règnent en maîtres, mais, à l'intérieur elles offrent un caractère constant qui se retrouve aussi bien chez l'employé de commerce débutant dans la vie et dans la fortune que chez le riche industriel.

En effet, toutes sont construites en vue de la vie de

famille, non en vue des réceptions. C'est une grosse différence avec nos appartements parisiens; vous y trouvez souvent deux salons, un *front parlour* et un *back parlour,* mais ils ont généralement des dimensions peu étendues. En revanche, les chambres sont nombreuses et habitables; voici le plan d'un petit cottage à deux étages d'un type très commun : au rez-de-chaussée, cuisine, office, salle à manger, salon et vestibule; au premier, quatre chambres; au second, trois chambres. Le soubassement seul est construit en pierres, le reste en bois, et on peut faire bâtir cela pour 6.000 francs. Ce n'est donc pas un palais, mais c'est un *home* où il y a moyen d'élever une famille. Inutile de faire remarquer qu'à ce prix-là on n'a pas de dorures aux plafonds, on n'a même pas de plafonds du tout; mais entrez dans les maisons de pierres ou de briques qui coûtent vingt fois plus, qui sont plus grandes et plus luxueuses, vous retrouverez des dispositions analogues.

De même, si vous pénétrez dans les petits hôtels étroits et profonds de New-York ou de Boston. Là, le terrain est cher et les maisons se touchent, mais chacune a son entrée séparée, c'est le minimum du *home*, mais c'est encore le *home.* En façade sur la rue, elles mesurent généralement 7^{m}.50; c'est juste ce qu'il faut pour avoir la place d'un petit corridor et du *front parlour;* par derrière, une autre pièce sert de *back parlour* ou de salle à manger, et un escalier étroit se dresse au fond du corridor pour accéder aux étages supérieurs, uniquement occupés par les chambres.

Un sous-sol contient la cuisine, les dépendances, quelquefois la salle à manger : une petite cour s'étend derrière la maison; c'est là que se font tous les lavages, et des cordes tendues en tous sens portent le linge qui sèche. Assurément, l'aspect de toutes ces petites cours en enfilade n'est pas gracieux, quand on les contemple d'une fenêtre voisine, mais, placées entre les maisons qui bordent les rues, elles nuisent peu à l'aspect des villes et les maîtresses de maison les apprécient beaucoup. Grâce à ces sous-sols et à ces cours, elles peuvent échapper à la tyrannie du blanchisseur chinois qui brûle le linge, elles peuvent exécuter ou faire exécuter chez elles tous les travaux du ménage; leur maison est installée tout exprès pour cela.

En revanche, elle n'est pas bien organisée pour y donner une soirée ou un bal; sauf chez quelques richissimes citoyens de l'Est, désireux d'imiter les mœurs européennes, on ne trouve pas ces enfilades de pièces que nous apprécions tant; le vestibule étroit et long ne flatte pas l'œil; c'est commode pour la vie journalière, mais c'est mesquin d'apparence. D'ailleurs, le train de vie du monde n'est guère possible ici. Les femmes n'ont pas de jour de réception. Avec l'habitude des maisons séparées, on demeure loin les uns des autres, et si les moyens de communication ne manquent pas, ils ne sont pas agréables pour une femme qui fait des visites. Dans les tramways, on monte sans compter, tant qu'il y a de la place; on se serre les uns contre les autres, assis ou debout; une

robe fraîche fait triste figure dans cette mêlée. Vous me direz qu'on peut prendre une voiture, mais il n'y en a pas ou elles sont hors de prix; on peut aussi avoir son équipage, mais c'est très exceptionnel, beaucoup plus exceptionnel qu'en France. Bref, le fléau des visites et des jours n'a pas encore franchi l'Océan et, s'il le franchit jamais, les Américains trouveront leurs maisons mal aménagées pour le subir.

Au fait, ces maisons ressemblent à la vie américaine. Elles sont faites pour ceux qui y habitent, non pour ceux qui y viennent en passant. Comparez-les à un palais italien; là, ce sont de grandes pièces qu'il faut peupler d'une foule pour les animer; la vie de famille paraît triste et disproportionnée dans les immenses salons, mais les fêtes s'y développent avec splendeur; ici, on n'est bien qu'avec sa femme et ses enfants.

Par un autre côté, encore les maisons américaines reflètent l'image de la société. Elles ont, en général, un caractère provisoire. Elles sont construites légèrement en bois ou en briques; on sent que leurs habitants ne désirent pas se fixer pour toujours. Beaucoup peuvent se transporter, toutes brûlent avec une merveilleuse facilité, et c'est à peine si un incendie attire quelques curieux, tant le fait est fréquent.

Quand les Américains veulent se donner une maison de plaisance, quand ils sortent de la conception du *home* restreint à la famille, c'est ordinairement en dehors des grandes villes qu'ils vont s'établir. Exceptez New-York avec les beaux hôtels de Fifth ave-

nue qui sont un phénomène européen, c'est à Newport ou dans une villégiature de ce genre que le Yankee millionnaire aime à étaler son faste. Tout autour de Philadelphie, il existe de fort belles installations de ce genre; il faut franchir vingt ou trente milles pour les rencontrer, il faut aller au delà des *suburbs* les plus éloignés.

A New-York même, il est bien porté aujourd'hui de n'avoir en ville qu'un simple pied à terre et de faire ailleurs sa principale installation; c'est un reflet de la grande vie anglaise. On laisse les *suburbs* aux commis, aux employés, à l'ensemble de la *middle class;* jamais, par exemple, un riche New-Yorkais ne consentirait à bâtir une villa sur les délicieux coteaux d'Hoboken d'où on domine la baie; les Allemands ont envahi tout ce quartier et en compromettent le caractère fashionable; Brooklyn lui-même, malgré Prospect park et les jolis horizons de Greenwood, n'est pas à la mode, mais on peut, sans déroger, dépenser quelques centaines de mille dollars à se bâtir une villa à Newport. C'est très bon genre.

II. — NEW-YORK ET LES « BOARDING HOUSES ».

L'énorme développement pris depuis une cinquantaine d'années par New-York et ses annexes de Brooklyn et de New-Jersey a opposé au goût général de l'isolement des obstacles si graves que beaucoup de ménages ont dû renoncer à leur indépendance et vivre à plusieurs dans la même maison; cela a produit

un genre d'installation particulier, le *boarding house.*

Les petits hôtels séparés que l'on voit à New-York, dans les environs de la 36e rue et au delà, représentent généralement un loyer de 15.000 à 20.000 francs; leur construction ne coûte pourtant pas très cher; mais le prix du terrain est énorme : 2.000, 3.000, 4.000 francs le mètre carré, tel est le taux ordinaire. Bien entendu, ce dernier prix n'est atteint qu'à proximité des grandes avenues, mais il faut aller très loin pour arriver à des terrains de valeur raisonnable. Naturellement, il est impossible à bien des personnes de supporter les gros loyers qui sont la conséquence de cet état de choses, encore plus d'acheter une maison en plein New-York, ce qui suppose, au bas mot, un débours de 400.000 francs; de là est venue la coutume du *boarding house,* sorte de pension de famille extrêmement répandue aujourd'hui.

Le *boarding house* a tout l'aspect d'un des petits hôtels privés dont je parlais tout à l'heure; sa façade est étroite, son perron de quatre ou cinq marches accède à une double porte, puis à un corridor exigu. Au fait, c'est une maison particulière dont on a changé la destination. La première fois que j'ai mis le pied dans un *boarding house,* je ne m'en suis douté qu'une bonne heure après y être entré; c'était à Brooklyn, j'avais déjà parcouru la ville dans la journée et, à la vue de toutes les petites maisons serrées l'une contre l'autre, mais soigneusement distinctes, je m'étais construit en imagination une gracieuse idylle familiale; je voyais dans chacune d'elles un foyer aimé, un *home*

jaloux embelli par la présence d'une femme, égayé par les jeux de nombreux enfants; tout en me promenant, je m'attendrissais sur mon rêve; je songeais à la joie saine et méritée du mari, quand il rentrait le soir jouir, pendant quelques heures, du bonheur de ceux qu'il faisait vivre, et je me disais qu'une maison dans Brooklyn et un *office* dans *Lowest Broadway* constituaient pour le bonheur conjugal un cadre qui avait sa poésie. Sur ces entrefaites, j'eus l'idée d'aller à la recherche d'un jeune ménage de Brooklyn auquel j'avais été recommandé. L'occasion était excellente pour continuer mon rêve dans la réalité, et bientôt je sonnais à l'adresse indiquée. On m'ouvre, on me fait entrer dans le *parlour,* et quelques minutes plus tard, une charmante jeune femme descend me recevoir. « Mon mari n'est pas encore rentré, me dit-elle, mais il y a un moyen de ne pas le manquer, c'est de rester dîner avec moi. » J'accepte avec l'indiscrétion propre à tous les voyageurs et croyant m'asseoir à une table de famille, mais voilà que nous descendons par l'étroit escalier dans une pièce du sous-sol où mangent une douzaine de personnes; je suis dans un *boarding house!* Ah! mon rêve! mon pauvre rêve! Cette salle à manger a toutes les horreurs de la pension bourgeoise, cette allure menteuse du dîner de famille qui vous fait placer côte-à-côte avec un étranger, et vous enlève la liberté du restaurant; je me sens gêné pour causer avec l'aimable Américaine qui m'a si gracieusement attiré dans ce piège; la présence de tous ces indifférents, dont la plupart dévorent silencieusement

à la même table la pitance du *boarding*, m'embarrasse et m'ennuie. Je retombe alors sur des sujets de conversation dans le genre de ceux qu'on peut avoir à la table d'hôte d'une ville d'eaux : l'Exposition de Paris, les navires de la Compagnie transatlantique, le pont de Brooklyn ; bref, je passe comme je peux, en enrageant intérieurement et en souriant extérieurement, la demi-heure nécessaire à l'absorption d'une soupe aux huîtres et de quelques autres mets américains. Enfin, nous remontons, Mme R*** me demande si c'est la première fois que je viens dans un *boarding house,* je lui réponds affirmativement, et elle m'énumère les inconvénients de ce genre d'installation.

« Toute la journée, me dit-elle, mon mari court à ses affaires, et je reste ici, seule, sans ménage à tenir, sans aucune occupation. Comme j'ai appris un peu de français dans mon enfance, je m'amuse quelquefois à essayer des traductions. » En effet, un numéro de *l'Illustration* traîne sur la table et un dictionnaire placé à côté dénonce les efforts qu'elle a faits pour en comprendre le roman ; j'apprends aussi qu'elle a lu de cette manière *Tartarin de Tarascon.* Je me demande quel sel elle a bien pu y trouver ! Elle m'avoue d'ailleurs que cela l'intéresse très médiocrement, mais que faire tout le long de ces interminables journées ? Je compare cette vie écrasée sous le poids de l'oisiveté à celle des femmes de l'Ouest si active, ce *home* étriqué à leur maison de bois modeste, fruste même, mais où elles sont bien chez elles, quel contraste ! Évidemment, on juge bien mal les Américaines quand on ne les voit que

dans un *boarding!* on se rend bien peu compte du rôle véritable qu'elles jouent dans la marche progressive de cette société! Ce sont bien, si vous le voulez, les mêmes Américaines. Transplantez-les de Brooklyn au Dacotah ou réciproquement, vous les verrez se transformer; seulement cette transformation imposée par des conditions de vie toutes différentes, les rendra méconnaissables.

L'oisiveté dont je parle est d'ailleurs presque sans remède; il ne faut pas espérer que cette jeune femme pourra trouver dans l'éducation de ses enfants l'occupation qui lui manque. « C'est une terrible chose que d'avoir des enfants dans un *boarding house,* me dit-elle, » *A dreadful thing to board with children!* Aussi n'en a-t-on pas, ou le moins possible. La stérilité volontaire, que je signalais dans un précédent chapitre, sévit ici de la façon la plus marquée, et je ne m'étonne pas que les statisticiens en constatent l'étonnant progrès dans les grandes villes de l'Est, surtout à New-York et à Brooklyn, où l'ensemble de la *middle class* est condamné au *boarding.* Où les mettre d'abord, ces pauvres enfants? la place manque, les voisins se plaignent du bruit et beaucoup de propriétaires de *boarding houses* proscrivent les enfants avec une sévérité dont la petite tyrannie du concierge parisien ne donne qu'une bien faible idée. Puis, comment les faire vivre? L'ordinaire du *boarding* ne convient pas à des enfants; la fille de service décorée du nom de cuisinière, qui le prépare, n'a aucune envie de se donner de la peine pour une catégorie particulière d'hôtes. En résumé, le cadre du

boarding n'est pas fait pour eux, mais pour des célibataires.

A côté de cette odieuse pension bourgeoise, il est un autre genre de *boarding* très familial qu'il ne faut pas confondre avec elle. Très souvent un jeune homme, quelquefois même un jeune ménage, s'installent dans une famille privée qui les loge et les nourrit. Ils deviennent alors les hôtes et comme un prolongement de cette famille; c'est le *boarding in private family* qui encombre les feuilles d'annonces de tous les journaux.

« Un jeune homme serait heureux de trouver un *home* dans une bonne famille ayant des enfants de son âge. »

« Un monsieur dans les affaires, quarante ans, excellente tenue, désire un *home* dans une famille moyenne (ne veut pas d'un *boarding house*), est absent la moitié de l'année, mais paie bien pendant son séjour. »

« Deux jeunes gens demandent à être admis comme pensionnaires dans une famille possédant un terrain de *lawn tennis*. »

« Mari et femme consentant à payer pour installation de premier ordre demandent logement et pension dans famille privée. »

« Un monsieur demande pension dans une famille distinguée (*of social standing*); paiera bien, mais désire avoir tous les conforts d'un *home*. Offre et exige les plus hautes références. Donner des détails complets dans la réponse. »

Cette variété de *boarding* est tout le contraire de

l'autre à un certain point de vue. Elle remplace sa banalité par une sorte d'adoption d'un caractère spécial; elle manque la persistance de l'esprit familial et particulariste au milieu de l'entassement fatal des grandes cités.

Mais elle disparaît à New-York par suite de la rareté de plus en plus grande des installations privées dans la classe moyenne. Le riche Yankee qui s'offre un hôtel n'accepte pas de pensionnaires, bien entendu; il n'a pas besoin de cette ressource accessoire pour tenir sa maison; quant au bourgeois modeste qui serait heureux de partager avec une ou deux personnes les frais généraux de son ménage, il n'a pas de maison à lui, le développement de la ville et la cherté des terrains qui en résulte l'ont exproprié en fait.

C'est donc le *boarding house* banal, dirigé par une personne dont c'est l'industrie de le tenir, qui domine à New-York. De là sans doute cette légende que les Américains vivent à l'hôtel, légende qui a son apparence de vérité dans l'Est et que colportent beaucoup d'Européens peu soucieux d'aller voir ce qui se passe en dehors de New-York.

Une fois, je me suis demandé si j'avais mis la main sur cet Américain qui vit avec sa famille dans un immense hôtel de voyageurs et dont nous parlons souvent en France. C'était à Boston; j'allais voir un monsieur dont on m'avait donné l'adresse, et arrivé au numéro indiqué, je me trouve devant une grande maison fort peu semblable aux demeures ordinaires des Américains, sur la porte de laquelle s'étalent ces mots :

« X... Hotel. » Pas moyen d'en douter, le père de famille vit à l'hôtel; en effet, je vois une cage d'ascenseur, on me monte à un étage élevé et on m'indique une porte. Je sonne, un domestique vient m'ouvrir, je suis dans un appartement parisien, et mon hôte m'apprend qu'il s'est installé de la sorte pour l'agrément de sa femme habituée aux usages français; en effet, son logement comporte un salon, une salle à manger, une salle de billard, plusieurs chambres à coucher, une cuisine et des dépendances; il y est servi par ses gens et vit comme à Paris; c'est un phénomène de transplantation. Or, on ne trouve guère à Boston de maisons organisées pour être louées par étages, le type de l'immeuble de rapport, tel que nous le concevons en France, existe peu et depuis peu d'années; voilà pourquoi il faut aller à l'hôtel pour se loger comme nous en avons l'habitude.

A New-York, l'invasion du cosmopolitisme a amené depuis quelques années la création de quelques maisons parisiennes avec appartements de plain-pied (*flats*), mais elles sont surtout occupées par des Européens. Il y a vingt ans, on appelait ces appartements *french flats;* aujourd'hui ils n'ont pas encore conquis droit de cité. Sans doute, ils froissent le goût américain de l'indépendance d'une manière moins complète que le *boarding house,* mais celui-ci a du moins un autre avantage, celui de résoudre la question des domestiques, et c'est une grosse affaire là-bas.

« Si je pouvais avoir une femme pour me servir, je quitterais aujourd'hui même mon *boarding,* » me di-

sait la jeune femme de Brooklyn que connaissent déjà mes lecteurs. Il y a là, en effet, un fait particulier à la vie américaine, la difficulté énorme de trouver des serviteurs. Ceux qui sont assez heureux pour en conserver de médiocres, ou assez simples dans leurs habitudes pour se servir eux-mêmes, peuvent avoir l'agrément d'une maison bien à eux et vont la chercher assez loin du centre pour la trouver à un prix abordable; au contraire, ceux qui ne sont ni capables de se faire servir, ni capables de se servir, prennent fatalement le chemin du *boarding*.

Ainsi, la question des domestiques a sur l'installation américaine une influence capitale; c'est donc ici le lieu de l'examiner.

III. — LA QUESTION DES DOMESTIQUES.

Je n'ai pas besoin d'entrer dans de longues considérations pour expliquer à mes lecteurs pourquoi les serviteurs sont rares aux États-Unis. Bien des fois déjà, nous avons constaté que, dans cette vaste contrée dont tant de richesses sont encore inexploitées, la tentation vient naturellement à tout le monde de travailler pour son propre compte, de profiter des avantages exceptionnels d'un pays neuf. Le caractère américain se plaît à ces entreprises, le crédit les favorise, l'esprit public les encourage; on estime davantage l'homme hardi, même lorsqu'il échoue, que l'homme prudent et timoré, qui ne cherche pas à monter de peur de descendre.

Dès lors, personne ne consent à se faire domestique de profession; on va bien se placer n'importe où, pendant quelque temps, pour gagner une somme dont on a besoin, mais on n'accepte pas la pensée de vivre et de mourir domestique, on peut faire mieux.

Aussi rien n'est-il drôle pour des yeux français comme les valets d'emprunt qui figurent dans les hôtels les plus élégants. Je me souviens de l'impression bizarre qu'ils me causaient, lorsque, débarqué le matin du transatlantique, je les comparais au digne officier de bouche qui dirigeait le service de la table à bord et paraissait aussi pénétré de la gravité de ses fonctions que le plus solennel des présidents de cour d'assises. Ici, les serviteurs n'ont point ce masque d'impassibilité, cette figure merveilleusement plate que nous souhaitons aux nôtres. Aucun signe distinctif n'accusera leur occupation quand ils auront dépouillé l'habit noir et la cravate blanche de rigueur : les uns portent la moustache, d'autres sont entièrement rasés; ils ont l'air de tout le monde, c'est dire en bon français qu'ils ont mauvais air.

J'ai dit ailleurs comment les jeunes filles qui servent à table dans les hôtels des petites villes de l'Ouest deviennent souvent des *prominent ladies* en se mariant; même avant de dire ainsi définitivement adieu au tablier de service, elles le quittent et le reprennent avec la plus grande facilité. Être domestique, c'est pour elles une situation temporaire et comme un moyen d'existence accessoire, sur lequel elles retombent quand les autres viennent à leur manquer.

Un Américain de Saint-Louis me citait à ce sujet un assez curieux exemple : il avait chez lui une cuisinière allemande qui faisait son service pendant six à sept mois de l'année, en hiver, mais retournait à chaque printemps sur la ferme paternelle. Il avait bien essayé de la garder en lui promettant des gages très élevés, il l'avait menacée de ne pas la reprendre au retour de l'hiver, mais tous ses efforts avaient échoué. La jeune Allemande quittait Saint-Louis dès que les travaux de la terre réclamaient sa présence, et passait l'été chez son père pour le seconder dans l'exploitation de son domaine. Au fond, cette fille n'était pas cuisinière, mais fermière; si elle se plaçait pendant la mauvaise saison, c'est qu'elle ne trouvait rien à faire sur la ferme et n'était pas fâchée de se constituer un petit pécule, ou peut-être de faciliter à son père le paiement de ses *mortgages;* j'imagine bien, en effet, que ce *farmer* du Missouri avait hypothéqué sa terre pour la mettre en valeur.

Le plus curieux de l'histoire, c'est que, faute de trouver une cuisinière qui voulût bien demeurer chez lui toute l'année, mon Américain s'arrangeait de celle-ci. L'été, sa femme et ses filles faisaient la cuisine à tour de rôle, et l'hiver il reprenait sa fermière.

Il n'y aurait encore que demi-mal si ces serviteurs temporaires étaient dociles, si on pouvait les sonner et leur donner un ordre sans s'exposer continuellement à un refus d'obéissance; mais il faut y réfléchir à deux fois avant de donner un ordre à un domestique américain. Il n'entend aucunement être à votre ser-

vice pour faire ce qui vous plaira ; il est entré chez vous à certaines conditions, pour accomplir un certain travail déterminé, et avant d'obtempérer à vos désirs, il se demandera toujours s'ils sont conformes au contrat qu'il a passé avec vous. Comme ce contrat est toujours susceptible d'interprétations diverses dans les mille détails du service, vous voyez d'ici la complication du problème et quelle chose grave cela peut être de dire, aux États-Unis : « Nicole, donnez-moi mes pantoufles et m'apportez mon bonnet de nuit ». Une jeune femme de Kansas City prie un jour sa *girl* (fille de service) de nettoyer les caoutchoucs de son mari ; celle-ci s'indigne, refuse net et demande son compte. Jamais on ne lui avait dit qu'elle aurait à nettoyer les caoutchoucs de monsieur.

Dans les hôtels, après une certaine heure déterminée, il est impossible d'obtenir une tasse de thé ; les domestiques sont partis, leur service est fini ; ils ont repris le chemin de leur *home;* ceux qui veillent pour recevoir les voyageurs sont spécialement chargés de ce soin, mais ne pénètrent pas à l'office et vous répondent gracieusement qu'il y a en ville des restaurants de nuit, quand on leur demande le moindre réconfortant. C'est ainsi que j'ai été personnellement accueilli à Pittsburgh, après un long voyage compliqué d'un accident de chemin de fer ; nous étions restés en détresse pendant trois ou quatre heures, la voie se trouvant encombrée devant nous par un train de marchandises déraillé et, au lieu d'arriver à huit heures du soir, nous étions entrés en gare de Pittsburgh vers

minuit. L'heure du dîner était donc bien passée quand je débarquai à l'hôtel, et c'est précisément pour cela que je mourais de faim, malgré mes fréquents recours aux bananes et aux oranges qu'on vous offre toujours en chemin de fer; aussi n'ai-je pas oublié le refus péremptoire de toute nourriture que m'opposa le *clerk* du bureau et son invitation à chercher un restaurant de nuit.

Les serviteurs américains sont des ouvriers à la tâche, qui conservent leur indépendance complète et ne doivent au maître que le travail convenu, il leur paraîtrait très abusif que celui-ci veillât sur leur conduite et leur donnât des conseils. Si vous avez une femme de chambre jeune, elle recevra son fiancé, sortira tant qu'il lui plaira et, d'une manière générale, agira complètement à sa guise en dehors des heures de travail fixées par vos conventions. Remarquez d'ailleurs que, si elle était chez sa mère, il en serait à peu près ainsi; des filles élevées de la manière que nous avons dite ne sauraient accepter une dépendance étroite, et les habitudes que nous constatons chez les domestiques sont, en somme, celles qui se retrouvent dans la nation tout entière.

Une autre cause contribue à augmenter leurs exigences, c'est leur petit nombre; ce n'est pas assez de dire qu'on est mal servi en Amérique; la vérité, c'est qu'on n'est pas servi.

Trois ou quatre fois au moins, il m'est arrivé, dans l'Ouest, la méprise que voici : j'allais me présenter dans une maison avec une lettre de recommandation;

je la remettais à la personne qui venait m'ouvrir avec prière de la faire passer à ses maîtres, et... cette personne l'ouvrait en ma présence; j'avais devant moi la maîtresse de la maison. Chaque fois, je me faisais intérieurement d'amers reproches en me disant que j'aurais dû m'en douter, mais les apparences sont quelquefois trompeuses et j'étais vraiment excusable. Une fois notamment, la jeune femme qui avait répondu à mon coup de sonnette portait un joli petit tablier blanc garni de broderies et tenait un enfant par la main. Comment se rendre compte que ce n'était pas une bonne? Pour réparer ma faute, je caressai beaucoup l'enfant et m'extasiai sur sa gentillesse, petite manœuvre innocente à laquelle ne résistent pas les mères. Il faut dire aussi que dans les États de l'extrême Ouest, les domestiques sont si rares que personne ne rougit de n'en pas avoir et d'ouvrir soi-même sa porte.

Même à l'Est et chez des gens riches, le service est souvent nul. J'ai dîné dans des maisons fort élégantes sans y voir ni maître d'hôtel, ni valet de chambre, ni laquais d'aucune sorte. A un repas de quatorze couverts, chez un Bostonien qui a environ 400.000 francs de rente et qui les dépense, nous sommes servis par une seule *girl* qui traverse la salle à manger de temps en temps. On se passe les plats de convive à convive, on ne change pas les assiettes, la maîtresse de maison fait le thé; un fonctionnaire besoigneux n'oserait pas en France recevoir un étranger à sa table avec aussi peu d'apparat.

Il y a bien, dans les villes de l'Est, des Américains qui se rendent compte de cela et rougissent d'offrir à un Européen l'hospitalité de leur *home* confortable, cossu, mais dépourvu des facilités de service auxquelles nous sommes accoutumés. Dans l'Ouest, on est plus simple et plus hospitalier; c'est là une différence assez sensible pour que les Américains la saisissent et s'en amusent eux-mêmes. On raconte à ce sujet l'histoire d'un étranger qui, accueilli à bras ouverts dans plusieurs États de l'Ouest, arrive à Boston et s'étonne du peu d'empressement qu'on met à lui faire fête. Les maisons se ferment devant lui, personne ne lui offre de s'asseoir à sa table; seul, un vieux puritain lui demande de vouloir bien prendre place dans son banc d'église, le dimanche suivant : *I hope you will sit in my pew on sunday next.* Le trait est juste.

On peut se demander pourquoi des gens aussi riches que les Américains de l'Est n'arrivent pas à se procurer des domestiques européens en leur offrant de très gros gages. Il ne manque pas, sur le pavé de Paris, d'individus susceptibles de se faire une tête de valet correct et auxquels un traitement de 300 francs par mois ne serait pas désagréable; cependant, même à New-York, on trouve très difficilement à se faire servir.

Ce n'est pas que l'Europe refuse à l'Amérique des émigrants pauvres; tous les ans, l'Irlande et l'Allemagne lui en envoient un grand nombre, dont plusieurs se placent comme domestiques à leur arrivée; mais

eux aussi sont férus du désir d'indépendance général aux États-Unis et s'en vont, dès qu'ils ont amassé un petit pécule, pour le risquer dans une entreprise quelconque. Les cuisiniers français se font restaurateurs; les Allemands tiennent de petits hôtels; plus on les paie cher, plus on hâte le moment où ils croient pouvoir s'établir. Il est vrai que beaucoup sont incapables de ce calcul et boivent du whiskey tant qu'ils ont un dollar, mais ceux-ci sont de très mauvais serviteurs, comme bien on pense, et s'ils ne vous quittent pas d'eux-mêmes, vous les mettrez à la porte, ce qui ne résout pas la question.

Quant au type du domestique rangé et tranquille, qui n'aspire qu'à se retirer sur ses vieux jours avec quelques économies soigneusement amassées, c'est un être trop prudent pour franchir l'Atlantique; on ne s'expatrie pas quand on a ce tempérament-là; les seuls individus qui pourraient rester valets aux États-Unis sont donc précisément ceux qui n'y viennent pas.

Bon gré mal gré, il faut donc apprendre à s'en passer. Un grand nombre d'Américaines de New-York, raffinées dans leurs habitudes et riches, imitent l'exemple de Mahomet et vont à la montagne qui ne veut pas venir à elles. De là l'invasion américaine aux Champs-Élysées; d'autres changent constamment de serviteurs, voyagent beaucoup et vont dîner chez Delmonico quand leur Vatel les abandonne; la masse prend gîte dans les *boarding houses*.

Quant aux vrais Américains, ils ne fuient pas le mal mais le supportent et le tournent; les femmes se

mettent résolument au ménage, le simplifient le plus qu'elles peuvent, et le monde marche tout de même; seulement, comme beaucoup de choses peuvent s'exécuter mécaniquement dans ce siècle de vapeur, on en profite pour avoir recours le plus possible à la machine dans le service des maisons.

Rien de curieux à visiter comme le sous-sol d'une installation américaine; on dirait les dessous d'un théâtre. Sur les murs une infinité de tuyaux de plomb, de fils métalliques, les distributions d'eau, de gaz, d'électricité, de vapeur d'eau, qui viennent du dehors; les branchements du *steam heater* ou de tout autre système de chauffage, destiné à combattre le climat rigoureux de l'Amérique. Vous montez, et vous trouvez dans les divers appartements l'aboutissement et la raison d'être de tout cet appareil. La lumière électrique ou le gaz, souvent les deux, installés dans tous les coins; à côté de chaque chambre un cabinet de toilette, avec robinets d'eau froide et d'eau chaude, une salle de bains complète; toute la maison chauffée, éclairée, truquée de la cave au grenier pour le plus grand confort de ses hôtes et la plus grande commodité du lavage, du repassage, du séchage, de la cuisine, sans compter le téléphone et le télégraphe, compléments indispensables de la vie américaine. Les mêmes maisons où vous dînerez, servi par une *girl* allemande ou irlandaise débarquée de la veille, vous offriront ce luxe de mécanique, cet éclairage dispendieux qui paraîtrait exagéré à bien des Français ayant une livrée nombreuse. C'est qu'ici l'argent ne suffit

pas à procurer des serviteurs tandis qu'il suffit à payer le travail du plombier.

Dans les hôtels, le machinisme atteint encore un plus haut degré de complication. A l'*Auditorium Hotel* de Chicago, je vois sur un des murs de ma chambre un grand disque de cuivre, au moyen duquel je puis transmettre un ordre au bureau de l'hôtel, sans déranger personne. Tout autour de ce disque sont inscrits vingt-quatre ordres différents dont voici quelques exemples : *Eau glacée, lettres et paquets, note de l'hôtel, montez mes bagages, descendez mes bagages, tout ce qu'il faut pour écrire, une voiture, la carte des vins,* etc., etc. Quand on veut sa note, par exemple, on place sur ces mots : *Note de l'hôtel,* une aiguille mobile, puis on presse le bouton de sonnerie électrique placé au centre du disque; un instant après l'aiguille revient à sa position normale, c'est la réponse du bureau, qui vous accuse réception de votre ordre. Tout cela coûte cher à établir sans doute, mais c'est encore plus avantageux pour l'administration de l'hôtel que de payer des gens de service chargés de répondre aux coups de sonnette.

IV. — EN VOYAGE.

Pour avoir une idée complète de la manière dont s'installent les Américains, il ne suffit pas de les voir chez eux, il faut aussi les voir hors de chez eux. Le besoin de mouvement qui les dévore donne en effet à leurs voyages le caractère d'un fait normal et habituel.

Dans la classe aisée surtout, on vit une partie notable de l'année en chemin de fer, en bateau, dans les stations d'hiver de la Floride, dans les stations d'été des Adirondacks, en Europe, partout sauf chez soi. Ceux que la médiocrité de leurs moyens retient à la chaîne s'arrangent même presque toujours pour la rompre de temps à autre, tant le goût du déplacement est répandu.

A New-York, un homme d'affaires se déconsidère, s'il ne va pas respirer quelques jours dans les montagnes au moment de la grande chaleur et se chauffer au soleil de la Floride pendant la saison rigoureuse; cela prouve en effet qu'il réussit bien mal Inutile d'ailleurs qu'il prolonge son séjour dans ces lieux de plaisance; plus il ira les chercher loin, plus il y dépensera et moins il y restera, mieux il sera côté; chacun de ces traits indiquera, en effet, que son temps est précieux et qu'il vaut de l'argent.

Il faut reconnaître, d'ailleurs, que le climat américain justifie la mode du changement d'air. New-York, en particulier, présente des conditions déplorables à ce point de vue; l'hiver, on y gèle : les courants du pôle font assez sentir leur influence pour que la température tombe à un degré très bas et l'humidité de l'île Manhattan donne au froid une âcreté et une puissance de pénétration intenses. Cependant, New-York est à une latitude assez rapprochée de l'Équateur, environ celle de Naples, aussi devient-elle pendant l'été le théâtre d'une lutte constante entre les courants polaires et la chaleur très forte du soleil. De là des va-

riations très brusques. Au mois de juin, j'ai vu des journées commencées avec un soleil de plomb, une température d'étuve, se terminer dans une violente bourrasque qui refroidit subitement l'atmosphère. L'hiver, on grelotte avec 30 degrés centigrades au-dessous de zéro; au fort de l'été, on se traîne, harassé et affadi, avec 30 ou 40 degrés au-dessus.

Sur la côte de l'Est et au Sud de New-York, Philadelphie, Baltimore et Washington offrent déjà de meilleures conditions climatériques, mais, au Nord-Ouest, l'écart entre les températures extrêmes est plus marqué encore. L'immense vallée plate du Missisipi, ouverte à tous les vents, éloignée des influences océaniennes, sauf dans sa partie la plus méridionale, appelle des accidents atmosphériques intenses, cyclones, blizzards, ou tempêtes de neige; à Chicago, pendant l'été de 1890, cinquante personnes sont mortes d'insolation en un seul jour, les chevaux tombaient dans la rue, frappés eux aussi par la terrible ardeur du soleil, les chiens eux-mêmes n'étaient pas indemnes; cela se passait au mois de juillet, et quelques semaines auparavant, aux premiers jours de mai, on avait encore de la glace.

Mais ce n'est pas seulement pour échapper aux désagréments du climat que les Américains voyagent, c'est aussi pour échapper à leurs occupations, à leurs affaires, pour se reposer. *To go abroad*, s'en aller au loin, rompre sa chaîne, quel rêve pour un homme qui travaille tout le jour! La fatigue du voyage n'est rien en comparaison du repos d'esprit qu'il procure. « Voyez-

vous, me disait un jour un avocat de Chicago, il n'y a vraiment au monde qu'un seul endroit où je me repose, c'est sur mer; là, je suis sûr qu'aucune lettre, qu'aucune dépêche ne viendra m'atteindre et je jouis complètement de me laisser vivre. Après les transatlantiques, c'est l'Europe qui me procure le plus cette sensation de calme bienfaisant, la France surtout. A Paris, tout le monde à l'air d'être en vacances, et la seule vue des Champs-Élysées ou du boulevard me détend les nerfs; aussi, quand je suis trop fatigué, n'ai-je pas recours aux médecins, je saute simplement sur le premier bateau en partance pour l'Europe et je reviens guéri un mois après. »

Ces voyages de santé expliquent bien la vie purement végétative que mènent assez volontiers certains Américains en déplacement. En Floride, on les voit se balancer pendant des heures sur un *rocking chair,* l'œil vague, la tête renversée, les pieds sur l'objet voisin le plus élevé qu'ils puissent atteindre. Il faut avoir grand besoin de se reposer pour trouver de l'agrément à cet exercice monotone. Ce n'est pas le moment le plus favorable pour juger les Yankees; c'est une heure négative, un temps d'arrêt dans leur vie. De même, pendant les traversées, beaucoup ne disent rien, ne font rien, se promènent mécaniquement sur le pont. Tandis que les Brésiliens et les autres Américains du Sud jouent un jeu d'enfer en fumant d'énormes cigares; tandis que les commis-voyageurs français organisent un concert ou font de mauvais calembours, le vrai Yankee paraît indifférent à ce qui l'entoure et bâille

de tout son cœur; les grands spectacles de la nature le touchent peu : quand le soleil couchant embrase l'immense horizon de la pleine mer, quand ses reflets splendides viennent teinter les flots de mille couleurs diverses, on ne voit point qu'il en prenne le moindre souci; peut-être serez-vous tenté de le trouver stupide, mais suspendez votre jugement et voyez-le dans son cadre normal.

Au fond, tout le monde a l'air un peu stupide à bord. Dans cette réunion de hasard, où la paresse est obligée, où toute faculté ordinairement employée sommeille par force, rien ne révèle l'homme de valeur. La personnalité de marque, c'est celle de l'individu quelconque qui vous fait passer le temps, qui débite la chansonnette, par exemple, c'est celle de l'oisif de profession, et l'Américain n'appartient pas à ce type, il n'est oisif que par occasion, ou plutôt il ne l'est jamais; son repos est une préparation au travail.

Les voyages répondent encore à un autre besoin du Yankee, celui de s'instruire par les yeux. En général, il ne puise pas ses connaissances dans les livres, mais se forme de bonne heure par la pratique de la vie; ce n'est donc pas un lettré, ni un délicat, mais c'est un observateur; il arrive à se rendre compte des choses qu'il voit, parce que son éducation s'est faite ainsi, et il possède une curiosité particulière qui le porte à l'examen des détails. S'il reste indifférent devant un beau coucher de soleil, en plein Océan, il ne manque pas du moins de visiter les machines du bateau, de s'en faire expliquer le mécanisme et d'en admirer la

puissance. Ce sont là autant de renseignements qu'il emmagasine dans sa mémoire en vue de leur utilité possible. A l'étranger, il visite les musées pour savoir ce que c'est, mais sans que son esprit s'y attache beaucoup, sauf exception; en revanche, il inspecte avec soin les becs de gaz pour savoir s'ils donnent plus ou moins de lumière que chez lui, interroge des statistiques, examine les ressources du pays et se préoccupe de la manière dont vit le paysan, l'ouvrier, l'employé. Beaucoup d'Américains m'ont étonné en me racontant ce qu'ils avaient remarqué dans cet ordre d'idées au cours d'un voyage en France. Les voyages sont donc aussi considérés par eux comme un complément nécessaire d'instruction, un moyen de comparer les hommes et les choses dans divers milieux, d'acquérir de l'expérience.

Ainsi, soit pour une raison, soit pour une autre, ils prennent l'habitude de circuler à tout propos. Ajoutez que leurs affaires les obligent continuellement à se déplacer, et vous aurez l'explication du mouvement perpétuel auquel ils se livrent.

Une conséquence de cette habitude, c'est l'excellente installation de leurs hôtels, de leurs wagons et de leurs bateaux. Dans le *hall* de tout hôtel un peu important, vous pouvez prendre un billet de chemin de fer, une place de théâtre, une assurance contre les accidents; un *notary public* est là pour authentiquer les contrats que vous avez conclus; un sténographe écrira vos lettres avec la machine à écrire; un marchand de livres vous vendra des timbres; enfin la

boîte aux lettres, le télégraphe et le téléphone sont à votre disposition. Si vous avez des bagages, le *porter* de l'hôtel les fera remettre à une compagnie d'*express* qui se chargera de les envoyer à votre prochaine destination, vous les trouverez en y arrivant; bref, tout est organisé pour rendre les voyages faciles et, pardessus tout, pour éviter les pertes de temps.

Grâce à l'énorme quantité de voyageurs qu'elles transportent, les compagnies de chemin de fer, peuvent établir des prix très raisonnables et la concurrence les y oblige. De New-York à Chicago, une place de première classe, — la seule classe qui existe, — coûte 104 francs, un peu moins que de Paris à Marseille, mais la distance est beaucoup plus grande (1,479 kilomètres au lieu de 863). Encore, le prix que j'indique est-il celui du tarif officiel; souvent la concurrence le fait baisser, de telle sorte que, sur l'ensemble d'un voyage aux États-Unis, on peut compter que le chemin de fer coûte à peu près la moitié de ce qu'il coûterait en France pour le même parcours.

En ajoutant au prix de votre billet dix francs par jour et autant par nuit, vous pouvez monter dans le *pullman car* ou wagon de luxe, qui vous offre des avantages variés. Le jour, vous disposez d'une place considérable, le double de celle qui vous est accordée dans un wagon ordinaire; un fumoir et un cabinet de toilette pour hommes occupent une des extrémités du wagon; un cabinet de toilette pour dames occupe l'autre; en plus, vous avez un wagon-restaurant avec lequel vous communiquez. La nuit, votre siège se

transforme, et vous couchez dans un lit confortable, infiniment supérieur à ceux des *sleeping cars* européens; enfin, un nègre dressé à la politesse sous l'influence de M. Pullman, brosse vos habits et cire vos chaussures.

Mais ce n'est pas le dernier mot du confort. Si vous désirez vous isoler des autres voyageurs, vous pouvez, moyennant un supplément, vous installer dans les *state rooms*, appartements particuliers assez semblables aux cabines de luxe d'un transatlantique, et, sur certaines lignes très fréquentées, les compagnies prévoyantes vous donnent toutes facilités pour faire votre courrier, prendre un bain, vous faire raser, etc. Voici, au surplus, l'énumération des avantages offerts par le *Pensylvania railroad* sur la ligne de New-York à Chicago :

« A 10 heures du matin, départ du *New-York and Chicago limited*, composé exclusivement de wagons Pullman communiquant entre eux; salons et appartements particuliers, restaurant, fumoir, wagons à terrasse pour examiner le paysage, renseignements financiers, sténographes, *typewriters* (personnes écrivant avec la machine à écrire), salles de bains pour les deux sexes, femmes de chambre, coiffeur, bibliothèque et toutes les commodités d'un *home* et d'un *office*. Chauffage à la vapeur d'eau; éclairage électrique avec lampes fixes et lampes mobiles. Arrivée à Chicago à 9h 45 du matin, le lendemain. »

Il est clair qu'on peut vivre plusieurs jours dans une maison roulante aussi bien entendue, sans être

harassé de fatigue. Quand on circule entre deux villes éloignées d'une centaine de lieues l'une de l'autre, rien n'est pratique comme de franchir cette distance pendant la nuit. On se couche le soir, on s'endort, et le lendemain matin, le nègre vient vous secouer à temps pour vous permettre de faire votre toilette avant d'arriver. De cette manière, vous n'avez donné au voyage que les heures de votre sommeil et vous faites des affaires pendant toute une journée, à cent lieues de l'endroit où vous en faisiez la veille. Tout est combiné en vue des gens qui n'ont pas de temps à perdre, parce que cette sorte de gens fait le fond de la population; chez nous, on en trouve à l'état d'exception dans l'industrie et le commerce, mais le propriétaire, le rentier, le fonctionnaire, n'ont pas besoin de se presser autant; au lieu d'employer les heures du voyage à dicter des lettres d'affaires, ils se reposent du voyage qu'ils ont fait en renvoyant au lendemain toute occupation sérieuse.

V. — LE DERNIER VOYAGE ET LA DERNIÈRE DEMEURE.

Même après sa mort, l'Américain voyage vite et c'est au trot que le corbillard le conduit au cimetière, les parents et les amis ne pouvant l'y accompagner sans doute qu'à cette condition. La première fois que j'ai vu un cortège funèbre défiler sous mes yeux à une allure vive, j'avoue très franchement que j'en ai été choqué; la majesté de la mort me semblait s'accommoder assez mal avec la rapidité bruyante de cette

longue série de voitures; il y a certainement quelque chose de plus solennel et de plus digne dans la coutume des escortes processionnelles que nous faisons en France à nos morts.

Toutefois, je ne crois pas que cette précipitation à se débarrasser des leurs vienne, chez les Américains, d'un manque de respect. Beaucoup de détails, en effet, prouvent le contraire.

C'est d'abord l'ensemble des autres rites funéraires. Les cercueils sont l'objet d'un véritable luxe et atteignent parfois des prix énormes; dans une petite ville du Kansas, on me dit que les plus modestes se paient de 150 à 200 francs. Aux premiers temps de la colonisation et avant les chemins de fer, on se contentait de quatre planches clouées ensemble, ou d'une caisse d'emballage; c'était l'époque héroïque où le hardi pionnier, qui trouvait la mort loin des siens, était enterré sur le champ de bataille; cela se pratique encore ainsi sans doute dans les quelques territoires du Far West que les voies ferrées ne traversent pas encore, mais partout ailleurs on attache une grande importance à cette marque matérielle de respect.

Une préoccupation morale et religieuse d'un caractère plus élevé se manifeste aussi à ce sujet: il existe dans l'ensemble de la population un souci souvent peu éclairé, mais presque toujours sérieux de l' « au delà ». J'ai connu, dans une petite ville du Kansas, un vieux colon venu là avant l'installation d'aucun ministre d'aucune religion et qui, plus instruit que la plupart de ses voisins, avait été chargé par eux

de présider aux cérémonies funèbres. Un paroissien apporté d'Europe dans son petit bagage d'émigrant lui servait à lire quelques prières sur le bord de la tombe, et ce minimum de culte témoignait au moins d'une foi sincère dans la vie future.

A New-York, dans le bas de Broadway, au milieu du quartier le plus affairé, à deux pas de Wall Street et des énormes bâtiments de l'*Equitable*, du *Surety Building*, etc., s'élève l'église de Saint-Paul, entourée, selon la vieille coutume universellement adoptée jadis, de son cimetière paroissial. Les tombes les plus récentes portent la date de 1840 et on a cessé complètement aujourd'hui d'enterrer dans ce cimetière, mais il est tenu avec un soin pieux; des dalles remontant à 1630 montrent encore leurs inscriptions parfaitement intactes, et je ne sache pas qu'aucun Yankee ait jamais eu l'idée de réclamer la désaffectation de ce terrain; malgré l'immense valeur qu'il représente; de même à Boston, dans Washington street, un ancien cimetière s'étend tout autour de l'*Old South Church*, et je pourrais citer d'autres exemples nombreux du même fait. Impossible de ne pas être frappé du saisissant contraste qui existe entre l'animation extraordinaire de la rue et l'éternel repos de ces tombes; ce contraste est instructif d'ailleurs, car il prouve le respect profond des morts. En France, aucune de nos grandes villes ne présente l'activité prodigieuse de New-York. Aucune n'a cru pouvoir conserver dans son enceinte ses anciens cimetières : on a bâti des casernes, des théâtres ou des maisons de rapport sur les terrains

qu'ils occupaient, sans souci de la profanation que l'on commettait ainsi. En cela, la jeune Amérique s'est montrée moins utilitaire et plus respectueuse que ses aînées.

Ce serait une grosse erreur, au surplus, de se représenter les Américains comme les ennemis de la tradition. Chez eux, l'esprit de nouveauté s'allie très bien avec le culte du passé, et cela pour une raison historique et sociale que je crois apercevoir très nettement. Jamais ils n'ont eu à se révolter contre la tradition, comme nous l'avons fait en France, parce que ses représentants ne les ont jamais entravés dans leur libre développement; aucune main pesante n'a comprimé leur essor, aucun pouvoir absolu n'a tenté de les asservir. En France, tout le monde a encore le sentiment d'appartenir par sa naissance et ses opinions au passé ou au présent; bien des idées étroites s'abritent derrière cette expression : « Je suis un homme d'autrefois »; bien des idées haineuses et jalouses se résument dans cette autre : « Je suis un homme de mon siècle ». On dirait que deux sociétés campent en présence l'une de l'autre sur le champ de bataille du dix-neuvième siècle. Au lieu de travailler ensemble à l'avenir, elles s'attardent à discuter le passé avec les passions du présent. C'est là le triste héritage que nous ont légué d'anciennes discordes civiles nées d'anciennes erreurs sociales. Ici, au contraire, il n'y a vis-à-vis du passé ni vieilles rancunes ni affections rétrogrades, c'est pour cela qu'il conserve son droit normal au respect de tous.

Avec le développement des grandes villes, la nécessité de créer des cimetières au dehors s'est fait sentir; beaucoup méritent d'être visités.

Forest-Hill cemetery à Boston, *Greenwod cemetery* à Brooklyn, sont parmi les plus remarquables et les plus fashionables. On ne peut pas y entrer sans être frappé de la ressemblance qu'ils offrent avec les quartiers élégants d'une ville américaine. Imaginez un grand parc avec une vue splendide, à Greenwood surtout, et, jetées un peu au hasard au milieu de ce parc, des tombes éparses. C'est le triomphe de l'habitude et comme la manifestation dernière du goût de l'isolement. Au lieu des rangées solennelles et compactes du Père-Lachaise, ce sont de jolies allées suivant les pentes naturelles du terrain, contournant de gracieuses pièces d'eau. Çà et là des corbeilles de fleurs, des massifs d'arbustes, quelques grands arbres forestiers, ménagent des points de vue et accompagnent l'architecture des monuments funéraires; c'est la fantaisie du jardin anglais opposée à l'ampleur symétrique du jardin français, l'indépendance du *home* familial et pittoresque opposée à la promiscuité des luxueuses casernes parisiennes. Il est curieux de voir comment les différences profondes qui existent entre la société américaine et la nôtre se manifestent ainsi jusque dans des détails insignifiants en apparence.

Autre trait de mœurs caractéristique : On me montre dans *Greenwood cemetery* un monument fort luxueux qui attire l'attention et a coûté, dit-on, plus de cinquante mille dollars. Il avait été construit pour un spé-

culateur heureux, à la suite d'une affaire très fructueuse, mais un revers subit de fortune étant survenu, d'impitoyables créanciers voulurent saisir la demeure dernière de leur débiteur, soutenant qu'elle faisait partie de leur gage au même titre que le reste de ses propriétés. La question fut portée devant les cours de justice; on pouvait soutenir que, par sa destination spéciale, cet immeuble se trouvait placé en dehors du commerce et, pendant que les juges s'attardaient à trancher la difficulté, la fortune, souriant de nouveau au spéculateur, lui permit de désintéresser ses féroces créanciers et de rentrer dans la possession indiscutée de son caveau. En restera-t-il propriétaire jusqu'au jour de sa mort? Je ne voudrais pas l'affirmer.

CHAPITRE QUATRIÈME

La vie journalière.

I. Les repas. — II. L'ivrognerie, les sociétés de tempérance et la prohibition. — III. Les costumes. — IV. Comment on s'amuse en Amérique.

J'ai essayé de décrire le cadre dans lequel se meut l'Américain. J'ai conduit mon lecteur dans la maison ou dans le *boarding house* qu'il habite, je l'ai fait monter dans le *pullman car* où il voyage et mené près de la tombe où il repose, je dois maintenant le faire assister aux divers actes qui constituent sa vie journalière.

Peut-être ce souci de tout voir et de tout examiner paraîtra-t-il un peu enfantin; si on veut bien réfléchir cependant que nous passons notre vie à classer nos semblables d'après leur manière de manger, de se vêtir, de s'amuser, que d'ailleurs les divers peuples de la terre se distinguent bien plus les uns des autres par les mille habitudes de détail auxquelles ils restent attachés que par les grands sentiments du cœur répandus un peu partout dans toute l'humanité, on me par-

donnera, j'espère, d'avoir donné de l'importance à ces traits de mœurs qui constituent l'originalité d'une race. Tel d'entre eux nous fera mieux comprendre l'état d'esprit d'un Yankee que les plus savantes dissertations sur la constitution fédérale. Si vous le voulez bien, nous allons donc nous asseoir à une table américaine.

I. — LES REPAS.

Un soir, à New-York, j'assistais à une pantomime représentant la toilette matinale d'un *gentleman*. L'acteur arrivait sur la scène les yeux tout bouffis de sommeil, les cheveux en désordre, se passait rapidement un peu d'eau sur la figure, trempait ses doigts dans sa cuvette et, s'adressant à sa femme, criait d'une voix de tonnerre : *Breakfast ready?* « Mon déjeuner est-il prêt? » La salle applaudissait à tout rompre, témoignant ainsi de la fidélité de l'imitation. En effet, le premier soin d'un Américain est d'avaler son déjeuner, pour sauter ensuite sur la plate-forme d'un *car* ou grimper l'escalier de *l'elevated railroad*, et débarquer à son *office* à 8 heures du matin au plus tard.

Mais ce n'est pas d'une simple tasse de thé ou de chocolat qu'il se leste; il lui faut quelque chose de substantiel, quelque chose qui lui permette d'attendre jusqu'au dîner du soir, avec l'aide d'un *lunch* rapide, qu'il prendra au milieu de l'après-midi.

C'est donc d'un déjeuner sérieux qu'il s'agit : le beefsteack, la côtelette, le *bacon* ou porc salé, en composent le menu ordinaire, avec des œufs et diverses

bouillies d'avoine ou de froment (*oat meal porridge*); on dévore tout cela bien vite, car l'heure presse, et, pour ne pas perdre de temps, on viole outrageusement les lois de la gastronomie; au restaurant, dès que vous vous asseyez, un garçon pose sur la table une assiette d'oranges ou de bananes, ét vous prenez immédiatement votre dessert pendant qu'on fait cuire la viande que vous avez demandée; après quoi, vous passez à l'entremets sous forme de *porridge;* parce qu'il faut seulement quelques minutes pour vous servir, et vous mangez en dernier lieu votre beefsteack, en raison de la préparation plus longue qu'il exige. On pourrait écrire dans les restaurants américains comme dans la salle à manger d'Harpagon : Il faut manger pour vivre et non pas vivre pour manger. Seulement, ici ce n'est pas la crainte de gaspiller l'argent qui inspire les crimes de lèse-gastronomie, mais la crainte de gaspiller le temps.

Au *lunch,* cette préoccupation éclate avec plus d'intensité encore; il faut pénétrer dans quelque *bar* d'un quartier d'affaires entre 1 heure et 3 heures de l'après-midi pour s'en rendre compte. Des messieurs debout, le chapeau sur la tête, sont alignés le long d'un comptoir, sur lequel se trouvent des viandes froides, des piles de *sandwiches,* des gâteaux, de la bière, de l'eau glacée, le tout placé à portée de leur main. En cinq minutes, ils absorbent une certaine quantité de nourriture, paient et s'en vont. Le patron de *bar* intelligent attire la clientèle surtout par les facilités qu'il lui donne de luncher vite. *Try our quick lunch* (es-

sayez notre lunch rapide), voit-on, affiché dans les rues; peu importe la qualité du repas; ce qu'il faut par-dessus toutes choses, c'est qu'il n'entrave pas les affaires, qu'il ne coupe pas la journée en deux; quelquefois, pour arriver plus sûrement à ce résultat, on envoie chercher quelques sandwiches que l'on avale à son *office* et, dans les grands *business buildings* que j'ai décrits, un restaurant a toujours sa place marquée pour éviter aux locataires une sortie à l'heure du lunch.

Même dans les clubs les plus fashionables, le lunch conserve son caractère de rapidité. Là, on s'assied, il est vrai, à une table de restaurant pour un repas véritable, mais le service s'exécute avec promptitude et personne ne s'attarde à fumer longuement en prenant son café.

En somme, c'est seulement en rentrant chez lui après sa journée finie, que le Yankee prend le temps de manger, si toutefois il n'a pas acquis au régime que je viens de dire l'habitude invétérée de se bourrer. Aussi son estomac proteste-t-il énergiquement. La dyspepsie, qui est en train d'obtenir chez nous ses lettres de naturalisation, règne en maîtresse aux États-Unis, témoin les nombreux remèdes américains proposés aux dyspeptiques; elle est constitutionnelle en quelque sorte.

La cuisine en usage ici contribue peut-être, elle aussi, à ce résultat : non seulement on mange toujours vite, mais on mange généralement mal; on ne sait pas manger. « Ma belle-sœur, qui est Américaine, me disait

une jeune femme française exilée dans l'Ouest, ouvre sept à huit boîtes de conserves pour me régaler, quand je vais chez elle. C'est toute l'idée qu'elle se fait d'un bon repas; le contenu d'une seule de ces boîtes convenablement préparé ferait bien mieux mon affaire. » Voilà bien le caractère américain : acheter un fonds d'épicerie pour se nourrir, et ne pas prendre la peine nécessaire pour se bien nourrir; de même, dans les *packing houses*, on amène des animaux parfaitement engraissés au maïs et il en sort une viande mal coupée, presque toujours dure; partout le gaspillage et le manque de soin provenant de l'abondance de toutes choses et de la rareté de la main-d'œuvre; car, remarquez-le, la cuisine américaine ou plutôt l'absence de cuisine américaine n'a pas d'autres causes; elle est plus mauvaise dans l'Ouest que dans l'Est, parce que ces causes y sont plus intenses. Au Kansas, la viande vaut huit sous la livre, mais un cuisinier français se fait payer 500 francs par mois dans un hôtel; l'immense majorité des gens aisés se passe de serviteurs, et la mère de famille, obligée d'élever ses enfants, de balayer sa maison, n'a pas le temps de veiller à ses fourneaux. Comparez sa situation à celle d'une mère de famille française de la même classe, de la femme d'un petit fonctionnaire. Celle-ci dépense chaque mois chez le boucher, l'épicier et le boulanger, dix fois plus qu'elle ne paie sa bonne à tout faire. Elle s'arrange donc, si elle est bonne ménagère, pour dépenser le moins possible en achats et tirer le meilleur parti possible de ces achats en employant son temps et celui de sa bonne à les

transformer par la cuisine. D'un côté, le mari gagne beaucoup et la femme ne peut pas se faire seconder; de l'autre, le mari gagne peu, mais la femme a le temps de faire ou de faire faire sa cuisine.

Dans les bons hôtels, les chefs sont toujours des Français, et on mangerait d'une façon supportable, sans l'habitude de servir à l'américaine, qui gâte tout. Cette habitude consiste à mettre à la fois devant vous, dans une série de petits plats, où ils refroidissent, tous les mets que vous avez commandés et quelques autres encore. L'unique assiette vide que l'on vous octroie se trouve ainsi entourée d'un demi-cercle d'autres assiettes pleines, ou plutôt de petits objets creux et ovales, offrant quelque ressemblance avec des baignoires d'oiseaux. Le véritable Yankee fait peu usage de cette assiette d'ailleurs, mais promène sa fourchette à l'aventure dans toutes les petites baignoires, picore au milieu de ce fouillis, ou en compose de redoutables mélanges assaisonnés de mille ingrédients divers, après quoi, il croit avoir dîné.

Aussi est-il impossible de faire comprendre aux nègres d'un hôtel américain (*on American plan*) qu'on désire dîner avec trois ou quatre des numéros de l'interminable menu qu'ils vous présentent, et manger chaque chose l'une après l'autre; il faut se résigner au régime commun ou mourir de faim. De là l'embarras d'un Français en face d'une carte comme celle-ci, que je rencontre dans mes notes :

DINER

HUITRES DE BLUE POINT

CRESSON DE FONTAINE

Crème de laitue — Consommé Macédoine
Alose sur planche, sauce à la laitance

TOMATES EN BRANCHES — POMMES DE TERRE A LA PARISIENNE

Crabes endiablés
Entrecôte rôtie — Chapon rôti
Agneau, sauce à la menthe
Filet de bœuf lardé, sauce aux truffes
Croquettes de poulet. — Haricots vert à la Française
Omelette à la célestine
Pommes de terre nouvelles, Tomates, Ognons, Oyster plant, Riz,
Épinards à la crème — Pois — Betteraves
Spaghettis au fromage

PUNCH A LA ROMAINE

Canard sauvage
Poulet — Homard — Laitue
Pudding au rhum
Tarte à la frangipane — Tarte aux pommes
Gâteaux de fantaisie — Gelée de pied de veau
Glace — Confiserie

FRUITS — NOIX — CRACKERS ET FROMAGE

CAFÉ

DIMANCHE 23 MARS 1890.

On retrouve dans ce menu le même caractère de gaspillage que je signalais plus haut, et la manière

dont on le sert dénote encore le même désir de manger vite, sans être retardé par son voisin comme à table d'hôte, sans être l'esclave de l'ordre du service comme au restaurant. On se fait apporter quinze plats, on en laisse cinq sans y toucher, on goûte les autres et on n'en mange en fait que deux ou trois.

Cependant les cuisiniers français protestent contre ces usages barbares et se gâtent la main à servir des Yankees. « C'est une pitié, Monsieur, me disait l'un d'entre eux, de donner de bonnes choses à manger à ces goujats! » Quelques-uns, gratifiés d'un traitement de général de division par quelque richissime Américain, impose, autant qu'ils le peuvent, nos habitudes et rédigent des menus raisonnables, dont on écorche les noms français de la façon la plus amusante. En voici un exemple entre mille :

Potage.
Cousomme alphabet.
Hors d'Nœurves.
Celery. Raves. Olives.
Poisson.
Poummie de Terre Dauphin,
Colete d'Agneau a la Mirabeau.
Petit Pois Vert.
Sorbet a la Neapolitain.
Rotis.
Jeune Poulet au Cresson.
Asperges en salade.
Entrements Fraizes.
Creme a la glace. Gateau.
Cafe Noir,

On le voit, l'art de bien manger n'est pas encore devenu aux États-Unis un art national.

Quand un New-Yorkais millionnaire veut donner un grand dîner, il n'est pas rare qu'il convie ses hôtes chez *Delmonico*, le meilleur et le plus fashionable des restaurateurs américains. Dans ce cas, il traite à forfait pour avoir quelque chose d'extraordinaire à offrir à ses invités, quelque chose qui se remarque et dont on parle, car l'agrément délicat d'une société choisie à son gré et d'un repas bien ordonné ne lui paraît pas suffisant. Un Français de mes amis, résidant à New-York, me raconte qu'il a assisté à un dîner de ce genre, dont chaque couvert coûtait 400 francs. Au centre de la table on avait organisé une sorte de piscine, dans laquelle nageait un malheureux cygne, préalablement dépourvu de ses ailes; les dames avaient à leur place un gros bouquet de fleurs rares et on donnait à chaque convive un menu gravé sur métal. Ces extravagances choquent le goût européen, mais elles coûtent cher et n'exigent pas, pour être appréciées à leur valeur, l'éducation compliquée et savante d'un gourmet de haute volée; par là elles conviennent merveilleusement aux Yankees riches.

En dehors de ces fêtes, où le champagne coule à flots, l'eau glacée est le seul breuvage usité pendant le dîner; au déjeuner, on prend assez souvent du thé, du café ou du lait, mais aucune boisson fermentée ne paraît sur la table. Il faut être Allemand ou Français pour demander de la bière ou du vin. Est-ce à dire que la sobriété soit universelle en Amérique? Pas le moins du

monde, mais c'est là un sujet d'importance sur lequel il me faut donner quelques explications.

II. — L'IVROGNERIE, LES SOCIÉTÉS DE TEMPÉRANCE ET LA PROHIBITION.

Il y a deux sortes d'Américains, ceux qui boivent de l'eau et ceux qui se grisent. L'Américain qui sait user convenablement de l'alcool n'existe pas encore.

J'ai connu un Yankee très authentique, de vieille souche puritaine et d'un rang social élevé, qui, arrivé à l'âge de soixante ans environ, n'avait jamais pris ni vin, ni liqueurs, ni thé, ni café. Un jour, souffrant d'une forte migraine, et devant prendre la parole dans une circonstance importante, il consentit cependant à boire une tasse de café, mais à titre de médicament; encore semblait-il regretter cette infraction matérielle à ses principes.

J'ai connu un autre Yankee, très authentiquement Yankee lui aussi, membre de la Chambre des Représentants, mais d'origine allemande. Cet aimable législateur entreprit un jour de me faire connaître les diverses boissons en usage dans les *bars;* c'était une observation qui avait son intérêt, j'acceptai donc son offre, et je dois dire qu'il m'eût été difficile de rencontrer un guide plus expérimenté. Cocktails variés, combinaisons savantes de whiskey, de glace, de sherry, d'eau de seltz, de champagne, que le *barkeeper,* debout derrière son comptoir, agite ensemble d'une main

habile, rien ne me fut épargné. Le soir, j'avais un violent mal de tête; mais, vers huit heures, non guide devint peu sûr, tout en restant expérimenté, et je rentrai dîner à l'hôtel, seul en face de mon verre d'eau glacée.

Bien souvent depuis, ces deux personnages me sont revenus en mémoire comme les types des deux variétés d'Américains dont je parlais tout à l'heure. La première comprend beaucoup de puritains, de *clergymen*, de femmes; tout ce qui aspire à une certaine distinction de manières, ou se pique d'inflexibilité dans ses principes, rentre dans cette catégorie, de sorte qu'on y trouve des personnages assez divers, depuis l'évêque catholique guidé par un sentiment élevé de sa mission et attristé par les exemples déplorables de ses ouailles irlandaises, jusqu'au *gentleman* gourmé et quelque peu pharisien qui vous dit avec gravité : « Je ne fume pas, je ne bois pas, je ne chique pas et je ne jure pas », *I never smoke, never drink, never chew, never swear.* Chez l'un, c'est scrupule de conscience; chez l'autre, pure question de forme et comme une déclaration signifiant en langage ordinaire : Je suis un homme parfaitement bien élevé.

La seconde variété se recrute surtout parmi les émigrants irlandais et allemands, auxquels il faut ajouter tous les Américains de naissance ayant un penchant pour l'alcool. Les uns, originaires de pays pauvres où la vigne ne peut pas croître, sont incapables de supporter les fumées d'une boisson forte et se grisent facilement quand ils arrivent dans un pays où leur tra-

vail est bien payé; les autres, habitués à considérer l'absorption d'un verre de bordeaux comme la manifestation d'un vice, vont jusqu'au bout de leur infamie et vous les rencontrerez à une heure du matin, titubant dans la rue en attendant que « leur maison passe devant eux ». A dîner, ils n'ont bu très probablement que de l'eau glacée, mais le diable n'y perd rien.

Je me souviens d'un vieux colonel de la guerre de Sécession, homme d'esprit et très informé, dont la conversation était des plus intéressantes jusque vers cinq heures du soir; à partir de ce moment-là ses idées se brouillaient un peu, l'épithète *damned* (*damné*) qu'il appliquait indistinctement à toutes sortes d'objets revenait dans ses discours avec une fréquence caractéristique; c'était le moment de lui serrer la main et de s'esquiver. Il tirait alors d'un tiroir secret une bouteille de whiskey du Kentucky, et après en avoir fait l'historique, il terminait son éloge par ces mots : « Avec ce damné vieux whiskey, vous pouvez vous griser sept jours dans la semaine sans avoir jamais un seul mal de tête. ».

A Washington, sur la Pensylvania avenue, il existe un petit *bar* d'apparence modeste, où les consommations sont de premier choix, c'est le *Hancock bar;* on y pénètre avec respect, et c'est un lieu de pèlerinage pour certains membres du Congrès, car nombre de leurs devanciers sont venus y chercher des inspirations pour leur éloquence; tout autour de la salle longue, étroite et obscure, des souvenirs historiques disent les gloires passées du *Hancock;* autographes

de Washington et de Jefferson, vieux chapeaux, épées rouillées ayant appartenu à divers grands citoyens de l'Union; il y a du musée et du bric-à-brac dans ce *bar*. Pour quelques Américains, le *Hancock* est une sorte de monument national; pour d'autres, c'est un lieu de réprobation.

Cette profonde division se manifeste par d'autres faits d'une portée pratique plus grande. Le spectacle dégradant de l'ivrognerie, le désir légitime d'arracher ses semblables à ses honteux effets, ont provoqué chez certaines âmes un sentiment généreux de réaction et donné le jour à une foule de sociétés de tempérance. Discours, brochures, meetings, congrès, tout l'appareil ordinaire des associations de bien public a été déployé par elles, et elles ont atteint certains résultats appréciables; c'est aussi sur leur initiative, moins bien inspirée cette fois, que le mouvement prohibitionniste a pris naissance.

La *prohibition* est tout simplement l'interdiction absolue de vendre au public aucune espèce de boisson fermentée, aussi bien l'innocente petite bière que le terrible whiskey. Elle a été mise en pratique dans plusieurs États de l'Union, dont le Maine, le Kansas, l'Iowa et les deux Dacotahs. Partout, les sociétés de tempérance la réclament aux législatures locales, mais elles n'ont encore réussi à l'obtenir que d'un nombre restreint d'entre elles, et l'expérience l'a déjà fait abandonner par quelques-unes de celles qui l'avaient établie tout d'abord.

Bien entendu, tout ce qui n'est pas prohibitionniste

pousse les hauts cris. « C'est bien la peine, dit-on, de vanter la liberté américaine pour nous priver de vin comme de simples musulmans! » On voit d'ici les développements sans nombre qu'il est facile de faire sur ce thème. Les quelques Français soumis à ce régime sont parmi les plus ardents adversaires de la prohibition et frondent le pouvoir en buvant du vin ensemble chaque fois qu'ils se rencontrent; les Irlandais se grisent à domicile avec le whiskey de marque inférieure que leur procure un débitant de contrebande; seul, le tranquille voyageur qui gîte dans les hôtels et serait heureux de se réconforter à son repas d'une honnête demi-bouteille de vin de Californie est obligé de boire de l'eau.

Les sociétés de tempérance ont d'ailleurs un champ suffisamment vaste ouvert à leur activité, pour pouvoir se consoler aisément d'enlever la prohibition de leur programme. Elles ont déjà rendu de grands services, et sont appelées probablement à en rendre de plus grands encore à mesure que leur but sera plus raisonnable, moins absolu. Sur le terrain législatif, leur pression a produit des résultats; à Boston, par exemple, on a réduit notablement la quantité des *saloons* ou débits de boissons; ils ne sont plus aujourd'hui que dans la proportion de 1 pour 525 habitants. C'est assurément une manière efficace, quoique négative, de combattre le fléau de l'alcoolisme; en enlevant la fréquente tentation on diminue le nombre des chutes. Dans la plupart des États, les débits sont fermés le dimanche, soit toute la journée, soit seulement à

l'heure des offices; telle est du moins la lettre de la loi. En pratique, les cabaretiers ferment l'entrée principale de leur établissement, et leur clientèle connaît l'entrée dissimulée, tout aussi bien, d'ailleurs, que l'agent de police préposé à l'exécution de la loi qui se promène en bâillant devant la porte close, factionnaire impassible, esclave de la consigne, souvent payé par le *saloonkeeper* pour être discret. Autant que j'ai pu en juger par une seule expérience, il semble que la prescription de fermer les *saloons* aux jours d'élections soit mieux observée et il n'est pas nécessaire de la justifier longuement. On dit aussi que durant la guerre de Cuba, l'armée américaine a fait avec succès l'essai de la tempérance dans les camps; dans ce milieu très spécial où la contrainte s'impose et où il est facile d'en assurer le bon fonctionnement, la prohibition semble à la fois salutaire et possible; elle était, d'ailleurs, particulièrement indiquée sous le climat des Antilles.

A côté de ces résultats dus à une intervention de l'autorité publique, les amis de la tempérance en ont obtenus d'autres d'un caractère plus positif par leur seule initiative. D'abord, grâce à leurs prédications et à leurs exemples, beaucoup de gens se sont engagés à s'abstenir de toutes boissons fermentées et restent fidèles à leur parole. Ce sont les *total abstainers* ou *teetotallers*. On peut signer l'engagement (*take the pledge*) pour toujours ou pour un temps limité, et les tempérants proposent généralement le *pledge* temporaire comme moins effrayant pour la faiblesse humaine.

La plupart des Églises les aident dans leurs efforts; un dimanche, je trouve dans un banc de la cathédrale catholique de Saint-Paul un petit carton portant en grosses lettres ces mots : *Total abstinence promise;* C'est une formule de *pledge* rédigée spécialement à l'occasion d'une mission donnée par les Pères Paulistes en octobre 1896 : « Pour l'amour de Dieu et pour le bien de mon âme, je promets de m'abstenir de boissons enivrantes pour... années. » Au verso, sont énumérées les différentes raisons que chacun peut avoir de s'engager : « Raison de A. — Je sens qu'en faisant cette promesse, je puis en encourager d'autres qui en ont besoin à en faire autant. Raison de B. — J'ai remarqué que ceux qui font et qui tiennent de semblables promesses sont de meilleurs chrétiens, ont une meilleure santé, une vie plus longue, un intérieur plus agréable (*pleasanter home*) que les gens adonnés à la boisson. Raison de C. — Je ne puis pas me permettre (*I cannot afford*) de boire constamment; j'ai à nourrir ma famille, elle a besoin de tout ce que je peux gagner. Raison de D. — Je dois faire pénitence pour mes péchés : un pareil acte de renoncement volontaire (*such self denial*) sera agréable à Dieu et méritoire pour moi. Raison de E. — Je crains de causer du scandale à mes enfants ou à d'autres : si mon exemple poussait quelqu'un à devenir un ivrogne, que pourrais-je répondre au jour du jugement? Raison de F. — L'ivrognerie est une grande cause de péchés, de cruautés et de crimes; je veux éviter même l'occasion de l'ivrognerie. Raison de G. — J'ai été autrefois vic-

time de l'habitude de boire. Je suis résolu à ne plus jamais me soumettre à cet esclavage. Raison de H. — Quand le démon de la discorde entre dans une maison avec l'ivrognerie, l'ange de la paix l'abandonne. Je préfère demeurer avec l'ange de la paix qu'avec le démon de la discorde. »

On ne se contente pas de faire appel à l'héroïsme et au renoncement, on s'efforce d'aider la tempérance, ce qui est humain et sage. La création des hôtels, restaurants, *bars*, etc., dans lesquels aucune boisson enivrante n'est servie aux consommateurs rend de grands services à ce point de vue. Il peut arriver à tout le monde d'avoir soif hors de chez soi, de désirer se rafraîchir en été ou se réchauffer en hiver, surtout en Amérique où l'été est brûlant et l'hiver glacial. Les *bars* ordinaires vous offrent, il est vrai, une variété merveilleuse de combinaisons pour étancher votre soif, vous glacer ou vous brûler l'estomac, mais toutes sont à base d'alcool. Allez donc demander à un *barkeeper* une tasse de thé ou de café! Les *temperance bars*, au contraire, s'ingénient à multiplier les boissons non alcooliques, et permettent au passant altéré de venir se réconforter dans un endroit respectable, loin de tout danger d'entraînement pour ceux qui se sentent faibles, loin de tout spectacle dégradant pour ceux qui sont confirmés dans leur foi tempérante. Dans un pays froid, c'est une chose très importante pour les ouvriers, pour les petits employés, pour ceux qui n'ont pas de clubs, de pouvoir passer une heure avec un ami dans un endroit chaud sans être exposés à se griser. Les

bars tempérants sont loin d'avoir le même développement que les autres, on ne les trouve pas à chaque carrefour, mais déjà ils ont évité bien des chutes.

En général, les associations de bien public, les réunions ayant un caractère moral ou intellectuel, proscrivent l'alcool. On est tempérant dans les clubs adjoints à certaines églises, dans les différents locaux appartenant aux *Young Men's Christian associations*, dans certains clubs dépendant des universités. Cette tempérance volontaire est du meilleur exemple.

Les sociétés de tempérance, issues d'un mouvement très louable, feraient sagement de renoncer à la prohibition qui produit un fort mouvement de réaction. Elles échapperaient ainsi plus facilement au reproche d'hypocrisie qu'on ne leur épargne guère ; il suffit, en effet, qu'un de leurs membres soit surpris en état d'ivresse par un antiprohibitionniste, — et cela se voit assez fréquemment, — pour détruire toute l'impression efficace de leurs prédications et compromettre leur prestige d'une manière irréparable. On leur pardonnerait ces faiblesses s'ils n'imposaient pas une ridicule tyrannie.

III. — LES COSTUMES.

Il est impossible, je crois, de rencontrer actuellement sur aucun point du globe un pays aussi étendu que les États-Unis, où l'uniformité et la banalité du costume soient comparables à celles qui y règnent. De New-York à San Francisco, de Chicago à la Nouvelle-

Orléans, tout le monde à l'air de s'habiller à la *Belle-Jardinière* ou au *Bon-Marché*. Exceptez, si vous le voulez, les *cowboys* avec leurs grands chapeaux et leurs pantalons de cuir, pour rester dans la vérité absolue, et vous ne trouverez partout que des gens vêtus de la même manière.

Sans doute, quelques-uns sont propres et beaucoup sont sales; quelques-uns visent à l'élégance et beaucoup se bornent à être couverts, mais aucune distinction sociale ne se révèle par le genre de vêtement qu'ils portent.

Il est clair qu'on ne saurait avoir, aux États-Unis, de ces costumes pittoresques auxquels toute une population reste attachée par tradition locale ancienne, comme ceux des paysans bretons ou des guides pyrénéens; un colon du Dacotah n'a pas les mêmes raisons historiques pour se vêtir d'une manière déterminée, cela saute aux yeux, mais on n'a pas expliqué la chose complètement quand on a remarqué que l'Amérique est un pays neuf, sans passé, sans histoire. Elle n'est pas plus neuve, en effet, à Boston qu'à Rio-de-Janeiro ou à la Plata, et cependant, au Brésil, dans la République Argentine, au Mexique, les costumes sont variés, éclatants de couleur. Un riche propriétaire d'*hacienda* ne consentirait point à monter en tramway avec un *complet* de couleur sombre; il ne sort de chez lui que sur un cheval superbe, magnifiquement harnaché, et suivi de son majordome; sa selle, ses éperons, son manteau, son feutre, proclament sa richesse et son rang; il y a donc, dans le peu d'impor-

tance attaché au costume chez les Yankees, autre chose que la jeunesse de l'Amérique.

La raison première est dans l'absence générale de formalisme qui règne aux États-Unis. On n'a ni le temps ni le goût de s'arrêter à des détails de toilette dans une société où chacun veut se faire une situation indépendante. On ne peut pas s'embarrasser de pareilles misères et on y attache peu de prix, parce qu'on attache beaucoup de prix à autre chose. Un jeune Espagnol se préoccupe infiniment de l'effet qu'il produit par sa mise, et fort peu de gagner lui même l'argent qu'il doit à son tailleur. Si son père veut bien se charger du soin de solder ses factures, il n'en sera même que plus à l'aise pour se commander des habits superbes, et ses amis n'en auront pour lui qu'une considération plus marquée. Le jeune Yankee met sa gloire ailleurs et acquiert plus de sympathies en portant la chemise de flanelle due à son travail que le vêtement de coupe élégante payé par un autre. Avec de pareilles idées, les distinctions fondées sur le costume disparaissent et le panache perd son prestige.

L'uniformité s'accuse encore par un fait que j'ai plusieurs fois signalé déjà; on change facilement et constamment de profession; dès lors, on n'a ni le costume ni l'air de sa profession. Ce qui est vrai pour les domestiques l'est aussi pour les juges, pour les marchands, pour les cultivateurs, pour les instituteurs, etc.

Cela posé, et le phénomène une fois expliqué, je suis tout prêt à reconnaître qu'il a au point de vue

pittoresque les plus déplorables conséquences. Rien de laid comme une foule américaine dans un village de l'Ouest; un peintre fuirait à la seule vue de la vulgarité qu'elle présente et le simple mortel n'y trouve rien pour le plaisir des yeux. Je vois encore d'ici, au marché de Kansas City, deux femmes de *farmers,* coiffées de chapeaux à plumes multicolores du goût le plus excentrique; leur figure rougeaude, leurs mains sales et non gantées contrastaient avec cette coiffure, et un jupon de dessous, très abondamment garni de broderies, dépassait leur robe traînant dans la poussière. On eût dit des filles de brasserie, sans leur regard honnête et leur peau rude de paysannes. Dans les grandes villes de l'Est, les femmes ont une plus grande habitude de la toilette et savent mieux la porter, mais elles paraissent manquer de discernement dans leur manière de s'habiller. Vous rencontrez parfois dans les *cars* ou sur la rue des dames vêtues avec une élégance qui attirerait l'attention à Paris un jour de Grand-Prix; le soir, au théâtre, vous verrez, par contre, aux meilleures places des personnes en robe sombre unie, comme une Parisienne en mettrait pour aller le matin à la messe de sa paroisse. En revanche, les messieurs qui les accompagnent sont toujours en habit noir; c'est l'habitude anglaise et elle n'exige pas d'interprétation; il est convenu ici comme chez nous qu'un homme est en grande toilette quand il a revêtu cette livrée sombre; il est donc facile d'être à point; mais, pour les femmes, la question se complique terriblement et les Américaines, — j'entends les Améri-

caines indigènes et non celles que l'on voit à Paris, — ne savent pas se débrouiller au milieu de cette complication.

D'ailleurs, elles restent tributaires des modes françaises. Sur la cinquième avenue, à New-York, les couturières et les modistes se réclament toutes de notre nationalité, c'est la meilleure recommandation qu'elles puissent se donner auprès de leur clientèle. Elles ne viennent pas à Paris sans l'annoncer au public : *Just arrived from Paris, — Before sailing to Paris,* — (Retour de Paris, — Avant de partir pour Paris), voit-on sur leurs annonces et sur leurs devantures. On aime à savoir qu'elles y retournent souvent pour se tenir au courant et se conserver la main.

Ainsi, ni costumes pittoresques, ni art dans la manière de porter nos vêtements européens. Quand un homme veut vous impressionner par son chic, il met des boutons de chemise en diamant au beau milieu du jour, comme un dentiste ou un rastaquouère.

Toutefois, ces manifestations désordonnées et maladroites d'élégance disparaissent de plus en plus et les jeunes gens s'en rendent moins souvent coupables que leurs aînés. En cela, comme en beaucoup d'autres choses le goût général s'affine.

Le fait de l'uniformité du costume produit aussi un résultat assez curieux. Du moment que ni par la forme ni par la couleur, le vêtement ne peut être une indication sur l'individu qui le porte, la seule marque distinctive de l'homme bien élevé, du *gentleman* à ce point de vue est la *respectability* matérielle, la propreté,

la convenance, en somme la manifestation extérieure d'une qualité morale. Il est assez remarquable que les sociétés dans lesquelles le costume correspond à une hiérarchie, à un métier, à une origine locale, attachent à la propreté une importance secondaire. Là, au contraire, où le costume est réduit à sa fonction essentielle, sa bonne tenue demeure le seul trait révélateur d'une supériorité. Et cette supériorité est à la portée de la masse.

IV. — COMMENT ON S'AMUSE EN AMÉRIQUE.

« Pas drôle, l'Amérique, n'est-ce pas? » Telle est l'idée ordinaire que se fait un Parisien de la vie américaine, et il a raison dans un sens, car il s'ennuierait aux États-Unis; mais ce n'est pas à dire que le Yankee en fasse autant. S'il organise sa vie d'une certaine manière, c'est que cette manière lui plaît; le plaisir n'en est pas absent, seulement il n'a pas la même allure ni les mêmes objets que chez nous.

Allez un samedi, par un bel après-midi, visiter l'un quelconque des parcs d'une grande ville, vous y verrez des gens qui s'amusent de tout leur cœur. Des voitures de toutes sortes suivent les allées sinueuses, élégantes ou simples, presque toutes rapides, souvent menées par des jeunes filles; des cavaliers de tout âge et de tout sexe galopent seuls ou par petits groupes. Des files de bicycles et de tricycles passent et repassent. Vous arrivez à une pièce d'eau sillonnée d'embarcations légères, à rames, à la voile, où canotent

gaiement les jeunes gens et les jeunes filles; enfin les immenses pelouses vertes disparaissent sous les taches claires qu'y marquent les costumes des joueurs de *lawn tennis* et de *base ball.*

Le *base ball* est au premier chef le jeu national des Américains; il a quelques rapports avec le *cricket* anglais, et exige comme lui beaucoup de force musculaire et d'adresse. Dès l'âge de six à sept ans, les enfants commencent à s'y exercer, renversant leur petit buste pour lancer la balle avec toute la vigueur nécessaire, pliés en avant pour la recevoir, ou bien tenant des deux mains une sorte de palette ronde pour la renvoyer au camp ennemi. Mais il faut être un *boy* de douze ans au moins pour prendre place dans un *match* sérieux et faire partie d'un *team* (mot à mot d'un attelage) de *base ball.*

Dans les universités, à Harvard, à Yale, on attache une importance de premier ordre à posséder un excellent *team* de *base ball;* c'est un des traits par lesquels un établissement d'éducation se recommande le mieux aux familles. Tous les ans, de nombreux concours, auxquels on se prépare au moyen d'un entraînement constant, viennent mettre à l'épreuve l'habileté des jeunes Américains dans ce genre de sport, et la nation entière témoigne de l'énorme intérêt qu'elle y prend. Les journaux reproduisent les différentes phases de la partie, des dépêches tiennent leur clientèle au courant de tous les résultats obtenus; des promenades triomphales annoncent et terminent les concours.

D'autres sports plus athlétiques encore passionnent

les Américains, surtout les Américains de l'Ouest; le plus goûté est celui de la boxe. A Denver, il existe une association de jeunes gens qui se réunissent de temps en temps pour se livrer à de vrais pugilats. La police cherche bien à empêcher ces luttes dangereuses, mais on déjoue facilement sa surveillance : au jour convenu et tenu secret, chaque membre de l'association quitte la ville de son côté, à cheval, en voiture, en chemin de fer, puis on se retrouve dans quelque propriété privée convertie en champ clos. Là, nus jusqu'à la ceinture et sans gants de combat, les adversaires, choisis autant que possible d'égale force, se distribuent des coups avec ardeur et libéralité. Des juges comptent le nombre de points obtenus par chaque combattant, et, au bout d'un certain temps ou d'un certain nombre de points, on proclame les vainqueurs. Pour gagner un de ces points, il ne suffit pas de toucher son adversaire, il faut lui causer un dommage matériel sérieux et déterminé. Ainsi le premier qui fait couler le sang de l'autre marque un point. Pour cela, on tâche de lui atteindre le nez ou le coin de la bouche; on marque encore un point chaque fois qu'on le jette à terre et qu'il reste sans se relever pendant 15 ou 30 secondes, suivant les conventions. Ce résultat s'obtient ordinairement par l'adroite manœuvre que voici : un coup de poing envoyé bien droit dans la région du cœur coupe la respiration; un autre appliqué immédiatement après, pendant que l'adversaire est haletant, sur une des veines du côté du cou, le renverse sur le sol; c'est le *swinging blow*.

De pareils plaisirs nous semblent sauvages, mais ils rentrent dans la note générale de l'Ouest, grossière, rude et puissante. Les gaillards qui s'y adonnent peuvent, plus facilement que nos jeunes bacheliers, s'installer sur un *ranche* ou sur une ferme; leur force musculaire et l'habitude qu'ils ont d'en faire usage y trouvent un emploi. Ils cherchent à acquérir un grand développement physique pour se faire une situation, comme nous cherchons en France à passer des examens pour devenir fonctionnaires. De là, chez eux, l'éducation athlétique, chez nous, l'éducation classique ou pseudo-moderne; puis, ceux qui excellent dans un exercice quelconque, finissant toujours par y prendre goût, il arrive que des jeunes gens américains s'associent pour lutter à coups de poings, comme nous nous associons pour lutter à coups de textes dans les conférences de droit, à coups d'esprit dans les conférences littéraires.

De là aussi le goût général du pugilat répandu dans toute la nation. On admire et on estime la force physique, même quand on passe sa journée entre les quatre murs d'un *office*. A Chicago, flânant un soir sur la *Michigan avenue,* j'aperçois un rassemblement près du bâtiment de l'Exposition. Je m'approche, et on m'apprend que des lutteurs célèbres donnent une représentation, que pour 2 dollars j'aurai une place réservée, et que c'est une *great attraction*. Je donne mes 2 dollars et je vais me mettre à côté d'autres *gentlemen* arrivés comme moi en retard et obligés de rester debout; cependant aucun ne se plaint de cette singulière

place réservée, le plaisir d'assister à la lutte et de voir Jackson, un des princes de la boxe, fait tout oublier. Les lutteurs montent deux à deux sur une estrade centrale, où se tient l'impresario, qui les présente au public et règle le combat; à chaque coup porté, à chaque parade habile, l'assistance manifeste hautement son admiration, à chaque faute elle se récrie; on sent que les 2.500 personnes entassées dans la salle s'intéressent vivement au spectacle. Ce ne sont que hurlements, cris féroces, sifflets aigus; il faut aller aux courses de taureaux en Espagne pour avoir l'idée de la surexcitation extraordinaire qui anime tout le monde. Les lutteurs, vêtus de simples caleçons de bain, les mains enfermées dans de gros gants de boxe, semblent convaincus de leur importance; entre chaque reprise on leur donne à boire une gorgée d'eau; ils s'en gargarisent un instant, en renversant la tête en arrière d'un geste gymnastique, puis la crachent gracieusement sur le parquet. Les étoiles de la boxe ont droit à des soins plus compliqués et leurs moindres actes sont empreints d'une majesté comique : les deux qui constituent ce que nous appellerions à Paris le *clou de la soirée* arrivent accompagnés chacun de deux gardes du corps pénétrés de la gravité de leurs fonctions, qui portent des seaux d'eau vinaigrée, de grosses éponges et des piles de serviettes. Dès que le combat s'interrompt, messieurs les lutteurs sont épongés, frottés, tamponnés, bouchonnés comme des chevaux de course; on les évente même à grands coups de serviettes, après quoi on les remet en pré-

sence. Afin qu'on puisse mieux juger des péripéties de la lutte, le champion nègre a revêtu un caleçon blanc, le champion blanc, un caleçon noir; leur peau humide s'éclaire, sous les rayons de la lumière électrique, de reflets éclatants qui font ressortir leurs muscles superbes; la salle trépigne. Je me sens terriblement froid au milieu de ce tumulte; l'habileté de ces gladiateurs paraît grande, mais le spectacle est trop brutal pour un Français du dix-neuvième siècle, et je rentre chez moi en me promettant bien de ne plus retourner voir Jackson. Évidemment, les personnes qui m'entourent comptent bien se donner ce plaisir à la prochaine occasion.

Avec un goût aussi prononcé pour les exercices physiques, les Américains ne pouvaient manquer d'introduire chez eux l'usage des courses de chevaux. A côté de toutes les villes importantes on trouve toujours un ou plusieurs hippodromes bien organisés, sur lesquels galopent des chevaux de sang ayant leurs origines en Europe, mais la course vraiment nationale est la course au trot, surtout la course au trot des attelages de *buggy*. J'ai vu une paire de chevaux courir sur une piste avec un *record* de 2 minutes 22 secondes par mille, soit 1 minute 27 secondes par kilomètre. On imagine quelle perfection de mise il faut à un attelage pour prendre, à une pareille allure, les tournants de la piste sans faire perdre l'équilibre au léger *buggy* qu'ils traînent. Quand au trot qui atteint un *record* d'une minute 27 secondes, il est bien entendu que c'est un trot absolument désuni, une sorte d'amble extrê-

mement rapide. Les États-Unis ont produit une race spéciale de chevaux ambleurs, *pacers*, dont les coureurs ne sont que le premier choix. Cette race est soigneusement conservée et sélectionnée par quelques éleveurs spéciaux qui y trouvent parfois la source de beaux bénéfices. Pendant mon séjour à Saint-Paul en 1890, le gouverneur du Minnesota, M. Merriam, avait payé un poulain d'un an au prix énorme de 78.000 francs; ce détail donnera une idée de la passion qu'on apporte en Amérique aux courses de *pacers*.

En dehors des personnes qui courent ou font courir, beaucoup d'autres prennent plaisir aux distractions hippiques; de là une infinité de *clubs* ayant pour objet le dressage, le menage, l'élevage des chevaux de prix. Ces sortes d'associations ont, beaucoup moins que leurs analogues d'Europe, le caractère fashionable qui les fait rechercher des gens du monde, mais elles produisent plus de résultats, parce qu'elles sont uniquement composées de membres s'intéressant sérieusement à leur but; on ne s'y fait pas inscrire par genre ou par pose, mais parce qu'on aime le cheval. Parfois, cette sympathie ne comporte pas une éducation hippique consommée; j'ai vu de jeunes *clubmen* piler du poivre sans vergogne en trottant sur des animaux peu dressés. Cheval et cavaliers semblaient également manquer d'expérience et d'art; les grandes ombres du comte d'Aure ou de M. Baucher auraient gémi à ce spectacle; cependant une centaine de jeunes gens de ce genre suffisent pour organiser un club, construire un hippodrome, fonder des prix, améliorer une race;

d'ailleurs, l'équitation s'apprend surtout par la pratique, et ce n'est pas si ridicule, en somme, de monter à cheval parce qu'on y a du goût; l'art vient ensuite avec le temps et le perfectionnement des méthodes, mais on ne l'attend pas pour commencer.

Grâce à cette simplicité, je crois que les Américains jouissent beaucoup plus que nous de ce genre de plaisirs; les jeunes filles et les jeunes femmes montent sans amazone, conduisent leur équipage sans être accompagnées d'aucun domestique et sortent quand bon leur semble; là, comme ailleurs, elles conservent leur indépendance en se passant d'une foule de formes convenues; atteler une voiture n'est pas une affaire d'État réglée d'avance, comme à Paris, parce qu'une femme ne mobilise pas nécessairement un cocher et un valet de pied, parce que les chevaux qui la traînent sont harnachés sans luxe. Il y a moins d'élégance, mais plus de large en toutes choses.

Même caractère de simplicité dans les relations sociales, au moins dans l'Ouest. Les bals de New-York sont plutôt une merveilleuse exhibition de fleurs, de diamants et de toilettes, un étalage, qu'un plaisir; mais, je l'ai déjà fait observer à plusieurs reprises, New-York n'est pas plus l'Amérique que Nice n'est la France; on y vise trop à l'imitation européenne. Si vous voulez savoir comment les vrais Américains s'amusent, il faut aller les observer là où ils sont. C'est moins splendide, mais c'est plus vrai.

J'ai assisté à un bal dans une petite ville du Nebraska, à Fremont. La scène se passait dans une grande

salle, louée par quelques jeunes gens qui avaient organisé la soirée et faisaient payer 1 dollar à chaque invité; un orchestre médiocre, dirigé par une sorte de maître de danse qui indiquait les figures à exécuter, comme un ménétrier de village, jouait à peu près sans relâche, et d'infatigables couples tournaient en cadence à son rythme discordant. Il faut aimer la danse d'un amour très vif pour soutenir un exercice semblable; mais les gens qui sont là n'ont point l'idée qu'on puisse venir au bal pour autre chose que pour danser, et ils dansent exactement, consciencieusement, comme s'il s'agissait d'une tâche à accomplir. L'aspect de la salle est varié : beaucoup de femmes en toilettes claires, plusieurs robes montantes, d'autres ouvertes, quelques-unes, simples robes de ville; parmi les hommes, deux ou trois habits, puis des redingotes, des jaquettes, des vestons; on danse avec le costume que l'on a, au lieu de venir bâiller avec un costume de danseur correct.

Naturellement, l'impression d'un Européen se ressent de ces détails, qui ne choquent pas les citoyens du Nebraska. De même pour la composition, qui me paraît peu *select* et dont ils ne se préoccupent pas : je crois reconnaître parmi les danseuses une des jeunes filles qui, chaque matin, défilent à mon oreille la longue liste des *meals* de l'hôtel; peut-être valse-t-elle avec un de ses clients ordinaires. Il faut avouer d'ailleurs que l'absence de distinction, révélée par mille détails, n'entraîne pas ici ce que nous appelons en France le mauvais genre. Plusieurs jeunes gens chi-

quent en tenant les jeunes filles par la taille, mais il ne leur viendrait pas à l'esprit de se permettre la moindre plaisanterie douteuse. C'est commun, mais honnête. On me dit que ces bals sont périodiques et se renouvellent chaque quinzaine pendant la saison d'hiver. Que voulez-vous? personne n'est installé ici de manière à donner des fêtes, et, en attendant que cela se trouve, on ne veut pas se priver de danser. Qu'importe après tout l'opinion des habitants du Vieux Monde?

Un autre genre de plaisir cher aux petites villes de l'Ouest, ce sont les *surprise parties.* Un beau soir on arrive toute une bande, chez une famille amie, sans prévenir; on fouille dans les armoires pour organiser un *supper* quelconque; on danse, on fait de la musique et surtout on s'amuse. Il est évident que ces impromptus ne se rachètent que par la gaieté et par une très grande simplicité d'habitudes. Voyez-vous, dans une maison bien montée et soigneusement tenue, ce qu'une pareille invasion aurait de déplacé et d'insupportable? Cristaux brisés, argenterie bossuée, le désordre régnant de la cave au grenier, il y aurait de quoi donner une attaque de nerfs à la plus calme des maîtresses de maison!

Avec ces mœurs, l'hospitalité s'exerce facilement. Je ne suis jamais allé visiter une ferme au milieu du jour sans qu'on m'invitât très cordialement à dîner; dans les villes naissantes de l'Ouest il est parfaitement admis, quand on veut recevoir ses voisins le soir, d'inviter leurs femmes ou leurs filles à venir le matin aider

à la cuisine ou mettre le couvert; si elles servent à table il ne faut pas non plus s'étonner et en conclure qu'elles ne sont pas des *ladies*. Tout cela est fort rustique, mais combien plus gai que les repas à 400 francs par tête chez Delmonico? Cependant, soupers improvisés *at home* et grands dîners pris chez le restaurateur à la mode ont au fond la même cause, la rareté des serviteurs et

AVIS

CE LAC ET CE PARC SONT UNE PROPRIÉTÉ PRIVÉE

C'EST NOTRE INTENTION D'EN FAIRE

LE RENDEZ-VOUS DES FAMILLES (*a family resort*)

La direction se réserve le droit d'en défendre l'accès à toute personne peu convenable ou malfaisante

(IMPROPER OR OBNOXIOUS CHARACTERS)

DÉFENSE DE VENDRE AUCUNES LIQUEURS

Affiche copiée à Denver, sur une promenade.

la difficulté d'organiser chez soi des fêtes d'apparat, les gens de l'Ouest s'en consolent en sacrifiant l'apparat, les gens de l'Est en sacrifiant le *home*.

A l'Est comme à l'Ouest, les récréations américaines sont empreintes d'un caractère général d'honnêteté et de bienséance peu en rapport avec beaucoup d'habitudes européennes; le plaisir n'éveille pas aux États-

Unis l'idée de la galanterie et les honnêtes gens se sont arrangés de manière à se distraire honnêtement quand ils ont le temps de se distraire. Les entrepreneurs de divertissements publics respectent leur désir, parce qu'ils forment le gros de la clientèle et exercent chez eux une police exacte que l'ensemble des mœurs leur rend assez facile. Aussi voit-on assez souvent des affiches comme celle que nous reproduisons ici copiée à Denver sur une promenade.

Même à New-York, à Chicago, à Philadelphie, dans des villes comptant un million d'âmes et plus, les théâtres, les cirques, les lieux de plaisir quelconques ouverts le soir au public et dans lesquels un honnête homme peut se montrer, ne présentent pas, comme chez nous, le spectacle d'une odieuse promiscuité. A l'Eden Musée de New-York, je vois une dame venue avec sa nourrice et son baby; les messieurs lisent tranquillement leur journal pendant les entr'actes et aucune femme galante ne circule dans les galeries du haut; on vient là pour se reposer en entendant de la musique ni difficile à comprendre ni passionnante, dans un endroit où il fait bon; c'est une douce préparation au sommeil, non une excitation. Des jeunes gens français de ma connaissance, habitués aux soirées de Paris, me déclarent que New-York leur semble prodigieusement fade et se vengent en accusant ses habitants d'hypocrisie. Les détails qu'ils me donnent prouvent en effet, à n'en pas douter, que la grosse débauche a ses temples nombreux et fastueux dans cette ville aux allures austères, mais il ne faut pas une bien forte dose

de philosophie pour deviner que cette immense agglomération riche et cosmopolite n'est pas un sanctuaire immaculé de vertu; je m'en doutais bien, parbleu! C'est déjà un merveilleux résultat que la population indigène ait imposé dans un pareil milieu les habitudes de *respectability* extérieure que je constate, l'honnêteté du trottoir, par exemple. Toute l'hypocrisie dont on me raconte le manège prouve précisément la puissance du sentiment public à ce sujet; de plus, elle a cet avantage moral considérable qu'ici la débauche reste un vice, un vice caché, tandis que chez nous la vie élégante et la vie galante marchent de pair.

Autres différences qui révèlent peut-être la raison de celles déjà indiquées : la débauche grossière n'exige pas de longues intrigues; la galanterie raffinée, mondaine et délicate, occupe toute une vie; comment trouverait-elle sa place dans l'existence surmenée du Yankee? La première peut passer inaperçue et risque moins par suite de compromettre la réputation et le crédit de celui qui s'y livre, grosse considération dans un pays où la valeur personnelle des individus est le grand levier de la fortune et la première chose dont on s'enquiert avant d'entreprendre une affaire; la seconde fait l'objet de toutes les conversations et se déclare publiquement bien longtemps parfois avant d'avoir atteint son but. Enfin, les lois contre la séduction protègent avec une telle efficacité la femme réputée honnête qu'elle constitue un danger, dont s'écarte l'homme à bonnes fortunes égaré en Amérique; reste la fille perdue et vivant officiellement de son vice. On le voit, l'hypo-

crisie américaine n'est pas simple affaire de goût et de caractère, mais le résultat d'un ensemble de circonstances imposées par la vie américaine elle-même. Si nous sommes tentés de la condamner durement, rappelons-nous du moins ce qu'en disait Joubert avec tant de sens : « Elle est un hommage rendu à la vertu. » Cela n'excuse pas les hypocrites, mais cela fait l'éloge du milieu qui les oblige à pratiquer l'hypocrisie.

Mes lecteurs n'auraient qu'une idée fort incomplète des récréations américaines si je ne leur disais un mot d'une des plus répandues, des plus populaires, de celle qui peut être goûtée au milieu des occupations les plus absorbantes, j'ai nommé le *chewing*, c'est-à-dire l'habitude de chiquer.

Dès qu'on a passé deux heures à New-York, on est frappé de l'étonnante multiplicité des crachoirs; il y en a partout et de toutes formes : immenses terrines brunes, vases de cuivre étincelants, bols de faïence ou de cristal, on en rencontre à chaque pas, dans le *hall* des hôtels, dans les wagons de chemin de fer, dans les *offices*, dans les chambres à coucher; le nègre qui cire vos chaussures a soin d'en placer un à votre portée, il semble que le crachoir soit le premier besoin de l'humanité. En avançant vers l'Ouest, on ne peut pas dire qu'il y en ait davantage, mais on voit mieux leur raison d'être, parce que des jets de salive noirâtre se dirigent constamment vers eux, dénonçant le *chewing*, qui leur a donné naissance.

Si encore le sexe fort conservait jalousement ce dégoûtant privilège de mâcher du tabac, il n'y aurait que

demi-mal, mais le sexe aimable le partage avec lui au grand détriment de ses charmes. Peu de femmes, il est vrai, chiquent du tabac, mais dans l'Ouest, la plupart chiquent une gomme fabriquée tout exprès pour cet usage; on voit incessamment leurs mâchoires s'agiter et une sorte de grosseur remuer sous leur joue en la déformant; aucune jolie figure ne résiste à cette difformité. Les élégantes de New-York, voire même de Chicago, ont donc bien vite fait de renoncer à une passion si nuisible à leur empire; leurs sœurs du Far West, moins coquettes ou régnant sur des sujets moins délicats, s'y abandonnent sans remords. J'ai vu un jour, dans un buffet de chemin de fer, une jeune femme venue s'asseoir à table à côté de moi, introduire gracieusement son pouce et son index dans le fond de sa bouche pour en retirer une chique qu'elle déposa soigneusement sur un coin de sa serviette. Le repas une fois fini, elle reprit sa chique et remonta en wagon. C'est un exemple extrême, mais il serait facile de multiplier les détails révoltants.

Quand on demande aux Américains pourquoi ils chiquent, chacun d'eux donne une raison différente; les uns pensent que cela perd moins de temps que de fumer, d'autres invoquent divers motifs d'hygiène très fantaisistes. Le seul qui paraisse sérieux se rattache à l'extrême sécheresse de l'atmosphère sur l'ancienne Prairie, c'est-à-dire dans tout l'Ouest; en desséchant le gosier, elle provoque, dit-on, le besoin d'un moyen artificiel de salivation. C'est possible et il faut bien croire qu'une cause générale a produit cette

habitude générale, quelque répugnante qu'elle soit.

Après cette esquisse de la vie journalière américaine, mes lecteurs se feront, je l'espère, une idée des différences de détail très curieuses que cette société présente avec la nôtre et de leur raison d'être; il nous reste à voir maintenant celles que révèlent les traits généraux de son organisation.

Nous avons examiné jusqu'ici les différents types d'Américains chacun en leur particulier; éleveurs, cultivateurs, industriels, commerçants, banquiers, sont venus poser devant nous, dans leur atelier de travail d'abord, puis dans leur *home;* mais quel assemblage forment ces éléments épars? Comment se groupent-ils en dehors de leur métier et de leur famille, pour les grands intérêts d'ordre public? C'est ce qu'il nous reste à voir.

CHAPITRE CINQUIÈME

L'aristocratie en Amérique.

I. L'aristocratie virginienne, autrefois et aujourd'hui. — II. Une aristocratie en formation.

Un livre célèbre, que tout le monde connaît et que personne ne lit plus guère, *La Démocratie en Amérique*, a jeté dans le public français cette idée que les États-Unis sont uniquement conduits par la démocratie. Cette affirmation, exacte au sens où l'entendait M. de Tocqueville, est souvent interprétée d'une manière abusive, et on s'imagine que là-bas tout individu a la même influence qu'un autre sur la marche de la société. En réalité, la démocratie qui inspire les institutions gouvernementales investit chaque citoyen d'un pouvoir souverain théoriquement égal et quelques-uns d'entre eux de fonctions qui leur donnent une action puissante sur les affaires publiques. Dans la vie privée l'inégalité est plus frappante encore; les fonctions supérieures ne sont pas déléguées par la masse, mais conquises par quelques-uns; le pouvoir de fait qu'elles comportent est subi et non octroyé; impossible à la masse de le retirer à qui a su s'en emparer.

Sans doute, il n'existe pas de *classe* dirigeante, mais il y a une élite, une aristocratie ouverte de dirigeants, une aristocratie recrutée par le travail plus que par la naissance et dont l'action prépondérante est manifeste.

Les distinctions artificielles de castes, en s'effaçant aux États-Unis, font éclater avec plus de netteté la valeur différente des individus qui apparaissent peut-être plus inégaux là que partout ailleurs; j'en ai indiqué déjà la raison en expliquant que les circonstances y permettent mieux que dans nos sociétés d'Europe le libre et plein développement des facultés de chacun, facultés fort inégalement distribuées entre les divers membres du genre humain.

Il y a donc dans la société américaine des éléments supérieurs et des éléments inférieurs; la lutte pour la vie en opère incessamment le triage, assurant aux uns la direction, précipitant les autres dans les situations dépendantes, créant pour chaque branche d'activité une véritable hiérarchie. C'est ainsi que se détermine le rang respectif de chaque individu dans l'atelier de travail.

En dehors de cet atelier, il est vrai, il semble que tous les rangs soient confondus; aucune distinction matérielle ne se manifeste à première vue entre les différents citoyens de l'Union; cependant ils sont loin de jouer tous le même rôle, et dès que l'on abandonne la sphère des intérêts particuliers pour celle des intérêts généraux, on retrouve dans la seconde comme dans la première, des éléments de valeur très différente. Aucune classe fermée, aucune caste héréditaire

ne possède le monopole du dévouement au bien public, mais certains individus y consacrent une partie notable de leur temps ou de leur argent, pourvoyant ainsi de leur propre initiative à une série de besoins communs à l'ensemble de la population.

Ces individus, quelle que soit d'ailleurs leur origine, sont en fait des aristocrates, au sens le plus large, le plus élevé et le plus vrai de l'expression; ils rendent des services gratuits; ils emploient au bien commun de tous les qualités personnelles qui ont assuré le succès de leurs entreprises particulières; la plus vieille noblesse d'Europe s'est fondée ainsi sur des services rendus, et partout où un homme se consacre libéralement au bien-être de ses concitoyens, l'opinion publique la classe immédiatement à part; il se distingue, par ce seul fait, de la grande masse des humains, tout occupés à résoudre pour eux seuls le grave problème du pain quotidien qui se dresse devant chacun d'eux.

Une nation doit beaucoup à ces vrais aristocrates. Non seulement, ils aident ses membres les moins bien doués à venir à bout de leur tâche personnelle, mais ils dirigent certains intérêts supérieurs qui réclament des facultés éminentes et qui péricliteraient forcément sans leur intervention. Le peuple américain a eu la bonne fortune de produire des hommes de cette trempe; c'est à eux qu'il est redevable de son indépendance nationale; ce sont eux qui préparent aujourd'hui ses destinées futures. Un coup d'œil sur son histoire passée nous dira la place qu'ils ont tenue dans

sa formation, et quelques observations contemporaines mettront en évidence leur rôle actuel dans son développement.

I. — L'ARISTOCRATIE VIRGINIENNE, AUTREFOIS ET AUJOURD'HUI.

Lorsqu'à la fin du siècle dernier les États-Unis brisèrent le lien qui les rattachait à la mère patrie, ce fut principalement dans les rangs de l'aristocratie virginienne qu'ils trouvèrent leurs premiers hommes d'État. Washington, pour ne parler que du plus illustre, incarnait en lui d'une manière remarquable les qualités de cette race; sur son domaine patrimonial de Mount-Vernon, il s'était formé de bonne heure à la direction d'un personnel nombreux et à la conduite d'intérêts considérables; c'était un patron, au même titre que les propriétaires de grands *ranches* et de grandes fermes que l'on trouve aujourd'hui dans l'Ouest, au même titre que les grands industriels de l'Est que nous avons vus à l'œuvre.

A cette époque, l'Ouest était encore aux Indiens, l'industrie de l'Est n'existait pour ainsi dire pas, et l'agriculture, qui faisait la vie de la Nouvelle-Angleterre, avait une allure modeste. Elle était constituée en petits domaines familiaux, sur lesquels se préparait la race énergique de l'avenir, mais où personne n'avait pu acquérir l'habitude du commandement et d'une direction compliquée. L'État de New-York et la Pensylvanie comptaient quelques exploitations assez

étendues mais en petit nombre; la vraie pépinière des grands patrons était au Sud.

Là, les planteurs résidaient sur de vastes domaines et en menaient personnellement la culture. On s'en rend bien compte quand on va visiter Mount-Vernon, tout plein des souvenirs de Washington, que la reconnaissance du peuple américain conserve avec un soin pieux. La maison d'habitation, d'une apparence simple et construite entièrement en bois, est entourée de nombreuses dépendances; c'est une véritable installation rurale placée à portée des cultures; une *maison de maître,* non pas précisément un château. La situation est merveilleuse d'ailleurs; une des façades domine la superbe nappe d'eau du Potomac de toute la hauteur d'un coteau rapide couvert de grands arbres; l'autre forme l'un des côtés d'une cour, derrière laquelle s'étend une vaste plaine cultivée.

Ces planteurs ne bornaient pas leur activité au soin de leurs propres intérêts, ils dirigeaient aussi les affaires publiques et gouvernaient en somme les colonies, dans l'administration desquelles la métropole intervenait fort peu.

Lorsqu'elles vinrent à se soulever contre des exigences douanières oppressives et brisèrent le lien qui les rattachait à la mère patrie, les mêmes hommes continuèrent à les administrer comme par le passé; il y eut seulement un lien nouveau à créer, pour remplacer celui qui venait d'être rompu, et la constitution fédérale naquit de cette nécessité.

Toutefois, la situation offrait de grosses difficultés.

Il fallait résister aux armes de l'Angleterre, entrer en relations diplomatiques avec les États de l'Europe, se faire reconnaître par eux; voilà pour l'extérieur. A l'intérieur, il fallait réunir dans une action commune des États indépendants les uns des autres, sans entamer en rien leur indépendance, sans faire peser sur eux le joug de la centralisation, sans profiter de la dictature momentanée qu'une crise grave mettait entre les mains des chefs.

Ces chefs suffirent à tous ces devoirs et on ne saurait assez admirer le rôle magnifique joué alors par l'aristocratie du Sud, le désintéressement, la sagesse, le calme serein de Washington, la hauteur de ses vues, la justesse de ses conceptions, cet ensemble de qualités qui firent de lui un homme d'État de premier ordre.

Pendant longtemps encore après la déclaration de l'indépendance, l'aristocratie virginienne fournit à l'Union des citoyens marquants; elle était une véritable pépinière de gouverneurs d'hommes, parce que la conduite des grandes plantations formait sans cesse à la direction d'intérêts considérables, les propriétaires importants du pays. Sans aucun privilège politique qui les désignât aux fonctions élevées de l'État, ils s'en trouvaient investis comme les plus aptes à les remplir. Ce furent, en somme, ces grands patrons agriculteurs qui permirent aux colonies américaines de supporter leur séparation d'avec la métropole; ce fut grâce à eux que les Etats-Unis purent se créer et grandir.

Guidé par ces souvenirs historiques, on est tenté de chercher parmi les descendants de cette aristocratie les chefs naturels de la nation, mais ce n'est plus là qu'ils se trouvent; le sceptre est passé en d'autres mains.

Au point de vue politique d'abord, ils ont perdu la direction du pays sous l'influence de causes que nous examinerons plus tard, lorsque nous étudierons la vie publique aux États-Unis.

Au point de vue social, leur rôle est également très effacé. Il s'est opéré, en effet, dans le travail américain une révolution considérable; les grands intérêts agricoles de l'Ouest, les grands intérêts manufacturiers de l'Est sont régis aujourd'hui à l'Ouest et à l'Est par des hommes éminents, tandis que la culture des plantations est tombée dans une décadence profonde; le Sud ne produit plus de grands patrons, l'Ouest et l'Est en produisent. Les causes qui faisaient la prépondérance du Sud ont donc disparu, elles ont été, pour ainsi dire, retournées contre lui.

Non seulement, l'ancienne *chevalerie* du Sud a été remplacée par une nouvelle aristocratie du travail, mais elle ne se relève pas de son abaissement; ses représentants actuels paraissent s'enfoncer de plus en plus dans la médiocrité.

Beaucoup se trouvent encore sur leurs plantations démembrées ou diminuées, sans faire effort pour reprendre la place que leur éducation les avait préparés à tenir; la considération générale les entoure lorsqu'ils restent fidèles aux traditions délicates et géné-

reuses de leurs ancêtres, mais ils la doivent bien plutôt à des souvenirs qu'à des faits actuels; c'est une race qui disparaît. Quelques-uns, trop pauvres pour faire élever leurs enfants d'une manière conforme à leurs habitudes anciennes, trop fiers ou trop indolents pour les diriger vers les métiers lucratifs, les conservent auprès d'eux, végétant d'un revenu médiocre; dans une ou deux générations, ces descendants des grands planteurs seront fatalement absorbés par la classe ouvrière. Aucun étai artificiel ne les soutient, en effet, dans ce pays-ci; aucune prérogative, aucun privilège ne s'attachent à leur naissance, et de la classe populaire, il monte constamment un flot de capables.

Comment une pareille décadence s'est-elle produite aussi promptement? Sans doute, la guerre de Sécession et les conséquences funestes qu'elle a amenées dans le Sud y sont pour quelque chose; le licenciement des esclaves, sans aucune indemnité accordée aux propriétaires, a désorganisé la plupart des plantations et porté une atteinte cruelle à la fortune de l'aristocratie terrienne; mais, si ces causes expliquent fort bien l'état de crise, elles ne justifient pas l'incapacité au relèvement. Un archevêque catholique de la Virginie, très favorable aux descendants des anciens planteurs, me disait d'eux : « Il y en a bien quelques-uns qui cherchent à remonter, mais, à leur place, des Yankees de la Nouvelle-Angleterre feraient dix fois plus d'efforts et parviendraient à leur but; ce sont, ajoutait-il, des hommes bien faits pour commander, mais peu aptes à se tirer d'affaire. »

Ce jugement, exempt à coup sûr de toute malveillance à l'égard de l'aristocratie virginienne, constate assez bien le double caractère que possèdent encore les meilleurs d'entre ses représentants; ils sont faits pour commander, en ce sens qu'ils ont eu l'habitude autrefois d'exercer le pouvoir autour d'eux et que certaines qualités, un certain prestige, leur restent encore, mais ils ne savent pas s'assurer eux-mêmes les situations où on commande; leurs qualités et leur prestige ne trouvent donc plus d'emploi du moment que ces situations ne leur sont plus livrées par les circonstances.

Leur grand malheur a été précisément que le régime de l'esclavage les avait habitués à l'exploitation de situations toutes faites. Le planteur héritait d'un domaine constitué d'avance et les esclaves qu'il avait sous son autorité ne pouvaient pas l'abandonner; il jouissait en conséquence d'une sorte de privilège, qui faisait de lui un grand patron agricole lors même qu'il cessait d'en remplir les devoirs. De plus, les nègres qu'il dirigeait, souvent avec une grande bienveillance, étaient condamnés éternellement à la condition servile; si on les affranchissait par extraordinaire, leur rang social n'en était guère modifié, ils restaient inférieurs en fait, sinon en droit. En effet, on ne faisait rien pour les élever; les planteurs de nature douce, dont les contremaîtres n'étaient pas trop brutaux, les traitaient bien, mais les traitaient en esclaves; une profonde séparation existait entre les deux classes de la société : l'une commandait, l'autre obéissait, sans

qu'il fût possible de passer d'une classe dans une autre.

A ce régime, il est arrivé ce qui devait fatalement arriver; la classe supérieure est devenue de moins en moins capable de commander, et la classe inférieure a de moins en moins accepté son joug. C'est une chose fort difficile pour une aristocratie de se maintenir toujours au même niveau pendant une série de générations; si quelques familles isolées y parviennent, la plupart voient leurs rejetons s'amoindrir à mesure qu'ils s'éloignent de la souche primitive, puis disparaître; c'est l'histoire de beaucoup de maisons illustres. Pour que l'aristocratie joue un rôle dans la direction de la société, il faut qu'elle se renouvelle peu à peu, qu'elle s'infuse du sang nouveau, qu'elle prenne constamment à l'ensemble de la nation ce qu'elle a de meilleur pour se l'assimiler; à cette condition, elle reste une réunion d'individualités éminentes, elle est le résultat d'une perpétuelle sélection. Avec l'esclavage, au contraire, l'aristocratie devenait forcément un corps fermé, une caste, c'est ce qui l'a perdue.

Au moment de la guerre de Sécession, la culture des grandes plantations se faisait dans des conditions déplorables; des récoltes répétées de tabac avaient épuisé les terres les plus riches et les planteurs dépensaient plus volontiers leur argent à courir les fêtes et les combats de coqs qu'à acheter des engrais pour y ramener la fertilité primitive; un défaut général de surveillance encourageait la rapacité des intendants,

la paresse des nègres, et introduisait partout les plus détestables méthodes de culture. Bref, une crise était inévitable; les sacrifices d'argent imposés par la guerre en hâtèrent l'avènement; l'abolition de l'esclavage la rendit particulièrement dure aux planteurs, mais ses causes profondes venaient d'ailleurs; la preuve en est dans la continuation de cette crise jusqu'à l'époque actuelle.

II. — UNE ARISTOCRATIE EN FORMATION.

A côté des anciennes familles du Sud aujourd'hui déchues, il se forme un peu partout, sur le territoire de l'Union, une classe de grands patrons que leur amour du bien public et leur action effective sur la société désignent comme les membres d'une aristocratie nouvelle.

Évidemment, si on entend par aristocratie un ensemble de familles pourvues héréditairement de grands domaines, exerçant héréditairement certaines fonctions en vue, une telle chose ne saurait se trouver aux États-Unis.

Mais, si on entend par aristocratie un ensemble d'individus jouant un rôle élevé et désintéressé, consacrant au bien public une partie notable des avantages qu'ils ont su conquérir, une sélection d'hommes éminents et dévoués, cela existe à un haut degré chez les Yankees.

Le caractère distinctif de cette aristocratie américaine est le souci d'élever jusqu'à elle les éléments

sociaux capables de monter. Tous les hommes qui, parvenus au sommet de l'échelle, tendent généreusement la main à ceux qui s'efforcent d'y atteindre, en font partie de fait, et de pareils hommes ne sont pas rares aux États-Unis. Bien souvent, au cours de cet ouvrage, nous avons noté chez l'ouvrier américain une constante aspiration à s'élever, et chez beaucoup de patrons une constante préoccupation d'aider cette marche ascensionnelle. On ne trouve presque jamais en Amérique ce sentiment qui éclate si fréquemment en Europe dans certains milieux fort honorables d'ailleurs, une espèce de jalousie secrète pour tout ce qui monte; on ne saurait l'y trouver, car les causes qui le produisent chez nous n'existent pas ici.

En France, un homme de la haute société a facilement l'impression que son voisin lui fait du tort en s'élevant; c'est que notre pays ressemble un peu à une salle de spectacle restreinte, où toutes les bonnes places sont prises depuis longtemps; on ne peut pas en augmenter indéfiniment le nombre, il faut donc les mettre au concours, et ceux qui les occupent voient avec peine le nombre des concurrents augmenter et menacer leur tranquille jouissance. L'Amérique, au contraire, est un vaste cirque où les places ne manquent pas, mais qui n'a pas encore reçu son aménagement. Seules, quelques personnes s'y sont construites de superbes loges de loin en loin; quand une loge nouvelle s'ajoute aux leurs, elles y gagnent un coup d'œil plus agréable, sans craindre qu'on vienne les déposséder; elles sont donc très sincèrement dispo-

sées à accueillir favorablement, voire même à aider quiconque veut en bâtir une.

De plus, il n'y a pas opposition ici entre la classe qui travaille et la classe qui jouit. En dehors des États du Sud, dont je parlais tout à l'heure, il n'est presque personne qui mène la vie de loisir; dès lors, peu ou point de ces individus héritiers de situations médiocres, toujours prêts à exercer de petites vengeances contre les gens vigoureux et énergiques qui, partis de rien, arrivent à les dépasser.

Grâce à cela, il règne dans l'ensemble des familles riches une disposition générale à la bienveillance et à l'estime vis-à-vis des familles ouvrières: Cette disposition existait aussi chez beaucoup de planteurs virginiens vis-à-vis de leurs esclaves, quoi qu'on en ait dit, mais elle ne se traduisait pas de la même façon. Aujourd'hui encore, on peut se rendre compte de la différence.

Un jour, je me trouvais chez une femme très distinguée, descendante d'une ancienne famille virginienne, et dont toute la personne respirait un parfum aristocratique bien rare chez les Américains; l'installation, large et confortable, avait certaines recherches tout européennes, et un domestique italien, auquel Mrs B*** parlait toujours français, complétait l'illusion; pour un peu, on se serait cru en France. En mettant sa maîtresse en voiture, cet Italien peu attentif eut la maladresse de lui pincer fortement le doigt dans la portière; sans un mot de reproche, Mrs B*** descendit aussitôt se faire soigner, et quand, une heure

après, le pauvre homme, un peu honteux, vint prendre des nouvelles de l'accident et s'excuser : « Que voulez-vous, lui dit-elle, c'était bien un peu ma faute! » puis, se tournant vers moi, quand il fut sorti : « Il est si dur de forcer les domestiques à s'excuser de ces sortes de choses! *It is so rude to make the servants apologize for those things!* » Voilà un sentiment bien délicat, qui n'aurait pas pris naissance, je crois, sous la poitrine plate d'une femme de l'Ouest! Il faut, pour le faire éclore, une longue habitude du commandement jointe à un certain raffinement de cœur et d'esprit; on ne peut guère le rencontrer chez des *ladies* ou des *gentlemen* qui sont les premières *ladies* ou les premiers *gentlemen* de leur famille.

Chez ceux-là, la bienveillance a moins de grâce, mais plus d'efficacité. On n'étudie pas l'art charitable de rendre moins pénible à ses serviteurs la condition qui leur est faite, mais on essaie de les tirer de cette condition. Un manufacturier de ma connaissance a chez lui comme domestique, un petit jeune homme de dix-sept ans, orphelin, venu de France où il a été élevé par charité; c'est un honnête garçon, poli, tranquille, mais manquant d'ordre et d'énergie; rien de curieux comme les sermons que lui adresse son maître : « Voyons, Georges, tu ne vas pas rester éternellement à mon service, il faut tâcher de devenir un homme, mon ami; économise tes gages et vois un peu si tu ne pourrais pas entreprendre quelque chose, je te donnerai des indications si tu veux, je t'aiderai, mais tâche donc de te débrouiller! » En Français

bien élevé, Georges remercie des offres qui lui sont faites et répond qu'il va réfléchir; peut-être aimerait-il mieux ne pas recevoir les encouragements dont il n'a cure, et rester tranquillement à l'échelon social où il se trouve, mais son maître fait tous ses efforts pour lui inspirer le désir de s'élever.

En dehors de ce patronage individuel, qu'exercent volontiers beaucoup de riches Américains vis-à-vis de leurs inférieurs, il en est un autre, plus général, auquel ils consacrent aussi leurs efforts. A chaque pas, on rencontre, sur le sol de l'Union, des preuves de leur munificence et de leur dévouement au bien public; je vais en indiquer quelques-unes qui suffiront à donner une idée de leur importance.

Je passe sous silence les fondations purement charitables, telles que les hôpitaux, les asiles, dont un grand nombre, par exemple le *Johns Hopkins hospital* à Baltimore, le *Drexel hospital* à Philadelphie, sont dues à la généreuse initiative de quelque riche citoyen. Elles font sans doute beaucoup d'honneur à ceux qui les ont établies, mais elles ne sont pas caractéristiques de l'esprit américain, parce que leur but consiste uniquement à secourir les malheureux. L'Américain se préoccupe bien plutôt d'aider les capables à monter que d'empêcher les incapables de mourir de faim; la première œuvre l'intéresse, quant à la seconde, il l'accomplit par acquit de conscience, mais sans goût.

Parmi les hommes chez lesquels se manifeste le souci d'élever tout ce qui est autour d'eux, un des plus re-

marquables est sans contredit Andrew Carnegie, le grand fondeur de Pittsburgh. Lui-même sort des rangs les plus humbles de la classe populaire; ses parents travaillaient à tisser des étoffes dans la petite ville écossaise de Dunfermline et il commença sa carrière avec quelques cents dans sa poche; aujourd'hui, sa fortune est estimée à un milliard de francs et il en fait l'usage le plus libéral. Dernièrement, il donnait près de deux millions pour fonder une bibliothèque publique à Pittsburgh et permettre à tout habitant de la ville d'y être admis sans aucune rétribution; quelque temps après, voulant compléter son œuvre, il s'est engagé à faire construire auprès de cette bibliothèque une galerie de tableaux et une vaste salle de concert; ce n'est pas tout : la galerie de tableaux sera alimentée par une dotation annuelle et perpétuelle de 250.000 francs, et bientôt le premier venu des ouvriers de Pittsburgh pourra trouver à la fois toutes les facilités de lectures désirables, des concerts populaires et des œuvres d'art choisies.

De semblables libéralités ne sont pas rares. A Chicago, je visite la *Newberry library*, une autre bibliothèque publique destinée à prendre un développement considérable. C'est un citoyen de la ville qui a légué, pour la fonder, toute sa fortune estimée par les uns à quinze, par les autres à vingt millions de francs. Actuellement elle ne possède encore que quarante-cinq mille volumes et est installée dans des bâtiments provisoires, mais on a déjà décidé de construire un établissement définitif et susceptible d'agrandissements ultérieurs.

Ce n'est pas tout de donner de l'argent pour créer une institution de ce genre; il faut aussi savoir l'administrer, et l'initiative privée se montre, aux États-Unis, à la hauteur de cette tâche. Je remarque la manière intelligente dont est organisée dès à présent cette bibliothèque. A la tête de chaque spécialité, un homme spécial est placé comme directeur responsable, un médecin au *medical department*, un artiste aux beaux-arts, etc. Au lieu de grouper les lecteurs dans une immense salle, comme cela se pratique à la Bibliothèque nationale de Paris, on les dissémine au contraire suivant l'objet de leurs études. De cette manière, chacun est sûr de trouver aide et conseil auprès d'un homme compétent; de cette manière aussi, chacun peut aller prendre les livres dont il a besoin sans perdre de temps. L'organisateur, M. Pooles, estime que cette liberté laissée aux clients de la bibliothèque est moins dommageable aux livres que notre habitude de les faire constamment voyager de leur place à une salle de lecture éloignée et réciproquement. C'est une opinion très américaine et qui ferait bondir, j'en suis certain, tous les conservateurs de toutes nos bibliothèques; bien d'autres choses encore les feraient bondir : actuellement, par exemple, la bibliothèque ne reste pas régulièrement ouverte tous les soirs. L'ouvrira-t-on jamais? on n'en sait rien, cela dépendra du désir manifesté par les habitants de Chicago. En attendant, si un individu quelconque téléphone ou écrit dans la journée qu'il a l'intention de venir consulter le soir tels ouvrages désignés, on lui

ouvrira la porte et il trouvera sur une table les livres demandés. Voilà ce qui s'appelle comprendre les besoins du public; ici, on a bien l'idée que les administrations sont faites pour le servir et non pour le tyranniser, ce qui n'est pas précisément l'idée française; mais aussi, pourquoi comparer des administrations fondées par un État omnipotent avec celles que crée l'initiative privée!

La *Newberry library* se trouvant dans la partie nord de Chicago, un citoyen dévoué aux intérêts de la partie sud a donné en mourant quinze millions pour en établir une autre de ce côté. Celle-là n'est pas encore constituée, le legs remontant seulement à dix-huit mois, mais bientôt elle pourra rivaliser avec son aînée. Cela n'est vraiment pas mal pour une ville de quarante ans, entièrement brûlée en 1871.

Parfois de toutes petites villes bénéficient ainsi des intentions généreuses d'un de leurs habitants et possèdent de superbes bibliothèques. Welseley (Massachusets), qui compte environ seize cents âmes, a dans son voisinage une sorte de château anglais, entouré de beaux arbres et de grandes pelouses, renfermant sa *public library.* Une foule d'autres agglomérations d'aussi médiocre importance profitent de ressources analogues; la générosité américaine s'est beaucoup portée de ce côté-là.

Mais l'étude des livres ne saurait suffire au développement intellectuel; il faut, pour ouvrir les intelligences et diriger leurs efforts, un enseignement oral; aussi les Mécènes des États-Unis ont-ils créé un nom-

bre considérable d'établissements d'instruction, collèges, universités, sans compter les cours publics ouverts le soir, pour donner aux personnes déjà lancées dans la vie des affaires la facilité de compléter leurs connaissances intellectuelles.

Il faut remonter loin dans l'histoire américaine pour trouver les premières fondations de ce genre. En 1638, dix-huit ans après le débarquement des *Pèlerins,* John Harvard, un ministre puritain, léguait la moitié de sa fortune pour organiser, à côté de Boston, un collège qui est devenu, depuis lors, l'université la plus renommée de l'Union. Aujourd'hui, l'université de Harvard possède d'immenses richesses que la reconnaissance de ses élèves augmente chaque jour : tantôt des dons considérables en argent lui permettent de construire son splendide *Memorial hall;* tantôt des legs de biens fonciers viennent grossir la source de ses revenus; aussi rivalise-t-elle d'importance avec les vieilles universités anglaises, sur le modèle desquelles elle est conçue.

D'autres universités plus récemment établies sont également dues à l'initiative privée, par exemple la *John Hopkins university* de Baltimore, fondée par le même Hopkins qui a créé l'hôpital de ce nom; l'université de Chicago dotée par Rockefeller; la *Leland Sanford Junior University* établie par M. Leland Sanford en souvenir de son fils; l'université catholique de Washington, pour laquelle miss Caldwell a donné plus de quinze cent mille francs; puis une infinité de collèges, les uns destinés, comme le *Girard college* de

Philadelphie, à l'instruction gratuite d'orphelins sans ressources, les autres, simples établissements d'éducation recevant des élèves payants. Quelques-uns sont très riches. *Girard college* jouit d'un revenu de cinq millions de francs environ et abrite quatorze cents orphelins. C'est un marchand de Philadelphie, originaire de France, qui le fonda en 1831. Mais il faudrait citer des milliers de faits pour se rendre compte même approximativement de la place considérable que tiennent les dons et legs particuliers dans l'organisation des universités, collèges et écoles de tous genres. Tout ce que je puis dire, c'est que presque partout on trouve à l'origine de ces établissements la trace d'une intention généreuse. A Denver, je visite un collège de jésuites magnifiquement placé au milieu d'une propriété de 20 hectares. « Comment avez-vous acheté un si grand terrain tout près de la ville, dis-je au Père qui m'accompagne? — C'est que le propriétaire nous l'a donné, » me répond-il. A Baltimore, j'entre dans un collège méthodiste de jeunes filles; plusieurs bâtiments portent des noms de fondateurs, j'en vois un tout neuf, dont le fronton paraît attendre une inscription : « En effet, m'avoue le directeur, nous attendons que quelqu'un veuille bien acheter le droit d'y mettre son nom en le payant. » Ajoutez que le nombre des écoles primaires soutenues par des particuliers est énorme, que le clergé ne reçoit des États aucune espèce de subvention, que les églises et les temples se bâtissent sans leur concours, et vous verrez que l'amour du bien public pourvoit ici à une foule de services

d'intérêt général dans l'ordre moral et intellectuel.

Il se manifeste encore par d'autres témoignages. Les musées publics commencent à s'enrichir depuis quelques années de collections particulières léguées par leurs propriétaires et, dans un demi-siècle, si le mouvement actuel se continue, quelques-uns pourront offrir aux artistes et aux amateurs d'Europe un réel intérêt. Déjà, ceux de New-York et de Boston possèdent des toiles de grande valeur, presque toutes offertes par des citoyens généreux. Au *Metropolitan Museum* de New-York, on remarque notamment la collection de Miss Catherine Lorillard Wolfe, comprenant 143 tableaux, parmi lesquels plusieurs signés de Rosa Bonheur, Horace Vernet, Meissonnier, Troyon, Théodore Rousseau, Corot, Bouguereau, Detaille, Henner, Fromentin, Jules Breton, etc. Miss Lorillard a légué en outre au Musée une somme d'un million de francs, dont le revenu doit être employé à l'entretien et à l'augmentation de cette collection.

Une autre collection de maîtres anciens, composée de 43 toiles, a été offerte par M. H.-G. Marquand. Elle compte quatre Vélasquez, trois Rubens, trois Rembrandt, trois Téniers, deux Van Eyck, un Van-Dyck, un Léonard de Vinci, etc. Le cadeau, on le voit, est sérieux. A côté de ces collections, quantité de tableaux isolés également donnés au Musée. En feuilletant les catalogues, on aperçoit tous les noms connus de New-York, Cornelius Vanderbilt, Stuart, Havemeyer, etc.

De même à Boston, la plupart des pièces de valeur

qui figurent au *Museum of fine arts* proviennent des dons de riches Bostonniens; les villes n'ont guère à se taxer pour organiser leurs Musées.

Enfin, il n'est pas rare de voir des parcs publics créés également par la munificence privée; à Pittsburgh, on me montre un terrain considérable qui vient d'être légué avec cette destination; à Boston, je remarque, dans le quartier le plus élégant, un grand jardin public planté d'arbres, mais fort mal tenu; on m'explique qu'il a été légué à la ville à la condition expresse que rien n'y serait changé; le testateur voulait en assurer la libre jouissance à ses concitoyens et les pelouses défraîchies qui le couvrent servent indistinctement aux jeux des enfants, à la sieste des paresseux, et aux prêches en plein air des apôtres de bonne volonté. Les intentions exprimées dans le testament sont respectées avec un tel scrupule qu'on laisse les passants s'écraser dans une rue adjacente, plutôt que de prendre sur la superficie du jardin l'espace nécessaire pour l'élargir; ce serait changer quelque chose et violer la volonté formelle du donateur.

Ce n'est pas là, d'ailleurs, un cas isolé, mais la manifestation d'un sentiment général aux États-Unis : on respecte avec un remarquable scrupule les intentions de tous ces fondateurs dont je viens d'indiquer les œuvres; on semble vouloir encourager ceux de l'avenir par la manière dont on exécute les volontés de ceux du passé.

Rien de facile comme d'établir en Amérique une université, une bibliothèque, un hôpital, un musée.

Rien de facile comme d'organiser d'une manière stable l'institution qu'on veut créer; il suffit pour cela de nommer dans son testament un conseil de fidéicommissaires, *Board of trustees,* auquel on en confie l'administration, en lui donnant le droit de pourvoir à son renouvellement, chaque fois qu'une vacance se produit dans son sein. Supposez, par exemple, qu'il s'agisse d'une bibliothèque; le testateur désigne trois ou quatre personnes dont il connaît la compétence spéciale, savants, avocats, hommes de lettres, et leur donne tous pouvoirs pour acquérir les ouvrages, construire et aménager les bâtiments, nommer les employés, et d'une manière générale, pour prendre toutes les mesures qu'ils jugeront utiles. Si l'un d'eux vient à mourir, les autres lui nomment un successeur; le conseil institué par le fondateur ne disparaît donc jamais.

Au point de vue légal, la situation n'offre aucune difficulté, car toute institution non contraire aux bonnes mœurs reçoit la personnalité civile au moyen d'une charte de l'État où elle existe; ainsi, la *Newberry library*, dont j'ai déjà parlé, peut acquérir, aliéner, transiger, comme un simple particulier; son *Board of trustees* agit en toute liberté, elle ne connaît pas ces entraves administratives qui, chez nous, gênent à si un haut degré la marche et le développement des établissements similaires; elle n'est pas plus liée qu'un père de famille jouissant de ses droits civils. La seule chose exigée par la loi c'est que l'institution pourvue de la personnalité civile ne perde pas de vue

le but spécial pour lequel cette personnalité lui a été accordée, qu'elle reste fidèle à sa mission. En conséquence, une bibliothèque n'a pas le droit de bâtir une église ou d'exploiter une industrie, etc. Elle possède toute la liberté d'allures utile à son développement, mais elle ne peut pas sortir de sa sphère d'action. Cette liberté lui permet des calculs de bon sens et des expériences, qui deviennent impossibles là où la moindre décision doit entraîner des formalités sans nombre. Par exemple, lorsque la *Johns Hopkins university* s'est créée, on avait le choix entre deux emplacements pour la construction des bâtiments. Quelques personnes conseillaient beaucoup Clifton park, l'ancienne résidence de John Hopkins, vaste propriété située dans le voisinage immédiat de Baltimore; d'autres penchaient pour le centre de la ville, mais le *Board of trustees* s'est unanimement rangé à l'avis d'un de ses membres qui, en présence de cette division, a très sagement proposé une solution provisoire : « Installons-nous d'abord modestement en ville, a-t-il dit, dans une maison ordinaire; nous verrons à l'usage si cela nous convient et nous nous déciderons ensuite. Rien ne sera compromis en tous cas, parce que la maison qui nous abritera au début pourra toujours être vendue à des particuliers. » Depuis lors, l'expérience paraît avoir été favorable au centre de la ville. Le voisinage de la magnifique *Peabody library,* — encore une fondation particulière, — l'usage des conférences (*seminaries*) tenues le soir et diverses autres circonstances font pencher la balance de ce côté. Aussi l'uni-

versité a-t-elle construit successivement, derrière sa première maison, une série d'autres bâtiments sans apparence imposante, mais bien appropriés à leur destination.

Les *Boards of trustees* ont l'immense avantage d'assurer aux établissements qu'ils régissent l'indépendance et la perpétuité: mais ils rendent encore un autre service appréciable; celui de donner de l'emploi aux facultés directrices de certains particuliers. Ce n'est pas un mince souci que d'administrer souverainement une fortune de vingt millions de francs et de la faire servir utilement à la conduite d'une université. Il faut donc chez les *trustees* un véritable dévouement au bien public pour accomplir leur tâche; il leur faut aussi des qualités éminentes, jointes à une haute situation personnelle; il faut, en un mot, que ce soient des hommes supérieurs. Si le soin de leurs propres affaires les absorbait entièrement, on verrait s'atrophier peu à peu en eux le sentiment de leur responsabilité sociale; les *Boards of trustees* leur offrent au contraire un excellent théâtre pour l'exercer et le développer. Ils sont une école efficace du gouvernement aristocratique, car on y apprend à gérer gratuitement des intérêts publics considérables.

Par suite, on se tromperait grossièrement si on ne voyait dans ces fondations de toutes sortes qu'une marque de générosité quelconque. Autre chose est de donner une somme d'argent à une quête, autre chose de créer de toutes pièces une institution durable; autre chose est de signer les budgets d'un bureau de

bienfaisance préparés par un percepteur et arrêtés par un préfet; autre chose de conduire sous sa responsabilité un organisme indépendant. L'aristocratie véritable s'affirme et s'élève aux États-Unis par les réels services qu'elle rend ainsi à l'ensemble de la nation.

Si nous ne la reconnaissons pas au premier abord, nous autres Européens, c'est d'abord que nous avons souvent de l'aristocratie une conception étroite, la considérant plutôt comme un ornement que comme un rouage social; c'est aussi parce que nous sommes habitués à lui voir partout un caractère héréditaire qui fait défaut ici.

Mais il y a une raison toute simple pour qu'il fasse défaut : l'Amérique est encore une société en formation, — je n'ai pas besoin d'insister sur cette idée pour la faire admettre. — Dès lors, aucune situation n'y est définitive, pas plus dans la classe ouvrière que dans la classe supérieure; nous avons vu que personne ne se condamnait volontiers à suivre toute sa vie la même profession; à plus forte raison, on n'a guère d'idée de transmettre cette profession à ses enfants, et il en sera ainsi tant que l'abondance des terres permettra l'établissement facile de chacun, la création de villes nouvelles et, par voie de conséquence, la création d'industries nouvelles, de spéculations nouvelles. Plus tard, quand l'Amérique entièrement peuplée et cultivée ressemblera en cela aux vieux pays d'Europe, il est permis de se demander si l'aristocratie héréditaire trouvera sa place dans l'organisation sociale de ce temps-là. Le monde ne paraît pas marcher vers les

castes fermées, mais bien plutôt vers le développement plus libre et plus complet de chaque individu. Le spectacle que nous donnent les États-Unis est donc plus et mieux qu'un cas particulier, qu'une intéressante curiosité, c'est un exemple et une leçon. Les Américains ne sont pas en arrière des Européens; ce ne sont pas eux qui viennent à nous mais plutôt nous qui allons à eux; la transformation sociale qui s'est opérée dans le sein de la société américaine se prépare visiblement ailleurs, et nos vieux pays mis en présence de circonstances toutes nouvelles par les conditions matérielles de la vie sont chaque pour de plus en plus acculés à la nécessité d'un rajeunissement. Rajeunissement dans les méthodes de travail, dans les relations commerciales, dans le rôle de l'instruction, dans le gouvernement, dans les rapports internationaux; tout cela s'impose sous peine de décadence irrémédiable et de prompte disparition aux sociétés encore engagées dans le moule ancien. Et pour que ce rajeunissement ait lieu, il ne suffit pas que le moule ancien se brise — cela, c'est l'affaire des événements, la conséquence forcée des conditions nouvelles — il faut aussi que les premiers rajeunis, les premiers arrivés tendent la main fraternellement à ceux qui se débattent sans succès; il faut que les vainqueurs de « la lutte pour la vie » fassent servir leur puissance non à l'écrasement, mais à l'avancement des autres.

Joli rêve! diront les uns en souriant. Sermon humanitaire! diront les autres en bâillant. Cependant, il s'est trouvé des Yankees pratiques pour rêver ce rêve,

des Yankees réputés égoïstes pour prêcher ce sermon et s'en inspirer. Ces Yankees forment bien réellement une élite au point de vue de la puissance matérielle et de la conception morale. Ils recrutent une aristocratie ouverte et agissante, telle que la réclament les temps nouveaux.

Dès maintenant, ces aristocrates jouent dans la constitution sociale un rôle effectif et complètent d'une façon utile la démocratie américaine. Ils pourvoient à la gestion d'une foule d'intérêts généraux, au fur et à mesure qu'ils se révèlent, sans que les pouvoirs publics constitués aient à s'en occuper. Pour qui connaît la corruption des gouvernants américains, le mérite n'est pas mince. Grâce à cela, en effet, les États-Unis poursuivent leur marche progressive malgré l'indignité de leurs politiciens. Ceux-ci gâtent tout ce qu'ils touchent, mais ils ne touchent qu'à peu de chose. Le gouvernement spontané et gratuit de l'aristocratie naturelle restreint leur sphère et limite leur influence.

D'autres intérêts généraux leur échappent encore; ce sont tous ceux dont l'association volontaire des citoyens organise le service. Or l'esprit de libre association est très répandu aux États-Unis et il produit des résultats d'une efficacité surprenante; nous allons le voir à l'œuvre sur les théâtres les plus différents.

CHAPITRE SIXIÈME

L'esprit d'association et les intérêts généraux.

I. Les associations d'intérêts communs. — II. Les associations de bien public.

Les Américains ne recourent pas sans nécessité, aux formes collectives, nous l'avons constaté à plusieurs reprises. Qu'il s'agisse de culture, d'industrie, de commerce, ou de banque, ils ont une propension marquée à monter des affaires indépendantes, à ne pas se mettre plusieurs là où un seul peut réussir.

Mais ils ne sont pas pour cela rebelles à l'association; ils la pratiquent même avec beaucoup de succès chaque fois qu'ils la jugent nécessaire, avec d'autant plus de succès qu'ils n'y ont pas recours par incapacité.

Le besoin de s'associer à tort et à travers vient en effet, la plupart du temps, de la conscience que l'on a de sa faiblesse ou de son indolence; tel propriétaire français, qui ne risquerait pas 1.000 francs pour améliorer sa terre, confiera des sommes beaucoup plus considérables à une société de crédit véreuse, ou à une association de chevaliers d'industrie, parce qu'il a plus de confiance dans le travail des autres que dans

son propre travail. Tel autre, qui s'affilie à toutes les ligues pour le relèvement matériel et moral des classes inférieures, ne fait rien pour aider les gens qui dépendent de lui, ou sur lesquels il peut avoir une action personnelle. Quand de pareilles gens s'associent, ils mettent ensemble leurs incapacités; de là l'échec de tant de sociétés lancées à grand fracas.

Au contraire, lorsque des hommes habitués à faire eux-mêmes ce qu'ils ont à faire sans compter sur leur voisin, viennent à s'associer, c'est qu'ils se trouvent réellement en face d'une difficulté commune à surmonter, d'un intérêt commun à régir, non qu'ils échouent dans une entreprise personnelle; ils mettent en commun leurs capacités; ils forment une puissante union, celle des capables, la seule qui fasse la force. De là le succès général des associations américaines.

Déjà nous en avons rencontré bon nombre sur notre chemin, par exemple l'*American Federation of Labor,* les *Chevaliers du travail,* et une foule d'autres associations ouvrières, les sociétés de tempérance, qui ont déterminé le mouvement prohibitionniste, les *building associations,* dont nous avons montré le rôle capital dans la question des logements ouvriers. Sous un régime de complète liberté, avec la facilité de se faire donner une *chart* conférant la personnalité civile, quand elles le jugent nécessaire, les associations de toutes sortes peuvent prendre naissance.

I. — LES ASSOCIATIONS D'INTÉRÊTS COMMUNS.

Un citoyen américain appartient toujours au moins

à une société de secours mutuels, par la même raison qui le porte à contracter une assurance sur la vie ou une assurance contre les accidents, quand il atteint un certain degré d'aisance. Dans une société de travailleurs, on redoute par-dessus tout les incapacités de travail.

Aussi le nombre de ces sociétés est-il prodigieux et les résultats qu'elles donnent, considérables. Les contributions exigées de chaque membre atteignent un chiffre assez élevé, mais les secours accordés sont effectifs; telle association, fondée depuis dix ans et comprenant trois mille membres, possède aujourd'hui 800.000 francs de fonds de réserve, après avoir donné 5.000 francs aux héritiers de chaque associé décédé, et bâti un asile où sont élevés et instruits gratuitement les orphelins. Un photographe, membre de la *Odd Fellows society,* me dit que cette association donne 4 à 5 dollars (20 fr. 80 à 26 fr.) par jour à chacun de ses membres, en cas de maladie. De même, les *Knights of Father Mathew,* société catholique fondée par un prêtre très populaire, les *Knights of the Legion of Honour* (Chevaliers de la Légion d'honneur), les Chevaliers du Temple et une foule d'autres associations à dénominations chevaleresques, ont principalement pour but d'assurer à leurs membres une indemnité dans certaines circonstances déterminées par leurs statuts.

La plupart de ces sociétés imposent à tous ceux qui en font partie des conditions d'admission assez étroites; par exemple, les *Knights of Father Mathew* doivent

être catholiques pratiquants, s'abstenir de boissons fermentées, et même se faire à l'occasion apôtres de la tempérance (Law II, section 2). De plus, il faut qu'ils soient en état de gagner leur vie, qu'ils aient plus de seize ans et moins de cinquante ans. D'autres sociétés, affiliées plus ou moins directement à la Franc-maçonnerie, font au contraire à leurs membres une obligation de l'indifférence religieuse. En somme, on a voulu faire servir à un but religieux ou antireligieux la grande force dont disposent en Amérique les sociétés de secours mutuels. C'est une nouvelle preuve de leur puissance. On se groupe aussi par nationalités, pour maintenir sur le nouveau continent les souvenirs de l'ancien; par professions, pour avoir l'occasion de débattre certaines questions intéressant l'ensemble des personnes qui y sont attachées; le besoin de l'assistance mutuelle a revêtu toutes les formes. La seule qui soit à peu près inconnue aux États-Unis, c'est celle dont nous avons l'habitude en France et qui se cache sous notre organisation familiale : on compte peu sur son père, sur sa mère, sur son oncle à héritage, pour se tirer d'affaire dans un cas difficile; il faut donc se créer une famille artificielle qui rende, au moment d'un accident ou d'une maladie, les mêmes services que nous attendons assez ordinairement de la nôtre. C'est ce qui explique comment les assurances contre les accidents, par exemple, dont nous ne voyons l'utilité en France que pour les ouvriers, ont une clientèle américaine dans la classe élevée. Ici, tout le monde est un peu ouvrier dans un sens, car tout le monde

vit de son travail et n'attend rien de sa famille.

Aussi trouve-t-on partout une compagnie d'assurance contre les accidents qui vous guettent. Au guichet de la gare, à l'hôtel, on vous offre un ticket pour le cas où votre train déraillerait; vous achetez un journal et on vous donne comme prime la promesse d'un certain nombre de dollars s'il vous arrive malheur pendant que vous le lirez; dans la rue, vous lisez des affiches comme celle-ci : « Achetez votre assurance contre les accidents à la *Commonwealth Casualty C°*. Le temps est de l'argent; toute perte de temps est une perte d'argent; nous assurons contre cette perte. Pour 15 dollars nous vous donnons les avantages suivants pendant un an : perte d'un œil, 650 dollars; — incapacité permanente et totale de travail, 2.500 dollars; — perte de temps par suite d'accident, 25 dollars par semaine; » — puis une série de tarifs pour la perte d'une main, d'une jambe, etc.

A côté de ces sociétés, destinées à assurer la vie matérielle, il s'en forme une foule d'autres entre personnes ayant les mêmes goûts, qui s'unissent pour boxer, pour canoter, pour jouer au *base-ball,* pour monter à cheval, pour courir à bicyclette, pour acheter des livres, pour discuter les questions sociales, pour fonder un cercle, etc., etc. Le nombre et la variété de ces associations, conçues uniquement dans le but de se procurer plus facilement un agrément quelconque, sont extraordinaires.

A New-York, l'*Athletic club,* composé de jeunes gens amateurs de sports, s'est fait construire un immeuble.

Dans le bas, on trouve une grande piscine de natation mesurant 150 pieds sur 50; au premier, différentes pièces, dont une destinée aux réceptions, et pouvant contenir douze cents personnes; puis, une salle d'armes très complète, un *hall* pour la gymnastique, avec tous les appareils possibles; plus une belle piste asphaltée pour les bicyclistes et une piste sablée pour les pédestrians; sur le toit, un véritable jardin en terrasse. Le cercle compte quinze cents membres.

Dans les villages naissants de l'Ouest on ne voit pas, bien entendu, de pareils clubs, mais il est rare que des sociétés sportives ne s'y forment pas. De même, lorsque personne n'a fondé de bibliothèque publique, on s'associe pour avoir une *circulating library,* pour construire un théâtre, faire venir des troupes d'artistes dramatiques, etc. Deux jeunes gens, habitant une petite ville du Kansas, me racontent que l'an dernier ils ont ainsi fait jouer la *Mascotte;* l'un est commis de banque, l'autre employé de commerce, mais ils ont formé un comité avec toutes les personnes désireuses de voir la pièce, qui se sont engagées solidairement envers la troupe à lui assurer un minimum de recettes pour sa représentation; quel que soit le but qu'on se propose, on trouve toujours des individus prêts à prendre une responsabilité. Avec cette disposition générale, il est toujours facile de passer du projet à l'exécution.

A Saint-Louis, je visite la *Mercantile library,* une bibliothèque circulante arrivée à un haut degré de prospérité et entretenue seulement par les cotisations

de ses abonnés. Elle possède quatre-vingt-dix mille volumes, en achète quatre ou cinq mille par an, et est installée dans un grand immeuble lui appartenant. Elle l'a fait bâtir, il y a quelques années, en prévision d'agrandissements futurs, mais n'occupe actuellement que le cinquième étage; les cinq autres sont loués à un magasin de nouveautés pour deux cent mille francs. On peut se rendre compte par ces chiffres du développement qu'elle est appelée à prendre. Ce sont surtout les femmes et les jeunes filles qui forment sa clientèle; j'en vois une quantité venir changer leurs livres, demander des renseignements, consulter des ouvrages; elles ont plus de temps que les hommes à donner aux occupations de l'esprit.

Ceux-ci s'arrangent souvent toutefois pour consacrer à leur instruction les soirées que le travail leur laisse libres. A cet effet, beaucoup de sociétés procurent à leurs membres l'avantage de conférences (*lectures*), ou même d'écoles du soir. J'ai sous les yeux le programme d'une association ouvrière de Philadelphie qui fait enseigner ainsi par des professeurs compétents, l'histoire américaine, la littérature anglaise, la physiologie, l'économie politique, le dessin linéaire. Souvent ce sont des personnes de bonne volonté qui acceptent la charge de ces cours, donnant ainsi une preuve de leur dévouement aux intérêts de la classe ouvrière. Nous allons voir d'ailleurs que le désintéressement de certaines natures généreuses a créé un genre particulier de sociétés où dominent des préoccupations d'ordre supérieur; c'est comme une manifestation collec-

tive du sentiment élevé de responsabilité sociale auquel on doit les grandes fondations dont j'ai déjà parlé.

II. — LES ASSOCIATIONS DE BIEN PUBLIC.

Je n'essaierai pas de passer en revue les innombrables sociétés qui se donnent pour mission une réforme à accomplir, une pratique à développer, une misère à soulager, sociétés de tempérance, sociétés pour la protection de l'enfance, des femmes, des animaux, sociétés de bienfaisance, de charité, etc. Je me bornerai à citer quelques exemples, rencontrés sur ma route, qui indiquent la puissance et l'activité de ces associations.

Peut-être doivent-elles une partie de leur efficacité à l'esprit large qui y règne. Quand un intérêt général est en jeu, elles n'hésitent pas à se fédérer, à se prêter secours, sans aucun sentiment étroit de rivalité. Ce caractère est d'autant plus remarquable que certaines d'entre elles sont très nettement liées à une confession religieuse, comme je l'ai déjà indiqué à propos des sociétés de secours mutuels. Malgré les différences qui les séparent à ce point de vue, elles organisent des congrès pour étudier ensemble les questions qui les intéressent. En 1890, il a été tenu à Baltimore un congrès de ce genre (*Conference of Charities and Correction*), dû à l'initiative de plusieurs personnages de la ville. Je relève parmi les signataires de l'invitation les noms suivants, dont la réunion surprendrait un public français.

Le cardinal Gibbons, archevêque de Baltimore;

William Paret, évêque (protestant) du Maryland;

Thos. J. Shryock, grand maître des Francs-Maçons du Maryland;

Theo Rothschild, secrétaire de l'asile des orphelins juifs;

MM. A. Fuller Crane, présidente de la Société impartiale humanitaire de secours aux vieillards;

J. Pembroke Thom, docteur médecin, président de l'hôpital des fous du Maryland et de l'asile des orphelins de l'Église du Christ;

F.-W. Dammann, président de la Société de Saint-Vincent de Paul;

Philip. Herzberg, président de la société israélite de bienfaisance, etc., etc.

Pour que des personnes appartenant à des milieux aussi différents puissent s'associer utilement, il faut que leur but soit vraiment charitable et rien que charitable; il faut qu'elles le poursuivent sincèrement, sans aucune arrière-pensée, sans y voir un moyen détourné de domination.

Avec un but aussi nettement défini, aussi complètement dégagé de toute préoccupation étrangère, la discipline des associations n'est pas oppressive, elle laisse à leurs membres une entière liberté d'action partout où le but spécial de l'association n'est pas en jeu. C'est là une différence assez marquée avec les habitudes de l'Europe continentale où la théorie du « bloc » est si répandue, où l'on ne s'associe guère qu'entre gens ayant les mêmes préjugés, où un individu sollicité

d'entrer dans un groupe s'informe avec plus de soin des personnalités qui le composent que du but poursuivi, où la crainte de « sortir de son milieu » paralyse souvent la bonne volonté d'un homme, où l'esprit de clan, de caste, divise des gens estimables qui s'ignorent et se calomnient.

Tocqueville avait déjà signalé ce contraste dans un passage remarquable : « Les associations européennes, disait-il, sont naturellement portées à introduire dans leur sein les habitudes et les maximes militaires... Les membres de ces associations répondent à un mot d'ordre comme des soldats en campagne; ils professent le dogme de l'obéissance passive, ou plutôt en s'unissant, ils ont fait d'un seul coup le sacrifice entier de leur jugement et de leur libre arbitre... Dans les associations américaines, au contraire, l'indépendance individuelle trouve sa part; comme dans la société, tous les hommes y marchent en même temps vers le même but, mais chacun n'est pas tenu d'y marcher par les mêmes voies. On n'y fait point le sacrifice de sa volonté et de sa raison, mais on applique sa volonté et sa raison à faire réussir une entreprise commune (1). »

Ce n'est pas à dire que la discipline nécessaire à la poursuite du but commun soit moins exacte que chez nous. Autant que je puis en juger, les membres d'une association américaine prennent au contraire leurs obligations plus au sérieux que nous, et cela précisément parce qu'ils les ont souscrites très librement, sans entraînement de milieu, de mode, de *chic*, et aussi parce que les chefs de l'association n'ont pas

cherché à lui faire servir des intérêts à *côté*. En somme, la discipline est forte, mais elle ne s'applique qu'à un objet précis : Elle peut donc subsister intacte et sans tyrannie, malgré les divergences de vues les plus graves entre les membres d'une association sur des objets étrangers à son but.

Ces heureuses conditions, cet esprit large et concret tout à la fois, joints à l'activité efficace des Américains donnent naissance à une multitude de groupements qui rendent les plus grands services. Je visite l'atelier d'une artiste établie depuis peu de temps aux États-Unis, et qui peint le portrait avec un très joli talent. Inconnue à ses débuts, elle a eu des heures difficiles et manquait de commandes; un jour elle s'est adressée à la *Young Women Christian Association* (association chrétienne des jeunes femmes), pour exposer son cas et demander du travail : « Immédiatement, me dit-elle, quelques personnes riches et bien posées se sont mises en campagne pour me procurer des portraits à faire, et c'est à elles que je dois plusieurs de mes clients; j'ai toujours trouvé là, ajoutait-elle, une inépuisable bonne volonté pour aider les jeunes filles ou jeunes femmes qui ont besoin de gagner elles-mêmes leur vie, à quelque classe qu'elles appartiennent, simples ouvrières ou millionnaires ruinées, institutrices, artistes, etc. » Ce sont ordinairement des dames très riches qui se mettent à la tête de ces sociétés, il ne s'agit donc plus là d'assistance mutuelle, mais de patronage bienfaisant, de charité intelligente. De même, le *Ladies' Exchange* (mot à mot : Bourse des dames)

organise une exposition permanente de travaux à l'aiguille, d'objets de fantaisie, de peintures sur porcelaines, de friandises, de ces mille riens qu'une femme peut faire chez elle sans abandonner son *home*, et que d'autres femmes plus fortunées aiment à posséder sans se donner la peine de les faire. De cette manière, le *Ladies' Exchange* soulage bien des gênes cachées.

Les sociétés qui se proposent comme but principal l'amélioration morale de leurs adhérents n'ont garde de négliger les avantages de toutes sortes qui peuvent les attirer ou les retenir dans leurs rangs. Une des plus puissantes est la *Young Men's christian Association* (Association chrétienne des jeunes gens); presque partout aux États-Unis elle compte des affiliés, et, dans plusieurs villes, elle possède de superbes installations, auxquelles les quatre initiales Y. M. C. A. servent d'enseigne.

Son double caractère moral et pratique se révèle bien dans ces deux réclames que je rencontrai un jour à Baltimore à quelques heures de distance : la première ne pouvait avoir d'action que sur des âmes très vertueuses et exemptes de respect humain; c'était l'annonce d'une conférence sur la chasteté, avec ce titre auquel bien peu de Français refuseraient un sourire : « Histoire de Joseph, homme pur » (*Joseph, a pure man*). Un *clergyman* de je ne sais quelle secte devait exposer aux adhérents de la Y. M. C. A. et à tous ceux qui voudraient bien se joindre à eux pour l'écouter, la conduite méritoire de Joseph et les graves

torts de la femme de Putiphar; on le voit, il s'agissait d'un véritable sermon.

La seconde affiche donnait au contraire une large place à des considérations d'un ordre plus positif : « Tout jeune homme de Baltimore, y était-il dit, devrait savoir ce que l'Association chrétienne des jeunes gens lui offre, en échange d'une cotisation annuelle de 25 francs : 1° gymnase avec les appareils les plus perfectionnés et un professeur expérimenté; 2° bains, douches en pluie et en jets; eau chaude ou froide; 3° salons de jeux; salons de lecture. Réunions de jeunes gens de bonne compagnie. Dix soirées dramatiques avec les meilleurs artistes. Classes d'instruction pour tenue de livres, écriture, sténographie, machines à écrire, langue allemande, musique et dessin. Pour plus de renseignements, s'adresser à l'office de la Y. M. C. A. On peut s'inscrire à toute heure. »

Cette puissante association compte cent quatre-vingt-quinze mille cinq cents membres aux États-Unis et au Canada, bien qu'elle ne s'adresse qu'aux jeunes gens des sectes protestantes. Ce n'est pas qu'elle exclue les catholiques de parti pris, mais l'interprétation libre de la Bible, seul lien de doctrine entre les protestants, fait le fond de l'enseignement religieux qu'elle donne sous diverses formes à ses adhérents, de telle sorte que les jeunes gens catholiques sont obligés de se tenir à l'écart. Pour remédier à cet état de choses, ils ont formé entre eux des sociétés du même genre, par exemple la *Young catholic's Friendly Society*, et soutiennent de leur zèle les

sociétés de Saint-Vincent de Paul, dont plusieurs sont très florissantes en Amérique.

On peut citer encore, parmi les associations du même genre les plus répandues, la société de l'Effort chrétien (*Christian Endeavour*), l'ordre des Filles du roi (*Order of the king's Daughters*), etc. Celui-ci compte à lui seul plus de cent mille affiliées, qui s'engagent à consacrer une partie de leur temps à l'exercice de la charité, au soulagement matériel et au progrès moral des classes inférieures.

Mais ces différentes sociétés sont loin d'absorber toute l'activité disponible des Américains. Il leur en reste encore pour une foule d'objets spéciaux. Je suis présenté à Philadelphie à une dame du monde qui a organisé une société pour l'élevage des vers à soie, la *Women silk culture association*. Il y a là un très gros intérêt, vu que les manufactures américaines sont tributaires de la France, de l'Italie, de la Chine, pour les énormes quantités de soies qu'elles emploient. Le climat des États du Sud se prête en outre merveilleusement à l'élevage des vers à soie, et ces contrées si éprouvées pourraient trouver dans cette industrie une précieuse ressource. Mrs Lucas et quelques autres personnes, appartenant à la haute société de Philadelphie, se sont préoccupées de cette situation et font de louables efforts pour encourager la plantation des mûriers et la création des magnaneries. Jusqu'ici, elles n'ont pas obtenu de résultats très appréciables, mais elles ne se découragent pas, et c'est un spectacle bien américain que celui de ces femmes du monde,

essayant de provoquer la formation d'une branche nouvelle d'activité nationale, avec le sentiment large et désintéressé de véritables hommes d'État.

Dans la même ville de Philadelphie, j'admirais un jour la vaste étendue de *Fairmount park*, et je supputais les charges énormes que son entretien devait faire peser sur la ville dans un pays où toute main-d'œuvre est si dispendieuse : « Rassurez-vous, me dit un jeune médecin auquel je faisais part de mes réflexions, ce n'est pas la ville qui en supporte tous les frais, nous avons en effet une société pour l'entretien et l'embellissement des parcs publics, qui fournit de larges subventions et fait exécuter elle-même une partie des travaux. Chaque membre donne une cotisation de 5 dollars et nous sommes environ six mille ; cela fait donc chaque année plus de cent cinquante mille francs à dépenser, et nous nous recrutons constamment. »

La plupart des statues qui décorent les promenades publiques ont également pour origine des dons particuliers ; c'est ce qui explique la variété extraordinaire des personnages qu'elles représentent. Un jour, me promenant dans *Central park*, à New-York, je vins m'asseoir près d'un buste, sur le socle duquel s'étalait le nom de Mazzini ; je ne m'attendais guère à cette rencontre, mais la présence de nombreux émigrants italiens à New-York en donne la raison ; on trouve ainsi des statues d'hommes célèbres de toute nation et de toute opinion ; l'administration des parcs leur donne volontiers asile, sans se préoccuper des singuliers rappro-

chements que suggère parfois leur voisinage mutuel.

La même liberté d'allures existe en ce qui concerne les associations d'un caractère politique. Chacun est libre de manifester ses sentiments comme il lui plaît et de provoquer un mouvement d'opinion par les moyens qu'il juge convenables. Par exemple, on voit dans la même ville les anciens sudistes et les anciens nordistes célébrer respectivement les anniversaires de leurs victoires pendant la guerre de Sécession, prononcer des discours à la gloire de leurs généraux, illuminer, etc. Je sais bien que les souvenirs de cette lutte n'éveillent plus aujourd'hui de rivalités pratiques; ces rivalités seraient à peu près sans objet actuel, car aucun sudiste ne voudrait revenir maintenant au régime de l'esclavage, mais ce n'en est pas moins la preuve d'un grand esprit de tolérance que la liberté de ces manifestations.

A l'époque où éclata la crise terrible qui mit si gravement en péril l'existence de l'Union américaine, l'association libre des citoyens montra toute sa puissance. Dans chaque grande ville, il se formait des *ligues de l'Union*, sociétés composées de citoyens loyaux à l'Union (*loyal to the Union*), qui équipaient des troupes à leurs frais, achetaient des canons, et prenaient à leur charge personnelle une partie des dépenses de la guerre. Une fois la guerre finie, ces ligues, n'ayant plus d'objet, sont devenues généralement le noyau de clubs élégants qui ont conservé leur nom (*Union League Clubs*), mais on n'y fait plus de politique que par souvenir.

Cela met bien en évidence un fait très curieux et caractéristique de l'esprit américain : dans la partie saine et active de la population, dans celle qui ne vit pas de la politique, on sait prendre en main les affaires publiques quand un intérêt grave l'exige; on y apporte alors l'esprit pratique, les habitudes d'initiative et de prompte décision que développe la vie américaine, puis, la crise passée, on retourne à ses affaires privées.

Tel a été pendant longtemps le trait essentiel de la politique aux États-Unis. Elle était conduite par les honnêtes gens, aux rares heures de loisir que leur laissait une vie de travail; elle ne formait pas une profession distincte. Le gouvernement, démocratique dans sa forme, était exercé par un grand nombre de citoyens, habitués à s'unir librement pour la gestion d'une foule d'intérêts, dominés par le désir sincère du bien public, habiles d'ailleurs à remplir leur tâche. L'éducation de cette démocratie se faisait tous les jours dans les mille associations qui pourvoyaient sans contrainte légale à de nombreux besoins, et le citoyen que la vie privée livrait à la vie publique était apte à y jouer son rôle. Cette éducation se poursuit encore; nous venons de voir en effet la vitalité des associations américaines, mais les éléments qu'elles préparent à la vie publique sont peu utilisés. D'autres éléments tiennent leur place en ce moment dans la politique; nous allons voir par suite de quelles circonstances.

CHAPITRE SEPTIÈME

La vie Politique.

I. La corruption des pouvoirs publics et les politiciens. — II. Comment on supplée l'action publique quand les intérêts privés l'exigent. — III. Le caractère restreint des pouvoirs publics.

I. — LA CORRUPTION DES POUVOIRS PUBLICS ET LES POLITICIENS.

La politique américaine actuelle est encore dominée par un fait curieux; les honnêtes gens semblent l'avoir abandonnée en partage aux politiciens de profession, se réservant seulement pour eux le domaine des entreprises privées; quand on se respecte, on ne brigue pas, on n'accepte même guère de fonctions publiques. Sur les sièges de la Cour suprême, au Sénat, parmi les juges il y a sans doute des hommes entourés de considération; on en trouve peu à la Chambre des Représentants, encore moins parmi les membres de l'administration proprement dite.

Ce fait s'est accentué à la suite de la guerre de Sécession. Au sortir de cette terrible lutte, dans laquelle le Nord et le Sud avaient épuisé leurs forces, il y eut comme un immense besoin de réparation. Pen-

dant cinq années, on avait consacré à un intérêt général son temps et son argent; on avait sacrifié des milliers de vies et dépensé des milliards de dollars; il s'agissait maintenant de profiter de la victoire et de la pacification pour fermer ses blessures.

Au surplus, cette guerre avait eu pour mobile principal une question économique. Le Sud agricole voulait éviter l'abolition subite de l'esclavage et recevoir librement les marchandises d'Europe; le Nord manufacturier voulait élever des barrières autour du marché américain et s'en réserver la jouissance exclusive; quand le succès de ses armes lui eut assuré ce résultat, il se hâta donc d'en tirer parti, de fabriquer, d'élever des usines nouvelles, de construire des chemins de fer sur la surface entière de l'Union, de mettre en valeur le magnifique terrain qu'il avait soumis à sa domination. Nous avons vu quelle œuvre gigantesque a été accomplie depuis lors : l'Ouest transformé, la culture des terres neuves se développant avec une rapidité inouïe, les manufactures suivant dans l'Est une marche parallèle et commençant déjà à se montrer dans la vallée du Mississipi, les mines exploitées, etc. Toutes les forces vives de la nation ont été absorbées par d'aussi énormes travaux; on peut même s'étonner qu'elles y aient suffi.

Mais la politique a été délaissée. On se sentait dans une ère de grande sécurité après la formidable secousse d'une longue et cruelle guerre civile; on voyait s'ouvrir devant soi un champ d'activité presque sans limites, où l'action publique n'avait rien à faire, où

l'initiative libre et personnelle était toute-puissante; il eût donc été à la fois inutile et nuisible de perdre à faire de la politique un temps que réclamaient d'autres soins plus urgents. Il ne s'agissait pas d'administrer le pays, il fallait le créer; la patrie n'avait rien à craindre de ses voisins, mais elle avait besoin du secours de tous ses enfants pour atteindre son développement. Tout le courant d'énergie et d'activité employé depuis cinq ans à la sauvegarde de l'Union se trouva par suite dévié vers un autre but.

D'ailleurs, il était difficile de mener de front les affaires privées et les affaires publiques; on sait déjà combien les premières sont absorbantes, les secondes ont le même caractère. L'élection ne confère que des mandats de courte durée, un an, deux ans, en général; il faut donc constamment faire renouveler son mandat, tenir ses constituants en haleine par des meetings, se préoccuper sans relâche de leur opinion, se tenir dans un perpétuel contact avec eux; la période électorale dure toujours. Ajoutez à cela que les centres de vie politique ne sont pas en général des centres de vie industrielle et commerciale. Washington, siège des chambres fédérales, est une ville morte au point de vue des affaires; dans les États particuliers, les capitales politiques se trouvent la plupart du temps en dehors des grandes villes : les députés et les sénateurs de l'État de New-York se réunissent à Albany, non à New-York; ceux de Pensylvanie à Harrisburg, non à Philadelphie, ceux de l'Illinois, à Springfield, non à Chicago. Les hommes que l'exer-

cice de leur profession attache à une de ces puissantes cités seraient donc obligés de l'abandonner pour s'adonner aux affaires publiques. Entre leur profession et la politique leur choix est très vite fait, comme on pense, quand ils réussissent dans leur profession.

Les individualités éminentes de la vie privée étant ainsi amenées à négliger les fonctions publiques, entre quelles mains vont-elles tomber?

Tout naturellement, entre les mains de ceux qui n'ont pas su ou pas vouler se créer une situation, c'est-à-dire entre les mains des politiciens.

Qu'on me passe l'expression, le politicien américain est un *raté* de la vie privée; c'est le rebut de la culture, de l'industrie ou du commerce, l'homme incapable ou peu désireux de vivre de son travail, n'ayant pas pu ou pas voulu se créer une affaire à lui; son affaire, son *business* sera la politique. Il en fera, comme d'autres font de l'épicerie ou de l'élevage, pour vivre.

Ainsi réduite au rôle alimentaire, la politique ne deviendra réellement enviable que là où elle *paiera bien,* comme c'est le devoir de tout *business*. Dans le *township* (commune rurale), le politicien ne ferait pas ses frais, et les honnêtes gens peuvent, sans perte de temps, gérer des intérêts simples qui les touchent d'aussi près. Dans un comté rural, les fonctions de juge ont bien leurs petits profits, mais il n'y a pas là, en général, de quoi faire vivre un homme; ce ne peut être qu'une industrie accessoire. La législature d'État et les offices qui en dépendent commencent déjà à

être plus alléchants. Avec du savoir-faire, en faisant acheter ses votes par certaines compagnies de chemin de fer dans les questions qui les intéressent, par exemple, on peut se créer là une aisance enviable. Les sources de revenu sont même assez abondantes pour alimenter, en dehors des députés et des sénateurs, la classe intéressante des *lobbyists* (mot à mot gens de couloirs), sortes de courtiers qui mettent le législateur à vendre en rapport avec l'acheteur, rôdent tout autour des Chambres en quête d'un bon coup à faire, et exécutent, d'une manière générale, toutes les petites besognes répugnantes concernant leur spécialité.

Les membres du Congrès fédéral et du Sénat sont également flanqués de *lobbyists;* il le faut bien quand une loi de douane, quand une loi monétaire est en discussion; de gros intérêts financiers sont engagés, on peut donc payer un vote très cher, d'où un grand nombre de transactions importantes, que l'habile intrigue des *lobbyists* se plaît à combiner pour le plus grand profit du *congressman* et pour le leur.

Mais aucun théâtre ne vaut, pour le politicien, l'administration des grandes villes. La complication des affaires municipales d'une cité riche et populeuse, le temps qu'elles réclament, éloignent fatalement les gens absorbés par leurs occupations professionnelles; les travaux publics à exécuter fournissent l'occasion de nombreux tripotages, leur importance permet de gros détournements. C'est le paradis des politiciens. En plus, toutes les fonctions judiciaires deviennent

lucratives, car beaucoup de gens très riches peuvent acheter ceux qui en sont investis; c'est donc sur les grandes villes que vont se porter principalement les efforts des politiciens.

Mais, quel que soit le champ d'activité où ils opèrent, pour arriver au pouvoir, il leur faut une clientèle électorale. Dans le Sud, ils la trouvent surtout parmi l'élément nègre. Au lendemain de la guerre de Sécession, les *carpet-baggers,* politiciens yankees, temporairement établis chez les vaincus, tout exprès pour les opprimer, exploitèrent de la façon la plus odieuse le ressentiment des anciens esclaves contre leurs anciens maîtres et se firent une arme d'un antagonisme qu'ils avaient soin d'entretenir et d'exciter. La législature de la Caroline du Sud, en particulier, devint, sous la domination des *carpet-baggers* et des nègres, une véritable association de voleurs. Celles du Missouri, de la Virginie, du Maryland, n'étaient guère en reste, et aujourd'hui encore, bien qu'une certaine amélioration se soit produite dans l'ensemble, celle de la Louisiane passe pour imiter avec fidélité ces beaux modèles. Dans les États miniers, la Californie, par exemple, les politiciens s'appuient avec succès sur la masse d'aventuriers qu'attire l'espoir de profits rapides, tandis que dans les États purement agricoles, où les influences rurales ne sont pas étouffées par une grande ville, leur puissance est infiniment moins redoutable.

On peut espérer que le temps apportera un remède partiel à la situation du Sud et de la Californie; dans

le Sud, les mauvais souvenirs de la guerre vont en s'effaçant; dans la Californie le grand développement de la culture tend à contrebalancer celui des mines; mais le mal paraît moins facile à guérir, moins accidentel et plus chronique dans les États qui renferment une très grande ville, tout particulièrement dans celui de New-York. C'est donc là qu'il convient de l'étudier, pour en bien connaître le caractère.

Là, le complice inconscient du politicien, son instrument, si vous voulez, n'est plus le nègre, mais l'immigrant européen débarqué de la veille et devenant tout à coup membre d'une démocratie, au sortir des pays autoritaires de l'ancien continent. Or ce complice est devenu légion depuis une quarantaine d'années.

En effet, vers le milieu de ce siècle, l'immigration européenne en Amérique a pris un développement énorme. De 1845 à 1889 inclusivement, les États-Unis ont reçu plus de quatorze millions d'immigrants, devenus bien vite citoyens américains, grâce aux facilités extraordinaires de la naturalisation, qui peut s'acquérir après cinq ans de séjour.

La plupart de ces immigrants étaient originaires d'Allemagne, d'Irlande, d'Angleterre, des pays scandinaves. Les Allemands se partageaient entre la ville et la campagne; les Irlandais se groupaient tous dans les villes; les Anglais et les Scandinaves se dispersaient sur les fermes. Les grands centres urbains de l'Est se trouvèrent ainsi peu à peu envahis par une foule d'Irlandais et d'Allemands, fort mal préparés à l'exercice

des droits politiques que leur conférait la qualité de citoyen américain.

Les Irlandais surtout, chassés de leur île par la misère noire, imprévoyants par caractère, et sans habileté professionnelle, formaient une classe d'électeurs absolument incompétents. C'étaient des enfants auxquels on confiait des intérêts graves ; c'étaient bien pis que des enfants; des hommes d'âge sans expérience et incapables d'en acquérir dans les métiers dépendants qu'ils exerçaient d'ordinaire. Ces fermiers évincés et dégoûtés de la culture devenaient en général domestiques, employés secondaires ; ils remplissaient les situations inférieures, volontiers délaissées par les Américains de naissance ; leur transplantation d'Irlande aux États-Unis ne les élevait donc guère, bien qu'elle améliorât sensiblement leur position matérielle. De pareils électeurs étaient par eux-mêmes un danger.

En plus de cette incapacité peu remédiable, les Irlandais offraient un autre danger ; ils avaient au suprême degré l'habitude de l'association, d'un certain genre d'association du moins, et pouvaient, par suite, s'organiser pour agir de concert. Ils pouvaient former une puissante ligue d'incapables.

Tout les préparait à ce rôle ; leur constitution familiale d'abord, sorte de patriarcat communautaire (*la Sept*), de clan jalousement fermé, où chacun compte sur la force du groupe auquel il appartient plutôt que sur son énergie individuelle ; leur histoire ensuite, cette longue suite de révoltes contre un oppresseur séculaire, qui les a conduits à resserrer encore leurs

liens dans des sociétés secrètes ou dans des ligues ouvertement déclarées, suivant les chances qu'ils croyaient avoir de réussir ; enfin, leur arrivée en masse sur une terre étrangère, nouvelle raison de se grouper; leur installation dans les villes, nouvelle facilité pour le faire.

Remarquez que l'association dont ils avaient contracté l'habitude en Irlande était précisément une association politique. Il le fallait bien, puisque tous leurs efforts tendaient à se débarrasser d'un conquérant, à recouvrer leur indépendance nationale ; les immigrants devaient donc fatalement former un groupe politique compact.

Aussi leur influence s'affirme-t-elle hautement dans les affaires publiques, tandis qu'elle est très peu marquée dans les affaires privées. Mes lecteurs remarqueront que j'ai pu les conduire dans nombre de fermes, de manufactures, de banques, sans être amené à parler beaucoup des Irlandais (1); ils sont nombreux cependant dans les ateliers, mais comme ouvriers, rarement comme patrons; au contraire, je ne puis pas aborder la vie publique sans constater la grande place qu'ils y tiennent.

La première fois que j'ai visité New-York, j'y suis précisément arrivé un jour de Saint-Patrick; le drapeau vert de la Verte Erin flottait sur le *City Hall* (Hôtel de ville); dans la rue, des sociétés irlandaises marchaient bannières déployées; j'achète un journal,

(1) V. *Ranches, Fermes et Usines.*

The World, il est imprimé sur papier vert et ses colonnes débordent d'enthousiasme au récit des parades, des discours, des banquets, des toasts, dont la Saint-Patrick est l'occasion. A Dublin on ne célèbre pas mieux cette fête nationale; c'est à croire que les Irlandais ont conquis la ville de New-York.

En effet ils l'ont conquise politiquement; ils occupent une place importante dans le groupe de politiciens dont elle subit le joug; ils forment le gros de l'armée que ceux-ci conduisent aux urnes, et au moyen de laquelle ils assurent leur domination.

Tout le monde a entendu parler du *Tammany Ring*, célèbre par les extraordinaires concussions de ses membres. L'origine du *Tammany Ring* se trouve dans une association irlandaise, et son moyen d'action consiste à s'emparer du vote des électeurs ignorants. Aussi sa puissance a-t-elle toujours été se développant avec les progrès de l'immigration, surtout de l'immigration irlandaise (1).

En 1805, au moment de sa fondation, la *Tammany society* était le rendez-vous des démocrates new-yorkais; dès 1822, elle prit le caractère d'un comité directeur, nommé à l'élection dans des assemblées de démocrates, et devint bientôt un instrument de despotisme entre les mains de quelques politiciens. Après l'énorme afflux d'immigrants qui se produisit de 1855 à 1860, elle acquit une force nouvelle et, en 1863 sous

(1) On trouvera une histoire détaillée des origines et de l'organisation du *Tammany Ring* dans l'ouvrage de J. Bryce : *Commonwealth of America*, t. II, ch. LXXXVIII.

la présidence de William Tweed, — un type éminent de politicien, — elle entra en scène dans la vie publique. C'est alors que le nom significatif de *Tammany Ring* lui fut donné par la population honnête. *Ring* signifie, mot à mot, un cercle, un anneau; les politiciens de Tammany s'étaient enfermés dans ce cercle comme dans une forteresse et aucun citoyen ne pouvait être admis à un emploi public sans appartenir au *Ring*. C'était un clan étroit qui, s'étant emparé de la puissance politique, s'en servait pour l'exploiter, à son profit.

Avant tout, le *Ring* mit la main sur les places de juges; il fallait avoir des magistrats appartenant au *Ring* pour s'assurer l'impunité dans les vols qu'on voulait exécuter; puis il envahit peu à peu toutes les fonctions municipales de New-York et commença la série de ses opérations, chacun de ses membres emplissant ses poches avec rapidité et sans vergogne.

Ces opérations étaient d'autant plus fructueuses que la ville augmentait chaque jour d'importance; d'où la nécessité de transformations qui donnaient lieu à de gros pots-de-vin; d'où aussi le chiffre croissant des revenus municipaux qui permettaient d'avantageux tripotages. A mesure que l'immigration européenne se précipitait sur New-York, la clientèle d'électeurs ignorants sur lesquels s'appuyait le *Tammany Ring* se grossissait, en même temps que s'élargissait le champ de son activité.

Cependant il y avait encore un obstacle à surmonter pour conquérir la liberté du brigandage bureaucratique

rêvé par le *Ring*. Par suite d'une ancienne et constante opposition politique entre l'État du New-York et la ville de New-York, la charte municipale accordée à celle-ci était peu libérale; la législature de l'État, où le parti républicain avait la majorité, tendait même constamment à restreindre l'autonomie de la ville, où dominait l'élément démocrate; le *Tammany Ring* se trouvait ainsi gêné dans ses agissements par une espèce de tutelle. Aussi eut-il bientôt fait de s'en débarrasser quand les élections de 1869 amenèrent une majorité démocrate dans les deux pouvoirs législatifs de l'État. Immédiatement, New-York reçut une nouvelle charte combinée tout exprès pour favoriser la rapine des fonctionnaires; ce fut l'âge d'or du *Tammany Ring*.

Les concussions commises à cette époque sont restées fameuses, une des plus célèbres est celle qui eut pour objet les comptes du bâtiment de la *Court house* du comté : la dépense maximum prévue s'élevait à 250.000 dollars; on avait déjà acquitté pour plus de huit millions de dollars de mémoires quand les manœuvres du *Ring* furent arrêtées, et la construction n'était pas achevée! Chaque fois qu'un entrepreneur se présentait, on le priait de grossir artificiellement son compte, et la différence allait se perdre dans les poches des magistrats municipaux. L'élargissement de *Broadway* donna également lieu à un scandale du même genre; les indemnités accordées aux propriétaires variaient du simple au triple, suivant la sympathie qu'ils inspiraient au *Ring;* les fonctionnaires

achetaient des bandes de terrain en bordure de la rue dans les endroits qu'ils savaient pertinemment devoir être acquis par la ville; Broadway devint une vraie caverne de voleurs. En même temps, les intérêts municipaux étaient sacrifiés au profit des intérêts particuliers des administrateurs, la dette montait de 28 millions et demi de dollars par an, et les rapports financiers du *city comptroller* rangeaient sous la dénomination vague de *general purposes* (besoins généraux) près de la moitié des dépenses avouées.

Cependant, d'aussi formidables abus ne devaient pas tarder à être découverts; un jour, un bureaucrate de second ordre, étranger au *Tammany Ring,* mit la main sur un certain nombre de documents révélateurs, les copia avec soin et les porta au *New-York Times;* cela se passait en 1871. L'émotion causée par cette publication fut énorme; à la suite de meetings nombreux, on nomma un comité de vigilance choisi parmi les citoyens honnêtes; pour examiner les comptes de la ville, et finalement, les administrateurs les plus compromis se virent obligés d'abandonner leurs postes. Plusieurs s'enfuirent à l'étranger; d'autres moins heureux, comme Tweed, ne parvinrent pas à s'échapper assez vite, et New-York fut débarrassée pour quelques années du régime auquel elle avait été soumise.

Mais le comité de vigilance connu sous le nom de *comité des soixante-dix* ne devait pas rester éternellement en fonctions. Composé de gens d'affaires ayant peu de loisirs, étrangers pour la plupart aux organisations politiques, il était plus propre à briser, dans un

moment de crise, la puissance du *Tammany* qu'à prendre en main l'administration de la ville. Aussi, peu à peu, l'énergie de la population honnête ne trouvant plus aucun excitant, le souvenir des fraudes passées tendant à s'effacer, et l'immigration constante fournissant aux politiciens de profession un nouvel instrument de domination, par l'accession aux droits politiques d'une foule ignorante et étrangère, le *Tammany* releva la tête. C'était fatal; le pouvoir de ces politiciens n'avait pas tenu à un accident, à un hasard; il résultait d'une situation fâcheuse que le développement de la ville ne faisait qu'empirer; aussi, en 1890, de nouveaux scandales vinrent-ils à se produire.

Cette fois, ce fut un comité du sénat de l'État de New-York qui découvrit la fraude. L'administration du shérif de New-York était entachée d'irrégularités graves; en termes plus clairs, le shérif volait. Une fois mis sur la trace, le comité s'aperçut que les choses se passaient ainsi depuis plusieurs années et, au lieu d'un shérif, on en conduisit plus d'une demi-douzaine sur les bancs de la *court of common pleas*. Celui qui se trouvait alors en fonctions avait fort à propos passé l'Atlantique pour soigner sa santé à Bade, mais les autres n'avaient pas prévu la revue rétrospective des actes de leur administration et se trouvèrent obligés de comparaître. D'intéressantes révélations s'ensuivirent. On apprit, par exemple, que le maire de New-York, Grant, avait touché, pendant qu'il était shérif, plus de cent mille francs sur les honoraires que le commissaire-priseur chargé de la vente des biens des dé-

biteurs insolvables percevait illégalement. La prison de Ludlow street était aussi le théâtre de fraudes sans nombre; placée sous la surveillance du shérif, administrée par un directeur affilié, lui aussi, au *Tammany*, elle donnait de beaux profits à ces honorables fonctionnaires, qui ne dédaignaient pas, à l'occasion, de relâcher temporairement un prisonnier moyennant le paiement d'une caution, et oubliaient toujours de la rendre.

Lorsqu'il fut question d'une exposition universelle en l'honneur du quatre centième anniversaire de la découverte de l'Amérique, tout le clan du *Tammany* s'agita avec fureur pour qu'elle eût lieu à New-York, et c'est entre les mains du maire Grant qu'on espérait placer la direction de l'affaire. Grant avait un grand avantage aux yeux de ses complices : il était à la fois riche et rapace; riche, il échappait plus facilement aux soupçons; rapace, il apportait dans l'exploitation de ses administrés la même ardeur que le plus affamé des politiciens; malheureusement pour le *Tammany*, Chicago fut choisie et, peu de temps après, les concussions des shérifs de New-York étaient découvertes; au lieu de s'assurer une bonne occasion de tripotages productifs, il fallait rendre gorge.

Cependant l'administration municipale de New-York n'avait pas cessé d'être profitable à ceux qui la dirigeaient. De temps à autre, on s'apercevait que tel crédit était absolument épuisé, sans que personne en justifiât l'emploi. Lors de mon premier voyage, en 1890, au mois de mars, une tempête de neige s'était abattue

sur la ville, les rues offraient l'aspect de la plus extraordinaire saleté et, pour atteindre le tramway, sur la chaussée, il fallait entrer jusqu'à la cheville dans une boue de neige à moitié délayée. Même dans Broadway, la grande artère de la ville, on ne circulait qu'à ce prix. Il est vrai que 50.000 dollars figuraient au budget pour l'enlèvement des neiges, mais on avait espéré qu'il n'en tomberait plus, et les 50.000 dollars avaient pris une autre direction.

Avec des procédés semblables, cette ville si riche était tenue comme un pauvre village; mauvais pavés, systèmes d'égouts défectueux, boue en hiver, poussière en été, voilà ce que le premier venu des voyageurs constatait facilement; le reste s'apprenait bien vite dès qu'on causait avec un Américain, car, à part les politiciens engagés dans les rets du *Tammany,* tout le monde criait à la corruption.

Les élections municipales de 1894 amenèrent une réaction vigoureuse et efficace des citoyens honnêtes contre cette corruption. Un comité de soixante-dix personnes se forma sous le nom de *Citizen's Union* pour soutenir la candidature d'un homme honorable et indépendant, M. Strong, au poste de maire de New-York, et réussit à le faire nommer. Ce succès n'était pas un succès de parti; il était dû à la coalition de tous les électeurs désireux d'échapper au joug de *Tammany,* et le programme de M. Strong se résumait dans une formule souvent employée aux États-Unis, l'application des « *strict business principles* » aux questions administratives. Il s'agissait d'administrer la

ville comme une affaire, comme une grosse entreprise industrielle ou commerciale, avec la préoccupation d'éviter les dépenses abusives, de faire les dépenses fructueuses, sérieusement et honnêtement, sans gaspillage ni complaisance. Ce programme ralliait des hommes de tous les partis, fatigués écœurés d'être exploités au nom de soi-disant principes politiques; le maire Strong, nommé par eux, se trouvait donc indépendant par l'origine de son mandat aussi bien que par son caractère. Enfin il soutenait que l'administration d'une municipalité même très importante n'avait rien à voir avec les opinions de ses administrateurs ou de ses administrés sur des questions de politique générale, ce qui mettait parfaitement d'accord avec ses principes sa double indépendance de fait.

Grâce à ces heureuses conditions, il put pendant son passage à la mairie de New-York, augmenter l'étendue des parcs publics, établir de nouveaux bains gratuits et de nouvelles écoles, améliorer le service des eaux, organiser sérieusement le balayage et le nettoyage des rues (1). En 1896, je ne reconnaissais plus le New-York boueux ou poussiéreux qui m'avait si fâcheusement impressionné en 1890.

C'étaient là, sans doute, des avantages pour ceux qui demandent aux finances publiques de desservir des besoins publics, mais *Tammany* n'y trouvait pas son compte. Pour lui et les siens, les finances publiques

(1) Dans un article du *Gunton's Magazine* de novembre 1897 M. Strong a raconté son œuvre : *Reform in municipal government.*

sont essentiellement une source de profits personnels, et l'administration du maire Strong ruinait le métier. Aussi, loin de désarmer *Tammany* par son honnêteté elle l'exaspéra. Une propagande effrénée fut entreprise contre cette coalition que l'on accusait de détruire les cadres des partis politiques (*disintegrating*), de compromettre la *machine* politicienne, de tuer la discipline. Aux élections du 2 novembre 1897, on put voir quelle avait été l'efficacité de cette propagande et comment le vrai politicien américain est attaché par-dessus toutes choses au système qui le fait vivre. Comme le reître du seizième siècle, il loue ses services à qui veut l'employer, sans scrupules ni vains regrets; il redoute seulement le chômage et voit dans l'avènement d'une politique saine le chômage forcé et définitif. Cette politique serait pour lui ce qu'était la paix pour un reître. Et pour en éviter le triomphe, les politiciens professionnels se liguèrent ensemble.

La *Citizen's Union*, le parti des honnêtes gens, soutenait la candidature de M. Seth Low, président de l'Université de Columbia; *Tammany* présentait aux électeurs le juge Van Wyck; enfin le célèbre écrivain Henry George, démocrate en politique, mais révolté contre la honteuse domination de *Tammany*, s'offrait aux suffrages des mécontents, des socialistes, de ceux qui espèrent tirer un avantage quelconque d'un profond bouleversement social.

M. Seth Low, appartenant plutôt au parti républicain en politique, devait rallier sur son nom les voix des honnêtes républicains plus aisément encore que celles

des honnêtes démocrates. Ces derniers pouvaient éprouver quelque scrupule à abandonner le candidat officiel de leur parti, c'est-à-dire le candidat de *Tammany;* ou bien leurs préférences les attiraient vers Henry George; au contraire, les républicains honnêtes trouvaient en M. Seth Low un homme représentant exactement leurs idées.

Mais les républicains militants, les hommes de parti préféraient le succès de *Tammany* à celui d'un candidat indépendant, d'un « faux frère ». Van Wyck c'était l'adversaire sans doute, mais l'adversaire placé sur le même terrain qu'eux, le politicien fidèle à son *boss,* discipliné par la *machine.* Seth Low, au contraire, c'était l'installation des indépendants dans la municipalité de New-York. Après la magistrature réformatrice de Strong, c'était un coup fatal pour la *machine,* c'était New-York échappant aux politiciens professionnels. Les professionnels conclurent un arrangement secret pour sauvegarder leur corporation menacée et trouvèrent un moyen adroit de dissimuler leur manœuvre.

M. Platt, le *boss* républicain, découvrit un beau matin que c'était une honte pour son parti de n'avoir pas de candidat à lui. Et il présenta le général Tracy. De cette manière, il était sûr d'enlever beaucoup de voix à M. Seth Low. C'était le but de l'opération, mais le prétexte restait honorable et ne pouvait que contribuer à fortifier la *discipline du parti,* préoccupation toujours dominante chez les *bosses.*

Cette manœuvre jointe à la mort inopinée de Henry

George assura le triomphe de Van Wyck qui devint maire de New-York avec une majorité de plus de 70.000 voix. Son élection marque très nettement la victoire des professionnels de la politique sur les citoyens honnêtes; et c'est un symptôme d'autant plus alarmant que la nouvelle charte municipale de New-York agrandi (*The charter for the Greater New-York*) arme le maire de pouvoirs fort étendus (1) et étend sa juridiction sur les anciennes communes de Brooklyn, de Long-Island, et d'autres localités suburbaines entourant le port de New-York.

En regard de cette constatation fâcheuse, il est juste de noter que la campagne fort honorable de M. Seth Low est plus qu'une réaction isolée. Ainsi que je l'ai dit plus haut, M. Seth Low est le président de la *Columbia University*, et cette qualité n'était pas étrangère à sa désignation comme candidat des honnêtes gens. Les Universités américaines dénoncent comme égoïste, maladroite et anti-patriotique, l'habitude américaine d'abandonner la politique aux politiciens. Autant il était difficile, au lendemain de la guerre civile, après les immenses sacrifices faits par les particuliers à la chose publique, de trouver des hommes de valeur disposés à sacrifier encore le soin de leur avenir personnel aux besoins de la politique; autant il serait fâcheux, aujourd'hui que la crise est passée, de voir un grand pays abandonner à des voleurs son gouvernement et son administration. Dans une nation organi-

(1) V. dans *la Science sociale* de décembre 1897 : La plus grande municipalité du monde.

sée sous un régime démocratique, les bons citoyens ne peuvent pas rester étrangers à la vie publique sans que l'effet de leur abstention se manifeste immédiatement; et il ne leur suffit pas d'intervenir à des intervalles éloignés, sous l'influence d'un mouvement de révolte vigoureux, mais temporaire; il faut qu'ils prennent part, d'une manière sérieuse et suivie, à la gestion des intérêts généraux. Telle est la leçon qu'enseignent à la jeunesse les maîtres des Universités, leçon de responsabilité civique et de dévouement au bien public. « Un jour, disait dernièrement M. Seth Low, dans un discours adressé aux membres de l'Université de Pensylvanie, un jour les citoyens finiront par se rendre compte qu'ils ne doivent pas être moins soucieux de leurs intérêts que *Tammany* ne l'est des siens (1). » Ce jour-là il sera possible d'enlever, par l'effort combiné de tous, les affaires publiques à une coterie malhonnête. En ce qui concerne spécialement New-York, le précédent établi par l'élection de M. Strong permet d'espérer qu'une réaction du même genre viendra sinon détruire définitivement, tout au moins interrompre la domination tyrannique de *Tammany*.

Sur d'autres points du territoire américain de sérieux efforts ont été faits pour constituer des municipalités honnêtes. C'est ainsi qu'à Detroit le maire Hazen S. Pingree a été élu pour mettre un terme aux marchés scandaleux passés entre ses prédécesseurs et

(1) *Publications of the University of Pennsylvania-University Bulletin,* vol. III, number 5, p. 194.

les compagnies fermières de certains services municipaux. Son programme était surtout un programme d'assainissement moral; en 1895, il prononçait devant l'association des étudiants en droit de Chicago un discours resté célèbre et qui résumait d'un mot les obstacles à vaincre : *Thievery,* le vol. Plus de vol de la part des élus qui accordaient des conditions avantageuses aux entrepreneurs d'éclairage public, de tramways, etc., en retour de pots-de-vin plus ou moins déguisés; plus de vol de la part des fonctionnaires de la police qui savaient se montrer habilement discrets et profitablement réservés de manière à ignorer ce qu'on ne voulait pas qu'ils vissent. Et il a accompli ce programme. Il a poursuivi avec une ardeur qu'on ne saurait trop louer les corrupteurs et les corrompus, sans aucune considération pour ses intérêts personnels menacés par la coalition de tous ceux qui avaient un avantage à voir se continuer les abus anciens (1). Les capitalistes engagés dans les entreprises municipales lui ont fait la guerre aussi vigoureusement et d'une manière plus dangereuse que les bureaucrates peu scrupuleux dont il dénonçait la concussion. M. Pingree possède à Detroit une importante fabrique de chaussures; à un moment donné toutes les banques de la ville s'entendirent pour refuser son papier. Mais il avait à la fois les reins assez solides pour n'être pas écrasé par la mauvaise volonté des banquiers locaux et le cœur assez bien placé pour ne pas se laisser intimi-

(1) *Seventh Annual Message of Hazen S. Pingree, mayor of Detroit,* 1896, p. J.

der par eux. Il a triomphé de leur résistance et comme industriel et comme magistrat.

La reconnaissance du public s'est manifestée envers lui, d'abord par le renouvellement de son mandat comme maire de Detroit, malgré les vives oppositions qu'il avait soulevées, puis en 1896 par sa nomination de gouverneur du Michigan. C'est bien la preuve que son œuvre de « *Self help* » municipal n'est pas passée inaperçue, qu'elle lui a valu de nombreuses et efficaces sympathies et qu'un mouvement général commence à se dessiner dans le sens de l'assainissement moral des municipalités (1).

En dehors des grandes villes, la corruption se retrouve, bien qu'à un moindre degré, dans le gouvernement fédéral, dans le gouvernement local. J'ai expliqué plus haut que le mal était partout en rapport direct de deux élements, l'importance des concussions possibles qui appâte les politiciens, et le nombre d'électeurs, qui les soutient. Une circonstance particulière est venue, depuis la guerre de Sécession, donner à ces deux éléments une nouvelle force dans la politique fédérale; elle y a introduit, par suite, des habitudes déplorables. Le régime protectionniste à outrance, fruit de la victoire du Nord, a eu en effet pour résultat d'augmenter prodigieusement le produit

(1) M. Jones, maire de Toledo (Ohio) vient de se créer tout récemment aux États-Unis une véritable popularité en triomphant comme candidat indépendant des organisations de partis et en apportant dans l'administration municipale de Toledo des réformes importantes.

des douanes, la branche la plus importante du revenu fédéral. Avec ce produit, l'État fédéral a pu amortir rapidement sa dette, mais il s'est fait aussi un devoir de récompenser les services rendus pendant la guerre à la cause nordiste, en accordant une foule de pensions aux anciens soldats. La chose, légitime dans son principe, a donné lieu bien vite à de criants abus, quand les politiciens se sont rendu compte qu'ils avaient là sous la main un moyen simple et facile de se créer des amis. Alors tout individu ayant figuré sur les rôles de l'armée, sa veuve, sa mère, ses enfants, ont reçu une part des libéralités fédérales. Aujourd'hui on touche encore, paraît-il, grâce à une négligence voulue, des pensions dont le titulaire est mort depuis plusieurs années; cela grossit toujours la clientèle du parti au pouvoir, et le revenu croissant des douanes permet au Trésor d'acquitter sans impôts une dette annuelle de huit cents millions de francs, dotation reconnue par lui aux défenseurs de l'Union.

Bien entendu, cela ne passe pas sans protestations. Les démocrates, généralement libre-échangistes, opposés, par conséquent, aux tarifs élevés qui font les grosses recettes de la douane, sont particulièrement violents quand ils dénoncent, dans quelque grand *meeting*, cette dilapidation des deniers publics; peut-être, cependant, regrettent-ils plus que cette dilapidation elle-même, la force qu'elle donne aux républicains protectionnistes, chez lesquels domine l'ancien élément nordiste. Aussi les républicains, constatant le mauvais effet de leurs largesses sur la masse des

consommateurs, qui subissent l'effet des tarifs sans en recevoir le bénéfice sous forme de pension militaire, ont-ils inventé en 1890 une rouerie assez remarquable pour calmer l'opinion : quand le major Mac-Kinley s'est présenté avec le projet de son premier bill, on aurait juré, à l'entendre, que son plus sincère désir était de diminuer, de supprimer même complètement les recettes des douanes, il annonçait qu'il fermerait absolument le marché américain aux produits étrangers, que le Trésor fédéral se viderait ; il voulait couper dans sa source le scandale des pensions militaires et ramener le règne de la vertu puritaine. Depuis lors la situation a bien changé. A la suite du triomphe des démocrates avec Cleveland en 1892, les droits de douane ont été diminués par le tarif Wilson, les recettes fédérales ont baissé de ce chef pendant que l'augmentation des dépenses de la marine imposait au budget des charges nouvelles. Déjà, au moment de la réaction protectionniste marquée par le tarif Dingley, le Trésor était assez obéré pour que la nécessité de lui créer des ressources fût un argument en faveur de l'élévation des droits. Aujourd'hui avec les dépenses de la guerre de Cuba, l'acquisition des Philippines et les frais qu'entraîne leur conquête, il faut de plus en plus chercher des sources de recettes. Malheureusement, ces besoins reconnus ne sont souvent qu'une occasion de tripotages, un prétexte à toutes sortes de marchés. A ce point de vue, la discussion du tarif Dingley a été particulièrement scandaleuse. Au lieu d'établir des droits de douane destinés à remplir les caisses du Trésor, on a

voté surtout ceux qui favorisaient tel grand *Trust* comme celui du sucre, telle industrie dont les représentants étaient habiles à acheter des consciences de législateurs.

Cependant, dans le gouvernement général comme dans l'administration municipale, on peut déjà signaler le commencement d'une réaction honnête. Par exemple, le courage dont a fait preuve M. Cleveland pendant sa seconde présidence en refusant d'appliquer dans toute sa rigueur la théorie du « partage des dépouilles » est d'un bon augure. Sans doute, cette conduite lui a attiré l'opposition violente d'une fraction notable de ses électeurs; elle a désorganisé le parti en le coupant en deux; M. Hill, le partisan de *Tammany* et de la politique étroite et égoïste s'est dressé en face de lui comme le représentant des intérêts lésés; enfin la candidature de Bryan aux élections présidentielles de 1896 a probablement été due au manque de cohésion du parti démocrate. Mais tous ces inconvénients de détail sont plus que rachetés par le grand exemple donné par Cleveland. Le seul fait qu'il s'est préoccupé d'avoir de bons fonctionnaires plus que de placer ses amis, est une leçon de choses efficace et contribuera à créer de meilleures mœurs publiques. C'est un précédent auquel se référeront certainement plus tard ceux qui sentent la nécessité de créer un « *civil service* » compétent et plus stable.

La campagne présidentielle de 1896 a été aussi l'occasion d'un mouvement d'opinion curieux à noter, celui des « *sound money democrats* » « démocrates de la saine

monnaie. » Toute une fraction du parti démocrate s'est détachée ouvertement et franchement de Bryan, le candidat de la frappe libre de l'argent, pour soutenir Mac-Kinley, le candidat de la « saine monnaie », malgré les profondes divergences d'opinion qui existaient entre eux et lui sur d'autres points. Mac-Kinley avait été en 1890 et restait encore le porte-drapeau du protectionnisme le plus intransigeant ; à vrai dire, c'était là la seule conviction arrêtée qu'on lui connût, car il avait pris parti très tardivement contre le bimétallisme, et on le soupçonnait même de l'avoir favorisé jadis. Malgré le ressentiment que des démocrates pouvaient nourrir contre l'auteur de la législation douanière la plus féroce qu'aient connue les États-Unis, malgré le peu d'ardeur et le peu d'empressement qu'il avait marqué tout d'abord à la cause de la « saine monnaie », le seul fait qu'il s'était en fin de compte, très nettement déclaré en faveur de l'étalon d'or, lui rallia beaucoup d'adversaires convaincus du danger de la frappe libre de l'argent. J'ai connu personnellement un démocrate, président d'une grande compagnie de chemin de fer, qui avait souscrit cent mille dollars à la Caisse de l'élection Mac-Kinley et qui portait ostensiblement à sa boutonnière pendant la campagne le petit ruban auquel se reconnaissaient les partisans du candidat républicain. De même, un archevêque catholique bien connu en France, ami personnel du Président Cleveland, faisait une déclaration en faveur de la « saine monnaie », en dépit de ses attaches démocrates et au grand scandale de certains de ses amis, irlandais des

classes inférieures, fermiers endettés de l'Ouest, aux yeux desquels Bryan faisait miroiter le trompe l'œil de la frappe libre. Je me souviens même de l'accueil bizarre que me valut à ce moment une lettre de recommandation dont cet archevêque avait bien voulu me munir pour un catholique, éminent partisan de Bryan : « Vous venez de voir l'archevêque Ireland? — Oui. — Vous connaissez la lettre qu'il a écrite en faveur de l'or? — Oui. — Eh bien, cette lettre nous a causé une amère déception, car les pauvres gens espéraient que si un évêque se déclarait d'un côté, ce devait être du côté de la monnaie des pauvres gens. (*Poor people were anticipating that if a bishop was declaring on one side, it ought to be on the side of poor people's money.*) Timidement, je fis observer à mon interlocuteur que, malheureusement, la monnaie des pauvres gens n'avait jamais été la bonne, et je tâchai de lui rappeler que je n'étais pas venu aux États-Unis pour résoudre la question du bimétallisme. Mais en sortant de chez lui quelques minutes plus tard, je me disais que cette indignation généreuse et irraisonnée montrait bien à la fois l'opportunité supérieure de la déclaration de l'archevêque et les colères qu'elle avait soulevées. C'est toujours un acte de haute sagesse que de rompre nettement avec les préjugés et les erreurs des personnes qui forment en quelque sorte votre clientèle naturelle; dans certains cas, ce peut être un véritable devoir, devoir de charité envers ceux qui sont susceptibles d'être éclairés, devoir vis-à-vis de soi-même pour ne pas se laisser accuser injustement. Dans le cas

actuel, c'était encore un devoir de protection; il était bon qu'une voix autorisée s'élevât pour montrer que tous les catholiques américains ne restaient pas en dehors du grand mouvement de patriotisme qui entraînait alors les rangs confondus des républicains et des démocrates les plus éclairés dans la campagne en faveur de l'étalon d'or.

C'est qu'en effet cette question du bimétallisme, en devenant une *platform* électorale, avait perdu son caractère spécial et technique; ce n'était pas une discussion académique entre économistes, mais une lutte politique entre concitoyens. Les arguments échangés de part et d'autre étaient généralement assez pauvres, mais les convictions très fermes, les partisans de l'argent croyaient que l'abondance du numéraire ferait baisser le taux de l'intérêt et recrutaient toute la clientèle des débiteurs à laquelle se joignait le groupe des mineurs des Montagnes-Rocheuses. Les uns et les autres poursuivaient un avantage direct. Du côté de l'or se rangeaient d'abord naturellement tous les capitalistes désireux de ne pas voir déprécier la monnaie nationale, poursuivant, par conséquent, un avantage direct eux aussi, puis tous les électeurs éclairés qui au delà et au-dessus des intérêts personnels, apercevaient l'intérêt général, et s'efforçaient de conjurer une crise fatale au crédit des États-Unis. L'un d'eux résumait devant moi avec un bon sens très droit et une vue très pratique des choses la question monétaire telle qu'elle se présentait spécialement à un citoyen américain : « Si nous ne faisions de commerce qu'entre nous, à

l'intérieur des États-Unis, disait-il, nous pourrions discuter s'il vaut mieux avoir deux étalons qu'un seul, ou lequel des deux doit l'emporter sur l'autre, ou si la frappe de l'argent doit être illimitée; mais du moment que nous avons un commerce extérieur, du moment que nous voulons faire des affaires avec l'étranger et que les paiements internationaux se font en or, il est bien clair que nous ne pouvons pas modifier notre système monétaire. » Cet homme qui n'était ni un financier connu, ni un homme d'État, ni un professeur d'économie politique, dont j'ai complètement oublié le nom, mais dont les paroles sont restées gravées dans ma mémoire, était partisan de la saine monnaie par une conception juste du rôle économique des États-Unis et de leur avenir dans le monde. Il se rendait compte qu'ils n'avaient pas grandi si prodigieusement au cours de ce siècle pour s'isoler ensuite; il avait sans doute comme un pressentiment de cette « destinée manifeste » dont les Américains ont fait si grand bruit depuis lors à l'occasion de la guerre de Cuba et de l'explosion de l'Impérialisme.

D'autres électeurs moins précis dans leurs raisonnements éprouvaient comme lui le désir de s'opposer à un bouleversement, de soutenir l'ordre, d'écarter un danger; de là ce grand courant patriotique que les vieux Américains comparaient au mouvement contre l'esclavage et dans lequel un étranger attentif reconnaissait forcément plus et mieux qu'une coalition d'intérêts privés.

Peut-être ce mouvement n'a-t-il pas été étranger à

la préparation de l'état d'esprit impérialiste qui s'est révélé si soudainement au moment des affaires de Cuba. L'idée s'était précisée pendant la campagne électorale de 1896 que les États-Unis ne pouvaient pas être considérés isolément des populations riches et civilisées de l'Europe. Que leur développement matériel et intellectuel, leur idéal moral, les appelaient à faire partie de ce « concert » des nations de première ligne où le Vieux Monde seul était représenté jusqu'ici, où désormais le Nouveau Monde devait prendre place. Il y avait comme un sentiment général que le peuple américain atteignait sa majorité; il se traduisit clairement par une série de formules qui eurent une fortune rapide quand la guerre de Cuba fut décidée : « Nous ne pouvons pas rejeter loin de nous les responsabilités d'une nation puissante »... « Nous devons remplir notre mission civilisatrice dans le monde »... « Nous devons obéir à notre destinée manifeste, » etc... Les hommes d'enthousiasme appelaient le peuple américain à une sorte de guerre sainte contre la domination des Espagnols cruels et incapables; les hommes de pensée établissaient par des raisonnements la « destinée manifeste » des États-Unis, la loi sociale qui amène fatalement les plus capables à gouverner le monde.

Que des vues intéressées se soient mêlées à ces ardeurs généreuses et à ces convictions scientifiques, les Américains le nient avec indignation, mais il est difficile de ne pas l'admettre. On a beaucoup parlé d'un syndicat qui aurait fourni des fonds, des armes et des volontaires aux rebelles cubains; j'ignore si réellement

ce syndicat a existé, mais deux choses sont certaines : 1° des envois de secours ont eu lieu à plusieurs reprises ; 2° le grand *Trust* monopolisateur du sucre avait un intérêt immédiat et considérable à la conquête de Cuba si riche en plantations de cannes. Lorsqu'on rapproche ces deux faits ; lorsqu'on sait avec quelle âpreté le *Trust* défend et fait prévaloir ses propres intérêts dans les Chambres américaines ; lorsqu'on se rappelle son rôle scandaleux dans le vote du tarif Dingley au sénat, et plus récemment encore dans l'annexion des îles Hawaï, on a peine à croire qu'il soit resté inactif dans cette affaire.

Les circonstances qui ont entouré la déclaration de guerre hispano-américaine ont contribué à accréditer en Europe l'idée que les États-Unis obéissaient à un désir de conquête. Il semble en effet que la guerre aurait pu être évitée si le Président de la République usant de ses droits constitutionnels, avait personnellement conservé la direction des négociations. M. Mac-Kinley n'a pas montré dans cette circonstance les qualités d'homme d'État dont son prédécesseur Cleveland avait fait preuve au moment des affaires du Vénézuela. Il a fui les responsabilités ; il a abandonné au Congrès la fonction du pouvoir exécutif qu'un Congrès est toujours malhabile à tenir et qui réclamait dans l'espèce un homme ferme, clairvoyant et calme. Le résultat a été déplorable. Une fois la lourde machine du Congrès mise en mouvement, il n'a plus été possible de l'arrêter ; elle a roulé pesamment et précipitamment jusqu'au bas de la pente, écrasant tout sur son passage,

ne se laissant détourner ni par les propositions de l'Espagne, ni par les possibilités d'arbitrage. Un acte résolu et décisif du Président aurait vraisemblablement amené l'Espagne à composition, et il dépendait alors du Président seul de négocier, de calmer l'opinion, de lui donner satisfaction par une convention honorable garantissant les intérêts américains à Cuba et l'indépendance de l'île. On ne peut pas s'empêcher de regretter que M. Cleveland n'ait pas été à ce moment-là l'hôte de la Maison-Blanche. Les États-Unis auraient fait devant le monde une figure autrement digne, et l'impérialisme n'aurait pas revêtu le caractère fâcheux de grossièreté qui a marqué les discussions du Congrès.

En voulant échapper à une responsabilité, M. MacKinley en a assumé une bien plus terrible, comme il arrive chaque fois qu'on manque à son devoir. Il a rendu la guerre inévitable; il est responsable du mauvais renom que l'Amérique s'est attiré par sa dureté, et des complications de toutes sortes qui résultent pour elle de l'étendue même des sacrifices exigés de l'Espagne. Au moment de la déclaration de guerre, d'ailleurs, beaucoup d'Américains, et des plus sensés, blâmaient la conduite du Président. En présence du fait accompli et de la nécessité d'un effort commun de toute la nation, le mouvement de protestation ne pouvait pas et ne devait pas se produire ouvertement, mais ce silence patriotique ne marquait pas une approbation sans réserve.

La guerre de Cuba a mis en relief certaines qualités américaines et montré l'inconvénient d'un défaut géné-

ral d'organisation. Les troupes ont fait preuve de courage et d'endurance ; quelques épisodes, parmi lesquels celui du lieutenant Hobson coulant le *Merrimac* à l'entrée de la baie de Santiago, ont une superbe allure de hardiesse et de sang-froid; mais, d'autre part, des plaintes trop justifiées se sont élevées contre l'insuffisance du service de santé, contre l'irrégularité des approvisionnements, contre l'incapacité du secrétaire à la guerre, M. Alger, et on peut croire que si les Espagnols avaient fait une résistance un peu prolongée, l'armée américaine n'aurait pas été en mesure de tenir la campagne pendant la saison chaude sans subir d'immenses pertes. L'enivrement de la victoire lui-même n'a pas fait oublier aux Américains le danger terrible auquel les avait exposés l'inaptitude de l'administration militaire; une commission a été instituée pour établir les responsabilités et il est à croire que la leçon servira.

Les États-Unis ne peuvent pas compter sur une faveur de la fortune ou sur la démoralisation d'un adversaire pour échapper à d'autres dangers qui résultent de leur victoire même. Cette victoire a donné une poussée extraordinaire à l'impérialisme et certaines personnes semblent craindre qu'elle allume dans le cœur des Américains un appétit excessif de conquêtes. De plus, elle leur impose une charge toute nouvelle pour eux, celle d'administrer des pays soumis à leur protectorat ou à leur domination directe.

Je ne crois pas beaucoup, pour ma part, à l'entraînement abusif de l'impérialisme américain; je n'y vois une menace bien sérieuse ni pour la paix du

monde, ni pour l'esprit de libre entreprise qui a toujours caractérisé les Yankees. Les plus ardents parmi les *Jingoes* du Nouveau Monde ne songent pas à brûler ce qu'ils ont adoré, à sacrifier le développement économique à la puissance politique, l'initiative privée à la gloire nationale, la libre et féconde expansion de la race à un idéal de conquêtes armées; ils estiment seulement que le développement économique peut être utilement servi aujourd'hui par un certain degré de puissance politique, que l'initiative privée trouvera son compte à un peu de gloire nationale, que la libre et féconde expansion de la race profitera de telles et telles conquêtes armées. Ils ne rêvent pas un rêve héroïque. — Mais, dira-t-on, les États-Unis, en se laissant saisir par l'engrenage des complications internationales, seront entraînés plus loin qu'ils ne le croient, voyez ce qui se passe déjà aux Philippines. Sans doute, il y a là un danger, mais il ne faut pas perdre de vue que les Américains sont garantis contre lui dans une large mesure par leurs habitudes. Dans les affaires privées, les Américains ne s'entêtent pas; ils sont très prompts, au contraire, à liquider une entreprise mal engagée — plus prompts parfois que l'honnêteté commerciale ne l'exigerait — très prompts aussi à se retourner. Dans les relations internationales ils apporteront vraisemblablement les mêmes procédés; ils les traiteront comme des affaires, *on strict business principles;* et cela d'autant plus aisément que leur impérialisme est essentiellement opportuniste, subordonné aux circonstances, non pas rigide, logique et chatouil-

leux sur le point d'honneur. J'imagine qu'ils sauraient abandonner sans fausse honte un projet politique reconnu plus dangereux qu'utile, de même qu'ils persévéreraient invinciblement dans une entreprise difficile, mais reconnue nécessaire. Bref, ils feront dans leurs chancelleries ce qu'ils font tous les jours dans leurs magasins et dans leurs usines. Ils capituleront, ils liquideront, ils iront même au devant de la faillite, plutôt que de se laisser entraîner dans une voie fâcheuse.

Quoi qu'il en soit de leur aptitude à enrayer l'impérialisme et ses entreprises dans l'avenir, les Américains se trouvent dès aujourd'hui aux prises avec le problème grave qu'ont fait naître leurs conquêtes : Il leur faut administrer ce qu'ils ont conquis.

C'est là sinon un danger, du moins une sérieuse difficulté. La tâche est nouvelle pour les États-Unis, et le personnel des fonctionnaires auquel elle incombera ne possède ni expérience, ni, en général du moins, honorabilité.

En somme, les États-Unis se trouvent conduits par les circonstances à jouer un rôle public à l'extérieur avant d'avoir organisé sur une base saine et normale leur recrutement administratif à l'intérieur. Il leur faut exporter des fonctionnaires qu'ils n'ont pas encore fabriqués.

Est-ce à dire que l'obstacle soit insurmontable? Non certes, il y a en Amérique des éléments de gouvernement latents qui ont été peu utilisés jusqu'ici, mais qui peuvent l'être. Il existe d'énormes réserves d'énergie et de bonne volonté qui se sont manifestées par

moments d'une manière isolée et sans suite, mais qui imposent à l'occasion le maintien de l'ordre public; il s'agit surtout de régulariser leur emploi.

Les faits que j'ai présentés pour caractériser la corruption des pouvoirs publics, expliquent les appréciations très défavorables dont la société américaine est souvent l'objet. Les personnes qui jugent une nation par son gouvernement ne peuvent pas avoir confiance dans l'avenir de l'Amérique, mais celles qui connaissent la merveilleuse énergie dont elle fait preuve tous les jours dans mille entreprises diverses, qui l'ont vue à l'œuvre et qui ont apprécié sa valeur, ne sauraient la considérer comme une société finie. Tout au contraire, c'est une société qui se forme; elle ne se forme pas sans secousses, mais elle est de taille à les supporter. Les lecteurs qui ont bien voulu me suivre dans les différents chapitres de cet ouvrage admettraient difficilement sans doute que ce peuple toujours grandissant, ce peuple laborieux et actif, se laisse ruiner par des politiciens sans aveu. Il y a, il est vrai, un saisissant contraste entre la vigueur saine de la vie privée et la corruption de la vie publique, mais on peut expliquer ce contraste. Tout d'abord, il faut se rendre compte des éléments de résistance qui se trouvent dans la nation et du rôle qu'ils jouent dans certaines circonstances graves.

Ces éléments, nous les connaissons déjà; nous avons rencontré des hommes qui, prenant en main quelques-uns des intérêts généraux que les pouvoirs publics n'atteignent pas, les organisent au moyen de fondations

particulières ou d'associations de bien public; ils vont maintenant nous apparaître sur un nouveau théâtre.

II. — COMMENT ON SUPPLÉE L'ACTION PUBLIQUE, QUAND LES INTÉRÊTS PRIVÉS L'EXIGENT.

Les Américains ont été jusqu'ici dans la situation d'un capitaine de navire apprenant au moment d'une tempête que son cuisinier le vole; évidemment, ce capitaine ne va pas quitter la passerelle pour examiner ses comptes; il a bien autre chose à faire et, tant que la tempête durera, le cuisinier pourra jouir de l'impunité; de même, quand on vient dire aux Américains que leurs politiciens les volent, ils vous répondent d'ordinaire : « Parbleu, je le sais bien! »

Tant que les affaires marchent, tant que les politiciens ne se trouvent pas en travers de la route, ils échappent donc sans trop de peine aux châtiments qu'ils méritent; mais dès que leur action funeste se fait sentir dans le domaine de l'activité privée, c'est merveille de voir avec quelle désinvolture on sait se débarrasser d'eux.

A ces hommes qui travaillent, le respect matériel de la propriété est aussi utile que le respect de la discipline aux marins. Un colon qui défriche la prairie pour y semer du blé ne peut pas réussir si son voisin fainéant vient le lui enlever au moment de la moisson. Un *ranchman* qui fait venir à grands frais des animaux reproducteurs, perdrait son temps si on pouvait les lui voler; mais le colon ou le *ranchman* assez énergi-

ques pour aller se créer une exploitation dans quelque solitude perdue de l'Ouest, ne se laisseront pas faire la loi par de mauvais drôles, et, si personne ne les protège, ils se protégeront bien tout seuls.

En ville, le banquier, le commerçant, l'industriel, qui acceptent de patauger dans la boue pour aller à leurs affaires, parce qu'ils arrivent tout de même, ne permettront pas pour cela que la canaille vienne forcer leur caisse. Si la police ne suffit pas à arrêter les malfaiteurs, ce sont eux qui feront la police. Avant tout, ils veulent avoir la liberté de travailler, la plus sainte, à coup sûr, de toutes les libertés.

Or la police américaine a parfois des faiblesses et certaines contrées encore à moitié désertes n'ont pas de police du tout. L'ordre matériel serait donc gravement troublé si les particuliers ne venaient pas de temps à autre la suppléer.

Le cas se présente assez souvent pour avoir un nom dans le langage américain, c'est le lynchage. A défaut d'autres juges, le juge Lynch, représenté par un groupe d'honnêtes gens du même voisinage, suspend aux branches du premier arbre venu le criminel convaincu de son crime.

Je sais que la loi de Lynch est généralement considérée en France comme un symptôme de barbarie. Les magistrats n'ont pas assez de formules de blâme pour stigmatiser une loi qui se met au-dessus des lois, et on les suit volontiers dans cette appréciation sévère; mais, si les honnêtes gens d'Europe pensent ainsi, les honnêtes gens d'Amérique pensent tout

autrement. Nous raisonnons en individus protégés; eux raisonnent en individus non-protégés.

En second lieu, l'habitude de l'action prompte autant que la nécessité, poussent les Américains à laisser de côté les formes lentes et compliquées de la justice européenne. Quand un individu a très positivement tué ou volé, qu'on n'a aucune prison pour l'enfermer, aucuns geôliers pour le garder, il leur paraît raisonnable de le pendre sans retard. De plus, l'habitude de l'action personnelle les rend capables de prendre une décision grave, d'assumer une responsabilité. Ce qu'ils croient juste, ils le font sans crainte.

Enfin, je le répète, la nécessité les contraint à agir ainsi. Dans les solitudes de l'Ouest on n'a pas besoin de raisonnements philosophiques pour comprendre que chacun possède le droit de faire régner l'ordre autour de soi; et quand, dans une grande ville la police ne suffit plus à sa tâche, on a la même impression; cependant la loi de Lynch n'affecte pas la même allure sur la prairie et dans les centres populeux où on l'applique.

Sur la prairie, les jugements sont particulièrement sommaires. Un *ranchman* a eu des chevaux enlevés, il monte à cheval avec deux ou trois de ses voisins et galope pendant deux jours à la recherche du voleur. Gare au paisible voyageur qu'il trouvera sur son chemin! Si les apparences sont contre lui, si sa présence ne paraît pas justifiée, s'il s'embrouille dans ses réponses, le tribunal improvisé qui le cite à sa barre le condamnera sans merci. Il y a eu des erreurs fâcheuses

commises ainsi, c'est incontestable, et les excuses que viennent présenter parfois des lyncheurs repentants à la veuve de leur victime ne sont pas suffisantes pour les compenser; mais comment remédier à cela? Il n'est pas possible de faire régner une exacte justice sur des espaces à moitié déserts.

La plupart du temps, dans les villes où il se produit, le lynchage est entouré au contraire de sérieuses garanties; ce n'est plus un jury de hasard qui prononce la peine capitale, mais un *Comité de vigilance* permanent, composé de citoyens honorables, jugeant en équité des criminels sur la culpabilité desquels il ne peut s'élever aucun doute. Non seulement il poursuit directement les malfaiteurs, mais il réforme les jugements de la justice officielle quand ils lui paraissent entachés d'une erreur grave. Le Comité de vigilance tient donc la place d'une véritable juridiction; il n'est pas reconnu en droit, mais il est admis en fait, et les bons citoyens mettent leur confiance en lui parce qu'il ne se laisse pas corrompre.

Sans lui, la vie serait impossible dans certains centres miniers de l'Ouest et dans certains ports du Sud. A San Francisco, il a eu fort à faire pour assurer un minimum indispensable d'ordre public; à Denver, il est parvenu à pacifier la ville, jadis rendez-vous des gredins de la pire espèce; à la Nouvelle-Orléans, il est parvenu récemment à arrêter la domination naissante de la *Maffia* sicilienne.

On sait que l'Italie en général et la Sicile en particulier est la terre promise des bandits; bandits des

Abruzzes, bandits napolitains, bandits palermitains, ont fondé nombre d'associations secrètes, *Camorra, Mala Vita, Maffia,* etc., dont le but essentiel est de faire vivre leurs membres aux dépens de la population laborieuse. En dépit de la justice officielle et des gendarmes du roi Humbert, ils y réussissent souvent, comme on sait. L'immigration ayant amené à la Nouvelle-Orléans un assez grand nombre de Siciliens, une branche importante de la *Maffia* s'y était organisée depuis quelques années et, grâce aux défaillances de la justice, elle commençait à prospérer comme dans la mère patrie, quand, en 1890, un chef de la police énergique, M. Hennessy, entreprit de mettre un terme à ses méfaits. C'en fut assez pour que le grand conseil de la *Maffia* le condamnât à mort et, peu de jours après, la sentence était exécutée par les membres de l'association que le sort avait désignés. Saisis et traduits devant le Jury criminel, les assassins furent acquittés. Les jurés craignant la terrible vengeance de la *Maffia,* impressionnés par l'exemple du meurtre dont ils avaient à juger les auteurs, faillirent à leur devoir et innocentèrent les coupables pour sauver leurs propres vies. La situation, on le voit, devenait grave. C'était l'impunité assurée à tous les crimes et la tyrannie de la *Maffia* s'étendant sur la Nouvelle-Orléans comme sur Palerme. Heureusement, le Comité de vigilance était moins faible que le Jury. Grâce à lui, les assassins de M. Hennessy furent empoignés et solidement pendus, à la grande satisfaction de tous les honnêtes gens.

Bien entendu, cette justice sommaire, si éloignée de nos habitudes européennes, ne devait pas être du goût des diplomates italiens accrédités à Washington. De là le différend italo-américain dont mes lecteurs se souviennent sans doute, et dont nous n'avons pas à suivre ici la curieuse histoire.

Les Comités de vigilance sont généralement soutenus par la presse, organe en cela du sentiment public. Parfois même, ils trouvent en elle un puissant secours et combinent leur action avec la sienne. La presse dénonce publiquement les fauteurs de désordres, toujours admis d'ailleurs à présenter leur défense dans les colonnes du journal accusateur; elle fait ainsi, au grand jour, une sorte d'instruction préliminaire qui facilite la tâche du Comité de vigilance. Cela a lieu surtout dans les moments de troubles graves, ou bien à la naissance des cités minières toujours encombrées d'aventuriers de toutes sortes. J'ai raconté, comment, à Denver, il y a quelques années, les typographes du journal *Les Nouvelles des Montagnes Rocheuses* travaillaient avec des armes à portée de leur main; le directeur ne sortait pas dans la rue sans entendre siffler des balles autour de lui; jamais gendarme ou juge d'instruction ne furent soumis à un régime d'intimidation plus intense : c'est qu'ils faisaient réellement métier de gendarmes et de juges, avec cette différence qu'ils étaient personnellement et hautement intéressés au résultat de leurs poursuites; il leur fallait trouver et châtier les coupables ou bien abandonner la place devenue intenable. Aucune répression officielle

ne pouvait donc être aussi efficace que la leur.

Rappelons enfin que les Comités de viligance conservent leur rôle utile, même quand ils ne font pas pendre les gens. Le Comité des soixante-dix, formé à New-York en 1871 pour l'examen des comptes municipaux, n'a pas prononcé de sentence capitale, mais il a rendu service à la ville et il est devenu plus tard le noyau de la réaction électorale honnête.

Ce n'est pas seulement dans le domaine de la Justice que les Américains se garantissent par l'initiative privée contre les défaillances possibles de l'action publique. Leurs fonctionnaires, à quelque ordre qu'ils appartiennent, sont arrêtés dans beaucoup de cas par suite de la responsabilité personnelle qu'ils encourent à propos des actes de leur administration.

En France, un fonctionnaire est sacré. Quand il agit comme fonctionnaire, il ne doit compte de sa conduite qu'à ses supérieurs hiérarchiques, non au public considéré comme son inférieur. S'il outre-passe ses pouvoirs et lèse un droit, c'est un tribunal administratif qui en juge; le particulier lésé a donc peu de chances d'obtenir réparation et il lui faut, pour les conserver, se soumettre à de nombreuses et coûteuses formalités; en plus, il n'obtiendra rien si le fonctionnaire peut prouver qu'il a agi dans la limite des droits que lui conférait sa fonction, quand bien même l'exercice de ces droits aurait causé un dommage reconnu : c'est ce qu'on appelle la *garantie administrative*. En Amérique, rien de tout cela : dans le fonctionnaire, on voit d'abord l'homme, et si cet homme

cause un dommage quelconque, il le paie comme tout le monde; comme fonctionnaire, il est plus souvent exposé qu'un simple citoyen à froisser les intérêts privés, voilà tout son privilège.

De cette manière, la tyrannie administrative est rendue très difficile; on laisse un politicien tripoter dans les caisses publiques, mais si un officier de police vous fait arrêter sans motif suffisant, on l'attaque en justice comme le premier pick-pocket venu. La vie privée est bien défendue, en somme, contre l'envahissement de la vie publique, et c'est une des raisons qui permettent à l'Amérique de progresser toujours, malgré la corruption de ses politiciens.

Une autre raison, c'est que la sphère d'action des pouvoirs publics est non seulement délimitée avec soin, mais encore très restreinte; le particulier délègue à son *township* et à son comté le moins possible de ses droits politiques; le township et le comté font de même vis-à-vis de l'État. L'État fait de même vis-à-vis du gouvernement fédéral. Dans cette société, le particulier occupe le faîte, les pouvoirs s'abaissent à mesure qu'ils s'éloignent de lui. C'est précisément le contraire de ce qui se passe chez nous.

III. — LE CARACTÈRE RESTREINT DES POUVOIRS PUBLICS.

Je ne veux pas affliger mes lecteurs d'un cours de droit administratif américain. Le sujet a souvent été traité et épluché par nombre d'auteurs; il est donc connu et, de plus, nous sommes portés à en exagérer l'importance outre mesure.

On ne peut pas vivre en Amérique sans être frappé du peu de place qu'y occupe l'action publique. Certains services d'utilité générale sont absolument inexistants. Par exemple, on laisse déboiser les flancs des Monts Alleghanys sans opposer aucun obstacle à la fantaisie des particuliers, et de fréquentes inondations causent dans les plaines environnantes de graves désastres. En revanche, quelque entreprise qu'on veuille faire, il est rare que l'on trouve le gouvernement sur son chemin, encore plus rare qu'on l'appelle à son aide. Imaginez par la pensée la suppression de tout pouvoir public aux États-Unis, une foule d'institutions continueraient leur marche sans s'en apercevoir, parce qu'elles sont réellement indépendantes. Ce serait donc donner une fausse idée de la vie américaine que de faire figurer, dans un ouvrage ayant pour but de la décrire, de longues considérations sur l'organisation politique.

De même, il y a peu d'intérêt à connaître dans le détail les formes administratives employées aux États-Unis, parce que le trait dominant de la constitution est d'attacher peu d'importance aux formes.

Au lieu d'étudier un rouage gouvernemental dans les textes législatifs, il vaut mieux, par conséquent, se borner à en observer la physionomie matérielle. Nous aurons ainsi une impression vivante et nous saisirons mieux le caractère restreint des pouvoirs publics américains.

Il existe d'ailleurs une circonstance qui facilite singulièrement cette observation, c'est que l'Amérique

possède une ville consacrée tout entière à la vie politique. Allez à Washington, vous n'y trouverez ni industrie, ni commerce, sauf l'industrie et le commerce de détail que nécessite la présence de familles riches. Ce n'est pas, comme Paris, une capitale à la fois politique, commerciale, financière, artistique, littéraire : c'est simplement une capitale politique.

De là, le cachet artificiel et officiel qui frappe dès qu'on y arrive. Cela rappelle Versailles par certains côtés : des avenues démesurément larges, bordées de maisons généralement peu élevées, qui les font paraître plus larges encore; une circulation rare qui donne l'idée de la solitude, quand on vient de New-York ou de Philadelphie; une profusion de statues à la mémoire de généraux et d'hommes d'État américains; enfin le Capitole, centre mathématique de la ville, et la dominant du haut de la colline sur laquelle il dresse sa haute coupole entre deux grandes ailes de marbre blanc.

C'est à peu près le seul monument imposant. Les autres bâtiments officiels paraissent mesquins à des yeux européens, habitués au déploiement de pompe dont s'entoure le pouvoir chez nous. La Maison-Blanche, demeure du Président des États-Unis, a les proportions d'une grande villa; c'est la résidence d'un riche bourgeois, beaucoup plus qu'un palais. L'aspect extérieur en est agréable, surtout du côté du Potomac, grâce au grand square public qui s'étend devant elle; à l'intérieur, rien d'extraordinaire, sinon le mauvais goût qui règne dans la décoration de certaines

pièces. Le salon bleu (*blue room*), où a été marié M. Cleveland, lors de sa première présidence, se fait remarquer tout particulièrement par l'odieux éclat de ses dorures; un autre salon vert n'est guère moins laid; il faut se mettre à la fenêtre pour reposer ses yeux sur les pelouses fleuries du jardin.

Je suis accompagné et guidé dans ma visite à la Maison-Blanche par un membre de la Chambre des Représentants, qui m'offre d'aller saluer le président Harrison. Par un escalier étroit, nous montons des appartements du rez-de-chaussée à son cabinet, une pièce sans apparat entourée de bibliothèques; le Président cause avec nous quelques minutes, plus que ne le ferait un homme d'affaires occupé, s'enquiert du but de mon voyage aux États-Unis avec l'air d'un homme dont c'est le métier de demander ces choses-là aux gens qu'on lui amène; nous lui serrons la main et nous voilà repartis. Ce n'est pas compliqué, comme on voit, d'aborder le chef de l'État.

De la Maison-Blanche, nous nous rendons aux différents ministères; leurs proportions sont modestes en comparaison des nôtres, et cependant j'ai là sous les yeux tout l'appareil de centralisation administrative d'un immense pays, deux fois plus peuplé que la France et trente ou quarante fois plus étendu. A New-York, à Philadelphie, à Chicago, certains *business buildings* sont aussi grands que les ministères. Tous n'ont pas d'ailleurs de bâtiments séparés : l'intérieur, la guerre et la marine sont réunis dans une large construction, placée à l'ouest de la Maison-Blan-

che et faisant le pendant du *Treasury Department*, ou ministère des finances. Le ministère de l'agriculture est isolé au milieu de jardins d'essai; il se contente de faire des statistiques et des expériences d'acclimatation : c'est à proprement parler, un bureau d'informations; de même l'*Office of Education*, simplement chargé de rassembler des documents sur la question de l'instruction publique, que chaque État organise à sa manière. Voilà cependant deux énormes bâtiments officiels se faisant face : ce sont le *Post-Office* et le *Patent-Office*, l'Hôtel des Postes et celui des Patentes. On comprend que la poste soit une grosse administration dans un pays aussi vaste que les États-Unis et, quant au *Patent-Office*, c'est simplement un dépôt de brevets d'invention; ses larges proportions indiquent donc non pas la puissance du gouvernement, mais la puissance de l'initiative privée, de l'esprit chercheur des Américains. Tous les quinze jours en moyenne, le *Patent-Office* publie un assez gros volume de texte serré, à deux colonnes, décrivant les inventions brevetées; dans la même année, on a inscrit une fois vingt-trois brevets différents pour des perfectionnements de sièges.

Les ministres, comme le Président, sont facilement accessibles. Guidé par mon ami le député, j'en vois quatre dans la même matinée; il est vrai que je n'ai rien à leur demander, ce qui explique leur empressement à me recevoir. Partout d'ailleurs l'absence de formalisme éclate. J'assiste à une séance du Sénat. La salle carrée où se réunissent les quatre-vingts séna-

teurs de l'Union ressemble à peu près à nos amphithéâtres de facultés; le président occupe une chaire peu élevée, chacun parle de sa place; peu de mise en scène. Au lieu des huissiers à chaîne que l'on voit chez nous, de petits garçons de dix à quatorze ans environ vont porter les lettres, dépêches et billets que leur remettent les sénateurs. Quand un législateur a besoin de leurs services, il claque des doigts; aussitôt l'un d'eux court comme un jeune lapin au milieu de la salle, pour répondre à son appel, sans aucun respect pour la majesté de la Chambre haute. Pendant ce temps-là, ses camarades inoccupés s'asseyent sur les marches de l'estrade présidentielle, y jouent, s'y roulent.

Les tribunes publiques sont à peu près vides, soit au Sénat soit à la *House of Representatives;* mettez de côté les deux ou trois questions qui passionnent l'opinion parce qu'elles touchent à de graves intérêts, questions douanières ou monétaires en général, on ne s'intéresse guère en Amérique à ce qui se passe ici en temps normal; la vie de la nation n'est pas concentrée ici. Aussi les journaux de New-York ou de Chicago ne s'avisent-ils pas de reproduire les discussions des Chambres fédérales. Le citoyen de ces villes est bien plus préoccupé, — quand ses affaires lui en laissent le temps, — de l'administration locale que de l'administration fédérale; elle l'atteint bien plus. C'est à la municipalité surtout qu'il paie des taxes; c'est là surtout qu'il a besoin de surveiller ses mandataires. Au moment des élections du congrès et des élections présidentielles, on voit, il est vrai, régner dans le pays

une émotion considérable, mais cela s'explique aisément, d'abord par la passion qu'apportent dans la lutte les politiciens, pour lesquels le succès ou la défaite est une question de subsistance, ensuite par le grand intérêt des deux ou trois points sur lesquels diffèrent les *platforms* des républicains et celles des démocrates.

J'ai assisté en 1896 à l'élection qui a porté M. Mac-Kinley à la Présidence des États-Unis; au témoignage de mes amis américains elle compte parmi les plus disputées. Derrière le paravent du « *Free Silver* », de la frappe libre de l'argent, certains partisans de Bryan faisaient campagne en effet contre les institutions américaines en faveur du socialisme et de l'anarchisme, et leurs attaques avaient déterminé une puissante réaction des hommes d'ordre. Nous avons vu comment beaucoup d'entre eux avaient sacrifié leurs préférences de parti à un sentiment supérieur de patriotisme. Rien d'étonnant, par conséquent, à ce que la lutte fût très chaude. Presque chaque jour, pendant les deux mois qui précédèrent le scrutin, une ou plusieurs manifestations se produisaient dans les différentes villes où je me trouvais, manifestations bruyantes, accompagnées de tambours et d'instruments de cuivre, mais régulières et ordonnées comme une promenade militaire. Au surplus, elles étaient organisées d'avance, à frais d'argent le plus souvent, et portaient la trace d'une préparation laborieuse. Par exemple, cent individus vêtus d'une sorte d'uniforme de toile blanche qui donnait à leur groupe l'aspect

d'une société de gymnastique, parcouraient les rues, musique en tête, portant des transparents avec des devises, des professions de foi laconiques : « *Sound money, Grand old Party* » pour les Républicains, « *Free Silver, 16 to 1.* » (Rapport de l'or à l'argent pour les Bryanistes). Un soir, dans une petite ville de Pensylvanie, c'étaient des jeunes gens, au nombre d'une trentaine qui, précédés de l'inévitable musique, se rendaient en cortège sous les fenêtres du journal local adverse, portant chacun sur l'épaule avec le plus grand sérieux du monde, un immense balai destiné à montrer comment ils balaieraient leurs ennemis. Peu de spontanéité dans ces manifestations ; elles n'éclatent pas inopinément par le choc des circonstances, elles sont dirigées et disciplinées. Chaque parti a soin qu'il y en ait à intervalles suffisamment rapprochés dans les différents centres et subvient aux frais qu'elles occasionnent. « Nous avons dépensé beaucoup d'argent pour les musiques », me disait ingénument au lendemain de l'élection un partisan important de MacKinley.

Toutefois l'effort le plus vigoureux se fait par la parole et par la plume. *Meetings* de toutes sortes avec conférencier plus ou moins illustre, dans les grandes salles de réunions ou en plein air. Des hommes d'un mérite sérieux font des *tournées*, répétant le même discours quinze jours de suite dans quinze localités diverses et reçoivent le prix de leur éloquence. Quand aux chefs de parti, aux *bosses*, ils sont tenus à plus de variété, chacune de leurs harangues étant reproduite

d'un bout des États-Unis à l'autre et indiquant l'orientation qu'ils donnent au mouvement. Toutefois, les électeurs veulent plus encore; autant que possible, il faut leur montrer et leur faire entendre le candidat lui-même; maintes fois, Bryan a été secoué dans la couchette de son *Pullman-car* par un ami obligeant lui annonçant qu'un groupe de citoyens, ayant appris qu'il passerait à six heures du matin à la petite gare de N. le priait de leur adresser quelques mots pendant les cinq minutes d'arrêt du train. Et l'infortuné, s'enveloppant dans un manteau, paraissait sur la plateforme et répétait devant ce public matinal quelques lambeaux de son *speech* de la veille.

Tant de bruit, tant de manifestions, tant de paroles ne vont pas sans une grande excitation de part et d'autre. « Vous pourriez croire que nous sommes à la veille d'une révolution violente, me disait un Américain de marque quelques jours avant les élections; mais n'en croyez rien; lorsque le résultat aura été proclamé, ceux-là mêmes qui seront vaincus se soumettront sans hésitation ni retard au verdict populaire, reconnaissant qu'ils ont perdu la partie, mais désirant être beaux joueurs. Il y a dans notre peuple un *sens de la loi* et une habitude de « *fair play* » (mot à mot : de *beau jeu*) qui nous évitent le désordre. »

En effet, au lendemain de la lutte, il se produisit un soudain apaisement. Le soir même du scrutin, dès que les dépêches reçues firent prévoir d'une manière à peu près assurée le triomphe de Mac-Kinley, son adversaire Bryan s'empressa de lui télégraphier ses

félicitations. Il paraît d'ailleurs que c'est l'usage en pareil cas et cet usage est honorable. Sans doute, le nouveau Président reçoit à ce moment quelques compliments plus sincères que ceux de son compétiteur, mais, d'autre part, celui-ci, en les adressant, donne une sorte de ratification au vote. Il reconnaît implicitement que la lutte a été loyale; il s'interdit toutes attaques contre les opérations électorales; enfin, il les interdit aussi à son parti, de sorte que la plus haute magistrature du pays se trouve immédiatement hors de conteste.

L'ensemble de la population accepte d'ailleurs sans arrière-pensée le résultat du vote. Le soir même du scrutin, j'avais voulu me rendre compte de la physionomie de la rue. Une certaine excitation régnait surtout aux alentours des bureaux des journaux près desquels une grande foule se trouvait réunie pour connaître les dépêches. Au théâtre, à chaque entr'acte, le rideau de la scène transformé en toile à projections lumineuses reproduisait les résultats connus; chacun d'eux était accueilli par une salve d'applaudissements, de sifflets — on sait qu'aux États-Unis le sifflet est la marque de l'enthousiasme débordant — de cris de triomphe, auxquels se mêlaient à peine quelques murmures. Nulle part aucun désordre, aucune récrimination violente, mais un sentiment général que le temps de l'effort utile étant passé, il n'y avait plus lieu de se donner de la peine. Cette attitude générale des électeurs prouve un degré d'éducation politique assez rare. Ce ne sont pas des enfants qui pleurent et crient

bruyamment parce qu'ils ont perdu leur partie ; ce ne sont pas des malotrus qui abandonnent l'enjeu de mauvaise grâce ; ce ne sont pas non plus des révolutionnaires qui refusent de s'incliner devant la sentence d'un arbitre accepté ; ce sont des hommes qui reconnaissent leur défaite avec loyauté. Au milieu des constatations fâcheuses que nous avons eu l'occasion de faire en ce qui concerne la politique américaine, il y a là un symptôme important d'esprit public, et une garantie sérieuse contre les révolutions violentes et les coups de main. C'est grâce à cet esprit public, grâce à ce sens général de soumission à la loi que les États-Unis ont pu maintenir l'ordre sur leur immense territoire avec une armée extrêmement peu nombreuse. Nos gouvernements européens ne se croiraient pas en sûreté à l'intérieur, — et ils auraient raison, — s'ils ne sentaient pas derrière eux cette immense force publique qui, du général au soldat et au gendarme, est prête à faire respecter leurs décisions.

D'autre part, le citoyen, qui désire par-dessus tout être libre de ses mouvements, verrait avec inquiétude le Pouvoir central disposer d'un grand appareil militaire, il craindrait de rencontrer là un instrument de tyrannie dangereux entre les mains de politiciens sans scrupules, une menace pour la liberté.

Mais, telle qu'elle a existé jusqu'ici, l'armée fédérale ne peut être ni un soutien bien ferme pour le Gouvernement, ni un objet de crainte pour l'électeur américain ; avant les affaires de Cuba elle se composait de vingt-cinq mille hommes et s'employait presque en-

tièrement sur les réserves » indiennes, tantôt pour les protéger contre l'envahissement illégal des colons, comme nous l'avons vu à propos de l'ouverture de l'Oklahoma, tantôt pour réprimer les révoltes de Peaux-Rouges. En 1890, le ministre de la guerre me montre dans son cabinet une grande carte indiquant la distribution des forces fédérales sur le territoire des États : pas un seul escadron de cavalerie dans l'Est, tout le long de la côte de l'Atlantique ; de loin en loin seulement, quelques poignées de fantassins. Le recrutement s'opère par enrôlements volontaires, bien entendu. Quand il y a des vides à combler, on le fait savoir au public par voie d'affiches, on *advertise*, comme toute personne offrant un emploi, témoin cette affiche que je rencontre à la poste de Cincinnati :

« ARMÉE DES ÉTATS-UNIS.

« SERVICE DU RECRUTEMENT.

« On demande pour l'armée des États-Unis des hommes vigoureux, de bonne conduite, âgés de vingt et un à trente-cinq ans. »

Suit la mention de la taille et du poids exigés, des avantages offerts, etc. Le tout signé : « Captain James M. Roper 8th cavalry. S'adresser 219 West 4th Street, Cincinnati, Ohio. »

On peut objecter qu'il est dangereux pour un aussi grand pays de se contenter d'une armée si peu nombreuse, que, s'il n'en a pas besoin pour maintenir l'ordre à l'intérieur, il peut être attaqué par une nation

ennemie et se trouver surpris au moment d'un conflit. Jusqu'ici, les États-Unis ont suffi aux nécessités de la défense nationale, d'une part, avec leur marine sérieusement augmentée au cours de ces dernières années, d'autre part, avec les enrôlements volontaires. Quand on a fait appel aux hommes de bonne volonté pour la campagne de Cuba il s'en est présenté, dit-on, un million, et on n'en demandait que deux cent mille. Peut-être, ces troupes improvisées n'auraient-elles pas tenu contre une armée de vieux soldats disciplinés et bien commandés, mais elles ont triomphé des adversaires qu'elles avaient à combattre, et leur victoire n'est pas faite pour diminuer la confiance des Américains dans leur système.

Cette confiance est suffisante pour que jamais leur politique internationale n'ait été influencée par le sentiment d'une infériorité militaire. Dans les difficultés qui se sont élevées depuis une dizaine d'années soit avec l'Angleterre au sujet des Pêcheries de Behring, ou du Vénézuela, soit avec l'Italie à propos du lynchage de la Nouvelle-Orléans, soit avec l'Espagne en dernier lieu, le gouvernement américain n'a certainement pas péché par timidité ou manque de fermeté. L'oncle Sam se rend très bien compte, — et ses adversaires le savent bien aussi, — que s'il emploie d'ordinaire presque toutes ses forces vives à des travaux pacifiques, il n'en est pas moins capable de les diriger utilement à l'occasion vers un autre but.

Les conquêtes récentes ont néanmoins créé la nécessité d'une augmentation de l'effectif militaire. Avec

la tournure que prend la guerre des Philippines, il est difficile de savoir à quel chiffre on s'arrêtera, car on ne peut guère supposer que, même après l'occupation effective du territoire de ces îles, la pacification soit très prompte. Alors qu'on ne prévoyait pas une résistance aussi vigoureuse de ce côté, une armée régulière de cent mille hommes paraissait un maximum. Au congrès de Washington, on ne l'acceptait pas d'enthousiasme, et même dans l'enivrement de la victoire, on ne se laissait pas aller à un accès de militarisme inconsidéré. Quelles que soient donc les exigences momentanées d'une conquête très disputée et les exigences plus durables de la sécurité nationale, on peut être certain que les Américains veilleront jalousement au maintien du système qui leur a réussi jusqu'ici et réduiront au strict nécessaire le chiffre de leur armée permanente. Ils sont très conscients du danger que pourrait faire courir à leurs institutions une forte armée considérable, soit qu'un chef victorieux comme le général Grant après la guerre de Sécession, se crée dans le pays une situation omnipotente, soit que le pouvoir exécutif, quel qu'il soit, cherche dans l'élément militaire un appui contre l'autorité du Congrès. Aussi une majorité considérable a-t-elle repoussé, après la guerre avec l'Espagne, la création d'un grade supérieur de lieutenant-général qui avait été proposée. Cette haute dignité militaire portait ombrage aux partisans du « *self government* ». Elle avait existé pourtant autrefois. Après la guerre du Mexique, pendant et après la guerre de Sécession, plusieurs généraux en furent

investis; mais il est à croire que les souvenirs de Grant ont nui à son rétablissement. Cela montre à quel point les Américains ont l'œil ouvert sur les dangers possibles du militarisme à l'heure même où ils reconnaissent la nécessité de fortifier leur armée.

A côté de l'armée régulière, il y a des milices d'États, destinées à maintenir dans la nation une certaine connaissance des exercices militaires. Ces milices s'organisent plus ou moins sérieusement, sans aucun contrôle du gouvernement fédéral, et ce sont elles qui fournissent le prétexte de tous ces titres de colonels et de généraux dont on est si prodigue en Amérique. J'ai voulu me rendre compte de ce qu'était une de ces milices, celle du Massachusets, une des mieux conduites, me dit-on, et je suis allé à South-Farmingham non loin de Boston, au moment de sa période annuelle d'exercices. Cette période dure douze jours seulement, pendant lesquels les soldats couchent sous la tente, formant un campement de 2.000 hommes environ dans une vaste prairie appartenant à l'État du Massachusets; c'est là que je les vois manœuvrer.

Évidemment, l'œil d'un de nos généraux inspecteurs ne serait pas favorablement impressionné : des officiers, peu sanglés dans leurs uniformes, galopent lourdement sur des chevaux incorrects, grotesquement harnachés d'une buffleterie jaune mal tenue. Les manœuvres manquent d'ensemble et de précision; je remarque un peloton de cavalerie auquel on enseigne l'usage du sabre. Il en a bien besoin, car, à chaque commandement, la plupart des cavaliers décrivent

avec leur arme les courbes les plus inattendues ; s'ils ne se transpercent pas mutuellement, c'est qu'ils sont à bonne distance. Les fantassins exécutent leurs mouvements sans régularité et sans raideur; impossible de dire qu'ils marchent comme un seul homme; au contraire, on a l'impression que chacun d'eux se transporte d'un point à un autre comme s'il était seul.

En revanche, quand on cause avec un soldat, devant la porte de sa tente, on le trouve intelligent et zélé; je demande au premier venu de vouloir bien me montrer son fusil, il m'en explique le mécanisme et les avantages, me racontant qu'on fait merveille au champ de tir avec cette arme et que les Américains sont les premiers tireurs du monde (*the best in the world,* comme toujours). Renseignements pris, j'apprends que vingt-quatre tireurs choisis de la milice du Massachusets se sont rendus en Angleterre pour prendre part à un *match* et ont remporté tous les prix. Il y a donc du vrai dans l'exagération de ce jeune milicien.

Au milieu du camp, je rencontre des jeunes femmes et des jeunes filles qui circulent librement; elles sont venues voir leur mari, leur fiancé, leur frère, et aucun soldat ne se permet la moindre plaisanterie, le moindre sourire; ce ne sont pas des troupiers qui campent ici, ce sont des Américains. La manœuvre est défectueuse, il n'y a pas d'unité, mais l'homme pris isolément est supérieur au soldat que nous connaissons en France.

D'ailleurs, on le traite en homme. Pendant les deux

heures que je passe au camp, je n'entends pas un juron, pas une expression grossière; les chefs commandent sans colère. J'en fais la réflexion à un Américain qui m'accompagne : « S'il en était autrement, me dit-il, le camp serait désert; les jeunes gens qui viennent là y viennent pour s'exercer, non pour s'entendre injurier; ce sont des volontaires; ils ont le sentiment de leur dignité, ils y tiennent et reprendraient bien vite le chemin de leur *home* si elle n'était pas respectée. »

Pas plus que les soldats ne supporteraient des chefs violents, les chefs ne sauraient supporter des soldats indisciplinés; quand il s'en trouve, on se borne à les renvoyer. A la porte du camp, je vois un petit baraquement en planches servant de salle de police; il y a quatre places pour ces 2.000 hommes; deux sont occupées par des civils qui sont venus causer du désordre dans le camp et que l'autorité militaire, maîtresse chez elle, comme il convient à une autorité américaine, a fait mettre sous clef; les deux autres sont vides; il est clair que la discipline ne repose pas ici sur la crainte des punitions, et on peut dire que la contrainte est absente de ce camp; c'est une réunion de gens de bonne volonté. L'État du Massachusets paie largement leurs services, d'ailleurs; chaque milicien reçoit 24 dollars par an et sert douze jours, soit dix francs de solde par jour; il est vrai qu'il est chargé de se nourrir lui-même, mais, à ce prix-là, aucun de nos pauvres pioupious ne regretterait sa gamelle, sans doute!

En quittant les *camp grounds*, je me trouve tout à fait réconcilié avec la milice du Massachusets. La première impression défavorable s'efface; j'oublie la gaucherie de la manœuvre et je ne me souviens plus que de la valeur individuelle des soldats avec qui j'ai causé, de l'ordre qui règne spontanément, du caractère autonome de cette petite armée. Au fond, ce que je vois ici ressemble à ce que j'ai vu partout aux États-Unis : chaque organisme, chaque individu conserve le plus qu'il peut toute son indépendance; de là le caractère restreint et spécial des pouvoirs publics, auxquels on laisse fort peu à faire. Cela nuit sans doute aux effets d'ensemble dont nous avons l'habitude ; nous pensons qu'il n'y a que désordre dans cette liberté, mais les efforts individuels sont plus énergiques, et, quand ils convergent vers un même but, par un choix spontané de chaque volonté, leur puissance est incalculable. C'est ce qui fait la force de l'Amérique.

CHAPITRE HUITIÈME

La vie intellectuelle aux États-Unis

I. L'instruction de la jeunesse. — II. Les professions libérales. — III. Les journaux et les revues. — IV. Auteurs américains. — V. Le goût des arts.

Après l'examen rapide que nous avons passé des diverses branches de l'activité américaine, il reste cette impression que les travaux de l'esprit doivent être assez négligés par ce peuple si ardent à la lutte dans sa poursuite des biens matériels. On ne s'attend pas à trouver beaucoup de lettrés parmi tous ces *ranchmen,* ces agriculteurs, ces marchands et, de fait, il n'y en a guère. Sauf à Boston, où une société anciennement constituée, riche depuis longtemps, se pique d'une culture raffinée, on rencontre peu de gens adonnés entièrement à la science, à la littérature ou à l'art.

Mais ce n'est pas à dire pour cela que toute activité intellectuelle soit bannie des États-Unis. En premier lieu, le commerce, la banque, les affaires en général, ont besoin de combinaisons de tête, plus encore que d'efforts matériels; ceux qui y réussissent ne sont pas

les plus vigoureux corporellement, mais les plus habiles. De plus, certaines connaissances sont, sinon indispensables, du moins fort utiles à l'homme d'affaires, dès qu'il s'élève à un certain niveau. Enfin, les applications industrielles des sciences, si nombreuses aujourd'hui, font de ces sciences de véritables auxiliaires du travail.

Aussi les Américains, très désireux de pousser la nation entière en avant dans les voies du progrès, très désireux de s'armer eux-mêmes le mieux possible en vue de la lutte pour la vie, ont-ils donné à l'instruction publique un essor considérable.

I. — L'INSTRUCTION DE LA JEUNESSE.

C'est surtout du côté des écoles primaires que s'est portée leur attention, et cela s'explique; leur but est en effet de munir chacun d'une certaine dose de savoir, suffisante pour le mettre à même de se développer ensuite suivant les circonstances. Il ne s'agit pas de faire des savants, il s'agit d'empêcher qu'un homme de valeur se trouve arrêté plus tard dans son essor par le manque d'instruction première; c'est bien là l'idée directrice qui dicte les programmes.

Ces programmes varient suivant chaque Etat dans les écoles publiques, suivant chaque école dans les autres; mais le fond est le même partout : lecture, écriture, dessin, calcul, géographie, histoire américaine, très nombreuses leçons de choses, voilà ce qu'on enseigne toujours; dans certaines villes, où

l'élément allemand est puissant, on ajoute l'allemand comme langue vivante obligatoire ; ailleurs, on ajoute un peu d'histoire d'Angleterre ou de physique élémentaire, par exemple.

On n'est pas surmené dans ces écoles primaires. Les cours ne durent guère que sept à huit mois par an ; on n'est même obligé de les suivre que pendant trois mois, en général. De cette façon, aucun enfant utile à son père sur sa ferme ne lui est enlevé par une contrainte légale ; il n'est pas de *farmer* qui ne puisse se passer de l'aide de ses garçons ou de ses filles pendant trois mois de l'année, car partout la morte saison dure au moins ce temps-là.

D'ailleurs, l'école primaire publique est entre les mains des pères de famille. C'est une commission nommée par eux qui choisit les maîtres et maîtresses ; cela les assure mieux qu'une mesure d'ordre général contre toute tyrannie scolaire.

Cela contribue aussi à maintenir l'école dans son rôle normal d'accessoire, d'auxiliaire. Tout le monde est d'accord pour reconnaître l'utilité de cet auxiliaire, mais personne ne songe à lui laisser prendre une attitude envahissante.

Quand un enfant réussit bien dans une de nos écoles françaises, on songe de suite à exploiter la mémoire ou la promptitude d'intelligence qu'il peut avoir, pour lui faire passer des examens et lui procurer ainsi une des nombreuses fonctions que l'État français met au concours. Son aptitude intellectuelle suffit à lui donner un moyen d'existence par elle-même, sans qu'il

ait à l'employer à la poursuite d'un but pratique; aux États-Unis, il n'en est pas de même; l'enfant auquel on reconnaît des aptitudes est simplement préparé par l'école à les mettre lui-même en œuvre plus tard. Il n'y a pas, comme chez nous, beaucoup d'examens procurant beaucoup de places, ni beaucoup de gens aspirant à ces places; les situations sont indépendantes. L'enfant sait par conséquent que, s'il développe à l'école certaines de ses facultés, il devra en trouver l'emploi dans la vie, sans quoi ces facultés développées ne lui assureraient d'ordinaire aucun avenir.

L'instruction est donc donnée par les maîtres et reçue par les élèves avec cette vue saine qu'elle est un instrument utile mis entre les mains de la jeunesse laborieuse, pour faire œuvre productive, non pas un mystérieux talisman destiné à ouvrir la porte d'une carrière toute faite. En Amérique, l'instruction est un moyen, non pas un but, parce qu'en Amérique il n'y a pas de carrière toute faite.

Par suite, elle ne produit pas le déclassement; personne n'attend un moyen d'existence de son seul savoir, mais tous courent vers les occupations utiles, les uns s'aidant de ce qu'ils ont appris à l'école pour se hisser jusqu'à l'indépendance, les autres mettant moins de confiance dans la préparation qu'ils y ont reçue.

A côté des écoles primaires ordinaires, il y a les *High schools*, sortes d'écoles primaires supérieures, où se rendent beaucoup de jeunes gens et de jeunes filles, surtout parmi ceux qui sont élevés en ville. Là,

les programmes sont plus chargés, mais toujours conçus dans un esprit pratique. Les *High schools,* au lieu d'enseigner à leurs élèves des leçons de choses enfantines, leur enseignent ces leçons de choses moins simples qui s'appellent l'histoire naturelle, la chimie, la physique; ajoutez un peu de littérature et d'histoire, et vous aurez à peu près une idée des études qui s'y poursuivent.

Telle est l'instruction primaire. Si vous comparez un élève moyen des écoles primaires américaines avec un élève moyen des écoles primaires françaises, vous trouverez, surtout si vous vous placez dans un milieu rural, que l'élève américain est supérieur. Il sait à peu près les mêmes choses, mais il les sait mieux. Est-ce à dire que les méthodes pédagogiques soient remarquables aux États-Unis? Je ne le crois pas; très souvent, au contraire, l'enseignement est donné par des instituteurs de hasard, qui n'appliquent aucune méthode, mais la clientèle scolaire est plus relevée. Les enfants d'un colon du Far West ont l'esprit plus ouvert qu'un petit paysan français, ils sont plus débrouillés; l'éducation qu'ils reçoivent et les exemples qu'ils voient autour d'eux leur donnent infiniment plus d'initiative; il n'est pas étonnant qu'ils fassent en général de meilleurs élèves. De plus, la vie à laquelle ils sont destinés leur fournira maintes occasions d'utiliser les connaissances acquises à l'école; au lieu de les oublier, ils seront donc portés à les développer; ils en profiteront davantage. Mon expérience personnelle des campagnes de France m'a souvent mis à même de

constater que des jeunes gens, après avoir tracé, à l'école primaire de leur village, de magnifiques pages d'écriture, sont incapables de signer lorsque, à vingt et un ans, on les appelle sous les drapeaux; leurs doigts, habitués à manœuvrer la bêche ou à tenir les bras de la charrue, ne savent plus diriger la plume. Ici, il n'y a pas à proprement parler de paysans : le colon écrit à sa famille, lit des journaux, correspond avec des marchands, tient une comptabilité élémentaire; il ne risque pas de perdre le bénéfice de son instruction.

Si la fortune lui sourit, s'il se lance dans des entreprises un peu considérables, il pourra donc se perfectionner dans la mesure où cela lui sera utile; par exemple, il prendra quelques leçons de tenue de livres, de sténographie, dans un des innombrables *Business colleges* (collèges d'affaires) où on enseigne ce genre de connaissances; il pourra aussi suivre les cours d'une école du soir, ou bien travailler seul dans quelque bibliothèque; nous avons vu que les institutions de ce genre, mises gratuitement au service du public, ne font pas défaut aux États-Unis. Beaucoup de gens les utilisent pour s'aider dans leur marche ascendante, pour *s'améliorer* (*to improve themselves*), selon l'expression typique qu'ils emploient. Je connais un meunier de Saint-Louis, aujourd'hui riche, dont les commencements modestes n'avaient pas été appuyés sur une très forte dose d'instruction; un jour que je visitais avec lui la *Mercantile library,* il me dit : « Tenez, c'est ici que j'ai appris à peu près tout ce que je sais; vers l'âge de vingt-cinq ans, j'avais une santé de fer,

mes affaires commençaient à bien marcher et je me sentais fort ignorant; après la journée finie, je venais m'asseoir à une de ces tables et je lisais. » Ces lectures lui avaient été profitables, car on pouvait causer bien longtemps avec lui sans se douter qu'il n'avait pas fréquenté l'université. Un banquier de New-York me raconte qu'un employé de son bureau, simple comptable, a suivi pendant le temps libre que lui laissaient ses occupations, les cours d'une sorte d'école gratuite d'Arts et métiers, le *Peter Cooper Institute;* il aimait beaucoup le dessin, mais n'avait pas eu les moyens suffisants pour faire un apprentissage sérieux de son art; à force de passer ses soirées au *Peter Cooper Institue,* il fut à même de s'employer lucrativement comme graveur dessinateur, et dit adieu aux chiffres.

Beaucoup d'Américains, parmi les *self made men* (hommes qui se sont faits eux-mêmes), ont acquis de cette manière les connaissances intellectuelles qu'ils possèdent. Obligés de s'adonner dès l'âge de quatorze ou quinze ans à un métier qui les fit vivre, ils n'ont pas pu recevoir une instruction complète sur les bancs de l'école, mais ont profité de toutes les occasions pour combler cette lacune plus tard.

Bien entendu, ils ne la comblent qu'incomplètement dans la plupart des cas; par suite, on ne trouve pas, chez les hommes d'une certaine situation, cette culture générale de l'esprit que nous sommes habitués à rencontrer en France dans un milieu analogue. Le niveau de l'instruction, plus haut chez un *farmer* de l'Ouest que chez un ouvrier français, reste sensiblement le

même chez un commerçant, chez un banquier; seuls, les *university men* (hommes qui ont passé par l'université) tranchent sur le commun.

Je ne voudrais pas faire croire qu'on apprend énormément de choses dans les universités américaines, ce serait donner une impression très fausse, mais on cherche à y former l'esprit des jeunes gens. Les études durent trois ou quatre ans et sont coupées de beaucoup d'exercices physiques, comme dans les universités anglaises; j'ai assisté à Harvard à des concours de *base-ball* qui dénotaient chez les joueurs une connaissance approfondie de ce genre de sport; ils en cultivent plusieurs autres avec succès et gagnent à cela un aspect sain et vigoureux qui fait plaisir à voir.

Ce ne sont pas des enfants qui fréquentent les universités. On y entre de dix-huit à vingt et un ans; on en sort entre vingt et un et vingt-cinq ans avec le grade de *bachelor of arts*, bachelier ès arts, titre qui ne confère aucun privilège, mais recommande simplement le jeune homme qui en est investi comme un *gentleman* instruit et bien élevé.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le nombre des élèves soit restreint. A dix-huit ans, à seize ans même, beaucoup d'Américains sont déjà dans les affaires, nous l'avons constaté plusieurs fois; la règle générale est même de s'y lancer (*to start in business*) avant sa majorité. Quels sont donc les individus qui recrutent le personnel des universités, qui attendent jusqu'à vingt-cinq ans parfois pour commencer l'exercice d'un métier?

Il y en a deux catégories distinctes.

Ce sont d'abord ceux qui se préparent à une profession exigeant une certaine culture littéraire, notamment le barreau, la médecine, le clergé. Ceux-ci ont besoin de l'université pour acquérir cette culture et, lorsque leurs parents ne sont pas en mesure de les y envoyer à leurs frais, ils donnent des leçons particulières, concourent pour l'obtention des bourses, travaillent dans un bureau pendant les longs mois de vacances, s'arrangent d'une manière quelconque pour subvenir eux-mêmes à leur entretien. Dans bien des universités, la moitié des étudiants achètent ainsi par leur propre travail le droit de travailler; ce sont naturellement des étudiants sérieux.

La seconde catégorie se compose des fils de famille dont le père estime que trois ou quatre ans d'études sont un bagage utile dans la vie. Un avocat de Chicago, ancien élève d'Yale et plein d'amour pour son université, me dit qu'il y envoie tous ses garçons vers dix-sept ou dix-huit ans. Quelle que soit la profession qu'ils embrassent, cela leur servira plus tard, et je ne suis pas seul à penser ainsi. Bien des hommes pratiques reconnaissent qu'un jeune homme sorti de l'université a chance de dépasser à vingt-cinq ou trente ans les individus entrés dans les affaires sans cette préparation. Sans doute, l'expérience leur fait défaut au début, mais ils l'acquièrent, et, plus tard, ce sont eux qui occupent en général les situations les plus élevées. On les recherche d'autant plus qu'ils sont plus rares. » Même dans cette catégorie, on trouve peu d'étudiants ama-

teurs, par la bonne raison qu'un père américain s'empresse de couper les vivres à son fils, s'il ne profite pas des sacrifices faits en sa faveur. Le même avocat dont je parlais tout à l'heure, M. M***, a bien soin de me dire que si ses enfants *font mal* à l'université, il les laissera se débrouiller tout seuls et se mettre dans les affaires à dix-sept ou dix-huit ans. Il n'y a pas ici de préjugé qui force le fils d'un homme riche à passer sur les bancs un certain nombre d'années. On peut avoir confiance dans l'efficacité d'une instruction développée pour la formation d'un *gentleman*, mais on n'est jamais cuistre; on ne se croit pas déshonoré parce qu'on n'a pas respiré pendant dix ans l'atmosphère du collège.

D'ailleurs, nous savons par tout ce que nous avons vu qu'il existe bien des manières de se tirer d'affaire sans cela. Les *university men* sont une exception en Amérique, bien que leur nombre tende à augmenter. Même dans les professions libérales, ils n'occupent pas toutes les places, et la manière dont ils y entrent diffère absolument de celle dont nous avons l'habitude en France. Inutile de montrer leur diplôme à la porte, elle est ouverte à tous; c'est à eux de profiter des avantages réels que leur assure une éducation supérieure pour dépasser leurs concurrents. Ils ne sont pas *de droit* seuls avocats, seuls médecins, seuls *clergymen*, seuls ingénieurs, mais, toutes choses égales d'ailleurs, ils se trouvent mieux préparés à faire de bons avocats, de bons médecins, de bons *clergymen*, de bons ingénieurs.

II. — LES PROFESSIONS LIBÉRALES.

Un des fils de M. M*** a voulu suivre la profession paternelle; sorti d'Yale l'année dernière comme *graduate*, c'est-à-dire avec son diplôme de bachelier ès arts, il a voyagé en Europe pendant six mois, puis est revenu à Chicago et fait actuellement son apprentissage d'avocat. Pour cela, son père l'a mis de suite dans son bureau, à un pupitre (*I put him at a desk*), comme un simple clerc. (Il faut dire qu'aux États-Unis les avocats sont en même temps avoués). Là, il fait de la procédure pratique, préparation indispensable, me dit M. M***, pour suivre fructueusement un cours de droit, et la fait assez sérieusement, car il tient la place d'un employé. D'ailleurs il est payé et occupé comme tel, s'échappant seulement deux heures par jour pour aller écouter l'enseignement théorique de la *Law school* (école de droit); le soir, il travaille chez lui. L'année prochaine, la *Law school* lui prendra presque tout son temps, mais au bout de cette période, il passera ses examens et paraîtra à la barre. Total, deux années d'études, dont une consacrée presque entièrement à la pratique. J'étonne beaucoup M. M*** en lui disant que nos futurs avocats font trois à cinq ans de théorie avant de plaider le mur mitoyen; je lui raconte que j'ai écouté moi-même pendant trois ans des professeurs renommés, sans avoir jamais défendu la moindre cause, et que je serais incapable de débrouiller une affaire quelconque; cela lui paraît ex-

trêmement bizarre. « Cependant il ne manque pas de gens dans mon cas, en France, lui dis-je. — Mais pourquoi étudiez-vous la loi alors? — Au fond, cher Monsieur, je n'en sais rien : nous considérons le droit comme un complément d'éducation, tout au moins comme l'occasion d'une récolte de diplômes et, quand nous avons acquis ces diplômes, nous nous reposons. »

Cette conversation, un peu embarrassante pour moi, met bien en relief la manière différente dont un Américain et un Français considèrent l'instruction. Là où ils ne voient qu'un instrument, dont il faut se rendre maître quand on a l'intention de s'en servir, nous voyons, nous, une dignité qu'il y a toujours avantage à conquérir.

Chez eux, la théorie n'est estimée que dans la mesure où elle vient en aide à la pratique; toutes leurs méthodes sont guidées par ce sentiment. Là où il éclate de la façon la plus curieuse, c'est au sujet des sciences exactes, dans lesquelles certains d'entre eux ont acquis une renommée universelle. Personne ne conteste, par exemple, l'importance des progrès que l'acoustique et l'électricité doivent à Graham Bell, à Edison, à Hughes, les inventeurs du téléphone, du phonographe, du microphone, etc. Dans l'application des sciences à l'industrie, ils devancent de beaucoup tous les peuples de la terre; j'ai indiqué plusieurs fois comment les conditions économiques servaient chez eux d'aiguillon au développement du machinisme, mais il faut reconnaître aussi qu'ils sont capables de répondre efficacement à l'excitation de cet aiguillon;

ils inventent à force, imaginent mille appareils ingénieux et enrichissent souvent par leurs efforts répétés le trésor des découvertes scientifiques.

Il semble que les États-Unis devraient renfermer une merveilleuse pépinière d'ingénieurs, et cependant, quand on interroge sur ce sujet un ingénieur français, il vous répond d'ordinaire qu'ils sont extrêmement inférieurs à nos polytechniciens. Ceux-ci n'inventent rien en général, mais on ne saurait sans injustice leur disputer le titre d'érudits scientifiques. Ils apprennent énormément de choses, en retiennent beaucoup, malgré toutes celles qu'ils oublient, et peuvent merveilleusement bien saisir toutes les découvertes nouvelles dues à l'initiative des autres.

Les ingénieurs américains sont réellement inférieurs aux nôtres à ce point de vue. Si vous les sortez de leur spécialité, ils savent peu de choses; un électricien, par exemple, est uniquement un électricien, un mineur, uniquement un mineur, etc. Mais ils ont de leur spécialité une connaissance profonde, et surtout, ils sont toujours en quête de perfectionnements à y apporter. Ils ne sont pas omniscients, comme le polytechnicien, mais ils font, beaucoup plus que lui, avancer les sciences; c'est là leur revanche.

En somme, ils sont très différents des ingénieurs français, parce qu'ils sont formés d'une manière toute différente. Chez nous, un ingénieur est un homme qu'on a bourré jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans de toutes les connaissances possibles; on a développé en lu d'une manière extrême l'aptitude à l'assimilation, on

en a fait un auxiliaire éminent; mais, élevé dans les abstractions, il manque, en général, d'esprit pratique et ne sait pas diriger personnellement une grande affaire, il ne peut que seconder utilement, dans certains détails techniques, celui qui la dirige.

L'ingénieur américain, au contraire, est un jeune homme élevé dès l'adolescence dans les manufactures, mêlé à leur direction pratique, et sachant de la science juste ce qu'il en faut pour comprendre le fonctionnement et bien connaître la construction des machines qu'il a sous les yeux. N'ayant pas de diplôme qui lui assure une place, il lui faut se maintenir réellement à la hauteur des inventions nouvelles; désirant, comme tout Américain, diriger une affaire indépendante, il lui faut en faire lui-même quelqu'une dont l'exploitation sera la source de sa fortune. Aussi les grands ingénieurs, Edison, Westinghouse, sont-ils des *chefs d'industrie,* des inventeurs et des créateurs. Le couronnement de la carrière consiste précisément à être à soi-même son propre ingénieur, à mettre personnellement en œuvre le résultat de son expérience et de sa science.

En d'autres termes, un Américain ne travaille pas toute sa jeunesse avec l'idée de se faire ingénieur, mais il travaille toute sa vie pour être indépendant et acquiert, dans ce but, quand cela lui est nécessaire, le savoir de l'ingénieur. Ce n'est pas une dignité dont il est revêtu, c'est un métier qu'il exerce.

Au surplus, si son métier d'ingénieur ne paie pas, il en prendra un autre. « L'an dernier, j'étais ingé-

nieur, me dit un jeune homme de Brooklyn; cette année, je suis journaliste. » En Amérique, il faut toujours s'attendre à ces changements à vue, et les jeunes gens qui se destinent aux professions libérales ont souvent la précaution de s'assurer, en cas de nécessité, la pratique d'un métier manuel. Ils ne veulent pas se trouver sans gagne-pain si la clientèle déserte leur cabinet d'avocat ou de médecin; par exemple, ils apprendront la typographie, la sténographie, parfois même la menuiserie, la serrurerie. M. M***, qui envoie tous ses fils à Yale, a fait faire ainsi à chacun d'eux l'apprentissage d'une profession ouvrière; c'est une assurance contre des échecs et des désastres possibles. On a ainsi beaucoup de chances de retomber toujours sur ses pieds, quoi qu'il arrive.

Les médecins américains ont un certain rapport avec le docteur Sangrado de *Gil Blas;* autant que possible, il faut éviter d'avoir affaire à eux. J'ai eu l'occasion de raconter, dans un chapitre sur les petites villes de l'Ouest (1), comment une jeune femme pouvait devenir doctoresse en six mois à Chicago, et cet exemple n'est pas une exception; cela s'explique bien d'ailleurs par ce que nous savons déjà de l'éducation américaine et du caractère instable des professions.

En effet, la médecine se compose de deux choses d'un art et d'une science. L'art, c'est le coup d'œil prompt, la décision, la clairvoyance, appuyés sur l'expérience et l'observation personnelles; c'est encore l'adresse particulière aidée par la présence d'esprit;

(1) V. *Ranches, Fermes et Usines.*

de simples empiriques peuvent posséder ces qualités. La science, c'est la connaissance approfondie de l'organisme humain, l'étude raisonnée des propriétés curatives d'une foule d'éléments divers livrés par la nature ou découverts par la chimie; il faut, pour l'acquérir, beaucoup de temps et de travail, il faut une très longue et très sérieuse préparation technique. C'est là ce qui manque trop souvent aux médecins américains, inutile de dire pourquoi; cela ne paie pas assez vite.

Au contraire, les Américains sont remarquables dans certaines branches particulières de l'art médical. A Paris, un homme qui se respecte a un dentiste américain; il en vient même en province; on en trouve en Angleterre, en Allemagne. Il ne s'agit là, en effet, que d'habileté manuelle et mécanique, non pas de science théorique; de plus, une circonstance particulière a développé l'art dentaire aux États-Unis : toutes les mâchoires américaines sont promptement détruites par l'alimentation animale jointe aux boissons glacées; il faut donc les réparer, les remplacer, plus encore que chez nous; de là l'essor de cette spécialité.

Quelle que soit la branche des professions libérales que l'on examine en Amérique, on y retrouve donc toujours les mêmes caractères dominants; les individus qui les exercent sont plutôt praticiens que théoriciens, plutôt gens de métier que savants. Dans les sciences abstraites et spéculatives, dans les mathématiques pures, les Américains brillent peu; dans les sciences d'observation, ils jouent un rôle considérable;

dans les applications industrielles de ces sciences, ils tiennent la tête. Leurs hommes de loi ne sont pas des philosophes, mais des gens d'affaires; leurs médecins ne s'élèvent guère au-dessus du simple empirique; l'énergie de la nation est absorbée presque entièrement par les travaux d'utilité immédiate et de profits rapides.

Que peut être, dans une société semblable, la production littéraire?

Dominée par les mêmes circonstances, elle en subit l'effet; elle est faite à l'usage et à l'image de sa clientèle; cela est particulièrement frappant dans la littérature périodique, de beaucoup la plus développée.

III. — LES JOURNAUX ET LES REVUES.

Je ne crois pas qu'il y ait au monde une contrée possédant plus de journaux que les États-Unis; au premier abord, on pourrait croire que les journalistes sont les maîtres du pays, mais rien n'est plus faux; ils sont simplement les serviteurs du public, ses intermédiaires.

L'influence de certains journaux américains est grande. La *Tribune de Chicago*, la *Tribune de New-York*, le *World*, le *Sun*, le *Boston Herald*, jouissent d'une autorité incontestable, mais les journalistes qui y écrivent sont loin d'être connus et appréciés de leurs abonnés comme nos journalistes parisiens.

C'est que la presse a un tout autre caractère que chez nous; elle n'est pas enseignante et dogmatique;

ce n'est pas un sacerdoce, comme se plaisent parfois à l'affirmer nos publicistes, c'est une agence de renseignements. Si elle les donne complets, précis et intéressants, on s'occupe assez peu de savoir quel auteur rédige les articles.

Ouvrez un grand journal américain et parcourez-le, vous en verrez la preuve : les articles ne sont pas signés; le seul nom qui paraisse est celui de l'éditeur du journal, de l'entrepreneur de publicité, lequel n'écrit généralement pas. Parfois, cet éditeur, propriétaire de son journal et cherchant à le faire *boomer* par tous les moyens possibles, organise autour de sa personne une réclame vigoureuse, mais dans le même sens commercial qu'un grand marchand de nouveautés; il ne cherche pas à persuader à ses concitoyens qu'il est le soutien de l'édifice social, le champion des libertés méconnues; il veut leur prouver que ses affaires marchent bien, qu'il est prospère, qu'il est soucieux du bien général, philanthrope éclairé; en somme, qu'il possède la situation matérielle et les qualités morales d'un Américain éminent.

Il faut en effet donner cette impression à l'abonné et à l'acheteur. Pour les tenir au courant de ce qu'ils demandent, le journal doit avoir une puissante organisation de reportage, un nombre considérable de collaborateurs; il doit être, par conséquent, une *grosse affaire*. Il faut leur montrer qu'il est réellement une *grosse affaire;* c'est pourquoi le propriétaire d'un grand journal tient à faire savoir au public que son *country seat* est une merveille d'élégance, que ses

collections sont précieuses, que sa générosité ne connaît pas de bornes.

Dans le même but, les journaux importants font construire d'énormes immeubles, généralement flanqués d'une tour ou surmontés d'un dôme prodigieusement élevés, qui attirent l'attention du passant. Comme les banques, comme les grandes compagnies d'assurances, ils n'occupent pas d'ordinaire la totalité de ces immeubles, ils les louent, par appartements séparés, à des gens d'affaires; ce sont des *business buildings,* mais le nom du journal s'étale en grandes lettres sur leur façade, ou encadre la monumentale porte d'entrée, afin que nul n'en ignore.

Quand on lit un journal américain, on comprend cette allure d'entreprise commerciale. La variété des sujets traités, l'abondance des nouvelles, des dépêches, des annonces, des renseignements de toutes sortes, la justifient. Le journal ne se classe pas par le mérite personnel d'un rédacteur, tirant de sa tête des considérations sur la religion ou la politique, mais par la valeur de ses informations. Dès lors, un homme de talent, entouré de cinq ou six rédacteurs quelconques, composant à coups de ciseaux, ne peut pas faire vivre un journal, comme cela se voit souvent en France; vous ne trouveriez rien aux États-Unis qui ressemble à l'*Intransigeant* de M. Rochefort, à l'*Autorité* de M. de Cassagnac, ou à la *République Française* du temps de Gambetta. Le journal français qui se rapproche le plus du type américain est probablement le *Temps,* mais avec de profondes différences.

Si on veut avoir une idée exacte de la presse américaine, il faut choisir un journal à la fois très répandu et très populaire, un journal atteignant les masses. Le *New-York Herald,* le plus connu en France de tous les journaux américains, ne répond pas bien au but; il est trop cosmopolite, trop New-Yorkais. Vous le trouverez chez tous les Américains résidant en Europe et chez beaucoup d'Européens résidant en Amérique; au contraire, à Philadelphie, à Chicago, à Saint-Louis, il n'a pas de lecteurs. La *Tribune de Chicago* est peut-être le journal faisant le plus autorité dans l'Ouest, mais sa clientèle est généralement restreinte aux personnes instruites. C'est un *leading newspaper* (un journal dirigeant) plutôt qu'un journal populaire. Le *Public Ledger,* de Philadelphie, n'a pas la même situation prépondérante dans le public d'élite, mais il pénètre partout, il est lu par les patrons et par les ouvriers, il représente donc un excellent type moyen; de plus son tirage est considérable, il remplit donc toutes les conditions nécessaires pour servir d'exemple. J'en prends un numéro au hasard, et voici ce que j'y vois.

D'abord les dernières nouvelles, les nouvelles locales et étrangères. Sur les huit grandes pages du journal, elles occupent environ la valeur de trois. Ce ne sont pas toujours de simples dépêches; quand le sujet l'exige, on trouve là le récit détaillé d'un événement européen. Voici, par exemple, une longue colonne analysant une discussion à la Chambre des Communes d'Angleterre, un courrier de Washington donnant le

résumé des séances des chambres fédérales, puis l'annonce d'une faillite importante, avec un historique de la maison d'affaires qui l'a encourue, etc., etc. Je tourne le feuillet, et je rencontre un long rapport sur l'école des aveugles entretenue par l'État de la Pensylvanie. Des abus se sont glissés, paraît-il, dans cette institution, ce qui n'a rien d'étonnant puisqu'il s'agit d'un établissement placé sous le contrôle des pouvoirs publics, et une enquête se poursuit; les lecteurs sont tenus au courant de chacune de ses phases. Partout, d'ailleurs, la même préoccupation de fournir des renseignements complets, sans appréciation personnelle de la part du journal, s'affirme par le style concis, dépouillé d'artifices, et l'abondance des faits. C'est de la littérature documentaire. Un banquet a été offert, à *l'Union League Club*, à un diplomate étranger, à l'occasion de son départ des États-Unis : la salle du banquet est décrite avec soin, les noms des convives sont inscrits tout au long, les différents *speeches* prononcés reproduits d'un bout à l'autre. Un concours de *base ball* a eu lieu : les noms des vainqueurs, les vicissitudes diverses de la partie, les progrès de tel champion connu, les signes de fatigue qui se manifestent chez tel autre, rien n'est oublié. Et ainsi de toutes sortes de sujets, qu'il s'agisse du dernier condamné à mort, de l'actrice en vogue venue d'Europe, du milliardaire le plus fraîchement éclos; leurs actes, leurs paroles, leurs gestes, leurs costumes, leur physionomie, leur santé, sont *reported* avec force détails.

D'ailleurs, nous sommes ici dans la patrie du *repor-*

tage. Les *reporters* se cachent soigneusement l'un à l'autre les nouvelles dont ils sont instruits, comme un trésor précieux; c'est qu'en effet, à des gens qui veulent surtout être tenus au courant de ce qui se passe, il faut des nouvelles récentes et inédites. La fortune du journal est donc fondée sur l'étendue, l'activité et l'efficacité de son reportage.

Les articles rédigés dans les bureaux ont le même caractère documentaire. Ils diffèrent peu des nouvelles proprement dites. J'en lis un intitulé : « Le socialisme en Allemagne ». Les récentes tentatives faites par le jeune empereur pour s'emparer de ce mouvement d'opinion sont simplement racontées; quant aux causes du socialisme, le rédacteur ne prétend pas les découvrir; il se contente d'indiquer que les opinions diffèrent beaucoup sur ce point, mais que la raison la plus souvent donnée et la plus probable à ses yeux se trouve dans la charge écrasante du service militaire. Donnez-lui une autre raison plus plausible, il s'y rangera volontiers; si celle-là le frappe, c'est à cause du grand contraste qui existe entre l'absence de conscription dont il a l'habitude, et le militarisme à outrance que la Prusse victorieuse impose à l'Allemagne.

D'autres articles ne prêtent même pas aux réflexions philosophiques, ou soi-disant telles, que celui-ci aurait amenées sous la plume d'un journaliste français; ils ont pour objet la question des incendies et l'organisation du service des pompiers, la production de la houille dans les mines de la Pensylvanie; un lecteur américain est capable d'absorber ainsi une énorme

quantité de faits, sans demander grâce. Un lecteur français jetterait le journal de dépit, ou dormirait d'ennui, au bout de dix minutes. Et remarquez que j'ai pris exprès comme exemple une feuille populaire et répandue, une feuille ne s'adressant pas à un public spécial. Il faut que la clientèle soit toute différente ici et en France.

Elle est toute différente, en effet. Un ouvrier moyen de Philadelphie lirait assez volontiers l'*Économiste Français* dans sa partie technique; chez nous, les ouvriers sérieux et tranquilles arrivent tout juste au *Petit Journal*, et encore est-ce souvent à cause des feuilletons qu'ils l'achètent. La plupart prennent plus de goût au vitriol des polémiques. C'est que l'ouvrier américain, celui de Philadelphie, tout particulièrement, a l'idée de s'élever au-dessus de sa condition présente; tout autour de lui, il voit des hommes sortis, comme lui, des rangs les plus humbles, arriver à une haute situation par leur énergie aidée d'occasions favorables; il tient donc à connaître les occasions favorables qui peuvent se présenter aussi pour lui et, avec cette vue d'avenir, rien ne lui est plus indifférent. L'ambition de s'élever le grandit intellectuellement, et le rend sérieux, capable de réflexion et de combinaisons; les exemples qui l'entourent lui donnent confiance dans l'efficacité du travail; quand il rentre, le soir, à son *home,* après la journée faite et le salaire gagné, il cherche dans la lecture d'un journal des connaissances pratiques et des renseignements utiles, qui puissent l'aider dans la poursuite de son but.

On peut trouver en France de pareils ouvriers ; il y en a même certainement, et bien des industriels ont commencé, là aussi, par vivre d'un salaire journalier ; mais leur nombre est trop restreint pour former une clientèle. C'est pourquoi nous n'avons pas un seul journal qui puisse fournir à leur intelligence l'aliment qu'elle réclame, qui puisse les instruire.

J'ai dit plus haut que la presse américaine n'avait pas l'allure doctrinale de la nôtre; il est assez curieux qu'elle réussisse mieux que la nôtre à instruire. Cela se comprend néanmoins : il faudrait qu'un journaliste fût un homme extraordinaire pour renouveler constamment le stock d'idées géniales qu'il possède; à supposer qu'il y réussît, ces idées, mises chaque jour dans la circulation, seraient acceptées ou repoussées par les lecteurs, sans grand profit pour eux. Une idée qu'on prend toute venue dans la tête d'un autre ne développe guère celui qui la reçoit; il n'y a de vraiment fécondes que celles que l'on tire de soi-même, de sa propre observation.

Or la presse américaine passe son temps à fournir des éléments à cette observation personnelle du lecteur; elle lui dit ce qui s'invente, ce qui disparaît, ce qui grandit. Pour elle, c'est infiniment plus simple et, pour sa clientèle, c'est infiniment plus profitable. J'admets que beaucoup se perdent dans cet amas indigeste de nouvelles; j'admets que la lecture d'un journal américain nécessite un certain travail de tête, auquel tout le monde ne se condamne pas; mais qu'est-ce que cela prouve, après tout? Qu'on peut lire

un journal sans en tirer aucun profit intellectuel? N'est-ce pas comme cela, même en France?

Pour cette classe inférieure de lecteurs, le journal américain conserve encore une certaine utilité pratique, il sert d'intermédiaire entre les différentes parties du public. Ce qu'un numéro quelconque contient d'offres et demandes d'emplois, d'annonces commerciales, financières, agricoles, est incalculable. Nous avons vu, d'ailleurs, comment on *advertise* pour trouver une pension de famille, pour conclure des échanges, pour avoir un associé, etc. Ce qui est curieux, c'est le développement énorme de cette habitude. La moitié au moins de la copie est fournie par les annonces, dans les grands journaux à huit pages. A New-York, le *New-York Herald* possède dans la ville plusieurs bureaux où cinq ou six employés reçoivent les *advertisements*. — Il est important de mettre le moyen de publicité à la portée de la clientèle. — Je passe à minuit près d'un de ces bureaux, dans Broadway; je vois des gens qui entrent et sortent, s'approchent des guichets, remettent leurs insertions; on se croirait en plein midi.

Le journal sert encore d'intermédiaire d'une autre façon. J'ai eu l'occasion de parler d'un concours ouvert par le *World* sur la question de savoir comment il faut élever les jeunes filles; souvent on soumet au public des problèmes du même genre, par exemple celui-ci : « Quel est le meilleur moyen, pour une femme, de faire rester son mari chez elle le soir? » ou bien encore, on l'interroge sur la politique : au

moment des derniers scandales du *Tammany*, on lisait cet entrefilet vingt fois répété dans le *New-York Herald* : « Que feriez-vous si vous étiez le maire de New-York? Votre réponse sera publiée dans le *Herald*, dimanche prochain. »

On le voit, le public n'est pas seulement chargé d'interpréter tout seul les éléments d'information fournis par le journal, il est chargé aussi en partie de faire le journal.

Dans les petites villes de l'Ouest, cette correspondance des abonnés est la grande ressource et presque le seul intérêt des feuilles très médiocres qui y paraissent. Les colons racontent leur histoire avec un sérieux naïf; en voici un échantillon emprunté à un journal de Fargo (Dacotah) : « Je suis venu ici en juillet 1871 et me suis établi sur l'*homestead* que je possède. En 1872, j'ai défriché 15 acres. Avant cela, cinq acres avaient été défrichés, de sorte qu'au printemps de 1872, j'ensemençai vingt acres, principalement en pommes de terre et en avoine; les sauterelles mangèrent la plus grande partie des pommes de terre et toute l'avoine. En 1873, j'eus une belle récolte, malgré la sécheresse. Je continuai à défricher et à semer et, en 1877, j'avais 180 acres en blé, donnant en moyenne 27 bushels 1/2 à l'acre. On m'offrit un dollar par bushel avant la moisson. Ce que je ne vendis pas à un dollar, je le vendis un dollar dix cents... En 1879, je créai une ferme près de Hunter... (suit le détail des récoltes). Cette année j'ai récolté à Hunter, sur une demi-section de terre, 8.500 bushels de fro-

ment (environ 2.800 hectolitres). Je connais bien les terres du comté et de la vallée de la Rivière-Rouge et vous répondrai volontiers aux questions que vous me poserez. Je ne suis pas très écrivain (*I am not much of a writer*), mais j'essaierai de vous donner des renseignements sérieux. »

En dehors de ces lettres amusantes par leur style, mais essentiellement documentaires, les journaux de petites villes se bornent à enregistrer quelques statistiques locales et se font l'écho des bavardages d'alentour (*local gossip*); on y voit des informations comme celles-ci : « H.-J. Brewers est allé à Omaha pour ses affaires — E.-S. Zoller est revenu de son voyage dans l'Iowa, — Charley Winship donne l'hospitalité à son ami H.-J. Hendrix, d'Oconee, Nebraska, etc., etc. » C'est la manie des nouvelles poussée jusqu'à l'infiniment petit, par l'impossibilité d'en donner de sérieuses. Un petit journal n'est pas assez riche pour avoir un reportage organisé; il lui faut se contenter des nouvelles que son unique rédacteur récolte par-ci par-là, à la gare, dans les hôtels, à la banque, partout où on se rencontre. Il y a plus de différence encore entre un journal de grande ville et un journal de petite ville, aux États-Unis, qu'entre un journal de Paris et un journal de sous-préfecture, en France. Le premier est supérieur; le second est pire, s'il se peut. Le journal américain est une grosse affaire, ou il n'est pas.

Les revues et *magazines* participent de sa nature. Eux aussi ne souffrent pas la médiocrité; ils la souf-

frent moins encore, peut-être, que les journaux, par cette raison qu'ils n'ont pas comme eux de clientèle obligée. A Saint-Louis, on ne peut lire qu'un journal de Saint-Louis pour avoir les nouvelles; elles sont transmises télégraphiquement à la presse locale, tandis que les feuilles imprimées à New-York, Chicago, ou Philadelphie, les apportent par le chemin de fer trente-six ou quarante-huit heures trop tard; chaque journal a donc une sphère d'expansion strictement limitée, mais les *revues* et *magazines* de New-York sont lus partout. Chez les colons de l'Ouest, chez les mineurs des Montagnes Rocheuses, j'ai vu le *Harper's Magazine,* le *Scribner's Magazine,* le *Century,* etc.; sur la table de tout cercle important, on trouve l'*Atlantic Monthly,* la *North-American Review.*

La *North-American Review* est par excellence le type de la grande revue américaine. Elle n'a pas, pour ainsi dire, de rédacteurs attitrés, mais elle fait appel à toutes les notabilités compétentes, suivant le genre de questions que l'opinion publique met à l'ordre du jour. Andrew Carnegie y expose les devoirs de la richesse, parce qu'il est l'un des hommes les plus rapidement enrichis des États-Unis dans ces dernières années; sur ce même sujet, l'évêque protestant de New-York donne l'opinion d'un homme d'Église, et l'honorable J. Phelps, député de New-Jersey, jadis un des lieutenants de M. Blaine, l'opinion d'un homme d'État. La question des écoles *unsectarian,* intéressant particulièrement les catholiques, est traitée par le professeur Egan, de l'université Notre-Dame; celle des

tarifs appelle successivement M. Gladstone, M. Blaine, le major Mac-Kinley et d'autres moins célèbres; à propos du divorce, le cardinal Gibbons, le plus haut représentant de la hiérarchie catholique aux États-Unis, publie un article; il est suivi par M. Gladstone, l'évêque Potter, un juge de la cour suprême, etc.; Edison, Westinghouse et Thomson exposent les progrès de l'éclairage électrique; M. Balfour, M. Parnell, James Bryce, John Morley discutent la question irlandaise; les revendications ouvrières sont présentées par Powderly, grand maître des *Chevaliers du Travail;* le système d'Henry George, par son inventeur. Le marquis de Lorne, ancien gouverneur du Canada, traite les questions canadiennes; enfin j'ai eu la satisfaction de retrouver dans la *North-American Review* un fragment de M. Taine sur les idées religieuses de Napoléon. La *North-American Review,* on le voit, est une tribune où des hommes de marque viennent exposer leurs opinions.

Les *magazines* sont consacrés, en général, à de moins graves questions. Les récits de voyages, les romans et les nouvelles constituent leur grande ressource; une illustration abondante et soignée en rend la lecture attrayante, et les renseignements nombreux qui s'y trouvent relatés leur donnent souvent un réel intérêt. D'ailleurs, les Américains, infatigables voyageurs et très curieux de faits de toutes sortes, forment une clientèle de premier ordre pour ce genre de publications.

En dehors de ces *magazines,* où sont abordés des su-

jets très divers, il y en a une foule de plus spéciaux, depuis le *Good Housekeeping* (la bonne conduite du ménage) destiné aux maîtresses de maison, jusqu'aux publications savantes. A Saint-Paul, un périodique illustré fort intéressant, le *Northwest Magazine,* tient ses lecteurs au courant de tous les progrès qui s'accomplissent dans le Nord-Ouest. Il ne se fonde pas une ville nouvelle, il ne se crée pas une grande exploitation minière, il ne se construit pas un chemin de fer dans le Montana, le Washington, le Dacotah, l'Utah, l'Orégon, etc., sans que le *Northwest Magazine* en donne une description détaillée, accompagnée de plans, de cartes, de photographies, de dessins. Pour accomplir sa perpétuelle enquête, le directeur, M. E.-V. Smalley, passe une partie de son existence dans un grand wagon, construit sur ses indications, et spécialement aménagé à son usage et à celui de sa famille; ce wagon, véritable maison roulante, comprend plusieurs chambres à coucher, un salon, une salle à manger, une cuisine. Un photographe, un ou deux dessinateurs, voyagent là-dedans avec M. Smalley, pendant six semaines de suite parfois, s'arrêtant partout où une nouveauté importante réclame leur attention, repartant dès qu'ils ont recueilli les documents nécessaires. Voilà, certes, une manière très moderne et très américaine de rédiger une revue; elle répond bien au but de la presse sérieuse des États-Unis; elle donne au lecteur des éléments d'observation, des renseignements précis et utiles.

A côté de cette presse sérieuse, il y a aussi la presse

satirique, représentée par quelques journaux illustrés, spirituellement conduits en général. Deux d'entre eux, le *Judge* et le *Puck*, ont une couleur politique tranchée; le *Judge*, républicain, tourne les démocrates en ridicule; le *Puck*, démocrate, fait de même pour les républicains. Certaines de leurs caricatures sont vraiment fort amusantes. Dans un autre genre, le *Life* et le *Light* se préoccupent moins de la politique, mais plus des mœurs américaines proprement dites; le petit manège de la *flirtation* est une de leurs grandes ressources; en revanche, pas de plaisanteries inconvenantes ni d'illustrations légères. C'est d'ailleurs l'image de la société telle que nous l'avons décrite; on n'étale pas ses vices, on les cache.

IV. — AUTEURS AMÉRICAINS.

Il n'entre pas dans mon cadre de présenter une étude même abrégée de la littérature américaine; je me contenterai de montrer qu'elle existe et d'en indiquer quelques caractères, pour ne pas laisser croire qu'aucune production de valeur ne soit encore sortie des États-Unis. Peut-être un lecteur français penserait-il, sans cela, que les Américains sont entièrement absorbés par la production du blé ou la fabrication des locomotives, et les citoyens et citoyennes de Boston ne me pardonneraient pas d'accréditer par mon silence une pareille supposition.

Certains auteurs américains ont d'ailleurs acquis une réputation qui se passe de réclame. Parmi les histo-

riens, quatre, au moins, Washington Irving, Prescott, Bancroft et Parkman, sont connus et lus dans toute l'Europe. Washington Irving est le premier en date des auteurs américains dont les ouvrages aient eu droit de cité dans les bibliothèques de l'ancien continent. Il a publié sur la découverte du Nouveau Monde des œuvres de longue haleine, remarquables par la clarté de l'exposition et la précision des faits ; ses voyages dans le Far West, à une époque où les Indiens seuls le parcouraient, fournissent sur leur organisation sociale des détails circonstanciés et constituent un charmant récit, plein de couleur et de vie.

La *Conquête du Mexique* de Prescott est classique; c'est l'ouvrage le plus complet que l'on ait sur ce curieux sujet. Bancroft a consacré une existence entière à son *Histoire des États-Unis*, travail consciencieux, écrit avec une gravité un peu froide, peut-être, mais d'un style net, concis, qui convient bien à l'allure de la grande histoire.

Quant à Francis Parkman, c'est lui qui a débrouillé, dans les relations des premiers voyageurs et missionnaires qui visitèrent le Canada et le nord-est des États-Unis, les origines de la colonisation. Ses ouvrages sont d'un grand secours pour la connaissance des populations indigènes qui occupaient ces contrées avant l'arrivée des Européens, notamment de la célèbre nation des Iroquois, la plus redoutable de toutes. Il est assez curieux de voir comment Parkman, protestant convaincu, rend justice aux efforts des Jésuites pour l'évangélisation des Indiens. En le lisant,

on se prend d'une admiration enthousiaste pour ces héros martyrs qui, comme le P. Jogues, pour n'en citer qu'un, payèrent par les plus horribles supplices leur généreuse tentative.

Au surplus, l'Américain est plus facilement impartial que sectaire, plus observateur que doctrinal. Cette tendance s'explique par la direction pratique de sa vie et l'énergie agissante qu'il y déploie; elle se manifeste nettement dans la littérature périodique des États-Unis; elle assure aux Américains une place d'honneur dans les travaux historiques.

Une autre branche de productions paraît aussi devoir leur être ouverte, c'est celle des sciences économiques et sociales, fondées, comme l'histoire, sur l'observation des faits, mais observant des faits présents dans la réalité, non des faits passés dans les documents écrits. Leur activité intellectuelle se porte beaucoup, en effet, de ce côté-là; les enquêtes, les statistiques abondent; des *Bureaux de travail* sont chargés, dans beaucoup d'États, de recueillir des éléments d'information sur la situation des manufactures, la vie des ouvriers, les grèves, l'immigration, et publient chaque année des volumes bourrés de chiffres. En général, ces travaux considérables ne donnent pas lieu à une œuvre d'ensemble; l'analyse qu'ils présentent de faits sociaux nombreux et importants n'est guidée par aucune méthode; elle est sincère, elle n'est pas scientifique, et ne peut pas aboutir à une comparaison éclatante, à un classement efficace. Il serait à souhaiter qn'un aussi grand effort fût mieux dirigé.

Parmi les économistes actuellement vivants, M. Arthur T. Hadley, auteur d'un traité d'Économie politique et d'un ouvrage remarquable sur le régime des chemins de fer aux État-Unis et à l'étranger, paraît un des plus éminents, mais les différentes universités renferment un très grand nombre de professeurs distingués et se tenant merveilleusement au courant du mouvement économique. S'il m'était permis de présenter, non pas une critique, mais une observation à leur endroit, je dirais que leur juste préoccupation d'impartialité et de documentation les empêche peut-être trop souvent de prendre parti, cela est un défaut d'*érudit,* semble-t-il, non un défaut d'*observateur*. Sans doute, quelles que soient les précautions que l'on prenne, on n'est jamais sûr d'avoir *bien vu* ce qu'on a vu; encore est-il qu'on l'a vu d'une certaine façon et que cette *manière de voir* est la seule que l'on puisse accepter sincèrement, jusqu'à ce qu'une circonstance quelconque vous fasse voir plus ou mieux, ou tout au moins autrement. Que si on n'a aucune préférence entre plusieurs opinions sur un phénomène, c'est qu'on n'a pas observé personnellement ce phénomène et qu'on s'en tient à des jugements plus ou moins réputés, qu'on sait « ce qui s'est publié sur la question », ce qui est du domaine de l'érudition, non de la science.

Le général A. Walker, mort récemment, tenait à Boston où il dirigeait l'Institut de Technologie une place de premier ordre. C'était un économiste très convaincu de ses idées, et auquel mon observation de tout à l'heure s'appliquerait fort mal. Homme d'action

dans toute l'acception du terme, il exerçait sur beaucoup de ses concitoyens une influence considérable. Il avait débuté dans la vie comme agent sur les Réserves indiennes, puis la guerre de Sécession avait fait de lui un général, et c'est seulement par une troisième et dernière transformation qu'il avait conquis le premier rang parmi les économistes américains.

M. Carroll D. Wright n'est pas connu seulement par la création des services de la statistique fédérale et par les publications officielles du *Department of Labor.* Il a donné sur l'Évolution industrielle des études du plus haut intérêt et chacun sait quel concours précieux trouvent auprès de lui tous ceux — américains ou étrangers — qui veulent se documenter sur une question. Dans sa conversation le document s'anime, prend une forme sensible et fait naître des vues nouvelles.

A côté de ces véritables économistes, voici un faiseur de systèmes, Henry George, récemment disparu, non sans avoir laissé aux États-Unis et en Angleterre une renommée bruyante. Ses théories influencées visiblement par le milieu américain offrent un intérêt particulier, il me faut donc les exposer en quelques mots.

On considère généralement Henry George comme un socialiste; il l'est en effet par certains côtés de sa doctrine, par certaines affirmations; mais l'application de son système, loin de protéger les faibles et les incapables, aboutirait rapidement à leur écrasement. Son livre le plus célèbre, *Progress and Poverty* (Progrès et Pauvreté) est dédié :

« A ceux qui,
Voyant le vice et la misère
Naître de l'inégale distribution de la richesse et des privilèges,
Sentent la possibilité d'un état supérieur
Et veulent lutter pour l'obtenir. »

C'est donc aux mécontents qu'il s'adresse, et aux mécontents choqués de l'inégalité de la condition humaine; par suite, le public socialiste se trouve favorablement disposé à l'écouter. Cette sympathie se change en enthousiasme à la lecture de chapitres comme ceux dont voici la thèse : — « Injustice de la propriété privée de la terre », — « Comment des droits égaux à la terre peuvent être affirmés et garantis ». — « L'asservissement des travailleurs est le résultat dernier de la propriété de la terre ».

Alléchés par ces théories, beaucoup d'Irlandais, d'Allemands, de Polonais, plus ou moins désorganisés, vinrent à Henry George et soutinrent de tout leur pouvoir la réforme qu'il proposait, sans s'apercevoir qu'elle favorisait les gens entreprenants et énergiques, au grand détriment des paresseux et des incapables, des médiocres et des humbles.

Henry George proposait, en effet, de remplacer tous les impôts par un impôt unique, calculé d'après la valeur vénale de la *terre nue*. Par exemple, un lot de ville serait soumis à une contribution égale, soit qu'il reste à l'état de terrain vague, soit qu'il porte une construction en marbre blanc. La construction, c'est le travail de l'homme, et Henry George enseigne que tout homme a droit intégralement aux produits de son tra-

vail; donc, tout impôt frappant ces produits est injuste et doit être supprimé. Au contraire, le terrain sur lequel elle s'élève appartient à tout le monde, d'après lui; c'est l'élément de succès fourni par la nature à tous ses enfants; les particuliers n'en sont que des locataires; ils en doivent la rente à la communauté des citoyens.

Or cela aboutit tout droit à l'expropriation de tous les propriétaires qui ne seraient pas de grands agriculteurs, de grands industriels, de grands banquiers; ceux-ci pourraient facilement payer la taxe qu'on réclamerait d'eux, mais l'ouvrier propriétaire de sa maison, dans une grande ville, le colon débutant et chargé de dettes, dans les États de l'Ouest, se verraient dans l'impossibilité de l'acquitter; le sol serait constamment mis au concours entre tous les producteurs, et quiconque faiblirait dans la production serait immédiatement évincé.

En revanche, comme Henry George l'annonçait d'ailleurs, « toutes les charges qui pèsent aujourd'hui sur l'industrie et entravent le commerce une fois détruites, la production de la richesse prendrait un essor inconnu jusqu'ici ».

Oui, ce serait bien là le résultat de la réforme : les capables monteraient plus vite et plus haut, les incables descendraient plus vite et plus bas; l'indépendance ne serait plus le lot que d'un petit nombre.

Il est assez curieux de voir ce qu'est devenue l'idée socialiste entre les mains d'Henry George; ce n'est plus le *socialisme de l'état de tribu,* selon l'appellation

qu'il lui donne, c'est du socialisme américain, exagérant encore les caractères que nous avons constatés dans la société américaine; c'est l'amélioration obligatoire, la réussite obligatoire... ou la mort.

Né aux États-Unis, ce faiseur de systèmes ne pouvait pas sacrifier au bien-être général le développement de la richesse et l'essor de l'activité; il ne pouvait pas être socialiste à la manière de l'école allemande ou des nihilistes russes; d'un autre côté, l'état social actuel de l'Amérique ne devait pas le satisfaire, parce que, malgré les remarquables dons intellectuels qu'il possédait, George n'était jamais parvenu à se créer une situation pleinement indépendante. Nous le trouvons successivement inspecteur de l'éclairage à San-Francisco, puis employé de la ville de New-York enfin journaliste et candidat; c'était une manière de politicien, de *raté,* qui jugeait mal faite la société où il n'avait pas atteint le sommet de l'échelle.

Voilà pourquoi il avait groupé autour de lui la clientèle ordinaire des mécontents, tandis que ceux qui réussissent, — et ils sont nombreux aux États-Unis, — restaient rebelles à sa propagande.

Une autre raison s'opposait en Amérique au succès de ses théories. Le système de la taxe unique ruine la spéculation sur les terrains dans son principe. Il est impossible de supporter pendant plusieurs années de lourds impôts sur un lot de terre *qui ne produit rien,* mais qui a une valeur vénale considérable, quand cette valeur vénale est la seule base de l'impôt. La combinaison qui consiste à « garder en attendant que cela

monte » devient trop onéreuse; il faut vendre à qui se propose réellement de bâtir. Bien entendu, tous les *Real estate dealers, Land agents*, et autres gens d'affaires, tous les capitalistes, tous les spéculateurs plus ou moins engagés dans le *boom* d'une ville s'opposaient unanimement aux projets d'Henry George. Au fond, c'étaient bien eux que le réformateur voulait atteindre, et la facilité de certains profits réalisés sur des lots de terrains urbains a été pour lui le choc d'où a jailli son système.

L'Angleterre a fait à ses livres un accueil enthousiaste. Dans ce pays où la terre appartient à un très petit nombre d'individus, où elle est en quelque sorte monopolisée, où des quartiers de grandes villes se bâtissent sur la même propriété, il devait se trouver beaucoup de gens disposés à rejeter la charge de l'impôt sur les détenteurs du sol.

Et puis il n'en coûte rien de condamner vigoureusement la spéculation sur les terrains quand on est sûr de ne jamais pouvoir s'y livrer personnellement, comme c'est le cas de beaucoup d'Anglais. Au contraire, un Américain caresse toujours quelque projet de *boom*.

L'essai de la taxe unique a été fait, il est vrai, en 1892, à Hyattsville, petite ville voisine de Washington, mais il ne s'est pas poursuivi, ayant été déclaré inconstitutionnel, en sorte que ses résultats ne peuvent pas être étudiés sérieusement. Les protestations que souleva ce mode de taxation et qui aboutirent à la déclaration d'inconstitutionnalité prouvent seulement que la soi-disant réforme ne rencontre pas dans l'o-

pinion publique américaine un appui suffisant pour être applicable.

En somme, Henry George ne représente pas un type de savant; son nom ne restera pas dans la science économique, appelée très probablement à se développer beaucoup aux États-Unis. Ses conceptions originales tomberont dans l'oubli, comme sont tombées celles de Saint-Simon, de Fourier, et de beaucoup d'autres, tandis que les observations sincères consignées dans les statistiques et les enquêtes des *Bureaux de travail* auront encore leur mérite documentaire.

C'est évidemment dans le sens de l'observation que les auteurs américains paraissent devoir produire leurs meilleures œuvres. Historiens et économistes, ils sont encore *humourists,* parce que l'*humour* n'est en somme qu'une observation spirituelle, assaisonnée de rapprochements inattendus. Mark Twain tient aujourd'hui la tête parmi ces *humourists* et chacun des *speeches* qu'il prononce est toujours reproduit *in extenso* par tous les journaux américains. Voici un petit fragment de l'un d'eux, qui donnera une idée du genre, bien que ma traduction lui fasse perdre la plus grande partie de sa saveur; il s'agit d'un toast : « J'aime le sexe, j'aime toutes les femmes, sans distinction d'âge ni de couleur. (*Rires de l'auditoire.*) La simple intelligence ne peut pas estimer ce que nous devons à la femme. Elle coud nos boutons, elle raccommode nos effets, elle nous attrape dans les ventes de charité, elle nous fait ses confidences, elle nous raconte tout ce qu'elle peut sur les petites affaires pri-

vées de ses voisins. (*Rires.*) Elle nous donne des avis, et beaucoup. Partout où il y a une femme, elle est l'ornement de la société et le trésor du monde. (*L'orateur s'arrête et jette sur son auditoire un regard de reproche.*) Vous auriez dû applaudir. (*Rires prolongés.*) Voyez Cléopâtre, voyez Florence Nightingale, voyez Lucrèce Borgia. (*Plusieurs voix : Non, Non!*) Bien, glissons, si vous voulez, sur Lucrèce Borgia. Voyez notre mère Ève. (*Cris de oh! oh! et rires.*) Ne la regardez pas si vous ne voulez pas, mais Ève était un ornement, Messieurs, surtout avant que les modes aient changé, etc., etc. »

Avec l'observation et l'*humeur*, les auteurs dramatiques américains devraient produire les comédies de caractère, mais il n'y a pas encore de vrais auteurs dramatiques aux États-Unis. On joue généralement des pièces françaises démarquées et gâtées, ou bien de grosses farces, où les trémoussements des acteurs, les coups de pied donnés et reçus, les équivoques matériels, tiennent lieu de tout ce qui y manque. C'est un champ encore inexploité par les hommes de talent. Il faut un public délicat et formé pour donner lieu à l'art dramatique, et ce public ne s'est pas encore rencontré aux États-Unis.

La poésie, qui peut se passer de public, et jaillit spontanément sans être sollicitée, a au contraire des représentants aux États-Unis : Longfellow, Edgar Poë, et d'autres moins célèbres. Longfellow, le plus renommé de tous, est aussi, je crois, le plus américain. Personne n'a chanté d'une âme plus ardente et d'un

enthousiasme plus convaincu l'énergie active et persévérante, le *go ahead* irrésistible, qui caractérisent la race. Personne, non plus, n'a évoqué avec plus de grâce et de fidélité les souvenirs de l'époque indienne, et ceux des premiers colons américains; ses deux grands chefs-d'œuvre, *Hiawatha* et *Évangeline,* en sont la preuve. C'est un poète vraiment national.

V. — LE GOUT DES ARTS.

Je ne saurais terminer ce chapitre sans dire un mot des Beaux-Arts et de la place qu'ils tiennent dans la vie intellectuelle des États-Unis.

Là-dessus, il règne deux opinions contradictoires en apparence. Un jour, causant avec un grand marchand de tableaux de Paris, établi depuis quelques années à New-York, je me hasardai à dire que le sentiment artistique était peu développé en Amérique. « Détrompez-vous, me répondit-il, il y a ici autant d'individus que chez nous capables de connaître un bon tableau. » Une autre fois, un peintre, Américain de naissance, mais vivant d'ordinaire à Paris, me déclarait que « c'était décourageant » de venir exposer ses œuvres aux États-Unis, que personne ne s'y intéressait, qu'un artiste succombait sous le poids de cette indifférence, etc.

Où est la vérité dans tout cela? La vérité, c'est que le marchand de tableaux et le peintre ont raison tous les deux, mais chacun à leur point de vue : le marchand trouve des critiques experts sachant coter la

valeur d'un tableau; il en trouve cinq ou six à New-York, comme il en trouve cinq ou six à Paris, et déclare que c'est la même chose; le peintre, au contraire, saisit bien la différence entre l'ensemble du public américain, très ignorant des choses de l'art, et le public français, très dilettante, très curieux, très généralement intéressé par la vue d'une bonne toile, l'audition d'une symphonie ou d'un opéra, causant volontiers de sculpture, d'architecture, de peinture, de musique, sans grande compétence, mais en y prenant réellement plaisir.

Ce double caractère se manifeste en Amérique dans toutes les branches de l'art : certaines personnes sont de vrais connaisseurs; l'ensemble de la nation n'y entend rien.

A Boston, au *Museum of Fine Arts,* vous verrez des salles consacrées aux primitifs italiens, une collection de maîtres flamands, une autre de maîtres français, toutes témoignant d'un choix judicieux, d'une critique exercée; à la bibliothèque publique de cette même ville, les peintures de Puvis de Chavannes décorent l'escalier monumental; à New-York, Philadelphie, Baltimore, Chicago, des galeries particulières, encore entre les mains de ceux qui les ont réunies, ou déjà léguées aux musées publics, sont remarquables. J'ai eu occasion d'en nommer quelques-unes. On sait, d'ailleurs, comment les Américains ont fait main basse à Paris sur les œuvres de certains de nos artistes, Meissonnier, par exemple, sans parler du fameux *Angelus* de Millet.

Nous sommes souvent portés à croire que ces possesseurs de galeries particulières obéissent en les formant à une vanité d'enrichi, à une manie de collectionneur; ce n'est pas toujours là le genre de raisons qui les pousse et il en est plusieurs qui font leur éducation artistique au fur et à mesure de leurs achats. « Quand j'ai commencé, me disait l'un d'entre eux et des plus qualifiés, je voulais avoir une œuvre de chacun des maîtres modernes; au bout de quelque temps, je me suis dit qu'il était absurde de payer cher un tableau qui ne m'intéressait pas et je n'ai plus suivi dans mes acquisitions que les inspirations de mon goût personnel. » Non seulement, les Américains achètent les tableaux d'artistes renommés, mais ils aident les débuts de ceux qui commencent, faisant volontiers l'office de Mécènes vis-à-vis de leurs jeunes compatriotes désireux de perfectionner leur talent par l'étude des grands maîtres. Un M. Chauler a fondé à Paris, à l'aide de souscriptions particulières, une sorte d'école de peinture : voilà qui indique bien nettement le souci éclairé des Beaux-Arts. On sait, d'ailleurs, quel nombre considérable d'Américains fréquente les ateliers de nos peintres français.

En fait de musique, on peut rencontrer parfois aux États-Unis un orchestre bien conduit. J'ai entendu le *Boston Symphony Orchestra* interpréter Wagner, Saint-Saëns et Mendelssohn d'une manière très agréable. Toute jouissance artistique n'est donc pas impossible chez l'oncle Sam.

Mais il y a peu de gens à goûter ce genre de jouis-

sance. L'auditoire d'un concert reste froid en général; il n'y a pas de communication établie entre lui et les artistes. S'il paraît s'échauffer un moment, c'est à l'occasion de quelque morceau à grand effet, où les cuivres éclatants et les caisses tonitruantes se combinent avec les points d'orgue pour produire l'impression de la terreur. Ce bruit le réveille et le touche; il trouve cela *wonderful* (prodigieux). Les critiques sont animés des mêmes sentiments. Je découpe dans un journal de Saint-Paul l'annonce suivante destinée à faire l'éloge du *Boston Symphony Orchestra* : « Le *Boston Symphony Orchestra* donnera une représentation à Saint-Paul, mardi prochain. Depuis que Thomas est venu ici, nous n'avons pas eu l'occasion d'entendre un groupe d'artistes aussi important et aussi habile; mais si on veut bien considérer que Thomas n'a jamais eu que quarante-cinq musiciens, tandis que le *Boston Symphony Orchestra* en compte soixante-dix, on aura une idée de la grandeur des effets produits par celui-ci. »

Même genre d'appréciation pour la peinture. Au *Saint-Nicholas Hotel*, à Cincinnati, un portrait de Pauline Bonaparte, peint par Dévouge, occupe une place d'honneur, une place de réclame, dans la salle à écrire. Des notices *artistiques* et historiques sur ce tableau sont libéralement distribuées aux hôtes; j'en prends une et j'y cueille ce renseignement précieux : « Pauline Bonaparte paraît, d'après ce portrait, avoir pesé cent cinquante pounds ou un peu plus ». Comme on sent bien l'œil exercé du *ranchman!* C'est de la

critique au poids et à la mesure, de la critique d'épicier : le modèle pèse tant, les musiciens sont tant; jugez maintenant du tableau et de l'orchestre.

Un *criterium* plus sûr encore pour l'Américain ordinaire, c'est le prix de l'œuvre d'art. La plupart ne voient pas au delà. Un richard, venu à Paris, commande son portrait à un de nos peintres les plus connus. L'œuvre terminée, le peintre reçoit de son modèle un chèque de 50.000 francs. « Pardon, dit-il, je ne prends que 25.000 francs. — Vous m'obligerez, lui répond l'Américain, en acceptant 50.000 francs, parce que je ne voudrais pas faire un mensonge, et si je reviens chez moi avec un tableau payé 5.000 dollars, mes amis se moqueront de moi. »

Avec cette vue, l'œuvre d'art tourne bien vite à la réclame; c'est pourquoi on trouve aux États-Unis des tableaux de grand prix dans un *saloon* ou *bar* (cabaret), avec mention de la somme qu'ils ont coûtée. Les gracieuses Nymphes de Bouguereau ont été ainsi exposées, à New-York, dans le *bar* du *Hoffman House,* et les Yankees les contemplaient silencieusement en savourant leur *cocktail.* Un véritable artiste aurait mieux aimé les voir ailleurs que dans l'atmosphère du *bar,* empestée de tabac et d'alcool, mais la masse des Américains n'éprouvait pas ce sentiment et pensait qu'il était beau de pouvoir payer 75.000 francs deux mètres carrés de toile peinte : c'était précisément l'effet que cherchait le propriétaire du *bar.*

En résumé, les Beaux-Arts sont généralement peu compris aux États-Unis, et le goût de la peinture, qui

s'y manifeste depuis quelques années, revêt encore un peu le caractère d'un luxe coûteux. Cela n'a rien d'étonnant pour qui connaît la vie surmenée du Yankee. Absorbé par de constantes préoccupations d'ordre matériel, il n'a pas eu jusqu'ici cet esprit libre et dégagé de soucis qui est nécessaire à la recherche du beau. Les loisirs lui ont fait défaut, et son éducation première ne l'a pas préparé aux délicatesses et aux raffinements de l'art; mais les efforts accomplis dans toutes sortes de directions pour le développement artistique témoignent d'une aspiration générale qui nous réserve peut-être des surprises.

CHAPITRE NEUVIÈME

La situation religieuse

I. Les Américains sont-ils religieux ? — II. L'Église catholique aux États-Unis.

I. — LES AMÉRICAINS SONT-ILS RELIGIEUX ?

On sait quel nombre extraordinaire de confessions religieuses renferment les États-Unis. Sans parler des Mormons, des *Shakers,* et des autres sectes, dont certaines bizarreries ont fait la réputation universelle, il existe une foule innombrable d'*Églises* indépendantes, toutes fondées plus ou moins sur la libre interprétation de la Bible; les unes, ajoutant à ce fonds commun quelques pratiques particulières; la plupart créant entre leurs fidèles un lien de raison plutôt qu'un lien de culte. A vrai dire, beaucoup ont le caractère d'une école de philosophie morale, non celui d'une église.

Malgré cela, la grande masse des Américains trouve encore trop étroites la discipline et les prescriptions de ces religions toutes de tête et, soit indépendance

d'esprit, soit indifférence, vit en dehors de tout culte organisé. Neuf fois sur dix, un Américain parlant de la question religieuse vous dit avec simplicité : *I belong to no Church* (Je n'appartiens à aucune Église).

Même parmi les gens qui participent au culte public d'une église, beaucoup ne sont pas, à proprement parler, les fidèles de cette église, mais plutôt les auditeurs ordinaires du ministre qui y parle. A Boston, par exemple, on allait naguère entendre Philip Brooks à *Trinity church,* parce que Philip Brooks était un orateur éloquent; à Brooklyn, on se pressait dans l'église du pasteur Beacher. A Saint-Paul, un ministre de je ne sais quelle dénomination sentant grandir sa popularité, a fait construire un vaste bâtiment qu'il appelle *People's church,* c'est-à-dire l'église populaire, l'église de tout le monde, et prêche là-dedans, à certains jours. Entre temps, il loue son église pour un concert ou une conférence; ce n'est pas un édifice religieux, un temple, mais une salle publique.

Les prédications protestantes sont d'ailleurs plutôt un discours moral s'adressant à tout le monde qu'un enseignement religieux destiné aux adeptes d'une secte particulière; de là, la facilité avec laquelle un congrégationaliste suit les sermons d'un ministre presbytérien ou épiscopalien.

De là aussi le caractère particulier des églises protestantes qui ressemblent souvent à des *clubs*. A côté de la chapelle où ont lieu le chant des hymnes et le prêche, on trouve souvent des bibliothèques, des salons de lecture, de réception; à certains jours, on

organise là des fêtes de bienfaisance, des réunions de toutes sortes, où la tasse de thé joue son rôle; on attire l'auditoire par tous les moyens. La chapelle elle-même est un grand appartement bien chauffé, bien ventilé, pourvu de sièges confortables, avec un parquet couvert de tapis; une salle de spectacle parfaitement entendue. Je me souviens en particulier d'une certaine chapelle méthodiste de Baltimore, récemment construite, où tous les détails d'installation sont poussés à un degré remarquable de perfection pratique : sur un des bras de la stalle où prend place le ministre, quatre boutons de sonnerie électrique lui permettent de donner des ordres prévus, pour augmenter ou diminuer le chauffage, régler l'aération de la pièce, donner l'alarme en cas d'incendie, etc. Chaque assistant s'assied sur une sorte de siège, assez semblable aux fauteuils d'orchestre d'un théâtre élégant, avec un agencement de fils de fer pour placer son chapeau au-dessous du fauteuil, un grillage pour poser son livre, un autre pour le manteau et le parapluie; tout cela est fort commode, et un méthodiste zélé sollicite mon admiration pour chaque perfectionnement, pour chaque combinaison ingénieuse, sans me faire grâce de rien.

En sortant de là, on a l'idée qu'il doit faire bon venir s'asseoir dans cette chapelle, pendant une heure, chaque dimanche, quand la bise souffle au dehors, ou qu'un soleil de plomb rend la promenade insupportable, mais on n'emporte aucune impression religieuse.

Ainsi, indifférence générale dans l'ensemble de la

population, curiosité d'esprit plutôt que conviction profonde chez ceux qui vont à l'église, tel est le résultat d'une première enquête superficielle. « Bah! se dit-on, les Américains sont tout absorbés par la chasse aux dollars et se préoccupent peu de leur âme; cela ne paie pas! »

Mais on ne peut pas vivre aux États-Unis sans que ce jugement prématuré ne se trouve infirmé par une série de faits irrécusables.

En premier lieu, l'Américain ne considère jamais la religion comme un enfantillage; il y reconnaît la manifestation sérieuse et respectable d'un sentiment élevé et, lors même qu'il ne se lie en pratique à aucun culte, on le voit se préoccuper avec intérêt de la vie future. « Presque jamais, je ne fais un voyage un peu long, me disait un prêtre catholique, sans qu'un de mes compagnons de route, me reconnaissant à mon costume, ne vienne s'asseoir à côté de moi et causer religion. »

D'autres vont plus loin et soutiennent de leur bourse des institutions d'un caractère confessionnel, sans en profiter pour eux-mêmes. C'est ainsi que des protestants participent, souvent dans une large mesure, à la construction d'églises catholiques, de séminaires catholiques. A Saint-Paul, M. J. J. Hill, président du *Great Northern Railroad*, marié, il est vrai, à une catholique, mais resté protestant, a magnifiquement doté le Grand Séminaire du diocèse. Trois millions cinq cent mille francs ont été consacrés par lui à cette œuvre dont il a personnellement surveillé l'organisa-

tion matérielle. De semblables faits montrent bien que, pour certains Américains tout au moins, il y a au-dessus des divisions de sectes, un sens religieux profond, une conviction sérieuse de l'utilité publique du culte.

Il y a de même un certain minimum de foi chrétienne que tout le monde paraît posséder. Par exemple, personne ne se choque des actions de grâces publiques rendues à la Providence divine, au nom du peuple américain, le jour du *Thanksgiving* et dans certaines circonstances solennelles. A Saint-Paul, dans l'hôtel de ville, je remarque cette inscription sur le bureau du *Speaker* du *Town Council :* « Sicut patribus, sit Deus nobis »; enfin la Bible est considérée d'une manière générale comme un livre d'origine divine. Si son interprétation est abandonnée par les protestants les plus fervents aux opinions de chacun, son caractère surnaturel est reconnu par les indifférents eux-mêmes, et placé en dehors de toute discussion.

Parmi les divers traits qui dénotent ce sentiment, général chez les Américains, il en est un qui m'a plus particulièrement frappé et que je rapporte pour cette cause. Mes lecteurs connaissent déjà le *Girard college* de Philadelphie, que j'ai eu l'occasion de nommer au cours de cet ouvrage. Lorsque j'allai le visiter, on me demanda chez le concierge si j'étais un *clergyman;* étonné, je fis répéter la question, et lorsque, sur ma réponse négative, on m'eut laissé pénétrer dans le collège, je racontai la chose au directeur : « C'est la consigne, me dit-il, parce que Girard a décidé dans

son testament que jamais aucun ministre d'aucune religion ne franchirait le seuil du collège. — Mais alors, que signifie cette jolie chapelle que j'aperçois? — C'est pour les exercices religieux; on y dit la prière matin et soir, et le dimanche, un de nous y fait deux lectures expliquées de la Bible. — Et l'ombre de Girard, pensez-vous qu'elle se réjouisse de ces lectures? — Oh! vous comprenez, la Bible n'appartient à aucun culte! (*the Bible is unsectarian*) ». Ainsi le *Board of Trustees*, chargé de diriger le collège, n'a pas jugé que les intentions du fondateur fussent violées par le fait de l'explication de la Bible, malgré les preuves de fanatisme antireligieux qu'il avait données dans son testament; c'est une opinion américaine. En fait, Girard, Français du dix-huitième siècle, voulait sans doute proscrire toute idée religieuse de son système d'éducation, mais les Américains ont interprété ses sentiments d'après les leurs. Pour qui connaît leur respect aveugle des intentions d'un fondateur, cela prouve à quel degré les Livres saints sont considérés par eux comme une chose sacrée, patrimoine commun de tous les hommes, quelle que soit leur religion ou leur irréligion.

On trouve donc en Amérique, moins fréquemment qu'en Europe, d'esprits purement rationalistes, repoussant, en même temps que les croyances d'une Église, le principe même de la Révélation. En ce sens-là, les Américains sont plus religieux que nous.

Ils le sont aussi par certaines pratiques, par une tout au moins, celle du repos dominical. Bien qu'ils

reconnaissent les bons effets de cette coutume au point de vue du travail, ce n'est pas là ce qui en assure l'observation; on y voit aussi, en général, un précepte religieux; je n'ai pas à insister sur ce point assez connu probablement de tous mes lecteurs. Si un mouvement de réaction se produit contre le repos dominical, cela tient à ce que, sous l'influence de certaines sectes, on l'exagère parfois d'une manière vexatoire et un peu ridicule. Mon compagnon de voyage a été vertement admonesté, certain dimanche, par un policeman de *Prospect park*, à Brooklyn, pour avoir déplié son appareil photographique dans une des allées du parc; défense de photographier le jour du Seigneur; défense aussi de visiter les musées, etc., etc. Ces exagérations témoignent bien en tous cas du caractère religieux qu'on y attache. Ce n'est pas pour éviter un surmenage nuisible à la force de production qu'on interdit, le dimanche, la photographie et la visite des musées.

Le sentiment religieux de la masse des Américains paraît donc se résumer à ceci : un fond de croyance à la Révélation, universellement admis, sur lequel chacun se fait une religion à son usage personnel. Ceux que l' « au delà » ne tourmente guère se rangent parmi les indifférents, c'est le grand nombre; les autres se créent un petit dogme personnel, s'y attachent avec l'ardeur que les Américains mettent en toutes choses, deviennent des exaltés, et prêchent au coin des rues pour convertir leurs frères égarés.

J'ai rencontré plus d'une fois sur ma route quelques-uns de ces apôtres de bonne volonté; leurs discours

ne m'ont pas toujours intéressé, mais le sérieux imperturbable des passants qui s'arrêtaient à les écouter m'a instruit plus que leurs sermons.

Voici, par exemple, l'Armée du Salut; on connaît la mise en scène bizarre qui accompagne partout ses manifestations; en Amérique, elles sont plus burlesques encore que partout ailleurs; néanmoins, personne ne les ridiculise.

Un soir, à Washington, je m'approche d'un groupe assez compact, au milieu duquel quinze ou vingt personnes, bizarrement vêtues, chantaient un refrain, dont ces seules paroles arrivaient jusqu'à mes oreilles : *Oh it is so wonderful!... so wonderful!... so wonderful!...* (Oh! c'est si prodigieux!... si prodigieux!... si prodigieux!...) C'était en effet *wonderful* de voir des jeunes femmes, des hommes de tout âge, des nègres, hurler en chœur, sous un globe de lumière électrique, ce cantique de la *Salvation Army,* mais on me ménageait quelque chose de plus *wonderful* encore. En effet, les chants cessent et une jeune fille d'une vingtaine d'années, vêtue d'une robe noire tout unie et d'un petit chapeau canotier en toile cirée, s'avance au milieu du cercle : « Mes chers frères, nous dit-elle en substance, un homme ne saurait être moral, garder la sainteté du mariage ou la pureté virginale, s'il n'est pas sobre, s'il ne se sépare pas des ivrognes et des licencieux; pour cela, il faut qu'il se donne à Dieu. Peut-être trouverez-vous étrange, mes chers frères, qu'une jeune fille de mon âge vous adresse la parole sur de pareils sujets, mais mon Dieu me commande de

le faire. » Tout cela est dit d'une voix haute et perçante, et, comme la soirée fraîchit, la pauvre inspirée se voit contrainte d'arrêter les flots de son éloquence. Après elle, un grand diable d'homme, pourvu d'un organe puissant, nous crie que nous serons damnés si nous ne nous convertissons pas à l'instant même; un jeune néophyte, bien mis, prêche avec timidité; un vieillard assez mal nippé déclare qu'il regrette tous les jours d'avoir connu si tard la lumière; puis d'autres jeunes filles nous déchirent les oreilles de leurs appels désespérés à la grâce, un nègre, un peu court d'inspiration, joue du cornet à pistons pour accompagner le refrain qu'il entonne quand la parole vient à lui manquer, et toutes les femmes agitent avec frénésie leur tambour de basque, afin d'augmenter l'effet d'ensemble et d'exciter le repentir des assistants. C'est à grand'peine que je contiens un accès de fou rire, surtout lorsqu'un second nègre nous chante, en pinçant du banjo, son entrevue avec Dieu et la conversation qui en est résultée; cependant, autour de moi, l'auditoire rassemblé au hasard de la rue écoute sérieusement, sans une interruption, sans une plaisanterie; tout au plus quelques sourires. D'ailleurs aucun *policeman* ne paraît se préoccuper de ce *meeting* en plein air, on sait d'avance que l'ordre n'en sera pas troublé.

Le plus curieux, c'est que l'Armée du Salut compte soixante membres dans tout Washington, de l'aveu même de l'un d'eux qui me donne ce renseignement, mais ces soixante individus ne sont ni étonnés ni arrêtés par leur petit nombre; cela n'enlève rien à la puis-

sance de leur conviction, et ceux qui ne la partagent pas trouvent naturel et légitime qu'ils cherchent à la faire naître par tous les moyens de prosélytisme connus.

Ce n'est là, après tout, qu'une nouvelle manifestation, très spéciale et très détraquée, si vous voulez, de la grande qualité américaine : Quand on a une idée, une volonté, on la pousse tout seul aussi loin et aussi fort qu'on peut, sans se préoccuper de ce que pense le voisin; chacun agit de même, et la tolérance naît de là.

Aussi n'est-il pas nécessaire à un Américain ou à une Américaine d'être encadrés dans une organisation compacte, comme l'Armée du Salut, pour faire de la propagande religieuse. J'ai rencontré au Kansas, chez un ministre ménonite russe (1), une jeune personne de la Pensylvanie qui voyageait, me dit-elle, pour son *business* et ne perdait aucune occasion de convertir ses semblables. Nous étions là une demi-douzaine, Américains, Allemands, Français, assis à la table hospitalière du père V..., et, sous prétexte de nous servir les pruneaux aigres et les œufs en salade qu'il nous offrait, la jeune Pensylvanienne nous fit subir à tous un interrogatoire sur notre religion. Comme je lui déclarai nettement ma foi catholique, je me trouvai soustrait à ses tentatives d'évangélisation; mais un journaliste américain qui m'accompagnait, ayant répondu qu'il n'appartenait à aucune Église, elle le gourmanda très

(1) Voir chap. v.

fort, au mépris de toutes les lois de l'hospitalité. A mon tour, j'étais curieux de connaître la croyance religieuse de cette illuminée aux yeux pleins de fièvre, dont le prosélytisme se manifestait ainsi à tort et à travers; elle m'apprit qu'elle était née dans la secte des *Brethren in Christ*, mais que les exemples des ménonites l'avaient engagée à se joindre à eux, et qu'en ce moment elle se faisait instruire par V... : « Et comment avez-vous connu les ménonites? — J'étais venue au Kansas pour mon *business*, qui est d'élever des enfants pauvres; je ne suis pas assez savante pour tenir une école; mais mon école est en tout lieu, à la cuisine, dans les champs, partout où je puis faire quelque bien; étant à Hillsboro, j'ai entendu parler des ménonites et le Seigneur m'a inspiré d'embrasser leur religion. » Je lui demande la permission de prendre sa photographie et elle me répond textuellement : *The Lord did not raise my spirit to do so* (Le Seigneur ne m'a pas inspiré de me faire photographier!) On le voit, toutes les exaltées d'Amérique ne jouent pas du tambour de basque en chantant les cantiques de l'Armée du Salut; il en est de plus exaltées encore qui arrivent, sans excitation artificielle, au même état d'âme.

Il y a là une sorte de réaction contre l'envahissement de la vie d'affaires et des préoccupations matérielles; aussi se produit-elle un peu partout, bien que sous des formes diverses. A Boston, un dimanche, dans un jardin public, j'écoute des prêcheurs en plein air; l'un s'agite dans un furieux désespoir à la vue de

l'endurcissement général de ses frères en Jésus-Christ, de vraies larmes coulent de ses yeux ; sa figure est congestionnée par l'émotion : à tout moment, je me demande s'il ne va pas tomber de la chaise sur laquelle il est monté debout pour se faire entendre, et qu'il secoue frénétiquement. A quelques pas de là, voici un tout autre genre d'apôtre ; c'est un monsieur à cheveux gris, l'air rangé et tranquille d'un bon bourgeois qui a bien fait ses affaires ; il porte une redingote noire ; sa tête est couverte d'une calotte de velours et, la Bible à la main, il commente la parabole de l'Enfant prodigue. « J'ai connu, moi aussi, dit-il, un enfant prodigue ; il avait été l'associé d'une grande maison de commerce, mais la mauvaise conduite l'avait amené au dénûment le plus complet. Ses amis d'autrefois lui tournaient le dos quand ils le rencontraient dans la rue et, bien qu'il fût sans argent, sans vêtements, sans nouriture, — terrible chose à penser, mes amis ! — il ne se trouvait personne pour lui dire : Tenez voilà un chèque de 5 dollars, ou bien: Venez donc dîner avec moi ; on n'a plus d'amis quand on n'a plus d'argent. Un jour, je le rencontrai cherchant dans un tas d'ordures quelque nourriture misérable, comme l'Enfant prodigue disputait aux pourceaux les glands qu'ils dévoraient ensemble ; je le pris sous le bras, je l'amenai chez moi, je le fis asseoir dans mon meilleur fauteuil et l'invitai à dîner ; après quoi nous priâmes Dieu ensemble : la grâce le toucha, il se remit au travail, devint un citoyen proéminent, etc., etc. » C'est la théorie de la vertu récom-

pensée et du vice puni dans toute sa naïveté, mais elle est courante ici et se vérifie en fait, parce que chacun agissant sous sa propre responsabilité et individuellement, chacun reçoit le prix entier de son effort; par suite, l'énergie appuyée sur la rectitude de la vie est une condition de succès. Elle paie mieux que l'esprit d'intrigue.

Au milieu de la variété sans nombre des sectes protestantes, dans ce peuple où chacun paraît se faire une religion comme il se fait une situation, — à lui tout seul, — il est curieux de voir quelle place tient l'Église catholique, avec ses dogmes précis et sa discipline positive.

II. — L'ÉGLISE CATHOLIQUE AUX ÉTATS-UNIS.

Les catholiques américains sont beaucoup moins nombreux que les protestants des différentes sectes réunis, mais beaucoup plus nombreux que les adeptes d'aucune de ces sectes pris isolément.

On estime la population catholique à dix millions d'âmes, soit un septième environ de la population totale des États-Unis, mais elle se répartit fort inégalement sur le territoire de l'Union.

Dans les grandes villes manufacturières de l'Est, les catholiques augmentent chaque jour, grâce à la présence d'un fort contingent d'Irlandais et d'Allemands du Sud, auquel viennent s'ajouter les Franco-Canadiens. Certains écrivains catholiques s'emparent de ce fait pour entonner un chant de triomphe. « Voyez Boston, disent-ils, la forteresse du puritanisme : bien-

tôt elle sera, en majorité, catholique! Jugez du reste! »

Dans les campagnes de l'Ouest, les émigrants scandinaves et anglo-saxons, les Américains originaires de l'Est, apportent avec eux la religion protestante. Les adversaires de la foi catholique ne manquent pas de faire remarquer que cette nouvelle Amérique paraît jusqu'ici assez rebelle aux influences romaines; au mouvement des conversions catholiques ils opposent le mouvement, malheureusement très certain, des apostasies catholiques, et tirent de l'ensemble de ces faits des conclusions directement contraires à celles que j'indiquais plus haut.

A moins d'entreprendre une enquête personnelle, il est donc fort difficile de se former un jugement sur la vraie situation de l'Église catholique aux États-Unis. Cette enquête, je l'ai poursuivie avec tout l'intérêt d'un croyant et la sincérité d'un observateur; j'ai cherché à me rendre compte. Parmi les phénomènes assez complexes que j'ai rencontrés sur ma route, les uns m'ont paru des obstacles aux progrès du catholicisme, d'autres manifestent au contraire les appuis qu'il trouve dans l'esprit de la race; d'autres enfin indiquent clairement que l'Église catholique, quelle que soit sa puissance actuelle aux États-Unis, y jouit d'une liberté d'allure qu'elle n'a jamais eue peut-être au même degré dans aucune société.

Ces trois groupes de phénomènes forment trois éléments d'information importants. Grâce à eux, on peut non pas prévoir avec certitude l'avenir du catholicisme en Amérique, mais éclairer la route dans laquelle il

est engagé, en reconnaître les difficultés et les avantages; je n'ai pas poursuivi d'autre but.

Examinons donc d'abord les obstacles spéciaux auxquels l'action de la religion catholique vient se heurter aux États-Unis.

Le plus grave de tous, peut-être, réside dans ce qu'on appelle là-bas parfois le *romanisme*. Ce mot demande quelques explications.

Il ne s'agit pas là de l'autorité souveraine du pontife romain en matière de dogme, mais d'une question de gouvernement temporel. Le catholicisme ayant principalement régné jusqu'ici dans des pays d'Europe à forte autorité centrale, est lié dans l'esprit de beaucoup d'Américains à des systèmes de gouvernement qui leur répugnent; ils le considèrent un peu comme une doctrine politique en même temps que religieuse, ils supposent volontiers qu'un Américain catholique rêve un *autoritarisme* contraire à l'esprit des institutions de son pays et qu'il est difficile d'être à la fois bon catholique et bon Américain. Les plus sectaires parmi les protestants s'efforcent de maintenir cette confusion; les plus intelligents parmi les catholiques s'efforcent de la dissiper; le haut clergé, en particulier, affirme en toute occasion son dévouement personnel à la constitution politique des États et le caractère universel de l'Église catholique qui lui interdit toute attache étroite avec telle ou telle forme temporelle.

D'autres vont plus loin et, sans poser une thèse absolue, soutiennent l'excellence particulière du régime politique américain pour l'essor du catholicisme en

Amérique : « La forme gouvernementale des États-Unis, disait le P. Hecker, est préférable à toute autre pour les catholiques. Elle est plus favorable que d'autres à la pratique des vertus qui sont les conditions nécessaires du développement de la vie religieuse dans l'homme. Elle lui laisse une plus grande liberté d'action, par conséquent lui rend plus facile de coopérer à la conduite du Saint-Esprit. Avec ces institutions populaires, les hommes jouissent d'une plus grande liberté pour l'accomplissement de leur destinée (1) ». Malgré ces déclarations très sincères, le préjugé des sympathies césariennes de l'Église catholique a encore une grande force.

Un autre obstacle à l'expansion du catholicisme parmi les Américains, c'est sa clientèle ordinaire. D'une manière générale, les Irlandais n'occupent pas aux États-Unis les places les plus en vue, je l'ai déjà dit et j'en ai donné la raison; ils ont moins que les Américains de naissance, moins que les émigrants scandinaves et anglo-saxons, l'habitude efficace du *self help*, de l'effort individuel; leur état social antérieur les y a mal préparés; ils montent donc moins haut, réussissent moins bien, et restent souvent dans des situations dépendantes.

Il suit de là que l'ensemble des catholiques américains ne représente pas un groupe de citoyens éminents, au contraire. De là cette idée assez répandue que la religion catholique émousse la volonté en habituant

(1) V. *Le Père Hecker,* par le Père W. Elliott.

l'esprit au joug de sa doctrine. On attribue ainsi à une action religieuse le résultat d'une action purement sociale, et l'infériorité personnelle des fidèles nuit d'une manière fâcheuse à la bonne renommée de leur foi.

En plus, certains membres du clergé catholique, subissant l'influence du troupeau rangé sous leur autorité, soumis d'ailleurs à des origines sociales semblables, exaltent volontiers les bienfaits de l'action commune, et l'opposent aux dangers de l'action individuelle; une certaine nuance de socialisme n'est pas pour leur déplaire. Or le socialisme européen, même dans ses manifestations les plus innocentes et les plus atténuées, est en opposition absolue avec l'esprit américain. Le moindre Yankee sent cela d'instinct, et son préjugé anti-catholique s'en trouve renforcé.

Tels sont les deux grands obstacles que la religion catholique trouve sur sa route, par le fait de son attitude temporelle passée en Europe et de sa clientèle actuelle en Amérique; ce sont les plus redoutables, parce qu'ils sont *internes* en quelque sorte.

D'autres, beaucoup moins graves, résultent de circonstances extérieures; c'est, par exemple, le caractère *unsectarian* des écoles publiques. Il est clair que des enfants instruits à l'école, sans aucune religion, risquent d'y perdre les germes de foi qu'ils peuvent avoir, et sont, en tous cas, peu disposés par là à les faire fructifier; aussi le concile de Baltimore a-t-il décidé qu'autant que possible, toute paroisse catholique devait avoir ses écoles catholiques; mais les ressources, abondantes dans certains centres de l'Est, sont

souvent insuffisantes dans les campagnes de l'Ouest, et bien des enfants catholiques suivent les cours de l'école publique, se trouvant ainsi exposés tout jeunes à une atmosphère d'indifférence.

Il convient de remarquer toutefois que l'école *unsectarian* n'est pas une école hostile à la religion. Autrefois, on lisait et on interprétait la Bible dans toutes les écoles; il s'ensuivait qu'un enfant catholique ne pouvait pas, sans un inconvénient positif pour ses croyances, écouter les leçons protestantes qui y étaient données. De plus, les protestants attachés étroitement à une secte redoutaient les enseignements religieux donnés par des maîtres d'une secte différente; l'école *unsectarian* est née de ces difficultés, non d'un scepticisme général; elle est donc sincèrement neutre.

Dès lors, chaque famille en son particulier, chaque confession religieuse par ses *Sunday schools* (écoles du dimanche, où on enseigne les vérités religieuses), peut compléter l'œuvre de l'école publique, sans avoir à la combattre.

C'est pourquoi il a paru bon dans certaines circonstances, à des prélats américains, d'envoyer les enfants catholiques à l'école neutre en obtenant de l'autorité compétente toutes les facilités nécessaires à leur instruction religieuse. Cette décision qui avait soulevé dans l'épiscopat américain quelques critiques violentes, fut déférée à Rome et déclarée acceptable (*tolerari posse*) spécialement en ce qui concerne les écoles de Faribault et de Stillwater.

Le seul reproche que l'on puisse adresser à l'école

« *unsectarian* » américaine, c'est l'impression d'indifférence reçue par les enfants dès leur jeune âge. Elle est assez profonde chez ceux qui appartiennent à un milieu familial peu convaincu; elle s'efface promptement chez les autres. D'ailleurs, la sélection qui s'opère ainsi tout naturellement entre les tièdes et les fidèles tourne plutôt à l'avantage de l'Église catholique.

Cette sélection se poursuit en dehors de l'école sous l'influence de causes analogues. Personne, aux États-Unis, ne se trouve amené par situation à soutenir une religion à laquelle il ne croit guère; on ne va pas à la messe par genre; on n'accepte pas, à ses derniers moments, la visite du prêtre par sentiment de convenance sociale; on n'a aucune apparence à sauver, puisque, autour de soi, on voit des individus appartenant à toutes sortes de sectes ou n'appartenant à aucune. Dans un pareil milieu, il faut être réellement convaincu pour se ranger sous une bannière religieuse.

C'est ce qui explique les pertes éprouvées par le catholicisme aux États-Unis; c'est aussi ce qui permet d'en prendre facilement son parti. Les catholiques de nom, arrivant là, perdent bientôt le peu qui leur reste de convictions, et vont grossir la masse des indifférents. J'ai vu, dans une petite colonie française de l'Ouest comprenant environ une dizaine de familles, trois personnes divorcées et remariées devant un juge quelconque; par leur origine et leur baptême, ces gens-là étaient catholiques; par leur situation matrimoniale, ils se trouvaient hors de l'Église, mais ils en étaient sortis sans s'en douter, à preuve cette his-

toire de mariage qui m'a été contée là-bas par un Parisien en exil : « Quand H... a voulu se remarier, après son divorce, avec la petite T...; celle-ci a demandé d'aller devant le curé catholique; nous sommes donc tous partis en cortège pour le presbytère, mais, quand le curé a su que H... était divorcé, il a refusé de les marier; alors nous avons été chez le *Probate Judge*, il n'y était pas; chez le maire, personne encore; enfin on a fini par découvrir un *clergyman* quelconque qui a fait l'affaire. Je peux vous le dire, Monsieur! jamais je n'avais vu une noce comme celle-là, mais, vous savez, en Amérique, ce n'est pas comme ailleurs! »

Ainsi allégée de tous les éléments qui l'encombrent sans profit, l'Église catholique est véritablement elle-même; elle constitue une réunion de croyants sérieux. Par là, elle gagne une considération marquée.

Dans la même petite ville de l'Ouest où a eu lieu le mariage que je viens de raconter, on m'en donnait une preuve assez originale : « Le curé catholique peut aller à la banque demander une avance de cent dollars, me disait-on, on les lui donnera immédiatement. Il n'en serait pas de même pour le ministre méthodiste, par exemple; le crédit du curé est meilleur, parce que son troupeau est compact et a le sentiment de sa solidarité. »

Même en Amérique, la considération ne se paie pas toujours en monnaie courante; il y a d'autres façons de la témoigner. C'en est une que cette habitude universelle, même chez les protestants, d'appeler *Father*

(père) tout prêtre catholique. Un ecclésiastique américain me racontait en riant comment il avait causé un trouble profond à une dame italienne, pendant un voyage à Rome où deux jeunes Américaines protestantes le saluaient toujours de ce nom.

Malgré les obstacles qu'il rencontre, le catholicisme s'est donc fait une place honorée chez l'oncle Sam ; il commence aussi à se recruter, par les conversions, dans le milieu vraiment américain, et trouve là un terrain merveilleusement préparé à son action.

En effet, la religion catholique demande à ses fidèles autre chose que l'adhésion à un dogme, elle exige d'eux un effort ; elle proclame que la foi sans les œuvres est stérile, elle veut que le chrétien travaille sur lui-même, par lui-même ; l'effort qu'elle attend de lui est individuel.

Les Américains sont éminemment aptes à cet effort individuel, qui est le trait dominant de leur vie ; il ne s'agit plus pour l'apôtre que de diriger cet effort, de l'éclairer par la foi. Et puis, quand il gagne à la vérité un de ces hommes énergiques et résolus, la victoire est définitive ; c'est là une condition extrêmement favorable à l'expansion du catholicisme aux États-Unis.

Rien de facile comme de faire comprendre à un Américain catholique la nécessité de l'avancement dans la vertu. Je retrouve dans mes notes de voyage le résumé d'un avis assez typique donné à ce sujet au prône du dimanche par un prédicateur de Denver (Colorado). Il s'agissait d'une mission qui devait avoir lieu prochainement dans la paroisse : « Cette mission, dit

le curé à ses ouailles, est une grâce que Dieu vous envoie, il faut la saisir. Bien souvent, vous voyez des individus qui seraient dans une meilleure situation temporelle, s'ils avaient profité de certaines occasions favorables, de certaines bonnes chances qui se sont trouvées sur leur route. Ces bonnes chances, tout le monde peut les avoir un jour ou l'autre, mais ceux-là seuls réussissent qui prennent la peine de les mettre à profit. C'est la loi de la vie temporelle; c'est aussi celle de la vie spirituelle. Voici une bonne occasion de vous améliorer moralement qui se présente à vous; ne la laissez pas échapper. » Inutile de secouer la tiédeur de l'auditoire; il faut simplement lui montrer qu'on avance dans la vie spirituelle comme dans la vie temporelle, par l'effort individuel, clairvoyant et prompt, non pas seulement par une conduite sage et des habitudes réglées.

Au point de vue de son action sur les âmes, l'Église catholique trouve par conséquent dans la société américaine des données précieuses. Les obstacles que nous avons signalés n'en sont pas moins redoutables pour cela, mais, à mesure que le catholicisme s'affermit aux États-Unis, ils tendent à disparaître; en face d'un clergé national, l'accusation de *romanisme* perdra peu à peu toute vraisemblance; en face d'une clientèle de fidèles américains, on ne pourra plus croire sincèrement que le catholicisme énerve les volontés. L'avenir spirituel de l'Église paraît donc en bon chemin.

Au point de vue de sa situation temporelle, l'Église

catholique en a rencontré du premier coup aux États-Unis une qui convient merveilleusement à son libre développement.

En effet, elle est à la fois complètement indépendante des pouvoirs publics, ce qui l'affranchit de toute tutelle, et absolument reconnue comme association de bien public, ce qui lui permet de vivre au grand jour. Sur cette base large et facile elle asseoit son organisation traditionnelle.

S'agit-il de nommer un évêque? Une réunion de membres du clergé (1) dresse une liste de trois candidats avec cette mention : *dignus, dignior, dignissimus*, indiquant devant le nom de chacun d'eux le degré de mérite que l'assemblée lui reconnaît. En général, le Saint-Siège confirme le jugement en préconisant celui qui a été désigné comme *dignissimus*, et c'est tout. Le gouvernement ne s'inquiète en rien de cette affaire; il pense que les catholiques ont seuls qualité pour la régler. Est-ce là le résultat d'une politique religieuse particulière? Pas le moins du monde. Dans un pays où toute institution privée peut librement acquérir son développement normal, l'Église jouit simplement du

(1) Cette assemblée est composée des membres du conseil épiscopal (*consultores*) et des curés inamovibles du diocèse : « Quando ob sedem vacantem proponenda sunt S. Sedi nomina eorum qui commendandi videantur pro diocæsi vacante, convocentur consultores et rectores inamovibiles prœdictæ diocæsis. Horum erit tria nomina eorum quos dignos judicaverint Episcopis provinciæ indicare, ut hi præ oculis habeant hæc nomina in proponendis sedi apostolicæ candidatis. » (Concil. plenar. Baltimore, III, a. 1884, tit. II.)

droit commun de toutes les sociétés non contraires aux bonnes mœurs. Elle s'élève autonome, en face d'autres organismes autonomes, dont aucun ne cherche à l'asservir, parce qu'aucun ne prétend à la domination de toutes choses.

S'agit-il de fonder un diocèse, une paroisse, de bâtir une église? La chose est décidée par l'autorité ecclésiastique, d'après les besoins du culte, et le diocèse, la paroisse, l'église, reçoivent une charte qui leur confère la personnalité civile, leur permet de posséder, de transmettre, d'aliéner. C'est le régime qui est en vigueur aux États-Unis pour toutes les fondations dont nous avons parlé, hôpitaux, bibliothèques, universités, associations diverses.

Non seulement l'Église jouit d'une pleine liberté, mais les pouvoirs publics ne feignent pas de l'ignorer sous prétexte qu'elle ne reçoit aucune délégation de l'autorité temporelle. Quand un dignitaire ecclésiastique paraît dans une cérémonie publique, il est traité avec les égards dus à la situation *de fait* qu'il occupe. Quand un fonctionnaire s'adresse à un évêque, il le salue de son titre d'évêque. On n'a pas en effet, aux États-Unis, l'idée que toute hiérarchie sociale doit être consacrée par le gouvernement pour tenir debout; ce n'est pas comme dans les grands États centralisés d'Europe, où une institution d'intérêt général ne peut s'établir et se maintenir qu'en raison de la part de souveraineté qui lui est attribuée, où une dignité ne vaut que par l'estampille officielle. Ici, on a l'idée de pouvoirs *juxtaposés*,

vivant en bons termes de voisinage, mais indépendants les uns des autres. Chez nous, on ne conçoit que des pouvoirs superposés, et l'Église catholique a dû s'accommoder de cette conception en acceptant pour ses membres, dans plusieurs nations européennes, une situation analogue à celle des fonctionnaires de l'État. Aux États-Unis elle n'a eu à subir aucun joug.

De là une série d'avantages considérables.

D'abord, un grand avantage extérieur : ainsi dégagée de toute complicité avec le gouvernement de la nation, l'Église catholique ne soulève pas la haine des dissidents. Elle ne choque aucune conviction, parce qu'elle n'impose à personne aucun hommage obligé.

D'autre part, elle est absolument maîtresse chez elle. Point de concordat établissant à côté des règles canoniques d'autres règles subies plutôt qu'acceptées par elle. La discipline ecclésiastique reste intacte, l'administration ecclésiastique est sans entraves.

Grâce à cela, l'Église catholique américaine peut être à la fois très nationale et très orthodoxe. Il n'y a pas à craindre en effet qu'un patriotisme mal inspiré lui fasse reconnaître au pouvoir temporel de son pays un droit d'immixtion dans ses intérêts spirituels; ce pouvoir n'en a nulle envie et n'est pas organisé pour cela. Entre la conscience individuelle des Américains et l'autorité du Saint-Siège, nul obstacle ne se dresse, et le pape Grégoire XVI a pu dire avec raison que *dans aucun pays du monde, il ne se sentait plus pape qu'aux États-Unis*. Cependant, par ses allures, par sa

situation autonome, par son esprit d'entreprise, par son attachement sincère aux institutions du pays, l'Église des États-Unis a un caractère national bien accusé.

Son esprit américain se manifeste d'ailleurs par mille détails : les membres du clergé se mêlent beaucoup plus que chez nous à la population; ils sont beaucoup plus *des hommes comme les autres.* La vie ecclésiastique étant assurée par la générosité des fidèles, ils ont des intérêts matériels semblables à ceux des autres citoyens, se réjouissent du *boom* qui fait monter les terrains, l'aident autant qu'ils le peuvent; ce ne sont pas des fonctionnaires touchant un maigre traitement fixe. Cette condition leur permet d'acquérir certaines qualités pratiques de direction : ils en usent à l'avantage de leur mission spirituelle en donnant des conseils gratuits aux uns et aux autres, sans distinction de croyance. « Ma maison est pleine chaque jour de gens qui viennent me consulter, me disait le curé d'une grande paroisse, et je vous prie de croire que souvent ce ne sont pas des cas de conscience qu'ils me soumettent. Mais peu importe, et nous servons la cause supérieure de la religion en agissant ainsi; il nous faut en effet prouver à nos frères, par tous les moyens possibles, que nous les aimons efficacement, que nous partageons leurs préoccupations, que nous applaudissons à leurs succès, que nous cherchons à les relever de leurs chutes; il nous faut trouver le chemin de leur cœur. »

Soutenus par cette idée féconde, les plus éminents

parmi les prêtres conquièrent dans l'estime de leurs concitoyens une place de premier ordre. A Saint-Paul, par exemple, il n'est pas d'individualité plus en vue que celle de l'archevêque Ireland. Protestants et catholiques s'accordent à reconnaître en lui *a splendid man*, comme on dit là-bas, c'est-à-dire un homme possédant à un haut degré les qualités distinctives de l'Américain de marque, l'énergie, l'initiative hardie relevées par un amour sincère et éclairé du bien public.

Il faut voir à l'œuvre un homme de cette trempe pour comprendre la souveraine efficacité que peut avoir, en vue du bien moral, la valeur personnelle jointe à une direction de vie désintéressée. Des évêques semblables font plus par leur exemple, pour détruire les obstacles auxquels se heurte la propagande catholique, que tous les raisonnements de tête.

Et remarquez bien que l'Église américaine a tout ce qu'il faut pour former des hommes pareils. Sans doute, les dons naturels éminents sont rares partout, mais certains milieux ne leur permettent pas de se produire; d'autres, au contraire, favorisent leur éclosion, ce sont ceux qui développent le sentiment de la responsabilité individuelle la plus complète, ceux où l'homme supérieur peut donner sa mesure; l'Église américaine est essentiellement un de ces milieux, parce qu'elle n'a à compter sur aucun appui extérieur, parce qu'elle est habituée à faire son chemin toute seule.

Causez avec un prêtre des États-Unis, il ne gémira pas sur le malheur des temps, sur la difficulté du bien et autres sujets ordinaires dans la bouche de tant d'ec-

clésiastiques français; il accepte le présent tel qu'il est, comme la donnée d'un problème à résoudre, et songe uniquement à préparer l'avenir, dont il se sent responsable : « Un siècle finit, un siècle commence, s'écriait Mgr Ireland dans la cathédrale de Baltimore, au moment du centenaire de l'Église américaine. Ce siècle sera ce que nous le ferons; il sera nôtre, car il sera le fruit de notre travail. Évêques, prêtres et laïques, mes frères, en quels termes vous dirai-je la responsabilité qui pèse sur nous!... Je n'oublie pas que la grâce de Dieu est indispensable à l'accomplissement de notre tâche, mais Dieu fera certainement sa part, à nous de faire la nôtre; trop souvent, nous semblons souhaiter qu'Il se charge aussi de celle-là. Il y a des catholiques, plus nombreux en Europe qu'en Amérique, auxquels le présent ne sera connu que longtemps après qu'il sera devenu le passé. Notre ouvrage à nous est dans le présent, et non dans le passé. Le monde est entré dans une phase toute nouvelle; le passé ne reviendra pas; la réaction est le rêve d'hommes qui ne voient ni n'entendent, qui sont assis aux portes des cimetières, pleurant sur des tombes qui ne se rouvriront pas et qui oblient le monde vivant. »

On sent, dans ces paroles, une sève jeune et vigoureuse, une ardeur pratique, efficace et saine, qui donnent confiance dans l'avenir de l'Église américaine; peut-être même, n'est-ce pas seulement aux États-Unis que l'effet s'en fera sentir; on peut prévoir que cette dernière, venue parmi les nations catholiques, a un rôle plus haut encore à jouer.

A ceux qui voient une contradiction entre les enseignements immuables de l'Église catholique et les transformations du monde moderne, elle répondra victorieusement par le spectacle d'une population fidèlement soumise aux premiers et merveilleusement adaptée aux secondes.

A ceux qui redoutent pour le développement de la personnalité humaine le joug d'une autorité indiscutée, elle montrera le vigoureux essor d'hommes d'autant plus indépendants dans les choses contingentes qu'ils sont plus assurés des solutions essentielles.

C'est en escomptant cet avenir, en s'appuyant aussi sur des faits peu connus ou mal connus du public français, que certains catholiques ont cru pouvoir faire l'éloge des moyens employés dans l'Église américaine pour éclairer les dissidents, ou pour inspirer la conduite de ses fidèles, et en ont directement ou indirectement tiré des leçons applicables à l'Europe. Avec la tournure d'esprit française, cet éloge des procédés efficaces dans l'*hypothèse* américaine devait être bien rapidement interprété comme la position d'une *thèse* générale et discuté comme tel.

Ainsi est né ce qu'on a appelé en Europe d'un terme très vague l'*américanisme*. Je n'ai pas à en parler ici par la bonne raison que l'américanisme est une tendance à l'imitation des Américains et que, par suite, il n'est pas le fait des Américains. Au surplus, la lettre du Pape adressée au cardinal Gibbons et condamnant toute diminution ou fausse interprétation du dogme

catholique dans le sens dit américaniste, a reçu immédiatement la complète adhésion de tous les prélats américains. Elle a été ainsi l'occasion d'affirmer solennellement la parfaite union de l'Église américaine avec le Souverain Pontife interprète du dogme.

Mais en dehors et bien au-dessous de la question de dogme, il existe, parmi les catholiques américains, principalement parmi les membres du clergé d'Amérique, une division assez profonde, division sociale plutôt que religieuse et qui a envenimé les discussions auxquelles l'américanisme a donné lieu.

Les prêtres, restés européens par leur formation, ont une grande difficulté, je l'ai indiqué plus haut, à gagner la confiance des Américains, à se faire comprendre d'eux et à les comprendre. De là, une certaine tendance de leur part à tenter sur le sol américain l'établissement de groupes catholiques, européens par leur esprit et par leurs habitudes, groupes irlandais, allemands, franco-canadiens, etc. Un religieux français, en résidence à Washington, disait en propres termes à ce propos : « Notre grande difficulté ici, c'est que nous avons à lutter contre l'esprit américain ». Dans les villes où se trouvent de nombreux Allemands du Sud, les paroisses catholiques allemandes restent très attachées aux usages du vieux pays et le vœu secret ou exprimé de beaucoup de prêtres de cette nation serait d'obtenir une hiérarchie allemande en Amérique, des évêques allemands à la tête de diocèses allemands.

Contre ces préventions et ces prétentions du *Ger-*

man party, les prêtres et évêques du parti américain soutiennent que l'Église d'Amérique ne doit pas être une série de chapelles d'immigrés étrangers et que c'est faire injure aux Américains de les juger incapables d'adhérer à la foi catholique, lorsque en réalité, les difficultés rencontrées par certains prêtres, viennent de leur inaptitude personnelle à exercer l'apostolat en Amérique.

Et ils insistent sur la maladresse insigne de ces tendances : « C'est creuser un fossé, disent-ils, entre les Américains de naissance et la foi catholique »; c'est rendre suspects, ou du moins, c'est isoler indéfiniment de la masse de la nation les catholiques venus de pays étrangers; c'est compromettre gravement l'essor du catholicisme aux États-Unis; c'est réduire la foi au rang d'une tradition qui s'en va, tandis qu'elle doit être la vivifiante inspiratrice de l'avenir.

Entre ces deux fractions du clergé, l'une attachée plus étroitement aux usages européens, l'autre plus largement ouverte aux conceptions américaines, l'une préoccupée par-dessus tout d'éviter les écueils, dût-elle rester en place, l'autre soucieuse, avant tout, de marcher, quitte à se relever après un faux pas, les relations sont parfois assez tendues. Lorsque l'américanisme a fait son apparition en Europe par suite de l'interprétation abusive que nous avons signalée, et qu'il y a soulevé des controverses, le *German party* d'Amérique et tout ce qui s'y rattache s'est empressé de prendre part à la querelle; malheureusement, il y a apporté une âpreté très peu apostolique. Son inter-

vention a considérablement grossi et souvent dénaturé certains incidents dans lesquels aucun principe essentiel n'était engagé.

Mais ces difficultés de détail ne sauraient retarder longtemps les progrès de l'Église catholique américaine. Elles ne sont pas d'ailleurs spéciales à la question religieuse; elles constituent simplement un cas particulier du problème général qui domine tout en Amérique, du problème de l'assimilation. Beaucoup d'immigrants arrivent aux États-Unis avec le dessein de profiter des avantages offerts par le pays, mais sans être décidés à devenir américains; ils forment volontiers des groupes européens, tels les Irlandais, les Allemands du Sud, etc. Mais leur manière de faire est surtout nuisible à eux-mêmes; elle entrave leur succès personnel plus encore qu'elle ne retarde les progrès de l'Amérique, et une perpétuelle leçon de choses montre l'inefficacité de leur état d'esprit en les mettant à l'écart. En plus, une action toute mécanique augmente constamment le nombre des vrais Américains. Chaque génération qui disparaît diminue la fraction européenne; chaque génération qui s'élève renforce l'autre, en sorte que le temps travaille pour celle-ci, sans que, d'ailleurs, ses adeptes se fient uniquement à la complicité du temps pour avancer leur œuvre.

Lorsque les malentendus seront dissipés, lorsqu'on verra apparaître aux États-Unis une église fidèle et vivante, libre d'entraves administratives et dégagée de toute connivence compromettante avec le pouvoir

civil, on se rendra compte de l'importance de son exemple. Aujourd'hui, tous les trônes de l'Europe sont ébranlés; les gouvernements les plus forts en apparence, quelle que soit d'ailleurs la forme qu'ils revêtent, qu'ils s'appellent républiques ou monarchies, reposent sur des bases chancelantes; la simple prudence ne permet pas à l'Église de compter sur un appui sérieux de leur part lors même qu'ils seraient dévoués à ses intérêts; il faut qu'elle se soutienne par sa propre force, qu'elle vive de sa vie propre, qu'elle soit complètement autonome. Ce sera l'heureuse nécessité des temps nouveaux. Pour se plier à cette nécessité, l'Église américaine, elle, n'aura pas d'évolution à accomplir; elle a devancé ses aînées dans cette forme nouvelle, parce qu'elle est née dans un pays de nouveauté; elle pourra servir de modèle quand la transformation s'imposera.

CHAPITRE DIXIÈME

Conclusion.

Nous avons étudié le peuple américain dans toutes les manifestations de sa vie (1). Nous avons vu comment il tire parti des différentes ressources de l'immense contrée sur laquelle il asseoit sa puissance; nous nous sommes assis à son foyer; nous avons examiné sa vie politique et ses croyances religieuses; nous tenons par conséquent les éléments essentiels de sa constitution sociale et nous pouvons répondre en connaissance de cause à la question ordinaire des Yankees : *How do you like this country?* (comment trouvez-vous ce pays-ci?).

Ce n'est pas chose facile d'émettre un jugement d'ensemble sur une nation, de la louer ou de la blâmer en bloc. On prête toujours le flanc à mille objections, quand on se laisse aller à l'expression d'une sympathie ou d'une antipathie générales; on risque de fausser les faits, quand on se laisse soi-même diriger par cette sympathie ou par cette antipathie.

Mais, après l'examen impartial des divers éléments

(1) V. *Ranches, Fermes et Usines.*

qui composent une société, on ne peut pas s'empêcher de se demander quelles sont les causes qui font sa faiblesse ou sa force, de voir si les signes de décadence l'emportent sur les signes de prospérité, si cette société s'élève ou si elle descend; on éprouve une impression générale.

Or, aux États-Unis, le résultat de cette impression est très net.

Certes, il y a dans la société américaine, nous l'avons constaté, à l'occasion, de très graves désordres; dans le régime du travail, ce sont la fréquence des grèves, l'instabilité des engagements, l'indifférence de certains patrons à l'égard de leurs ouvriers, les syndicats monopolisateurs (*trusts*), l'abus de la spéculation; dans la famille, nous trouvons le divorce abritant une véritable prostitution légale, la stérilité volontaire qui sévit dans les grandes villes de l'Est, l'ivrognerie abrutissante; dans le gouvernement, des politiciens sans scrupules détiennent la plupart des situations, la justice est parfois mal représentée; enfin la religion, toute respectée qu'elle soit, rencontre une indifférence générale.

Comme toutes les nations de l'Europe, comme toutes les sociétes humaines, l'Amérique a donc ses maux; mais ce n'est pas par ses maux, c'est par la force de résistance qu'elle y oppose qu'on peut juger de la vigueur d'une société. Toutes seraient condamnées à périr promptement, si les maladies sociales dont elles sont atteintes, constituaient une cause suffisante de ruine; cependant l'histoire nous montre

que les unes parviennent à grandir et à prospérer, malgré les crises qu'elles subissent, tandis que d'autres disparaissent sous le coup de crises analogues.

Or, un des caractères les plus frappants de la société américaine, c'est sa merveilleuse aptitude à surmonter les crises. Ce caractère, elle le doit à l'énergie individuelle de ses membres, auxquels le découragement semble inconnu. On peut dire que, pour un Américain, il n'y a pas de chute définitive et irréparable; il n'y a pas de chute qui abatte sa volonté. Qu'un homme se ruine de fond en comble, il recommence à travailler avec la même ardeur, et l'opinion publique ne le flétrit pas, aussi longtemps qu'il conserve cette ardeur; elle le flétrirait s'il ne cherchait pas à se relever de sa chute.

Cette immense force réparatrice répandue dans toute la nation n'est qu'une manifestation particulière de la force impulsive qui la pousse en avant; on ne se relève si vite que pour courir à un but. C'est ce qui fait la vitalité de l'Amérique, c'est ce qui donne confiance dans ses destinées futures.

Vous êtes-vous demandé quelquefois pourquoi ce peuple né d'hier, composé d'éléments si divers, présente une telle homogénéité qu'on lui reconnaisse déjà des défauts et des qualités, qu'il présente un type distinct?

C'est que si la race américaine n'a pas d'unité d'origine, elle en a une autre qui résulte d'une sélection : elle emprunte ses membres à toutes sortes de milieux; elle ne conserve que ceux qui sont doués d'une éner-

gie suffisante pour tirer parti des facilités naturelles de succès qu'offre l'immense étendue des États-Unis. Elle donne au Hongrois ou à l'Italien un abri temporaire; elle devient la patrie du Scandinave, de l'Allemand du Nord, ou de l'Anglo-Saxon. Non seulement elle appelle ainsi à elle les Européens susceptibles de mener la vie américaine, mais elle rejette constamment de son sein les Américains désireux d'y échapper. De là la colonie américaine des Champs-Élysées à Paris. Pour devenir et pour rester Américain, il faut considérer la vie *comme une lutte et non comme un plaisir,* y rechercher l'effort victorieux, l'action énergique et efficace, plus que l'agrément, plus que le loisir embelli par la culture des arts, et les raffinements propres à d'autres sociétés.

Partout où notre observation s'est portée, sur les *ranches,* sur les fermes, dans les mines, dans l'industrie, dans le commerce, dans l'organisation de la famille ou des pouvoirs publics, nous avons constaté que ce qui fait réussir l'Américain, ce qui constitue son type, ce qui fait prédominer la somme du bien sur la somme du mal, c'est la valeur morale, l'énergie personnelle, l'énergie agissante, l'énergie créatrice.

Cette énergie créatrice est tellement féconde que si vous jetez aujourd'hui les yeux sur cet immense continent, presque désert il y a cent ans, peuplé seulement de bisons et d'Indiens, vous le voyez couvert de chemins de fer, de villes florissantes, de riches moissons; sa culture, son industrie, son commerce, sont devenus une menace pour l'Europe, et le Vieux Monde,

armé jusqu'aux dents, respecte et redoute ce pays où la conscription est inconnue.

Qui donc a accompli cette transformation?

Est-ce une métropole puissante? un souverain de génie?

Non, mais des particuliers, une poignée de cultivateurs et de marchands.

Ils ont fait autre chose encore : après avoir créé le pays, ils l'ont organisé; ils se sont fabriqué un gouvernement qui les serve, et contre les excès duquel ils puissent réagir sans une révolution violente. En somme, ils ont tout fait et, malgré les désordres que nous avons constatés, leur œuvre va se développant chaque jour.

C'est donc bien par l'énergie des individus que la société américaine s'est constituée et se soutient.

Pourquoi cela? Comment se fait-il que cette qualité se soit développée là d'une manière si merveilleuse?

Il suffit de comparer l'étendue des États-Unis avec leur population actuelle pour le comprendre. Il existe encore des terres disponibles, les industries à créer sont sans nombre; tout homme décidé à mettre en œuvre ses bras et sa volonté en trouve facilement l'emploi; avec de l'énergie et de la persévérance, avec un caractère fortement trempé, rien n'est impossible; l'audace est une sagesse.

Cette condition est si favorable, elle porte si bien à son maximum d'intensité et d'efficacité l'effort individuel, qu'elle attire en Amérique et y fait prospérer les individualités les mieux prédisposées à cet effort.

Aussi, voyez ce qui se passe : l'Amérique est ouverte à tout le monde, elle donne des terres à qui en veut, elle donne même la nationalité américaine à quiconque réside sur son territoire pendant quelque temps, et cependant on ne voit à la tête des affaires américaines que les représentants des races formées à l'effort individuel. Eux seuls profitent complètement des avantages offerts par l'Amérique.

D'autres nations de l'Europe, engagées dans le système de l'effort collectif, militarisées à outrance, fortement gouvernées et s'en glorifiant, voyant là une condition de sécurité, de force et de progrès, restent en face de ces avantages sans les utiliser.

Le monde paraît donc aujourd'hui se diviser en deux groupes bien distincts, l'un plaçant son espoir dans l'effort individuel, unissant ses forces seulement quand la nécessité l'exige, et suivant des formes variables répondant aux besoins du moment, attendant tout de initiative privée, redoutant les entraves; l'autre, mettant au contraire sa confiance dans l'effort collectif, dans le groupement administratif, permanent, difficile à transformer, attendant tout de la réglementation, et craignant par-dessus tout les « écarts » de la volonté individuelle.

Auquel de ces deux groupes appartiendra l'avenir? Duquel faut-il dire : « Ceci tuera cela »?

Au dix-neuvième siècle, à la veille du vingtième, la réponse ne semble pas douteuse.

Nous sommes à une époque de transformations rapides où toutes les inventions modernes bouleversent

à chaque instant le monde du travail; la loi du travail est plus que jamais la loi du progrès. Cela exige de la part des hommes la possibilité d'agir seuls, ou de se grouper, suivant les besoins du moment, avec promptitude, non pas suivant des formes antérieures, vieilles et sans souplesse, créées jadis en vue d'autres besoins. En présence de ces changements inévitables et continus, il n'y a plus de situations acquises d'une manière définitive; tous les efforts combinés pour les maintenir artificiellement échouent contre la force des choses. Le seul parti à prendre, c'est donc de s'armer pour la lutte inévitable, d'être prompt à se retourner, libre de ses mouvements, non pas enchaîné et attendant un commandement pour agir. Ce qu'il faut, c'est de l'initiative, non de la docilité.

La race à laquelle appartiendra l'avenir sera donc bien celle chez laquelle l'homme, dégagé de toute entrave inutile, et formé à l'effort individuel, atteindra le maximum d'intensité de cet effort.

Cela n'est pas vrai seulement au point de vue matériel, cela est vrai également au point de vue moral. Là, dans tous les temps et dans tous les lieux, l'effort individuel est le seul efficace; c'est le travail sur soi-même, recommandé par la philosophie antique, prescrit par la religion, partout honoré et partout fécond. C'est lui que chantait le poète Longfellow dans les admirables stances de son *Psalm of Life* toutes remplies d'un lyrisme vraiment américain : « Notre destinée n'est ni de jouir ni de souffrir, mais d'agir, afin que chaque lendemain nous trouve plus en avant. Ne vous

confiez pas dans l'avenir, tout souriant qu'il soit! Laissez le passé ensevelir les morts! Agissez, agissez dans le présent qui vit! Le cœur dans votre poitrine et Dieu sur vos têtes! »

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre I. — L'éducation américaine

Chapitre II. — Les fiançailles et le mariage

Chapitre III. — Les Américains chez eux et hors de chez eux

Chapitre IV. — La vie journalière

Chapitre V. — L'aristocratie en Amérique

Chapitre VI. — L'esprit d'association et les intérêts généraux

Chapitre VII. — La vie politique

Chapitre VIII. — La vie intellectuelle aux États-Unis

Chapitre IX. — La situation religieuse

Chapitre X. — Conclusion

FIN

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET Cie. — MESNIL (EURE).




363872
UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY

